

Cahier 21

Octobre 2020



Tendances et perspectives démographiques en Méditerranée

Directeur de Publication : Elen Lemaître-Curri

Auteurs : Evgenia Anastasiou, Yoann Doignon, Dimitrios Karkanis, Jean-François Léger, Alain Parant, Salah Eddine Sahraoui

Coordination des auteurs : Alain Parant

Coordination pour le Plan Bleu : Antoine Lafitte, avec l'appui d'Anna Goubert

Evgenia ANASTASIOU est économiste spécialisée en géographie économique et démographique, chercheure post-doctorante au Laboratoire d'analyses démographiques et sociales de l'Université de Thessalie (Volos, Grèce).

Yoann DOIGNON est géographe, chercheur post-doctorant au Centre de recherches en démographie de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve, Belgique).

Dimitrios KARKANIS est économiste, chercheur post-doctorant au Laboratoire d'analyses démographiques et sociales de l'Université de Thessalie (Volos, Grèce).

Jean-François LEGER est démographe-sociologue, enseignant-chercheur à l'Institut de démographie de l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1, Directeur-adjoint de la revue Espace Populations Sociétés.

Alain PARANT, coordonnateur et rédacteur final de l'expertise, est démographe, ancien chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined), conseiller scientifique de Futuribles International, membre du comité de rédaction de la revue Futuribles.

Salah Eddine SAHRAOUI est démographe, enseignant chercheur associé à l'École supérieure de la Sécurité sociale (ESSS, Alger).

Expertise réalisée pour l'association Plan Bleu pour l'environnement et le développement en Méditerranée

Mention légale

Les termes utilisés et la présentation des documents à travers cette publication n'expriment en aucun cas des opinions du Plan Bleu et/ou de l'UNEP/MAP au sujet de la situation juridique de quelque pays, territoire, ville ou région que ce soit, ni sur ses autorités, ni sur la délimitation de ses frontières. Les analyses et les conclusions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Plan Bleu et/ou de l'UNEP/MAP.

Droits de copyright

Le texte de la présente publication peut être reproduit en tout ou en partie à des fins pédagogiques et non lucratives sans autorisation spéciale de la part du détenteur du copyright, à condition de faire mention de la source. Le Plan Bleu serait reconnaissant de recevoir un exemplaire de toutes les publications qui ont utilisé ce matériel comme source. Il n'est pas autorisé d'utiliser la présente publication pour la revente ou à toute autre fin commerciale sans demander au préalable par écrit l'autorisation du Plan Bleu.

© 2020 Plan Bleu

Notes

Le terme « pays riverain » est utilisé dans ce rapport au sens de « pays riverain de la mer Méditerranée ».

Dans certains tableaux, les pays sont représentés dans l'ordre correspondant au sens inverse des aiguilles d'une montre afin de privilégier la proximité géographique et le groupement par région dans l'analyse.

SOMMAIRE

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES ET ENJEUX EN MÉDITERRANÉE	5
I. RÉTROSPECTIVE DE 1960 À NOS JOURS	6
I.1. Croissance démographique d'un espace fortement contrasté et divers	6
I.2. Fécondité, mortalité, migrations internationales : tendances lourdes et disparités	8
I.2.1. Fécondité	8
I.2.2. Mortalité	10
I.2.3. Remplacement des générations	10
I.2.4. Migrations internationales	13
I.3. Transition de la structure par âge : un vieillissement démographique généralisé	14
I.4. Un peuplement de plus en plus urbain	20
II. VISIONS D'AVENIR	21
II.1. Perspectives de population	21
II.1.1. Hypothèses	21
II.1.2. Résultats	23
II.1.2.1. La « Bombe P » toujours active	23
II.1.2.2. Implosion au Nord, explosion au Sud et à l'Est	25
II.1.2.3. Vers une inversion des pyramides	26
II.2. Perspectives de population urbaine	31
III. REMARQUES CONCLUSIVES : DES VISIONS BIEN DISCUTABLES	33
ÉTUDES DE CAS : Concentration urbaine et littoralisation en Albanie	38
I. GÉNÉRALITÉS SUR LA DÉMOGRAPHIE ALBANAISE CONTEMPORAINE	38
II. DES DISPARITÉS TERRITORIALES IMPORTANTES QUI PROFITENT AUX RÉGIONS LITTORALES	38
III. DES RESSOURCES DÉMOGRAPHIQUES INTERNES LIMITÉES	41
IV. DIMINUTION ET CONCENTRATION DE LA POPULATION EN MILIEU URBAIN DANS LES PRÉFECTURES LITTORALES	41
V. RETOURS DE L'ÉTRANGER ET MOBILITÉS INTERNES	42
V.1. Crise économique et retour de la population albanaise	42
V.2. Les mobilités internes au cours des années 1989-2001	42
V.3. Des tendances confirmées pour la période 2001-2011	43
V.4. Les soldes migratoires récents	46
VI. LES PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES : POURSUITE DE LA CONCENTRATION DÉMOGRAPHIQUE À TIRANA OU REDÉPLOIEMENT DANS LES ZONES RURALES ?	47

DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET URBANISATION EN ALGÉRIE	54
I. BRÈVE PRÉSENTATION GÉNÉRALE	54
II. APPROCHE DÉMOGRAPHIQUE LOCALE	56
II.1. La croissance démographique des wilayas	56
II.2. La densité de peuplement des wilayas	56
II.3. La structure par âge des wilayas	57
III. LITTORALISATION, URBANISATION, MIGRATION	61
CONCLUSION	63
FICHES PAYS	64
ALBANIE	64
ALGÉRIE	67
BOSNIE-HERZÉGOVINE	70
CHYPRE	73
CROATIE	76
ÉGYPTE	79
ESPAGNE	83
ÉTAT DE PALESTINE	86
FRANCE	89
GRÈCE	92
ISRAËL	95
ITALIE	98
LIBAN	101
LIBYE	104
MALTE	107
MAROC	110
MONTÉNÉGRO	113
SLOVÉNIE	116
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE	119
TUNISIE	122
TURQUIE	125

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES ET ENJEUX EN MÉDITERRANÉE

TENDANCES DÉMOGRAPHIQUES ET ENJEUX EN MÉDITERRANÉE

Les pays riverains de la Méditerranée, s'ils partagent certaines caractéristiques naturelles (climat, végétation), s'avèrent néanmoins très hétérogènes aux plans géographique, historique, politique, socio-économique. Cela se traduit notamment par de grands contrastes démographiques. Tandis que les pays de la rive Nord ont achevé leur transition démographique depuis plusieurs années, expérimentent la phase du « post-modernisme démographique »¹ et se caractérisent par des niveaux très bas de la fécondité et un vieillissement très marqué de leurs populations, les pays des rives Sud et Est se situent à un stade transitionnel moins avancé et présentent des structures par âge nettement plus jeunes. Au plan démographique, en dépit de ces très réelles différences, un trait réunit cependant l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée : une forte propension de leurs populations à s'agréger sur certains espaces, plus particulièrement les espaces littoraux où joue à plein le rôle structurant et ancien des villes portuaires et où se développent les activités touristiques, sources de revenus et d'emplois.

Les différentiels de croissance humaine ayant été préalablement mis en évidence, on traitera tout d'abord, dans une première partie consacrée à une rétrospective de 1960 à nos jours, de l'évolution des phénomènes clés de la dynamique démographique : fécondité, mortalité, migrations. On se focalisera ensuite sur deux tendances lourdes : la transformation de la structure par âge des populations méditerranéennes dans le sens d'un vieillissement généralisé d'une part, l'urbanisation d'autre part. Dans une seconde partie, dévolue aux perspectives à l'horizon 2050, seront présentés quelques futurs possibles relatifs à l'évolution démographique générale des pays riverains et à leur urbanisation.



¹ Van de Kaa Dirk J., "Europe's Second Demographic Transition", Population Bulletin, 42 (1), Washington, The Population Reference Bureau, 1987.

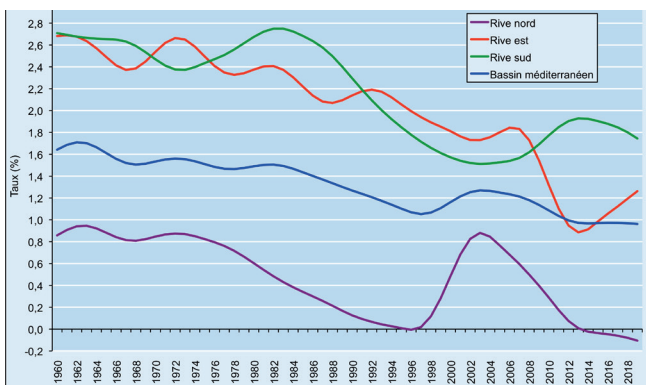
I. Rétrospective de 1960 à nos jours

I.1. Croissance démographique d'un espace fortement contrasté et divers

Par le niveau de développement des pays qui le composent autant que par leur peuplement, le Bassin méditerranéen, tel que défini ici², est un ensemble hétéroclite. Se côtoient, en effet, des pays très petits et très densément peuplés, comme la principauté de Monaco, Malte, l'État de Palestine ou le Liban, et des pays très vastes mais très faiblement peuplés, tels que l'Algérie ou la Libye ; des sous-ensembles géographiques – rives asiatique et africaine – dont la population s'est très fortement accrue depuis 1960 et d'autres – pays membres de l'Union européenne (UE) et Balkans de l'Ouest – où la population n'a que très faiblement augmenté.

Globalement, sur la période 1960-2020, la population du Bassin méditerranéen a augmenté, selon la DPNU, de plus de 280 millions d'habitants (de 239 millions à 522 millions), l'accroissement étant à près de 82 % le fait des pays des rives Est et Sud. Malgré le rebond des années 2000, largement imputable aux pays de la rive Nord, le Bassin méditerranéen est aujourd'hui un espace où la croissance des effectifs s'opère à un rythme significativement plus ralenti qu'au début des années 1960, la stabilisation actuelle masquant toutefois des évolutions

Graphique 1. Bassin méditerranéen et rives, 1960-2019 Taux de croissance démographique annuel moyen (en %)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019* ; calculs de auteurs.

2 Ce travail porte sur 22 pays subdivisés comme suit :

- rive européenne : Espagne, France, Monaco, Italie, Malte, Slovaquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie, Grèce, Chypre ;
- rive asiatique : Turquie, République arabe syrienne, Liban, Israël, État de Palestine ;
- rive africaine : Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc.

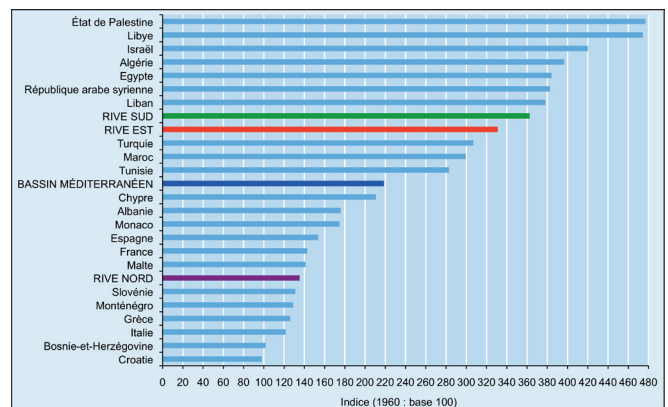
Les bases de données mobilisées sont, pour des motifs de disponibilité et de comparabilité, les bases élaborées par la Division de la population des Nations unies (DPNU). Ces bases n'intègrent pas toujours Monaco, un État dont la population est inférieure au seuil requis pour certaines analyses (90 000 personnes).

très divergentes : croissance négative au Nord ; déclin au Sud après une très temporaire reprise pendant les années 2004-2013 ; progression à l'est depuis 2014 après l'affaissement marqué des années 2004-2013 (graphique 1).

Dans un espace où la population a été, en moyenne, multipliée par 2,2 entre 1960 et 2020, la situation apparaît fort contrastée entre une rive Nord où les effectifs n'ont progressé que de 35 % en 60 ans (de 146 millions à 196 millions), et les rives est et sud où la croissance a été 2,4 à 2,7 fois plus intense (respectivement, de 37 à 122 millions et de 56 millions à 202 millions) (graphique 2). À l'intérieur de ces grands sous-ensembles géographiques, la diversité des croissances passées est tout aussi accusée. Au Nord, le rapport est du simple au double par exemple entre Chypre dont la population a doublé (passant de 573 000 à 1,2 million) et les populations de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine qui ne comptent pas plus d'habitants aujourd'hui qu'en 1960 (un peu plus 3 millions et 4 millions respectivement). Au Sud, l'écart de croissance est tout autant marqué entre la Tunisie dont la population a été multipliée par 2,8 en 60 ans (passant de 4 à 12 millions) et la Libye dont la croissance démographique est estimée 1,6 fois plus rapide sur la même période (de 1,4 million à 6,9 millions, soit un facteur d'accroissement proche de 5). Il en est de même sur la rive Est, où le différentiel de croissance est de 1,6 à 1 entre l'État de Palestine dont le nombre d'habitants a quintuplé (passant de 1 à 5 millions) et la Turquie dont la population a été multipliée par trois (de 27 à 84 millions).

La diversité de la croissance démographique dans le Bassin méditerranéen ne tient cependant pas à son seul rythme à long terme.

Graphique 2. Bassin méditerranéen, 1960-2020 Croissance démographique indiciaire des pays riverains (1960 : base 100)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019* ; calculs de auteurs.

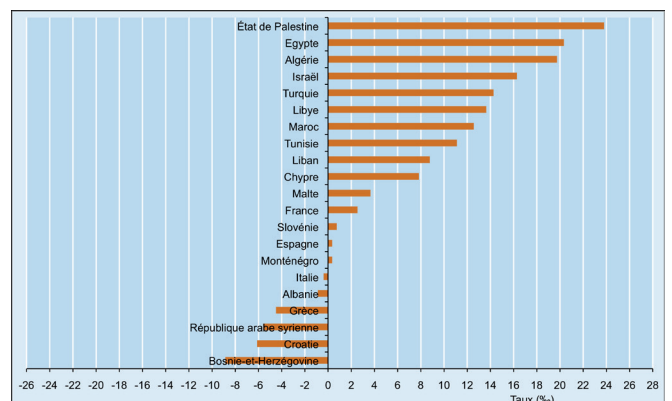
Lecture : pour 100 habitants en Palestine en 1960, on en compte 480 en 2020 (soit une multiplication par 4,8), tandis qu'en Croatie, pour 100 habitants en 1960 on en compte toujours 100 en 2020, soit une croissance nulle sur la période.



Elle réside également dans sa nature, plus ou moins intrinsèque, comme le mettent en évidence les données de la période 2015-2020, sans présumer de la représentativité de celles-ci sur l'ensemble de la période 1960-2020. Entre 2015 et 2020, selon les estimations de la DPNU, six pays ont vu leur population décliner, la Bosnie-Herzégovine enregistrant la baisse la plus importante (-0,9 % par an en moyenne) tandis que les quinze autres pays³ ont vu leur population augmenter soit légèrement comme le Monténégro, l'Espagne et la Slovaquie (tous trois ayant connu une croissance inférieure à 0,01 %), soit très fortement (comme l'Algérie, l'Égypte et l'État de Palestine dont la croissance a atteint ou dépassé 2 %) (graphique 3). Il apparaît que parmi ces quinze pays en croissance, treize présentent des balances naturelles (naissances - décès) positives, voire très largement positives s'agissant des pays des rives est et Sud de la Méditerranée (graphique 4). Parmi les six pays en déclin démographique, quatre comptabilisent plus de décès que de naissances. Nonobstant le cas très particulier de la République arabe syrienne (dont, au demeurant, le taux d'accroissement naturel – supérieur à 1,8 % – est le quatrième plus élevé du Bassin), l'Albanie est seule à faire exception. D'une manière générale, sur la période 2015-2020, la composante naturelle tient le rôle premier dans la croissance démographique des États riverains de la Méditerranée. Parmi les pays qui ont gagné des habitants, seuls Chypre, Malte, la Slovaquie et l'Espagne font exception, l'immigration nette ayant dans les deux derniers pays

cités surcompensé le déficit naturel. Pour l'Italie, pays en déclin, l'immigration nette n'a pas suffi, malgré son ampleur, pour annihiler l'effet négatif de la balance naturelle, contrairement à l'Albanie et à la République arabe syrienne. En Grèce et en Croatie, autres pays en déclin sur la période, le déficit migratoire a contribué à amplifier le déficit naturel.

Graphique 3. Bassin méditerranéen 2015-2020 Croissance démographique annuelle moyenne des pays riverains (taux en ‰)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.*

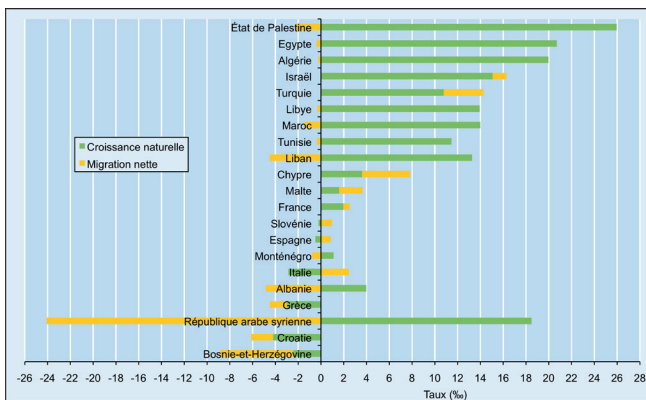
³ Les données manquent pour Monaco.

I.2. Fécondité, mortalité, migrations internationales : tendances lourdes et disparités

1.2.1. Fécondité

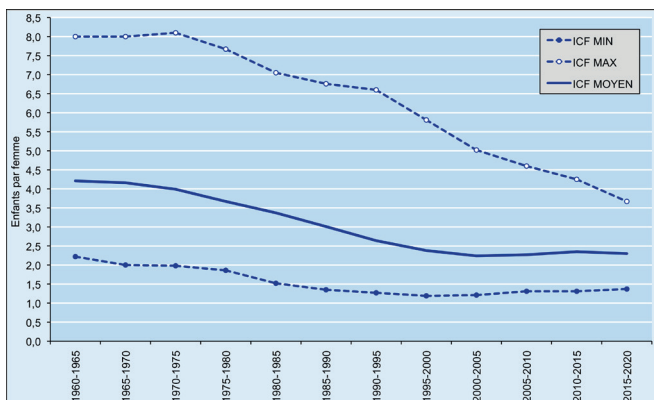
Sur la longue période, la tendance de la fécondité s'est nettement infléchie à la baisse dans le Bassin méditerranéen, le spectre des niveaux atteints s'étant très substantiellement resserré (graphique 5).

Graphique 4. Bassin méditerranéen, 2015-2020
Composantes de la croissance démographique des pays riverains (taux en %)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.*

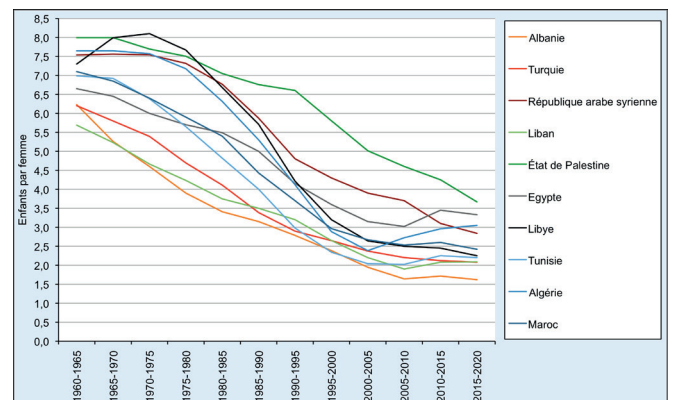
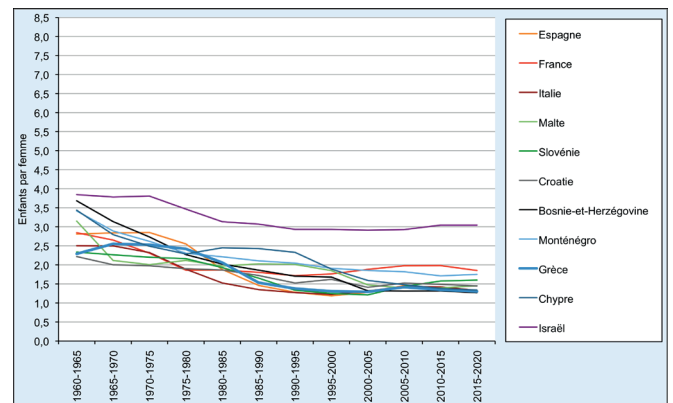
Graphique 5. Bassin méditerranéen. Évolution de 1960-1965 à 2015-2020 de la plage de variation de l'indicateur conjoncturel de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.*

La démarcation est aujourd'hui à un niveau nettement plus bas. Elle oppose tous les pays sans plus aucune exception de la rive européenne où la fécondité est inférieure au seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants par femme) et fluctue de quelque 1,3 enfant par femme (Bosnie-Herzégovine, Grèce, Italie, Espagne, Chypre) à 1,9 enfant par femme (France) à l'ensemble des autres pays dont la fécondité est supérieure à ce même seuil de renouvellement des générations et varie de 2,1 enfants (Turquie, Liban) à 3 enfants ou plus par femme : Israël et Algérie (3,0), Égypte (3,3), État de Palestine (3,7).

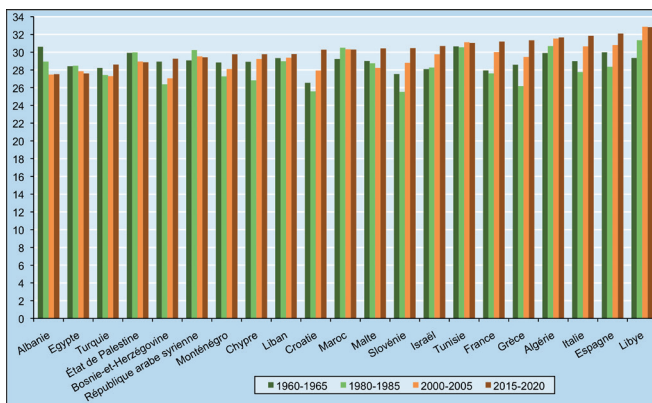
Graphique 6. Pays du Bassin méditerranéen. Évolution de 1960-1965 à 2015-2020 de l'indicateur conjoncturel de fécondité. (nombre moyen d'enfants par femme)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.*

D'une façon générale, la baisse d'intensité de la fécondité s'est accompagnée, quand elle n'en a pas été la conséquence, d'un recul de l'âge moyen à la maternité. Hormis en Albanie, en Égypte et en Palestine, l'âge moyen à la maternité est plus élevé aujourd'hui qu'au début des années 1960 et de la période d'une quinzaine d'années qui a suivi pendant laquelle est intervenu un rajeunissement général de l'âge moyen à la maternité⁴ (graphique 7). À peine plus précoce en Albanie et en Égypte, l'âge moyen à la maternité est aujourd'hui très largement inclus dans la fourchette 29-32 ans, indépendamment du développement socio-économique des pays, de leur culture, de la prégnance des coutumes ou de l'intensité des pratiques religieuses. La tendance à l'augmentation de la durée des études, des filles plus particulièrement, la crise durable des économies, les troubles politiques et les conflits plus ou moins ouverts sont autant de facteurs à l'origine de retards amples et nombreux dans la mise en couple des jeunes. Quand, par voie de conséquence, ils ne sont pas tout simplement annulés, les projets de descendance sont différés et possiblement revus à la baisse.

Graphique 7. Pays du Bassin méditerranéen. Évolution de l'âge moyen à la maternité (années)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision*, 2019.

⁴ Cette diminution de l'âge moyen à la maternité est une conséquence mécanique de la diminution du nombre moyen d'enfants liée à la réduction du nombre de naissances aux âges les plus tardifs. Par la suite, ce sont les premières naissances qui ont été différées (et, par voie de conséquence, les suivantes), ce qui a entraîné une remontée de l'âge moyen à la maternité.



1.2.2. Mortalité

Dans le Bassin méditerranéen, depuis les années 1960, la tendance est manifeste et générale à l'allongement des durées de vie moyennes des hommes et des femmes et, comme pour la fécondité, au resserrement des écarts entre les valeurs extrêmes, l'inflexion subite à la baisse en 2010-2015 de l'indicateur masculin tenant au seul conflit en République arabe syrienne (graphique 8). Résultant du jeu de plusieurs facteurs (marge de progrès potentiel, intensité du développement socio-économique, survenance de phénomènes perturbateurs graves), les calendriers de la mortalité des populations méditerranéennes diffèrent toutefois assez largement, comme en attestent les profils des survivants des tables de mortalité selon l'âge (encadré 1). À tous les âges et dans tous les pays, la survie est plus longue aujourd'hui qu'hier et la courbe des survivants se rectangulise, les décès se décalant vers un intervalle d'âges élevés de plus en plus restreint. Ce phénomène de rectangularisation apparaît cependant moins affirmé pour les pays dans lesquels la vie médiane est inférieure à 80 ans (graphique 8). Parmi ces pays figurent, sur le fil, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro et, de façon beaucoup plus significative, la République arabe syrienne et l'État de Palestine, la Libye et l'Égypte, quatre pays à l'histoire récente troublée où l'espérance de vie à la naissance (deux sexes) est inférieure à 72 ans quand, dans le groupe des pays à vie médiane égale ou supérieure à 80 ans, l'espérance de vie à la naissance dépasse 76 ans.

1.2.3. Remplacement des générations

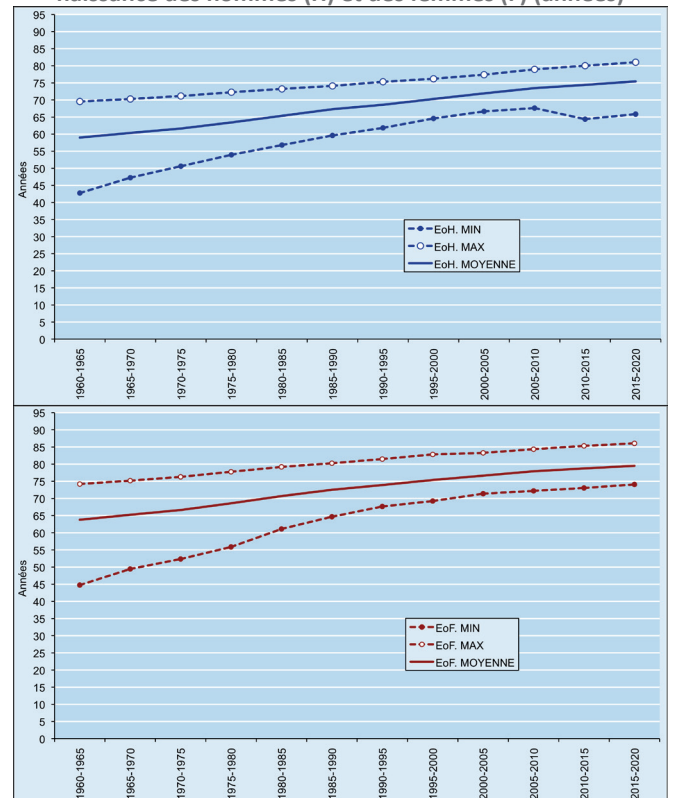
Qu'on la subordonne à un principe individuel de rationalisation de la vie (Landry⁵) ou à l'émergence d'un mode moderne de développement économique (Notestein⁶, Davis⁷), le constat est là, la fécondité sur longue période a décliné et, en Méditerranée, elle est aujourd'hui partout plus faible, sinon beaucoup plus faible, qu'au début des années 1960.

Les femmes sont de moins en moins exposées au risque de décéder et ont réduit la taille de leur descendance. Mais dans les pays du Bassin méditerranéen où la fécondité était la plus élevée au début des années 1960 et où le calendrier de la mortalité était précoce (Libye, Maroc, République arabe syrienne, Algérie, Égypte, État de Palestine), le déclin de la reproduction (encadré 2) s'est amorcé avec un retard d'une vingtaine d'années par rapport à celui de la mortalité (graphique 10). Les effets – dépressifs – de la baisse de la fécondité sur le potentiel de remplacement des générations de femmes en âge de procréer étaient alors surcompensés par les effets – positifs – d'une survie

féminine substantiellement améliorée dans les âges jeunes et adultes. Dans ces pays, les risques de décès des femmes à ces âges continuent de régresser, mais pas suffisamment rapidement pour que leurs effets excèdent ceux de la baisse de la fécondité qui demeure malgré tout toujours largement au-dessus du niveau garantissant, compte tenu du calendrier de la mortalité, le strict remplacement des générations de femmes actuellement en âge de procréer.

Dans les pays riverains où le calendrier de la mortalité était le plus tardif au début des années 1960 et où la fécondité était déjà relativement faible (pays de la rive européenne et Turquie), l'effet de compensation décrit précédemment ne s'est pas produit ; le déclin du taux net de remplacement s'est amorcé sans retard, l'Albanie illustrant cela de façon paroxystique. Dans aucun de ces pays, la reproduction n'est aujourd'hui assurée. Si le déficit est quasi nul en Turquie (1 %), il atteint 40 % en Bosnie-Herzégovine, en Grèce, en Espagne, en Italie et à Chypre (dans ces pays, 100 mères sont « remplacées » par 60 filles).

Graphique 8. Bassin méditerranéen. Évolution de 1960-1965 à 2015-2020 de la plage de variation de l'espérance de vie à la naissance des hommes (H) et des femmes (F) (années)



Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

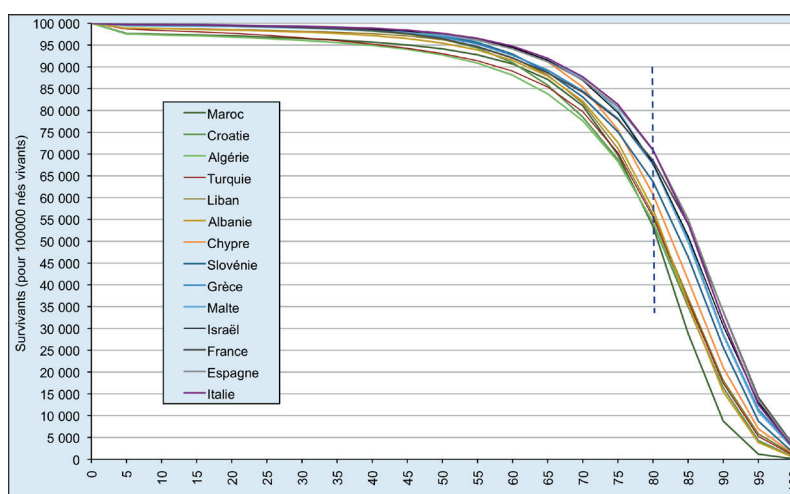
5 Landry A., 1934, La Révolution démographique. Études et essais sur les problèmes de population, Éditions Sirey, Paris. L'ouvrage a fait l'objet d'une réédition en 1982 par l'Institut national d'études démographiques.

6 Notestein F., 1944, « Problems of Policy in Relation to Areas of Heavy Pressure », Milbank Memorial Fund Quarterly, vol.22, n°4 Chicago ; « Population: The Long View ». In Schultz Theodore, Food for the World, Chicago : University of Chicago Press, 1945.

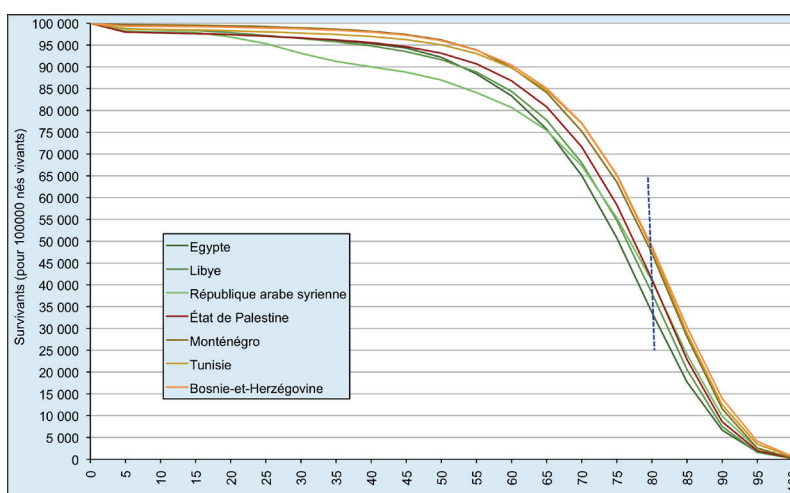
7 Davis K., 1945, « The World Demographic Transition », Annals of the American Academy of Political and Social Science, 1945, New York.

Graphique 9. Bassin méditerranéen, 2015-2020 Survivants des tables de mortalité selon l'âge

Pays comptant 80 % ou plus de survivants à 80 ans



Pays comptant moins de 80 % de survivants à 80 ans



Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.



ENCADRÉ 1. Les tables de mortalité

L'étude de la mortalité peut porter sur des groupes d'individus donnés suivis dans le temps ou sur des périodes particulières. Dite longitudinale ou par génération dans le premier cas, qualifiée de transversale ou du moment dans le second, l'analyse est conduite à l'aide de tables spécifiques.

Une table de mortalité de génération décrit la façon dont les décès se produisent dans une génération (ensemble d'individus – cohorte – nés durant une même période, généralement l'année civile) au fur et à mesure de l'avancée en âge. La table se construit à partir de quotients de mortalité par âge ou groupes d'âges qui mesurent, dans la génération étudiée, la probabilité à un anniversaire donné de décéder avant l'anniversaire suivant. De ces quotients de mortalité est déduite la série des survivants à chaque anniversaire par application à l'effectif des nés vivants (généralement ramené à une puissance de 10) des probabilités de décéder à chaque âge. On résume les données de cette table par l'espérance de vie à la naissance ou vie moyenne, qui est le nombre moyen d'années vécues par les personnes de la génération à laquelle la table de mortalité s'applique. L'espérance de vie peut être calculée à tout anniversaire x ; elle donne le nombre moyen d'années vécues au-delà de l'âge x par les individus ayant atteint cet âge x . La vie médiane, autre caractéristique résumant la table de mortalité, est l'âge auquel l'effectif initial des nés vivants est réduit de moitié ; c'est la durée de vie qu'un nouveau-né a une chance sur deux de dépasser.

La table de mortalité d'une génération se construit par suivi du déroulement de la vie des individus qui la composent et n'est complète qu'au décès du dernier survivant. Pour les générations qui ne sont pas complètement éteintes, l'élaboration des tables implique la formulation d'hypothèses sur l'évolution future de la mortalité dans ces générations.

Le calcul d'une table de mortalité de génération suppose du recul dans le temps et exige une longue continuité de l'enregistrement des décès (selon l'âge des personnes et leur année de naissance). Elle se prête mal à une évaluation instantanée du niveau et des conditions de mortalité.

Pour ce faire, on calcule des tables de mortalité du moment, c'est-à-dire des tables affectées à une année civile ou à une période de plusieurs années, dont la détermination repose sur l'artifice de la génération fictive. Cet artifice consiste à faire parcourir tous les âges de la vie à un effectif arbitraire de nouveau-nés, en lui faisant subir aux divers âges les risques de mortalité observés durant l'année ou la période de temps considérée. Les probabilités de décéder (quotients de mortalité) par âge ou groupes d'âges sont calculées sur des générations différentes, celles qui sont présentes durant l'année ou la période de temps considérée. Elles sont ensuite appliquées à un effectif de nés vivants (généralement ramené à une puissance de 10) dont on déduit les survivants aux anniversaires successifs. On obtient ainsi une vue de ce que serait la mortalité de cette génération fictive si celle-ci connaissait tout au long de sa vie les probabilités de décéder de l'année ou de la période considérée. Une table de mortalité du moment se résume, comme une table de mortalité de génération, par une espérance de vie à la naissance ou une vie médiane.

Il faut cependant se garder d'interpréter l'espérance de vie à la naissance calculée une année donnée comme la vie moyenne dans la génération née cette année-là. En cas de modification du calendrier de la mortalité, table de mortalité de l'année et table de la génération de l'année diffèrent. Lorsque le calendrier s'allonge, la seconde est plus favorable que la première. La table du moment fige la mortalité au niveau de celle du millésime (ou de la période) considéré, alors que la table de génération (ou du groupe de générations) intègre les effets de l'avancée sur la mort. Ainsi, en France, aux 42,1 ans d'espérance de vie à la naissance qu'impliquent les conditions de mortalité de l'année 1880 correspondent les 48,4 années effectivement vécues, en moyenne, par les personnes (hommes et femmes confondus) nées cette année-là. Il en est de même pour la vie médiane : pour la génération née en 1880, elle a avoisiné 60 ans ; si les conditions de mortalité de l'année 1880 s'étaient maintenues, elle n'aurait été que de 50 ans environ.

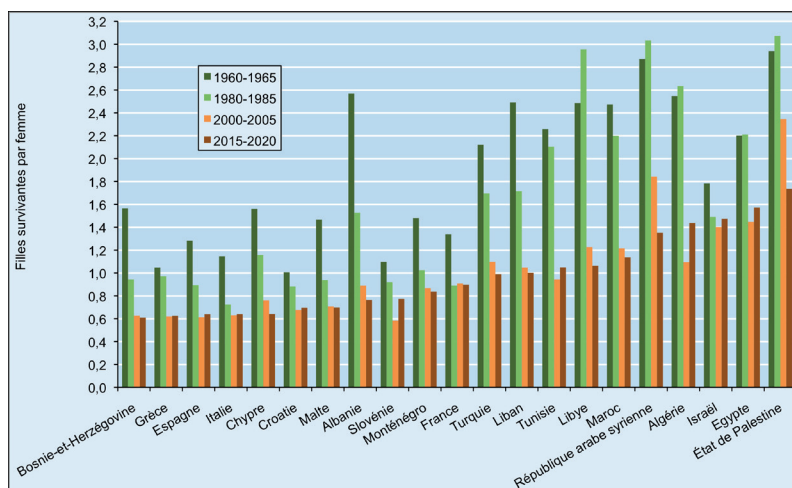
Les tables de mortalité des Nations unies, qui sous-tendent les analyses de cette note, sont des tables du moment. Élaborées pour les pays ou aires géographiques comptant au moins 90 000 habitants en 2012 et pour des périodes quinquennales (aux fins de limitation des aléas et bruits statistiques), elles ne sont que des anticipations toutes choses demeurant égales par ailleurs ; elles n'en mettent pas moins en évidence certaines tendances d'évolution de la mortalité sur le long terme.

ENCADRÉ 2. Le remplacement des générations

Par commodité (évidence de la filiation) et par souci d'une plus grande robustesse des données, la mesure du remplacement des générations est effectuée pour les femmes et non pour les hommes. Cette mesure, en apparence aisée, consiste à comparer les tailles respectives d'une population donnée de femmes et de la population des filles nées de ces femmes. Considérant l'ensemble des enfants mis au monde vivants par une population donnée de femmes, il convient déjà d'isoler le nombre de filles, ce qui peut s'effectuer, en l'absence de données de naissances détaillées selon le sexe, par application à l'effectif total de nouveau-nés vivants d'un rapport de féminité à la naissance, relativement invariant dans le temps et l'espace et égal à 100/205 (0,488). Le rapport du nombre total de filles nées vivantes à la population totale des mères donne le taux brut de reproduction, qui est davantage un indicateur « genré » de la fécondité qu'un indicateur de reproduction. La mesure du remplacement requiert, en effet, d'aller plus loin et d'intégrer le fait que la population de femmes est dénombrée aux âges de la fécondité tandis que celle des filles l'est à la naissance, l'une et l'autre étant soumises à des lois de mortalité et de migration selon l'âge, des lois plus ou moins bien connues pour la population des femmes mais non pour la population des filles. Pour éviter de formuler des hypothèses sur l'évolution future de la mortalité et des migrations, on va considérer une génération fictive de femmes que l'on va suivre de leur naissance jusqu'à la fin de leur vie féconde et que l'on va soumettre aux conditions de mortalité et de fécondité de l'année d'observation. Le rapport du nombre de filles nées vivantes au nombre de femmes donne le taux net de reproduction. Si le rapport est égal à 1, le remplacement de la génération de femmes est assuré nombre pour nombre. Si le rapport est inférieur à 1, les filles sont moins nombreuses que les mères, la population tend à décliner, la tendance pouvant être majorée par l'émigration ou minorée, voire surcompensée, par l'immigration. Si le rapport est supérieur à 1, les filles sont plus nombreuses que les mères, la population est, sous réserve des flux migratoires, potentiellement en croissance. Deux remarques :

- Les données utilisées pour le calcul du taux net de reproduction sont relatives à une année ou à une période donnée. Elles n'illustrent donc pas les risques de procréer et de décéder encourus par une génération réelle. Ces risques ayant une forte probabilité de ne pas correspondre, le taux net de remplacement ne permet pas d'affirmer de façon certaine de quoi l'avenir d'une population sera fait ; il n'est qu'une mesure synthétique de la situation démographique de l'année ou de la période considérée.
- Dans les conditions de mortalité prévalant actuellement dans les pays les plus développés au plan socio-économique, un taux net de remplacement égal à l'unité correspond à un nombre moyen d'enfants par femme peu ou prou égal à 2,1. Mais, pour l'Asie dans son ensemble par exemple, où le calendrier de la mortalité est, en moyenne, plus précoce, un taux net de remplacement égal à 1 en 2005-2010 correspond à 2,25 naissances vivantes par femme.

Graphique 10. Pays du Bassin méditerranéen.
Évolution du taux net de remplacement (nombre moyen de filles survivantes par femme)



Source : Nations unies, *World Population Prospects. The 2019 Revision*, 2019.

1.2.4. Migrations internationales

La Méditerranée, espace carrefour s'il en est, a toujours été, aux dires des historiens pour les temps passés et des statisticiens pour les périodes plus contemporaines, le lieu de mouvements plus ou moins intenses de population (voir encadré 3). En 2017, le stock de personnes originaires d'un pays riverain de la Méditerranée et résidant dans un autre pays que leur pays d'origine était ainsi estimé par la DPNU à 36 millions de personnes (graphique 11, tableau 1). Le stock de personnes originaires d'un pays non riverain de la Méditerranée et résidant dans un pays riverain que leur pays d'origine était, quant à lui, estimé à 33 millions de personnes (graphique 12, tableau 2). Sur la période 1990-2017, ces deux stocks ont été en permanente augmentation. Mais tandis que le nombre total d'émigrés originaires d'un pays du Bassin méditerranéen était dans les années 1990 inférieur de près de 30 % au nombre total d'immigrés dans les pays riverains, le rapport des immigrés aux émigrés est inférieur à 10 % depuis une dizaine d'années. Et, conséquence des crises des années 2000, le rapport était même inversé en 2010, le stock des émigrés originaires du Bassin méditerranéen excédant alors celui des immigrés de 7 % (tableau 3).

Au jeu de l'attractivité / répulsion, comme on l'a précédemment noté, les cartes paraissent aujourd'hui clairement distribuées. D'un côté, hébergeurs nets de migrants, les pays de la rive Nord membres de l'Union européenne (Italie, Espagne, Slovénie, France, Malte, Chypre) et, sur la rive asiatique, la Turquie et Israël ; de l'autre, pourvoyeurs nets de migrants, tous les pays de la rive africaine et des Balkans de l'Ouest. on ne saurait trop toutefois insister, ici, sur le fait que ce tableau peut ne valoir que pour la période pour laquelle il a été dressé. Est-il besoin de rappeler que l'Espagne et l'Italie (la Grèce également jusqu'aux crises financière et économique de la fin des années 2000) n'enregistrent des excédents migratoires que depuis le début des années 1970 ; jusque-là, ces pays perdaient des habitants et leurs déficits migratoires excédaient alors bien souvent, en valeurs absolues, leurs excédents actuels, pour partie, constitués par d'anciens émigrants. Le phénomène migratoire s'avérant très sensible aux modifications de l'environnement socio-économique et moins inerte que la fécondité et la mortalité, sa cartographie est susceptible d'évolutions rapides et substantielles, et ce d'autant plus que l'échelle géographique est fine.

Par ailleurs, les bilans nets masquent des réalités très complexes, tous les pays étant simultanément hébergeurs et pourvoyeurs de migrants ; des migrants qui, au demeurant, ne sont parfois qu'en transit là où ils sont recensés. Pour afficher des taux de migration nette négatifs, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie ou la Libye n'en sont pas moins des pays d'accueil pour de nombreux

migrants subsahariens. Et, parmi les pays à taux de migration nette positif, la France est quittée pour des raisons diverses par certains de ses résidents nationaux et par des résidents étrangers pour lesquels elle ne constitue qu'un lieu de passage vers le Royaume-Uni ou le continent Nord-américain.

N'excédant que très exceptionnellement 10 %, pendant des périodes de troubles intenses (guerres crises financières ou économiques graves), les taux de migrations nettes estimés pour les pays du Bassin méditerranéen peuvent sembler relativement faibles. Ce n'est pas pour autant que leurs effets le sont. Il a, par exemple, été montré que sans l'immigration des années 1960-1998, la population de la France n'aurait pas été en 1999 plus nombreuse qu'en 1975, soit 11 % plus faible que la population effectivement recensée, et le nombre de naissances en 1998 aurait été abaissé de 738 000 à 542 000, soit un déficit de 26,5 %⁸.

1.3. Transition de la structure par âge : un vieillissement démographique généralisé

Confrontés à une baisse de la fécondité ou au maintien durable de celle-ci à des niveaux bas et à un allongement des espérances de vie, tous les pays du Bassin méditerranéen connaissent un vieillissement de leur population (baisse du poids des jeunes, hausse du poids des personnes âgées), plus ou moins marginalement atténué ou, au contraire, accentué par le jeu migratoire. La mécanique du vieillissement des ensembles humains, considérée sous l'angle des seuls facteurs démographiques directs – et non de ceux, économiques ou sociaux, qui les influencent –, est parfaitement connue⁹.

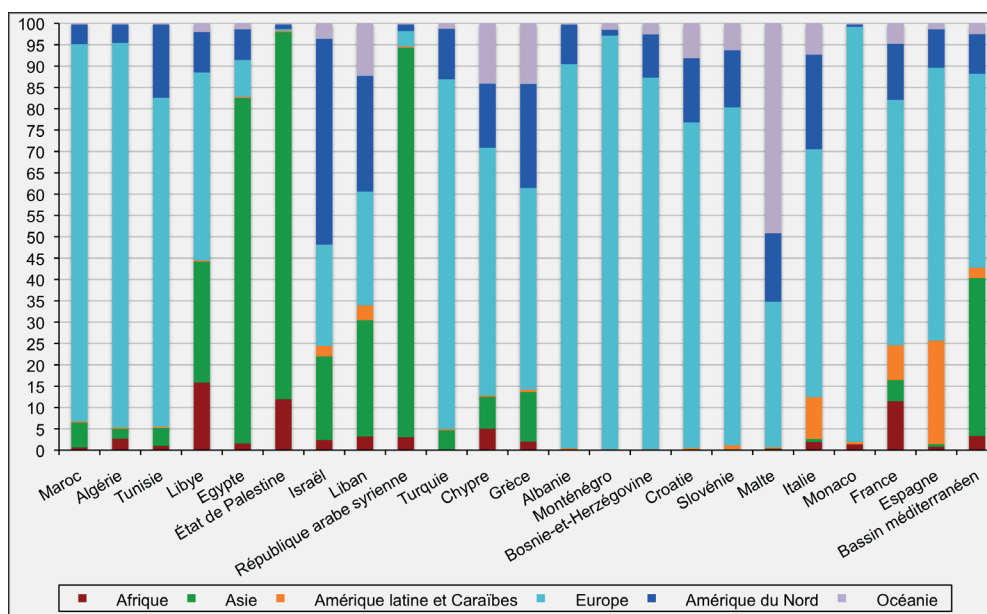
À l'œuvre depuis plusieurs décennies dans les pays situés le plus à l'Ouest de la rive européenne, le processus d'inversion des pyramides gagne tous les autres pays (graphique 13).

Sur la période 1960-2020, les proportions de jeunes de moins de 15 ans déclinent dans tous les pays riverains en rapport avec la baisse plus ou moins marquée de la fécondité, la proportion moyenne chutant de 33 % à 24 % (graphique 14). Sous l'effet de l'élévation des durées de vie moyenne, les proportions de personnes âgées de 65 ans ou plus augmentent, parfois très fortement, la proportion moyenne passant en 60 ans de 7,2 % à 12,4 % (graphique 14).

⁸ « Fécondité des immigrées et apport démographique de l'immigration étrangère », in Bergouignan Ch., Blayo Ch., Parant A., Sardon J-P., Tribalat M., (eds), La population de la France. Évolutions démographiques depuis 1946, tome 2, Cudep, 2005, pp.727-767.

⁹ Nations unies, Le vieillissement des populations et ses conséquences économiques et sociales, Étude démographique n°26, Département des affaires économiques et sociales, New York, 1956.

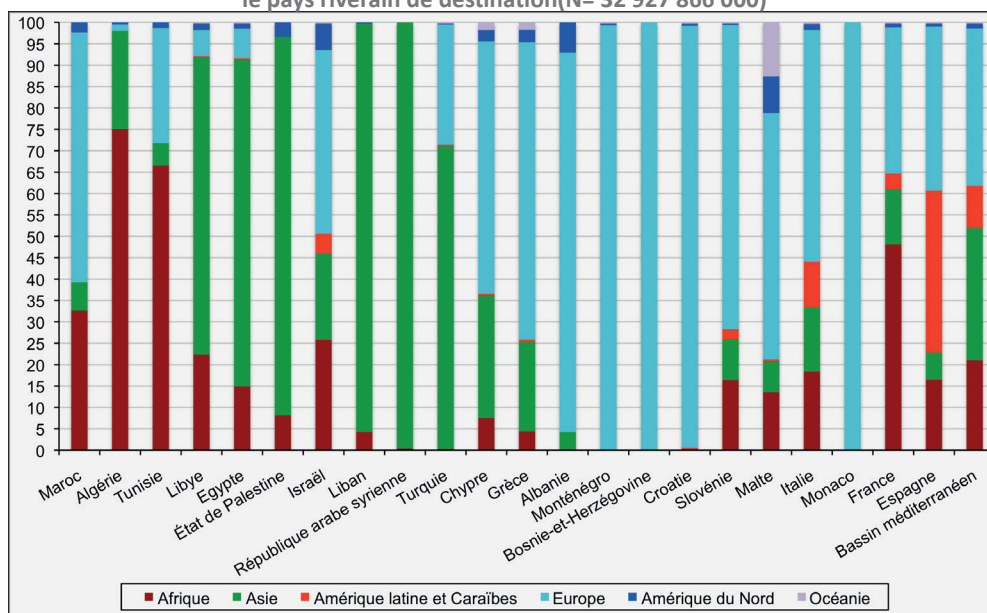
Graphique 11. Bassin méditerranéen.
Région de destination des personnes originaires d'un pays riverain
selon le pays riverain d'origine (N=36 109 384 000)



Champ : population des personnes ne vivant pas dans leur pays d'origine.

Source : United Nations, Workbook: UN Migrant stock by Origin and Destination: The 2017 Revision, 2017.

Graphique 12. Bassin méditerranéen.
Région d'origine des personnes non originaires d'un pays riverain selon
le pays riverain de destination (N= 32 927 866 000)



Champ : population des personnes ne vivant pas dans leur pays d'origine.

Source : United Nations, Workbook: UN Migrant stock by Origin and Destination: The 2017 Revision, 2017.

Tableau 1. Bassin méditerranéen. Trois principaux pays de destination des émigrés selon le pays riverain d'origine (effectifs absolus en milliers)

Pays d'origine			Trois principaux pays de destination								
Maroc	2 898 721	100,0	France	940 552	32,4	Espagne	706 520	24,4	Italie	432 718	14,9
Algérie	1 792 712	100,0	France	1 452 409	81,0	Canada	59 389	3,3	Espagne	56 589	3,2
Tunisie	767 155	100,0	France	394 506	51,4	États Unis d'Amérique	118 931	15,5	Italie	109 565	14,3
Libye	158 795	100,0	Italie	36 859	23,2	Jordanie	21 680	13,7	Israël	16 847	10,6
Egypte	3 412 957	100,0	Arabie saoudite	871 621	25,5	Émirats arabes unis	857 947	25,1	Koweït	422 823	12,4
État de Palestine	3 803 893	100,0	Jordanie	2 046 650	53,8	République arabe syrienne	630 490	16,6	Liban	506 966	13,3
Israël	350 484	100,0	États Unis d'Amérique	142 162	40,6	État de Palestine	62 458	17,8	Canada	26 561	7,6
Liban	822 300	100,0	Arabie saoudite	139 459	17,0	États Unis d'Amérique	129 006	15,7	Australie	100 970	12,3
République arabe syrienne	6 864 445	100,0	Turquie	3 271 533	47,7	Liban	1 209 286	17,6	Arabie saoudite	745 580	10,9
Turquie	3 418 932	100,0	Allemagne	1 661 588	48,6	États Unis d'Amérique	373 059	10,9	France	301 950	8,8
Chypre	163 734	100,0	Royaume-Uni	63 160	38,6	Australie	23 149	14,1	Grèce	21 215	13,0
Grèce	933 115	100,0	Allemagne	215 784	23,1	États Unis d'Amérique	149 249	16,0	Australie	132 680	14,2
Albanie	1 148 144	100,0	Italie	455 468	39,7	Grèce	429 428	37,4	États Unis d'Amérique	90 381	7,9
Monténégro	137 589	100,0	Serbie	70 735	51,4	Autriche	24 052	17,5	Macédoine du Nord	9 246	6,7
Bosnie-et-Herzégovine	1 659 852	100,0	Croatie	394 146	23,7	Serbie	333 687	20,1	Allemagne	200 510	12,1
Croatie	916 824	100,0	Serbie	281 304	30,7	Allemagne	210 184	22,9	Canada	93 048	10,1
Slovénie	143 500	100,0	Allemagne	39 871	27,8	Autriche	19 719	13,7	Croatie	19 068	13,3
Malte	105 006	100,0	Australie	51 608	49,1	Royaume-Uni	29 466	28,1	Canada	8 643	8,2
Italie	3 029 168	100,0	Allemagne	415 875	13,7	États Unis d'Amérique	389 507	12,9	France	373 182	12,3
Monaco	28 983	100,0	France	25 326	87,4	Italie	1 645	5,7	Royaume-Uni	352	1,2
France	2 207 213	100,0	Espagne	205 624	9,3	États Unis d'Amérique	183 284	8,3	Royaume-Uni	160 991	7,3
Espagne	1 345 862	100,0	France	309 049	23,0	Royaume-Uni	131 496	9,8	États Unis d'Amérique	109 881	8,2

Champ : population des personnes ne vivant pas dans leur pays d'origine.

Notes : sur fond bleu, les pays riverains pour lesquels les trois principaux pays d'origine des entrants regroupent plus de 50 % des immigrés ; sur fond orange, les pays riverains pour lesquels les trois principaux pays d'origine des entrants regroupent moins de 50 % des immigrés.

Source : United Nations, Workbook: UN Migrant stock by Origin and Destination: The 2017 Revision, 2017.

Tableau 2. Bassin méditerranéen. Trois principaux pays d'origine des immigrés selon le pays riverain de destination (effectifs absolus en milliers)

Pays de destination			Trois principaux pays d'origine								
Maroc	79 476	100,0	France	36 129	45,5	Algérie	13 771	17,3	Espagne	4 200	5,3
Algérie	240 308	100,0	Sahara occidental	164 924	68,6	État de Palestine	31 477	13,1	Soudan	33 459	13,9
Tunisie	46 481	100,0	Algérie	10 620	22,8	Libye	9 302	20,0	France	8 784	18,9
Libye	788 419	100,0	État de Palestine	292 545	37,1	Somalie	106 880	13,6	Irak	70 010	8,9
Egypte	460 666	100,0	République arabe syrienne	174 813	37,9	État de Palestine	127 186	27,6	Soudan	33 459	7,3
État de Palestine	231 086	100,0	Israël	62 458	27,0	Jordanie	55 322	23,9	Arabie saoudite	21 626	9,4
Israël	1 371 327	100,0	Maroc	159 091	11,6	Ukraine	131 780	9,6	Fédération de Russie	111 803	8,2
Liban	1 937 602	100,0	République arabe syrienne	1 209 286	62,4	État de Palestine	506 966	26,2	Irak	118 659	6,1
République arabe syrienne	842 421	100,0	État de Palestine	630 490	74,8	Irak	206 944	24,6	Somalie	2 588	0,3
Turquie	4 787 371	100,0	République arabe syrienne	3 271 533	68,3	Bulgarie	570 585	11,9	Allemagne	324 602	6,8
Chypre	187 227	100,0	Royaume-Uni	39 477	21,1	Grèce	25 366	13,5	Géorgie	16 353	8,7
Grèce	1 220 395	100,0	Albanie	429 426	35,2	Allemagne	112 270	9,2	Géorgie	81 876	6,7
Albanie	46 666	100,0	Grèce	31 871	68,3	Italie	8 973	19,2	États-Unis d'Amérique	2 393	5,1
Monténégro	70 135	100,0	Bosnie-et-Herzégovine	29 464	42,0	Serbie	14 992	21,4	Croatie	14 055	20,0
Bosnie-et-Herzégovine	36 177	100,0	Croatie	12 287	34,0	Serbie	9 831	27,2	Monténégro	4 229	11,7
Croatie	541 180	100,0	Bosnie-et-Herzégovine	394 146	72,8	Serbie	49 826	9,2	Allemagne	32 879	6,1
Slovénie	244 790	100,0	Bosnie-et-Herzégovine	103 663	42,3	Croatie	46 477	19,0	Seychelles	24 537	10,0
Malte	43 344	100,0	Royaume-Uni	12 928	29,8	Australie	5 423	12,5	Canada	2 203	5,1
Italie	5 907 461	100,0	Roumanie	1 039 584	17,6	Albanie	455 468	7,7	Maroc	432 718	7,3
Monaco	10 903	100,0	France	6 435	59,0	Italie	4 468	41,0	-	-	-
France	7 902 783	100,0	Algérie	1 452 409	18,4	Maroc	940 552	11,9	Portugal	724 000	9,2
Espagne	5 931 689	100,0	Maroc	706 520	11,9	Roumanie	652 312	11,0	Équateur	420 344	7,1

Champ : population des personnes ne vivant pas dans leur pays d'origine.

Notes : sur fond bleu, les pays riverains pour lesquels les trois principaux pays d'origine des entrants regroupent plus de 50 % des immigrés ; sur fond orange, les pays riverains pour lesquels les trois principaux pays d'origine des entrants regroupent moins de 50 % des immigrés. Source : United Nations,

Workbook: UN Migrant stock by Origin and Destination: The 2017 Revision, 2017.

Tableau 3. Bassin méditerranéen. Régions d'origine des immigrants dans un pays riverain et de destination des émigrés originaires d'un pays riverain. Évolution 1990-1995-2000-2010-2015-2017 (effectifs en milliers)

	1990		1995		2000		2005		2010		2015		2017	
	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés	Région d'origine des immigrants	Région de destination des émigrés
Afrique	595 933	3 675 426	625 793	3 982 219	676 090	4 371 493	778 557	5 832 527	883 393	6 614 172	1 242 436	6 926 582	1 210 360	6 934 897
Asie	3 728 621	2 919 568	4 324 666	3 223 502	4 946 869	3 607 288	5 447 795	4 590 869	6 647 024	6 138 426	12 422 347	9 744 067	13 334 088	10 158 423
Amérique latine et Caraïbes	1 240 110	487 611	1 089 082	600 646	945 451	823 913	848 890	2 398 415	772 698	3 389 948	865 438	3 212 234	16 417 307	3 242 112
Europe	10 616 523	6 496 639	12 121 060	7 309 945	13 216 560	8 021 596	13 922 445	9 316 009	14 668 410	11 744 730	15 615 756	11 891 677	887 212	12 113 788
Amérique du Nord	2 118 253	321 206	2 274 932	295 719	2 448 947	275 439	2 498 891	328 551	2 655 088	375 873	3 224 431	396 734	3 337 781	397 775
Océanie	829 266	50 022	832 924	49 853	805 202	51 201	833 649	62 870	833 857	77 965	881 704	80 184	922 636	80 871
Total	19 128 706	13 950 472	21 268 457	15 461 884	23 039 119	17 150 930	24 330 227	22 529 241	26 460 470	28 341 114	34 252 112	32 251 478	36 109 384	32 927 866

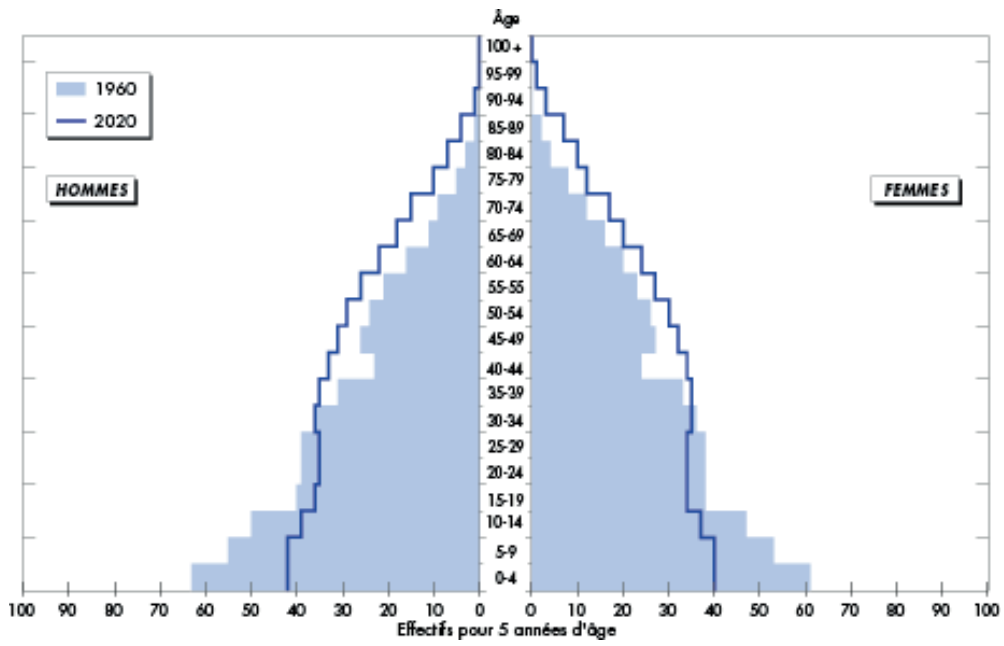
Champ : population des personnes ne vivant pas dans leur pays d'origine.

Source : United Nations, *Workbook: UN Migrant stock by Origin and Destination: The 2017 Revision, 2017.*

ENCADRÉ 3. La difficile mesure des migrations internationales

Une migration internationale implique le franchissement d'une frontière, mais toute personne qui franchit une frontière pour se rendre, selon la définition préconisée par les Nations unies depuis 1998, dans un pays autre que celui de sa résidence habituelle pour une période d'au moins 12 mois, ne figure pas pour autant dans la statistique migratoire internationale. Et une personne peut y figurer sans avoir franchi la moindre frontière. La qualité des décomptes fournis par les États demeure, en effet, encore très souvent perfectible, même s'agissant des migrants réguliers. Or, parmi les migrants de longue durée, figurent aussi des personnes qui ont prolongé un séjour de moins d'un an (pour tourisme ou pour études) au-delà de la durée permise, des personnes déboutées du droit d'asile en attente de régularisation et des personnes entrées de manière totalement clandestine ; des personnes difficiles à appréhender par les appareils statistiques. D'autres personnes, qui ne franchissent pas de frontière, peuvent en revanche figurer parmi les migrants internationaux de longue durée. C'est le cas lorsque, faute d'informations sur leur pays de naissance, tous les résidents étrangers d'un pays sont assimilés à des migrants internationaux ; il en est ainsi, dans le rapport des Nations unies *Trends in International Migrants Stock. The 2017 Revision*, pour 47 des 232 pays ou entités considérés. Or, une personne peut être étrangère dans un pays sans y avoir migré. Par exemple, en France (hors Mayotte), 600 000 personnes étaient dans cette situation au 1er janvier 2014¹⁰.

Graphique 13. Bassin méditerranéen. Pyramides des âges comparées en 1960 et 2020 (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



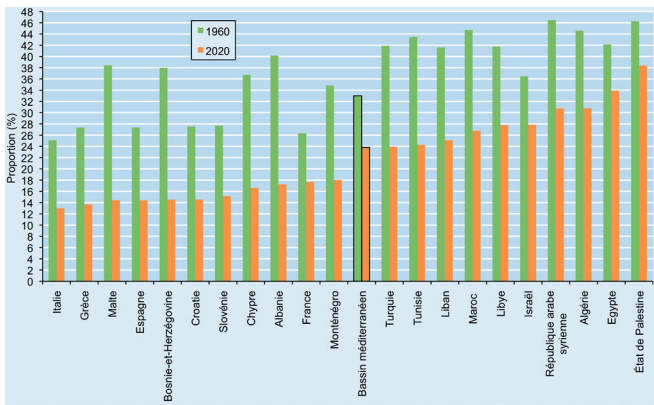
Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.





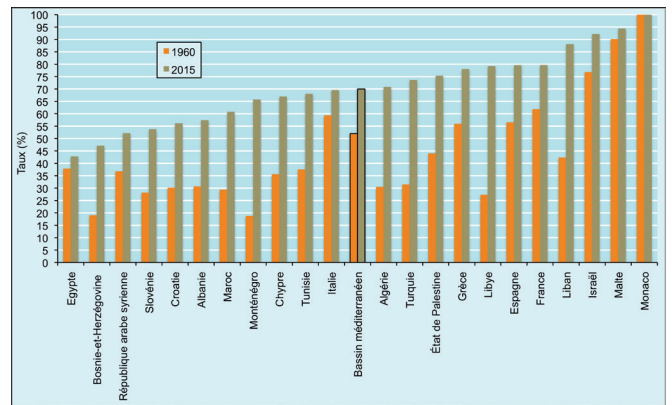
Graphique 14. Bassin méditerranéen.

Tableau 1
Proportions de 0-14 ans en 1960 et 2020 (%)



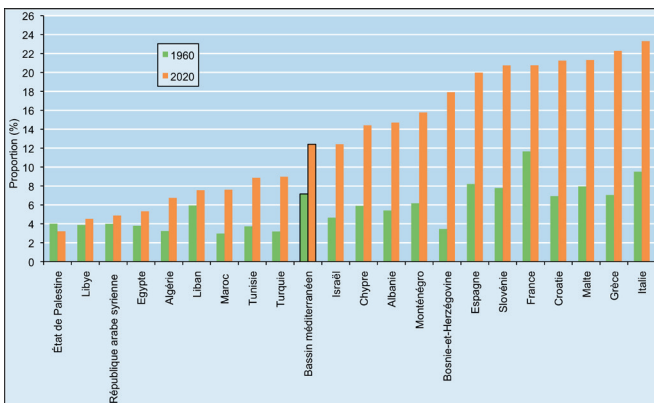
Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Graphique 15
Proportion de population urbaine en 1960 et 2015 (%)



Source : Nations unies, World Urbanization Prospects. The 2018 Revision, 2019.

Tableau 2
Proportions de 65 ans ou plus en 1960 et 2020 (%)



Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

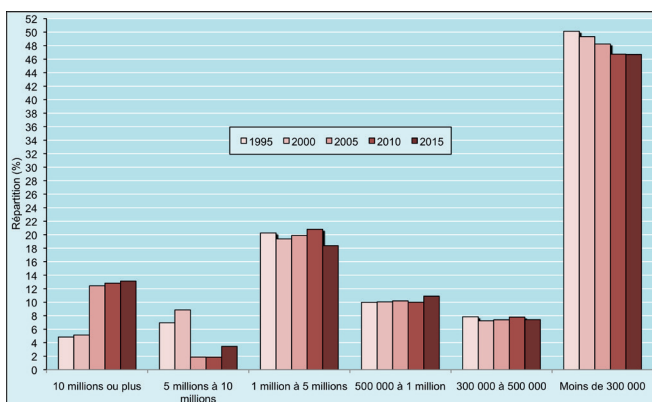
ENCADRÉ 4. Population urbaine : définitions et perspectives

Il n'existe aucune définition universelle de la population urbaine. Pour en apprécier l'ampleur et l'évolution, certains offices statistiques nationaux recourent à des indicateurs exclusivement administratifs : la taille (qui peut fluctuer de 2 000 à 50 000 habitants) et/ou la densité. D'autres offices privilégient uniquement les indicateurs économiques : existence de voies pavées, d'un système d'adduction d'eau, d'un système d'égouts, d'un éclairage nocturne. D'autres encore combinent indicateurs administratifs et économiques. Jugeant que les différents offices nationaux sont les mieux à même d'apprécier la réalité urbaine de leur pays, la Division de la population des Nations unies fait systématiquement siennes leurs définitions pour ses propres estimations et pour ses perspectives, déduites — comme celles de la Révision 2018 — de la variante moyenne des perspectives de population totale (Révision 2017 en l'occurrence), par application de proportions anticipées de population urbaine.

1.4. Un peuplement de plus en plus urbain

Le processus de concentration des personnes et des activités, les secondes appelant et amenant les premières, se renforce en Méditerranée. En 1960, en moyenne, un habitant sur deux des pays riverains était urbain (voir encadré 4) ; en 2015, on estimait qu'ils étaient sept sur dix dans ce cas. C'est au Monténégro que la progression de la proportion de la population urbaine (communément et improprement nommée taux d'urbanisation) s'est avérée la plus rapide sur la période, avec une multiplication par 3,5 entre 1960 et 2015. Mais en Libye (multiplication par 2,9), en Bosnie-Herzégovine (2,5), en Turquie et en Algérie (2,3), au Liban et au Maroc (2,1), le processus a également connu une forte progression (graphique 15). Pays plus urbanisé que tous ceux-là en 1960, l'Égypte est, 55 ans plus tard, le seul avec la Bosnie-Herzégovine à compter une population majoritairement rurale. Pays de grands contrastes, l'Égypte, qui n'est habitée que sur 5 % seulement de sa superficie, est aussi le premier des pays riverains de la Méditerranée, en 1995, à avoir compté une agglomération urbaine – Le Caire – de 10 millions ou plus d'habitants. La France (avec Paris) et la Turquie (avec Istanbul) n'ont eu le leur qu'en 2005. La poussée urbaine, parce qu'elle relativement récente, se traduit dans l'espace par une forte prédominance des ensembles humains de moins de 300 000 habitants (graphique 16). Un glissement s'opère cependant au bénéfice des ensembles de taille plus importante. Nul doute que, le potentiel de croissance démographique aidant dans plus d'un pays riverain de l'est et du Sud, ce glissement soit appelé à s'amplifier.

Graphique 16. Bassin méditerranéen.
Répartition de la population des villes selon la taille en 1995-
2000-2005-2010-2015 (%)



Source : Nations unies, *World Urbanization Prospects. The 2018 Revision, 2019.*

II. Visions d'avenir

II.1. Perspectives de population

II.1.1. Hypothèses

Depuis 1951, la DPNU élabore pour chacun des États membres et divers regroupements de ceux-ci des perspectives de population mondiale. Ce sont les visions d'avenir de la révision 2019 – celle d'où ont été extraites une large partie des données sur lesquelles s'est appuyée l'analyse précédente des tendances passées – qui sont présentées ici¹¹.

Cette révision 2019 porte sur la période 2020-2100. Comme toutes les révisions antérieures, elle privilégie le postulat selon lequel l'évolution de tout ensemble humain est fonction de son évolution passée et de l'évolution suivie par tous les ensembles humains plus avancés que lui sur la voie de la transition démographique¹². La fécondité ne peut donc que diminuer là où elle est la plus élevée : plus particulièrement, en Afrique, qui compte, en 2015-2020, 37 États à fécondité égale ou supérieure à 4 enfants en moyenne par femme¹³. Le seuil de 1,5 enfant par femme – en deçà duquel se situent, en 2015-2020, 24 États, dont 13 européens¹⁴ – constitue cependant un seuil plancher à partir duquel une stabilisation, voire un léger regain, sont envisagés. Pour sa part, la tendance à l'allongement des durées de vie – tout autant consubstantielle du progrès humain que la baisse de la fécondité – est supposée se poursuivre en tout point du globe.

Nonobstant leur ampleur et leur pas, les tendances anticipées par la DPNU pour la fécondité et la mortalité s'inscrivent dans le mouvement passé. Il n'en est pas de même, tant s'en faut, pour les migrations internationales, dont on sait pourtant qu'en forte hausse au cours des dernières décennies, elles jouent un rôle de moins en moins négligeable dans la dynamique de certains pays de départ ou de destination. Dans les perspectives, les migrations n'en sont pas moins globalement escomptées en déclin à horizon 2050, une hypothèse que la DPNU juge irréaliste mais constituant néanmoins un bon compromis, compte tenu de l'extrême difficulté à anticiper précisément à un aussi lointain horizon les mouvements internationaux de population ; l'hypothèse d'une nullité s'avérant encore plus irréaliste.

À l'instar des précédentes, la révision 2019 s'articule sur trois variantes d'évolution future de la fécondité, le facteur de la dynamique des populations jugé premier. Chacune des trois variantes est combinée aux deux mêmes variantes d'évolution

¹¹ United Nations, *World Population Prospects. The 2019 Revision*, New York, 2019.

¹² Passage d'un régime démographique caractérisé par une absence totale de contrôle des naissances et une mortalité précoce à un régime démographique caractérisé par une fécondité totalement maîtrisée et une mortalité tardive.

¹³ Les 3 autres États à fécondité aussi élevée se situent en Asie (2) et en Océanie (1).

¹⁴ Non inclus Chypre, que la DPNU rattache à l'Asie. Les autres États à fécondité ultra basse se situent en Asie (8), Amérique latine et Caraïbes (2) et Afrique (1).

de la mortalité et de la migration nette¹⁵, chaque combinaison étant diversement déclinée en fonction de la situation et des tendances démographiques propres à chacune des entités géographiques considérées.

Pour les pays riverains de la Méditerranée, cela donne :

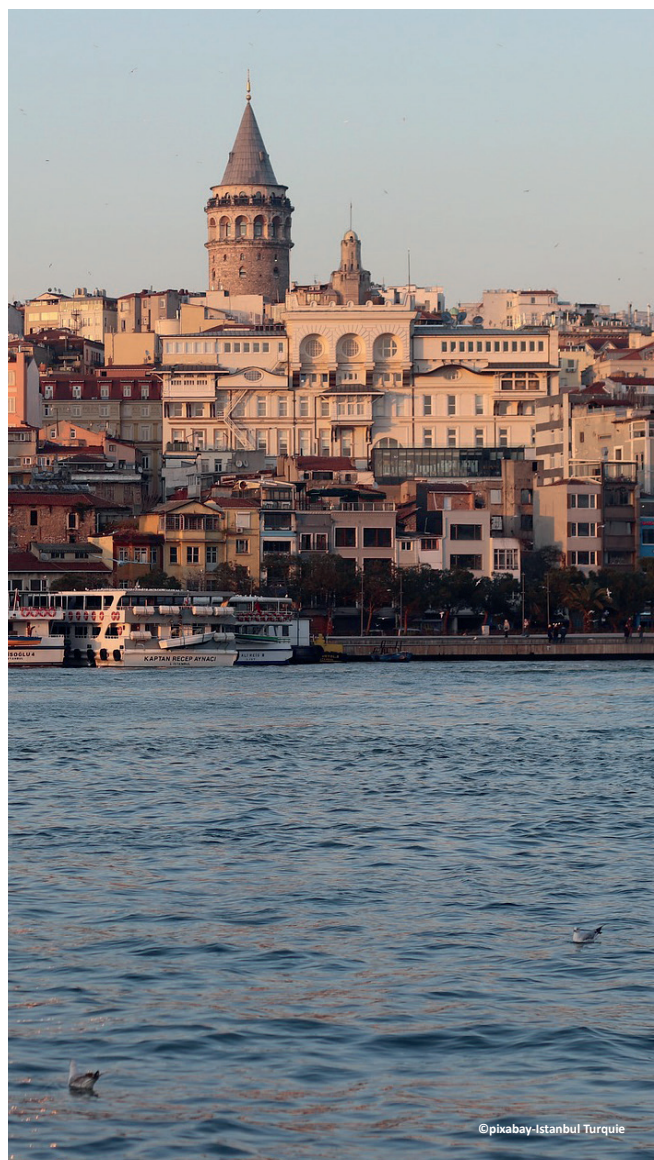
- Des taux de migration nette : revus à la baisse en valeur absolue dans tous les pays à l'exception de la France (hausse de 0,6 ‰ à 1,0 ‰ dès 2020-2025), la réduction la plus spectaculaire concernant la République arabe syrienne ; changeant de signe dans deux pays, la Grèce (le déficit observé depuis la crise de la seconde moitié des années 2000 faisant place à un excédent à compter de 2025-2030) et la Turquie (l'excédent lié à la crise en République arabe syrienne évoluant en déficit dès 2020-2025 avec le départ supposé des réfugiés) (graphique 17). Sur fond de croissance démographique, une telle anticipation des taux ne peut induire qu'une baisse du nombre de migrants nets.
- une durée de vie moyenne en progression un peu moins marquée pour les femmes que pour les hommes (graphique 18). Quand les gains escomptés en 30 ans pour les premières sont de l'ordre de 4 % à 7 %, ils sont de 1 à 2 points de pourcentage supérieurs pour les seconds, l'exception notoire concernant la République arabe syrienne où l'espérance de vie des hommes est supposée croître de 65,9 ans à 78,7 ans (soit une progression de quelque 19 %) quand celle des femmes est présumée s'élever de 77,7 ans à 82,8 ans (soit une hausse de moins de 7 %).
- Une fécondité répondant, malgré de patentes différences entre pays (graphique 19), au souci de convergence à long terme, la méthodologie consistant à établir une tendance de référence (variante moyenne) à partir d'une valeur proche de l'estimation la plus récente (2015-2020) et à déduire de celle-ci deux variantes, l'une par ajout (variante haute) et l'autre par retrait (variante basse) d'un demi-enfant par femme :

- Variante basse : contraction rapide, de l'ordre de 20 % (Espagne, Malte, Slovénie) à 40 % ou plus (Égypte,

Maroc, Libye, Egypte, État de Palestine, République arabe syrienne) ;

- Variante moyenne : déclin plus limité de l'ordre de 25 % à 30 % dans les pays à forte fécondité des rives Sud et Est, et, simultanément, stabilisation ou rebond supérieur à 10 % dans les pays à très basse fécondité de la rive européenne (Grèce, Bosnie-Herzégovine, Italie, Espagne) ;

- Variante haute : regain général dans tous les pays riverains du Nord jusqu'à des niveaux avoisinant ou excédant 2 enfants par femme et, simultanément, déclin (supérieur à 10 % pour l'Égypte, l'Algérie, la République arabe syrienne, l'État de Palestine) ou croissance très modeste pour les pays des rives Est et Sud.



¹⁵ La DPNU élabore d'autres variantes, aux fins de :

- tester la sensibilité des perspectives à tel ou tel facteur : l'hypothèse d'une fécondité constante (niveau 2015-2020) – associée aux mêmes variantes d'évolution de la mortalité et de la migration nette – permet ainsi, par différence, de juger de l'effet de la seule variation anticipée de la fécondité dans l'hypothèse haute, médiane ou basse. Les variantes à mortalité constante (niveau 2015-2020) ou à migration nette nulle permettent d'apprécier – par comparaison toutefois avec la seule variante moyenne – l'impact de l'évolution anticipée pour la mortalité ou la migration nette ;
 - fournir des éléments d'appréciation chiffrés sur des combinaisons d'hypothèses plus complexes ou d'école. C'est le cas des variantes : No change, fondées sur une double constance de la fécondité et de la mortalité à leurs niveaux du temps T0 des perspectives (2020) ; Instant replacement fertility, qui suppose des niveaux de fécondité instantanément alignés sur les niveaux assurant juste le remplacement des générations féminines dans les différents États membres et regroupements de ceux-ci ; Momentum, une variante associant remplacement instantané, mortalité constante et migration nette nulle, qui permet d'apprécier l'incidence de la structure par âge sur la croissance démographique.

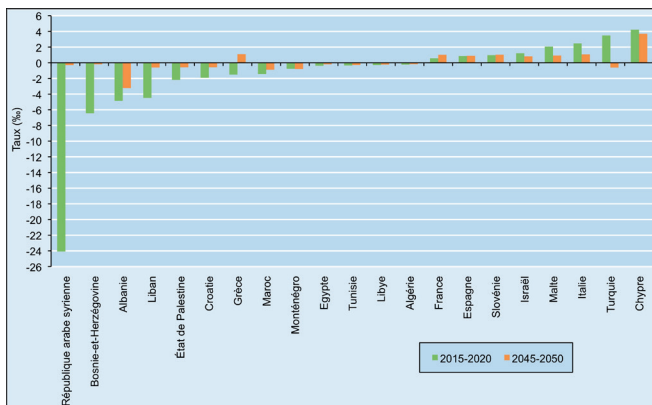
II.1.2. Résultats

II.1.2.1. La « Bombe P » toujours active

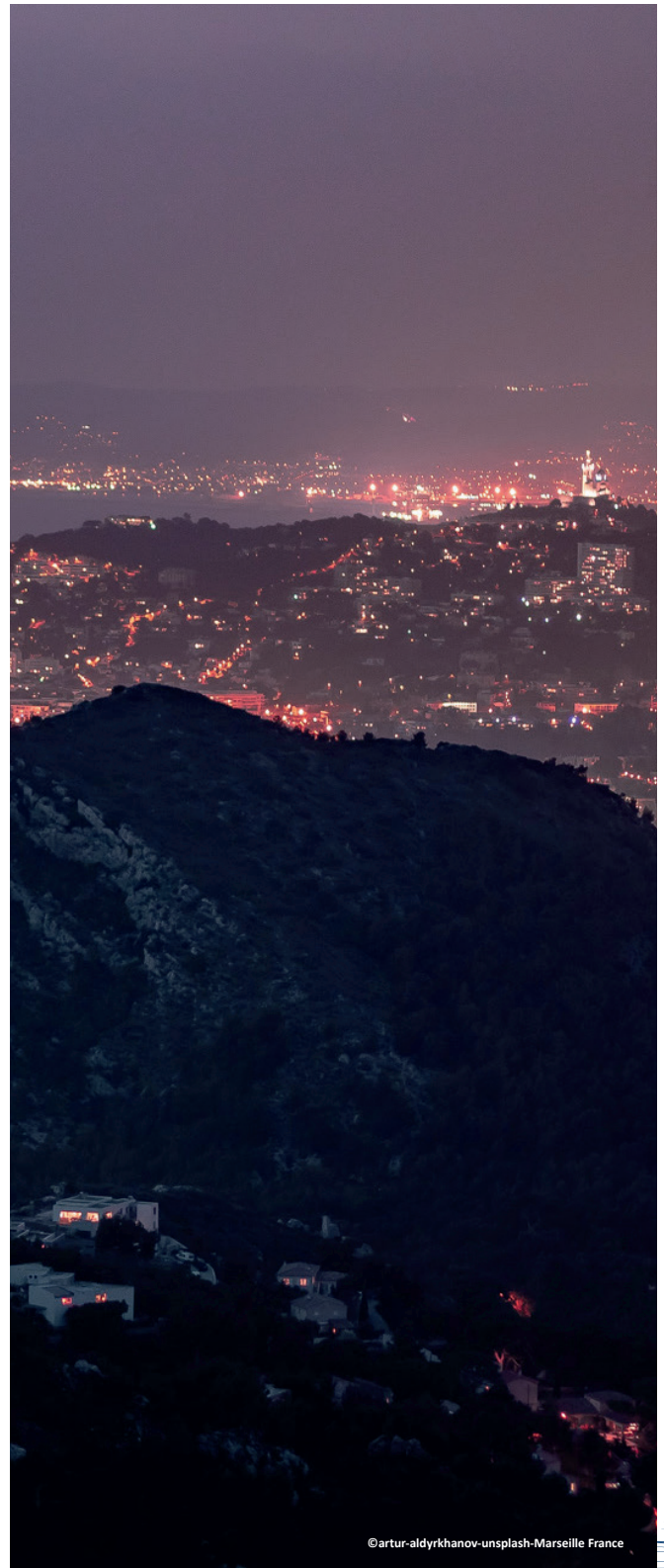
Dans le cadre ainsi donné, il apparaît déjà que le déclin de la population riveraine de la Méditerranée sera une affaire de très long terme, subordonné à l'avènement d'une fécondité globalement très inférieure au seuil de remplacement. Malgré la baisse imaginée par la DPNU dans la variante basse, le déclin ne s'amorce pas avant 2050 ; à cette date, les pays riverains concentrent plus de 580 millions d'habitants, soit 12 % de plus qu'en 2020. Avec un schéma de baisse plus réduite de la fécondité, la variante moyenne donne une population de 635 millions en 2050 (22 % de plus qu'en 2020), la variante haute décrivant, quant à elle, une population de près de 690 millions en 2050 (32 % de plus qu'en 2020 ; graphique 20).

En Méditerranée, le désamorçage de la « bombe P »¹⁶ n'est, à l'évidence, pas pour demain. Cela implique que, dans l'évolution future de l'empreinte écologique sur l'espace concerné, la croissance de la population continuera de tenir un rôle central.

Graphique 17. Pays du Bassin méditerranéen.
Taux de migration nette estimés en 2015-2020 et projetés en 2045-2050

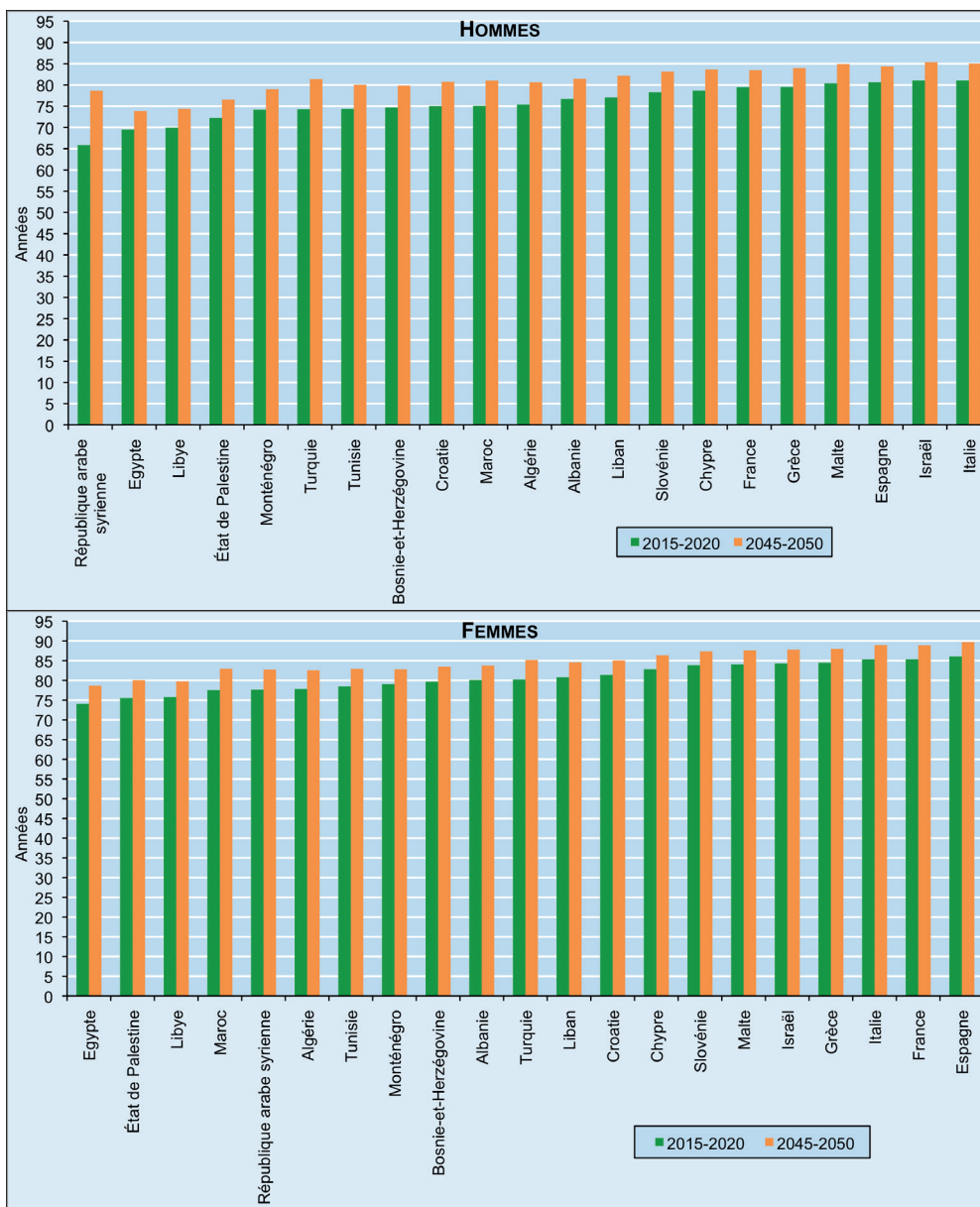


Source : Nations unies, World Population Prospects.
The 2019 Revision, 2019.



¹⁶ Pour emprunter à Paul et Anne Herlich le titre de leur ouvrage, paru en 1968, Population Bomb, Stanford ; Stanford University Press.

Graphique 18. Pays du Bassin méditerranéen.
Espérance de vie à la naissance estimée en 2015-2020 et projetée en 2045-2050 (années)

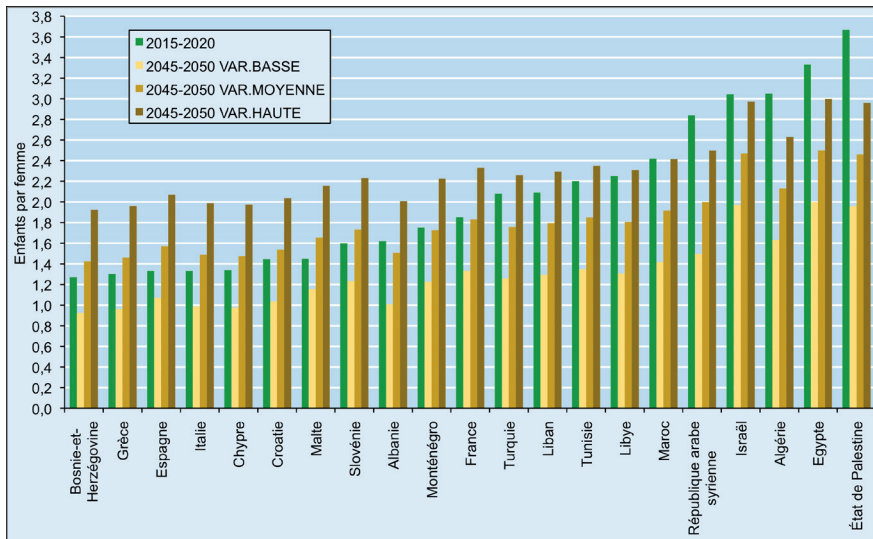


Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

II.1.2.2. Implosion au Nord, explosion au Sud et à l’Est

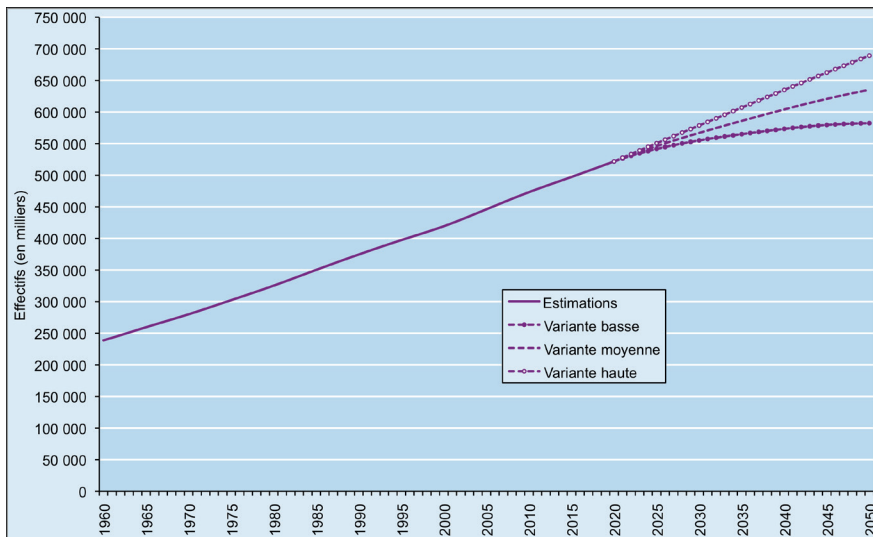
De 2020 à 2050, la croissance des effectifs sera territorialement très inégale, le fossé se creusant entre les pays de la rive européenne et ceux des rives asiatique et africaine (graphique 21, cartes 1, encadré 5). Même dans l’hypothèse d’un regain – peu probable, sinon irréaliste – de la fécondité (variante haute), la population de la quasi-totalité des premiers décline. A contrario, même dans l’hypothèse d’un effondrement de la fécondité (variante basse), la population de tous les seconds augmente.

Graphique 19. Pays du Bassin méditerranéen.
Indicateur conjoncturel de fécondité estimé en 2015-2020 et projeté en 2045-2050 selon trois variantes (nombre moyen d’enfants par femme)



Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Graphique 20. Bassin méditerranéen.
Population totale estimée de 1960 à 2020 et projetée de 2020 à 2050 selon plusieurs variantes



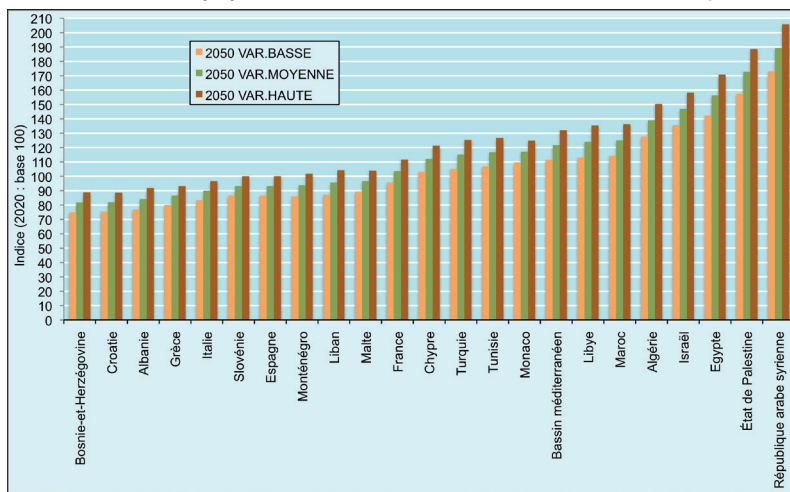
Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

ENCADRÉ 5. Cartes en anamorphose

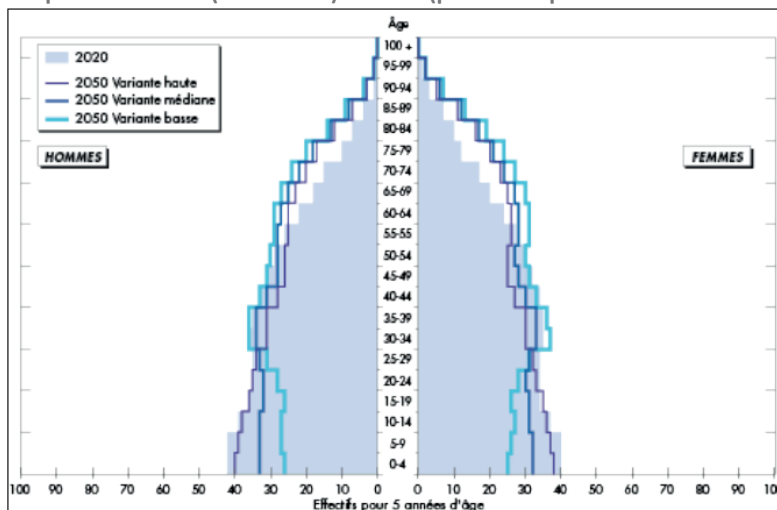
La cartographie statistique représente des territoires dont la forme et la superficie dépendent uniquement de la projection géographique utilisée. Une carte en anamorphose est une carte où les contours des territoires sont déformés en fonction d'un indicateur quantitatif. Après cette déformation, la superficie d'une unité territoriale n'est plus proportionnelle à sa surface sur le globe terrestre mais à l'indicateur choisi. Par exemple, si on choisit la population, la superficie des territoires sera proportionnelle à cet indicateur : plus le nombre d'habitants sera élevé, plus la surface des territoires concernés sera grande. Les cartes en anamorphose ne représentent plus la réalité géographique.

Il est courant d'étudier les évolutions démographiques à partir d'indicateurs relatifs (taux de croissance annuel moyen, proportion d'une catégorie de la population, ...). Cette démarche occulte la dimension absolue des évolutions, c'est-à-dire les effectifs démographiques sous-jacents auxquels s'appliquent ces indicateurs. Un faible accroissement démographique d'une population nombreuse représentera quand même une augmentation importante en termes d'effectifs de personnes. Les cartes en anamorphose permettent de dépasser cet écueil en soulignant l'importance des effectifs démographiques.

Graphique 21. Pays du Bassin méditerranéen.
Croissance indiciaire de la population de 2020 à 2050 selon trois variantes (2020 : base 100)



Graphique 22. Bassin méditerranéen.
Pyramides des âges comparées en 2020 (estimation) et 2050 (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

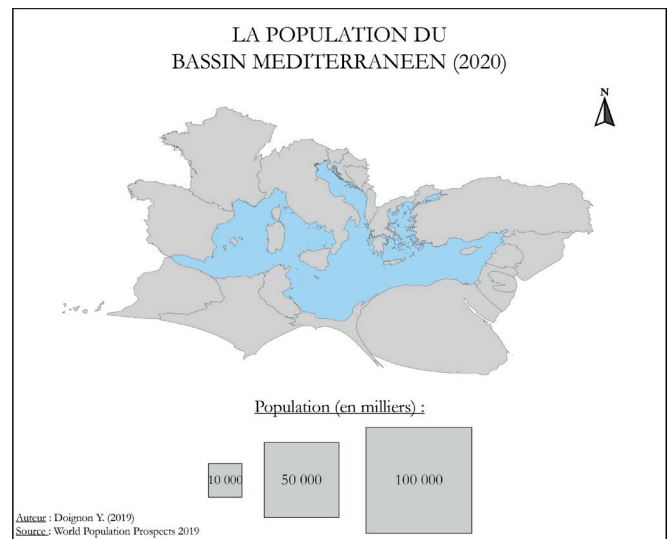
II.1.2.3. Vers une inversion des pyramides

En réponse à la baisse de la fécondité et à l’allongement des durées de vie programmés, la population du Bassin méditerranéen va vieillir par la base et par le sommet de la pyramide des âges, de façon plus ou moins marquée selon le déclin de fécondité anticipé (graphique 22).

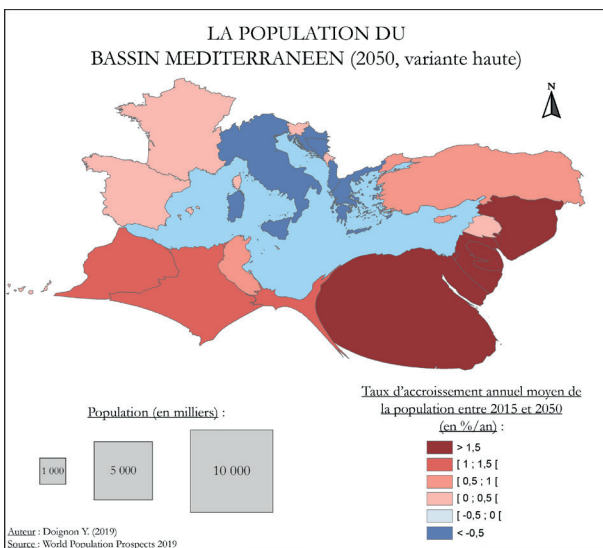
Dans la variante haute, la plus favorable au regard du vieillissement, la population âgée de 0-19 ans est 28 % plus nombreuse en 2050 qu’en 2020 (206 millions, contre 161 millions). Mais son poids dans la population totale régresse de 30,8 % à 29,8 %, tandis que celui des personnes âgées de 60 ans ou plus, dont l’effectif augmente de 84 % (de 88 millions à 162 millions) progresse de 17,0 % à 23,5 %.

Suivant la variante basse, la population âgée de moins de 20 ans s’amenuise de 24 % (passant de 161 millions à 122 millions) et ne représente plus que 21,0 % du total. Dans cette variante, les 60 ans ou plus – dont l’effectif est égal à celui de la variante haute (les 60 ans ou plus qui connaîtront l’an 2050 sont en effet tous déjà nés et ils sont tous soumis aux mêmes risques de décès selon l’âge sur toute la période 2020-2050 puisque le calendrier de la mortalité est identique indépendamment des variantes) – représentent 27,9 % de la population totale (soit près de 7 points de pourcentage de plus que les 0-19 ans). Le déclin de la fécondité finit par entrainer une baisse du nombre et du poids des personnes jeunes. Mais un déclin de fécondité survenant dans une population très jeune peut ne pas s’accompagner à court-moyen terme d’une baisse des effectifs jeunes, quand bien même il entraîne un vieillissement par la base de la pyramide des âges. Par exemple, la baisse de 20 % de l’indice conjoncturel de

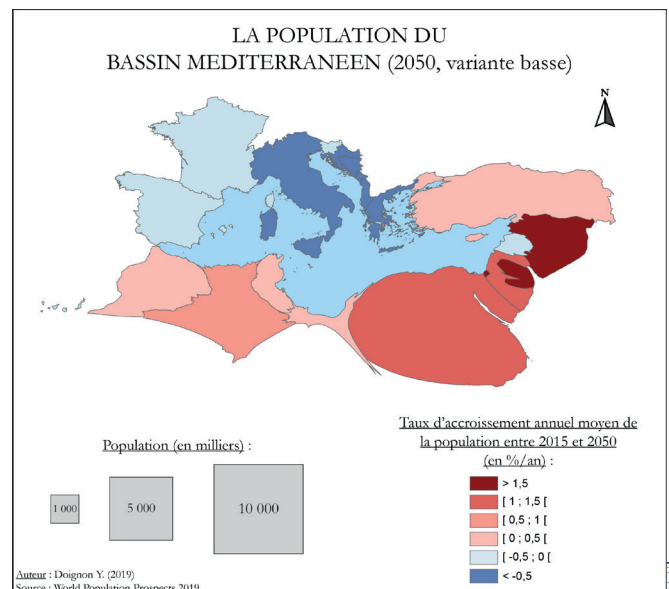
Carte 1A.
Carte en anamorphose



Carte 1B.
Carte en anamorphose



Carte 1C.
Carte en anamorphose



fécondité de l'Espagne, anticipée par la DPNU dans sa variante basse, de 2015-2020 à 2045-2050, se traduit par une chute de 47 % du nombre des 0-19 ans et une baisse du poids de ce groupe d'âges dans la population totale de 19,2 % à 11,7 %. Une même baisse de 20 % de la fécondité des femmes palestiniennes sur la même période, dans la variante haute, n'empêche pas, toutes choses égales par ailleurs, la population jeune de croître de 52 %, son poids dans la population totale tombant cependant de 48,5 % à 39,2 %. Les fécondités initiales et les structures par sexe et par âge de ces deux populations sont trop différentes pour qu'un même événement causal se manifestant avec la même intensité produise un résultat identique.

Dans le même ordre d'idées, une tendance continue à l'élévation de la durée de vie moyenne finit par induire une augmentation du nombre et de la proportion de personnes âgées. Mais alors qu'un gain de quelques années de la durée de vie moyenne d'une population jeune à calendrier de mortalité précoce provoque une augmentation de l'effectif et de la proportion de jeunes (rajeunissement par la base de la pyramide), le même gain de durée de vie bénéficiant à une population structurellement plus vieillie et à calendrier de la mortalité substantiellement plus tardif entraîne un surcroît de personnes âgées et un survieillessement.

Aujourd'hui, une fécondité plus élevée et une mortalité plus précoce expliquent la plus grande jeunesse relative des pays des rives asiatique et africaine de la Méditerranée, ces pays contribuant par ailleurs, par le biais d'une partie de leurs jeunes émigrants, à limiter le déclin et le vieillissement démographiques des pays de la rive européenne.

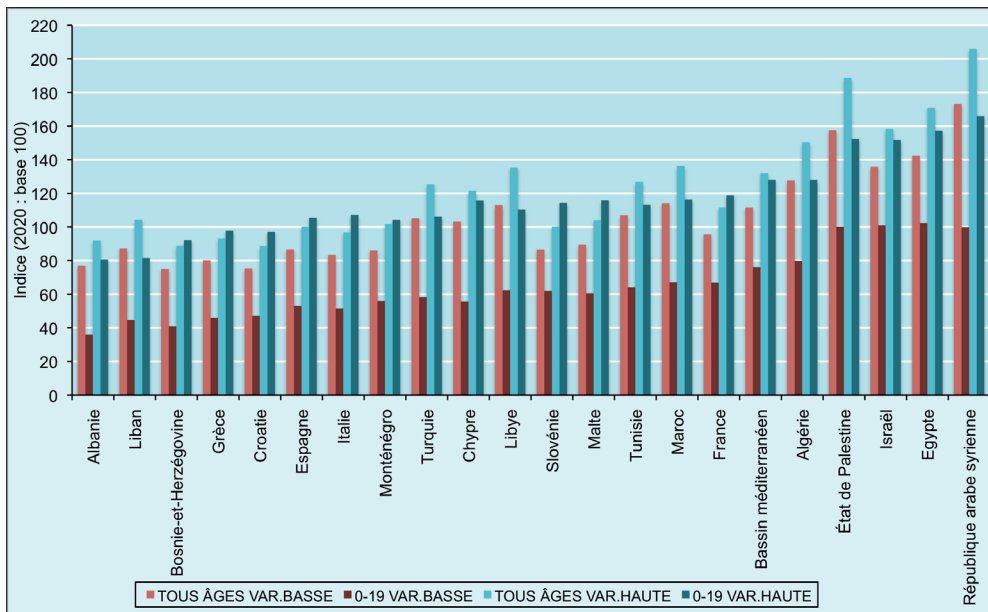
En 2050, il en sera toujours ainsi, que l'on accorde crédit à la variante basse ou à la variante haute, pour ne considérer ici que les deux variantes les plus contrastées élaborées par la DPNU.

À la base des pyramides des âges, l'ampleur du regain de fécondité sous-tendant la variante haute est loin de garantir une augmentation de l'effectif des moins de 20 ans dans tous les pays européens, tandis que l'ampleur de la baisse supposée dans la variante basse ne suffit pas à amener dans tous les pays de l'Est et du Sud cette même population jeune sous ses niveaux de 2020 (graphique 23) ; 2050 est un horizon insuffisamment éloigné pour que regain ici et effondrement là produisent leur plein effet. Au sommet de la pyramide des âges, l'élévation générale des durées de vie moyenne ne s'accompagne que d'une hausse relativement modérée des effectifs de 60 ans ou plus dans les pays européens mais d'une explosion de ces effectifs dans les pays riverains de l'Est et du Sud (graphique 23) ; il faut voir là le résultat d'un allongement du calendrier de la mortalité supposé plus important dans les pays à l'Est et au Sud de la Méditerranée et de l'avancement en âge de générations extrêmement nombreuses.

En termes de proportions, celle des moins de 20 ans sont d'autant plus élevées à l'Est et au Sud de la Méditerranée et d'autant moins faibles au Nord que la fécondité connaît une baisse mesurée ou rebondit fortement (variante haute) (cartes 2). C'est avec cette même variante haute que les proportions de personnes âgées de 60 ans ou plus sont, en toute logique, partout les plus faibles ; les mêmes effectifs absolus de personnes âgées sont rapportés à des effectifs de populations totales plus importants (cartes 3).

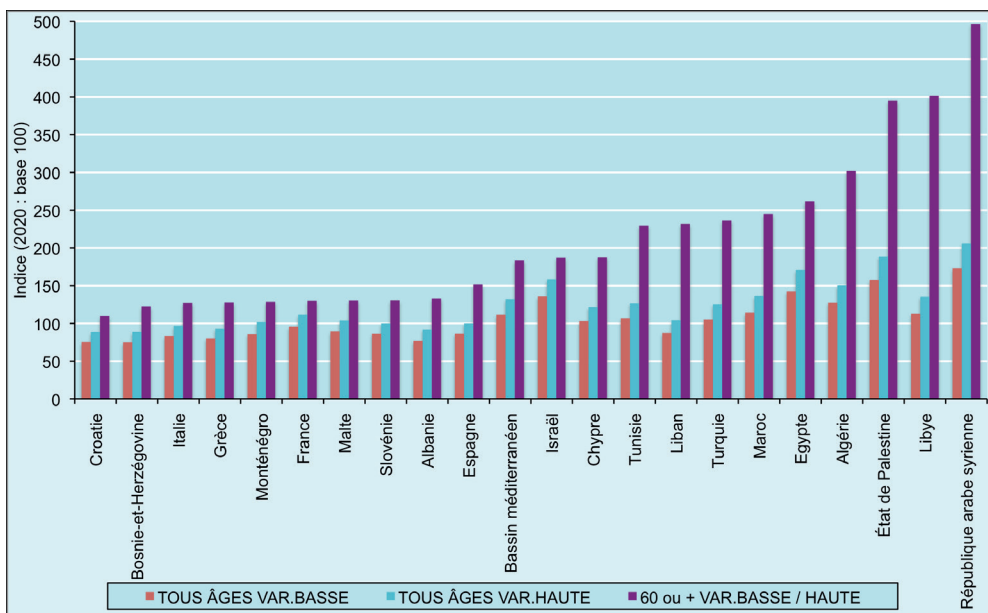


Graphique 23. Pays du Bassin méditerranéen, 2020-2050.
Évolution indiciaire de la population totale et de la population des moins de 20 ans selon deux variantes contrastées (2020 : base 100)



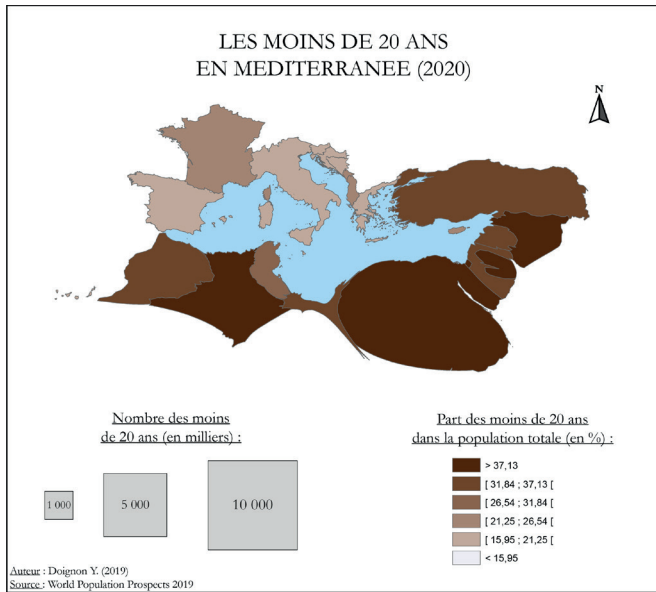
Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Graphique 24. Pays du Bassin méditerranéen, 2020-2050.
Évolution indiciaire de la population totale et de la population des 60 ans ou plus selon deux variantes contrastées (2020 : base 100)

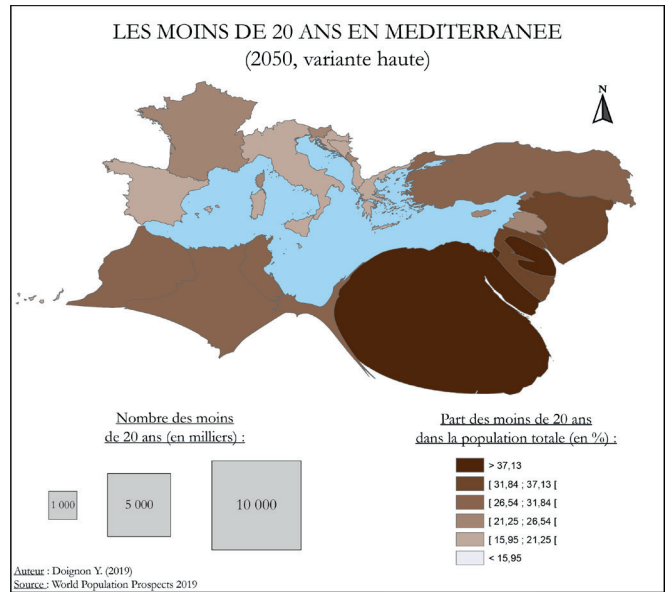


Source : Nations unies, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

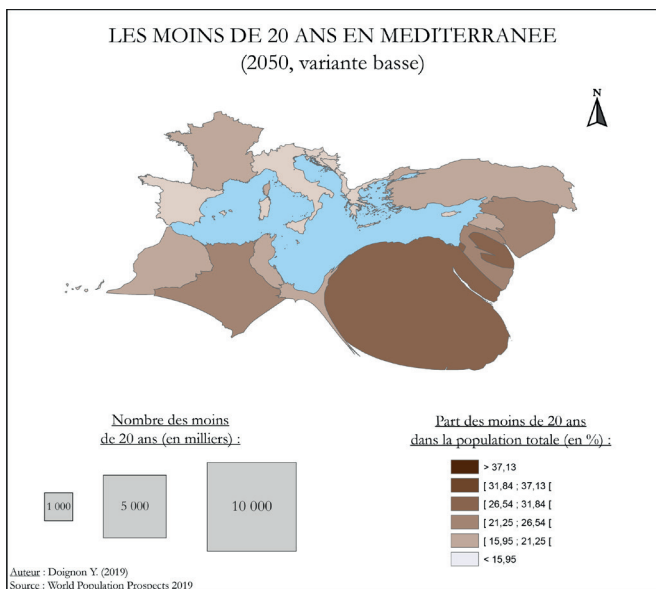
Carte 2A.
Carte en anamorphose



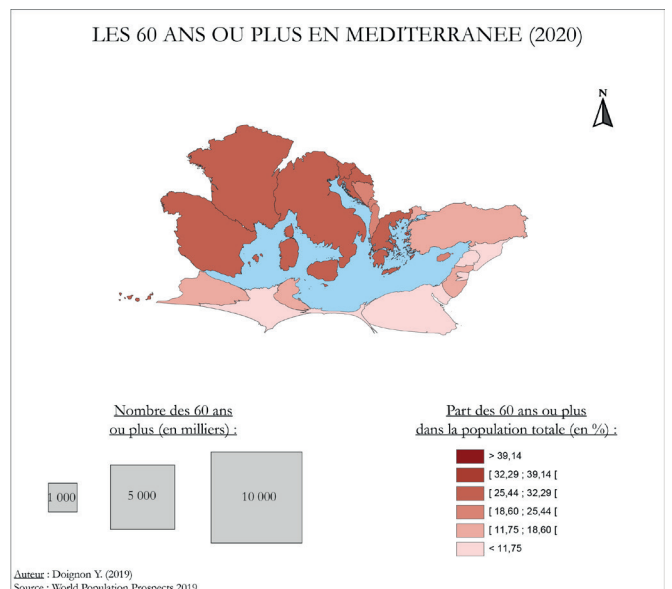
Carte 2B.
Carte en anamorphose



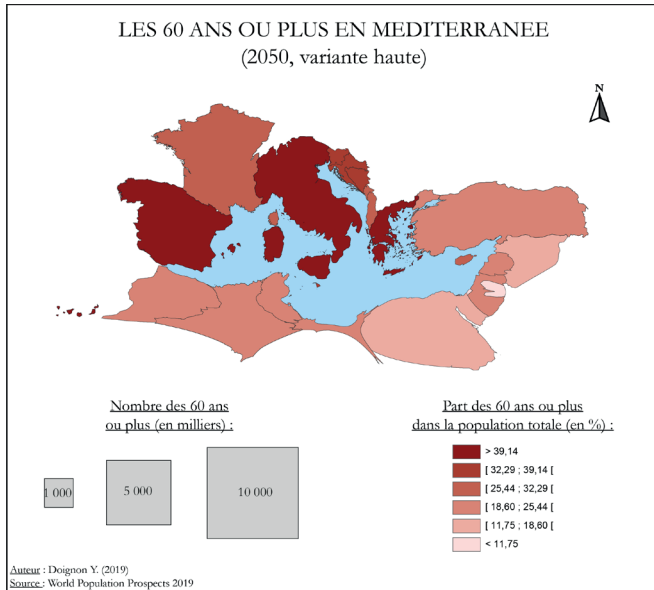
Carte 2C.
Carte en anamorphose



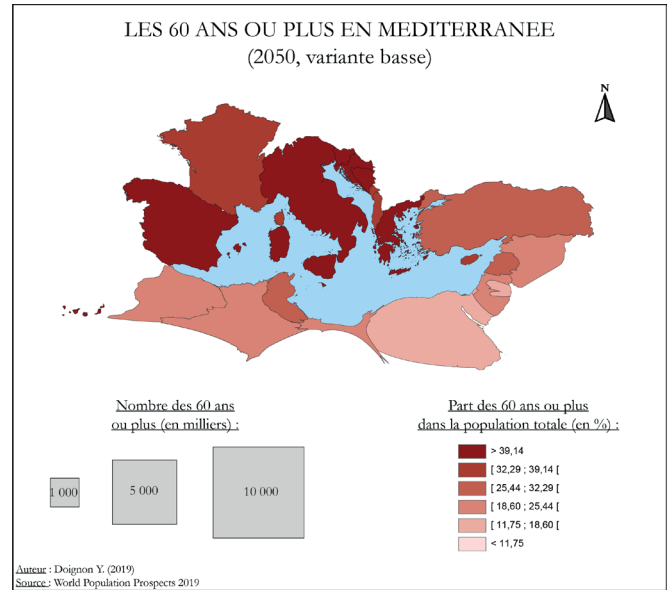
Carte 3A.
Carte en anamorphose



Carte 3B. Carte en anarmorphose



Carte 3C. Carte en anarmorphose



II.2. Perspectives de population urbaine

Depuis 1988, la Division de la population des Nations unies (DPNU) élabore des perspectives de population urbaine articulées sur ses propres perspectives de population mondiale et sur des anticipations de proportions de population urbaine (« taux d'urbanisation ») et de taille des agglomérations dérivées des données qui lui sont communiquées par les offices statistiques des pays membres sur la base de définitions de l'urbain qui leur sont propres (encadré 4 supra).

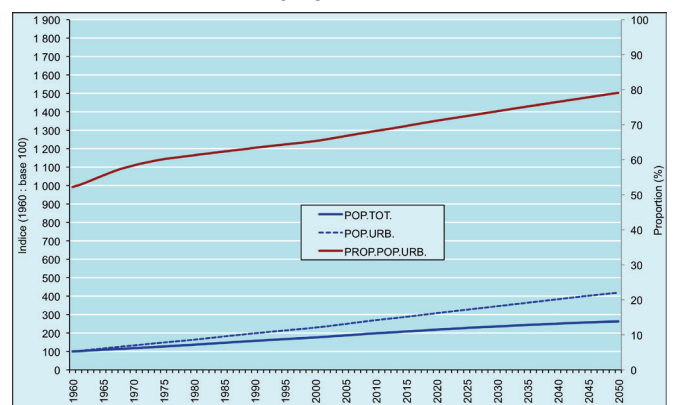
Pour la révision 2018¹⁷, la DPNU a d'abord calculé des proportions nationales de population urbaine sur la base des différentiels de croissance urbain/rural observés entre les deux derniers recensements disponibles, en tablant sur une évolution future linéaire de ces différentiels. La même méthode a servi pour projeter les populations des villes, les taux de croissance étant, là encore, censés évoluer de façon linéaire jusqu'à des valeurs déterminées par les tailles actuelles des populations des villes et les taux de croissance des populations urbaines nationales. La DPNU a ensuite appliqué ces proportions à la variante moyenne de la révision 2017 de ses perspectives mondiales de population.

La population de l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée étant supposée, selon cette variante, augmenter de façon continue (de 239 millions en 1960 à 498 millions en 2015 et 630 millions en 2050) et la proportion globale de population urbaine étant, elle aussi, censée continuer sa progression, la population urbaine – mécaniquement – augmente. De 1960 à 2015, ses effectifs ont été multipliés par 2,8 (de 116 millions à 333 millions). De 2015 à 2050, ils pourraient encore être multipliés

par 1,5 et s'élever à 484 millions, soit une multiplication par 4,2 depuis 1960, la population méditerranéenne totale n'étant multipliée dans le même temps que par 1,3 (graphique 25).

À l'échelle des pays, la croissance urbaine est, par construction, plus importante là où la croissance de la population totale est anticipée la plus vive et où la tendance récente à la croissance du monde urbain est la plus rapide : sur les rives est et Sud de la Méditerranée et, plus particulièrement, dans les principales agglomérations du littoral des pays de ces deux rives (graphique 26, cartes 4 et 5).

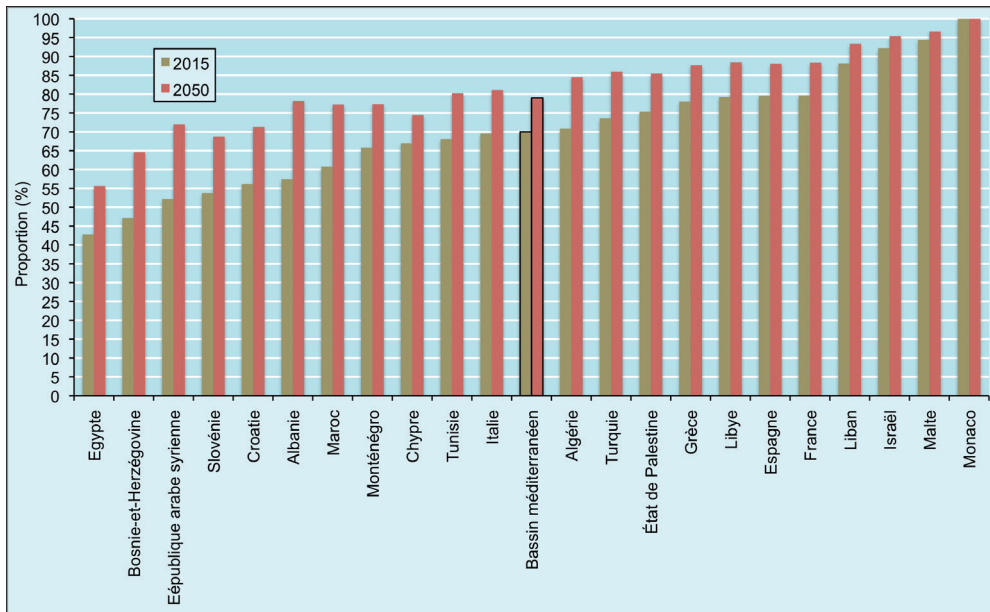
Graphique 25. Bassin méditerranéen, 1960-2050. Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Source : Nations unies, World Urbanization Prospects. The 2018 Revision, 2018.

17 United Nations, World Urbanization Prospects. The 2018 Revision, New York, 2018.

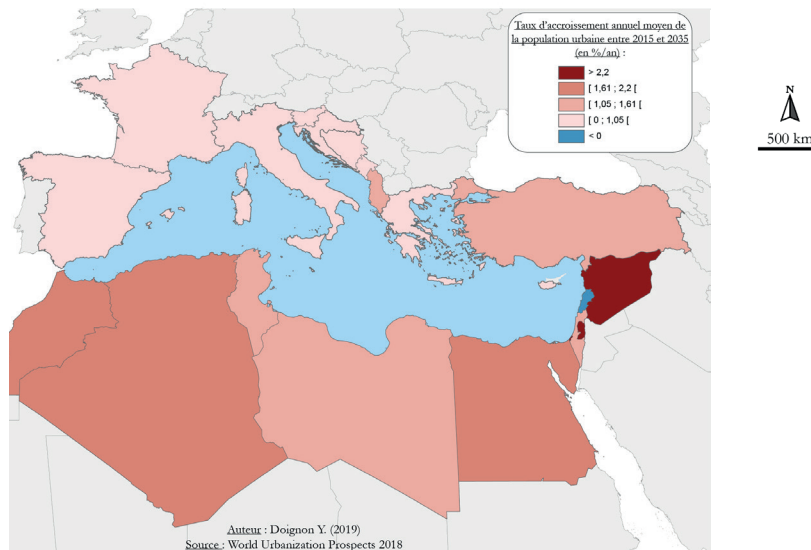
Graphique 26. Pays du Bassin méditerranéen.
Proportion de population urbaine en 2015 et 2050 (%)



Source : Nations unies, World Urbanization Prospects. The 2018 Revision, 2018.

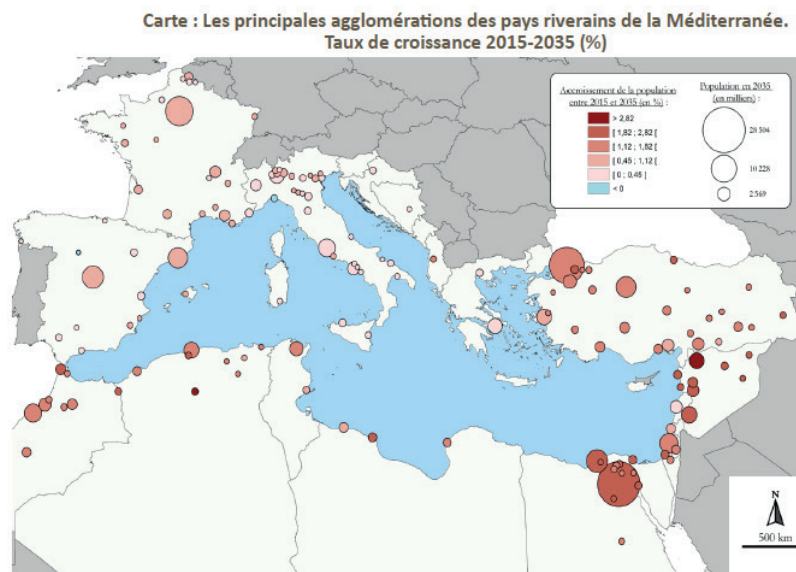
Carte 4.

LA CROISSANCE URBAINE EN MEDITERRANEE



Auteur : Doignon Y. (2019)
Source : World Urbanization Prospects 2018

Carte 5.



Auteur : Doignon Y. (2019)

Source : World Urbanization Prospects 2018

III. Remarques conclusives : des visions bien discutables

Moyennant des jeux d'hypothèses relatives à la fécondité, à la mortalité et à la mobilité des personnes exclusivement, les perspectives démographiques ont pour objectif de déduire de la structure par sexe et par âge à une date donnée de nouvelles structures à d'autres dates dans le futur. Même valorisées, sinon légitimées, par un large recours à des modèles probabilistes, elles illustrent des futurs au conditionnel : si ... et si ... et si ... , alors ...

Comme toute projection de population, celles réalisées par le DPNU donnent surtout une indication sur les dynamiques démographiques contemporaines. En effectuant des simulations à l'horizon d'une génération supplémentaire (qui correspond en démographie à la différence entre l'âge moyen des mères et celui de leurs filles, soit environ 30 ans), ces projections définissent le chemin sur lequel sont engagées les populations. Les variantes ont pour objectif de montrer la sensibilité de ces trajectoires à l'évolution nuancée des phénomènes qui les structurent. Les variantes ainsi proposées déterminent une diversité de trajectoires possibles au sein d'un avenir démographique probable. Récemment, la DPNU a même déterminé un intervalle de confiance statistique pour ces projections. Les projections démographiques de la DPNU ont, depuis l'après Deuxième Guerre mondiale, plutôt bien anticipé les évolutions globales, mais un peu moins les évolutions locales à venir à l'échelle des grandes régions. Les projections démographiques pour les toutes prochaines décennies sont très incertaines aujourd'hui.

Trois tendances paraissent toutefois incontournables :

- la poursuite du déclin démographique naturel sur la rive Nord de la Méditerranée ;
- la poursuite de la croissance démographique naturelle sur les rives est et Sud ;
- la concentration toujours croissante des populations des rives est et Sud dans les grandes villes.

Mais ces quasi-certitudes ouvrent sur bien des inconnues...

En Europe, l'impossibilité d'un rebond de la dynamique naturelle

En Europe, il n'y aura pas de retour en arrière majeur de fécondité. Il est peu probable que le seuil de remplacement des générations (au moins deux enfants par femme) soit de nouveau durablement atteint sur la rive Nord de la Méditerranée. Ne serait-ce que pour encourager les couples à avoir plus d'enfants, sans pour autant atteindre le seuil de remplacement des générations d'au moins deux enfants par femme, des mesures d'accompagnement seraient nécessaires pour la prise en charge de ces enfants, ce qui impliquerait un financement public accru dans tous les pays. Ce n'est pas le chemin qui semble se dessiner dans les pays du Nord de la Méditerranée. Par ailleurs, les populations des sociétés les plus avancées sur le plan économique sont engagées dans des logiques d'accumulation et de consommation pour soi, dans le but de se réaliser individuellement.

Dans ce cadre, la présence d'enfants est un frein comme en témoigne ces couples sans enfant à haut niveau de revenu (Double Income No Kids), qui pourraient presque annoncer un modèle post-malthusien : après le temps de la réduction de la descendance pour concentrer les revenus sur un ou deux enfants, adviendra-t-il le temps du renoncement à ces mêmes enfants pour jouir pleinement, seul ou à deux, de ses propres revenus ? Les inquiétudes sur l'avenir de la planète peuvent même fournir à certains un motif de renoncement vertueux au désir d'enfants. C'est précisément ce que relate un récent article du Huffington post¹⁸.

Certes, de nombreux habitants de la rive Nord de la Méditerranée continueront à avoir des enfants, mais ne dépasseront pas le seuil de remplacement des générations d'au moins deux enfants par femme.

De fait, avec une fécondité nettement inférieure au seuil de remplacement des générations, la partie européenne de la Méditerranée continuera de perdre des habitants. Le déficit démographique pourrait même être accentué par une réduction de la croissance de l'espérance de vie. Pour l'instant, la doxa veut que l'âge moyen au décès continuera de reculer. Toutefois, depuis quelques années, et dans certains des pays les plus riches du monde, l'augmentation de l'espérance de vie ralentit comme en Suède, au Danemark ou en France, tandis qu'elle a même diminué aux États-Unis. La poursuite de la croissance de l'espérance de vie suppose en effet dorénavant de faire reculer la mortalité par cancer et maladies de dégénérescence. Les gains d'espérance de vie liés aux autres maladies (notamment les maladies cardio-vasculaires) atteignent aujourd'hui leurs limites. Mais aujourd'hui, ce sont des investissements considérables qu'il faut réaliser pour continuer de gagner quelques mois d'espérance de vie. Or quels sont les pays capables d'engager de tels investissements quand, comme en France, on commence aujourd'hui à peiner à assurer une médecine de proximité sur tout le territoire ? Dans le cadre de la rationalisation des dépenses publiques, pourra-t-on à la fois préserver et améliorer la médecine de ville et continuer de développer une ingénierie médicale sans cesse plus coûteuse ? Et faire les investissements en matière d'éducation pour former, notamment, tous les professionnels de la santé ? La situation actuelle en France (décembre 2019) n'invite guère à l'optimisme.

Si le tableau dressé ici est plus sombre qu'il ne le sera peut-être, il témoigne toutefois de signaux, pour certains encore faibles, indiquant clairement que, d'une part, la possibilité d'une remontée spectaculaire de la fécondité et, d'autre part, une poursuite franche des gains d'espérance de vie paraissent illusoire. Au Nord de la Méditerranée, le nombre d'habitants diminuera donc à l'horizon 2050.

Au Sud de la Méditerranée, un excédent naturel incontournable...

En 2050, les rives Sud et est de la Méditerranée accueilleront plus, sinon beaucoup plus, d'habitants qu'aujourd'hui. La question qui se pose est de savoir dans quel état ils seront. L'inertie démographique d'une population doit être comparée à celle d'un paquebot : il faut du temps pour infléchir sa trajectoire, surtout lorsque sa vitesse de croisière est importante, ce qui est le cas dans de nombreux pays du Sud, au premier rang desquels l'Égypte. Avec une population où les moins de 15 ans sont très nombreux et l'espérance de vie supérieure à 70 ans, même avec une fécondité équivalente à celle des pays euro-méditerranéens, le nombre d'habitants augmentera à l'horizon 2050. L'interrogation concerne l'ampleur de la croissance démographique, et donc l'ampleur de la baisse de la fécondité.

Peut-on envisager que celle-ci tombe au niveau des pays euro-méditerranéens, ce qui limiterait la croissance démographique au Sud de la Méditerranée ? Cela paraît peu probable. Dans des conditions normales, une chute de la fécondité ne peut guère être assurée que par un accès massif des jeunes à l'enseignement supérieur, un accès des femmes au marché de l'emploi, une émancipation de ces dernières de la tutelle masculine, un accès généralisé aux moyens de contraception. Une telle baisse suppose donc à la fois une évolution notable dans les rapports sociaux entre hommes et femmes et des investissements massifs dans les secteurs notamment de l'éducation et de la santé. Or, la plupart de ces pays peinent encore à proposer une éducation secondaire à l'ensemble des jeunes. Au début des années 2010, selon l'Unicef, les taux de scolarisation dans le secondaire étaient, par exemple, respectivement égaux à 57 % et 65 % pour les garçons et les filles en Algérie, et à peine plus élevés en Égypte (70 % pour chaque sexe). Pour que les femmes



¹⁸ https://www.huffingtonpost.fr/entry/ces-francais-veulent-moins-denfants-pour-sauver-la-planete_fr_5db024ade4b0422422ce706f

et les hommes sur les rives Sud et est de la Méditerranée adoptent des comportements en matière de fécondité proches de ceux des Européens, il faut qu'ils puissent à minima avoir un mode et un niveau de vie comparables à ces derniers. Ce qui ne serait pas, d'ailleurs, sans effet sur l'empreinte écologique de ces populations.

Si baisse forte de la fécondité il doit y avoir, elle ne se fera pas dans les prochaines années. Il y a donc de fortes chances que les générations qui vont assurer les naissances au cours de ces trois prochaines décennies parviennent à remplacer l'effectif de leur propre génération. En revanche, il n'est pas assuré, au sommet de la pyramide des âges, que l'espérance de vie continue de progresser. En effet, dans les pays des rives sud et est, celle-ci a souvent atteint le niveau correspondant à peu près à l'éradication des maladies infectieuses. Les gains qu'il reste à aller chercher pour approcher puis dépasser le seuil des 80 ans nécessitent d'accomplir d'énormes progrès dans le traitement des maladies cardio-vasculaires, ce qui suppose des investissements et une amélioration considérable du dispositif de santé publique. Or, avec une population qui va continuer d'augmenter, l'effort à réaliser est nécessairement encore plus élevé. Ces pays sont-ils engagés sur une trajectoire socio-économique qui permet d'espérer le progrès des infrastructures de santé (notamment) ? On peut raisonnablement en douter. De ce fait, le vieillissement des populations pourrait être moins assuré par une élévation de l'espérance de vie que par l'arrivée de générations nombreuses à l'âge de 60 ans et au-delà.

... et une concentration dans les grandes agglomérations

Si au Nord il y a peu de chances, compte tenu de la diminution du nombre d'habitants, que les taux moyens d'urbanisation augmentent beaucoup (et ce d'autant plus qu'ils sont déjà élevés), ce qui n'exclut pas des phénomènes de concentration humaine renforcée sur certaines zones, c'est tout le contraire dans le Sud. C'est en effet dans les villes, et en particulier dans les plus grandes de chaque pays, que se concentrent les jeunes, à savoir la population en âge d'avoir des enfants. La dynamique démographique interne aux grandes villes sera forte et se traduira par une inévitable augmentation de la population urbaine. Et il est fort possible que les campagnes continuent d'alimenter également les villes en jeunes adultes. La proportion de la population urbaine augmentera donc vraisemblablement. Ce sont les villes les plus dynamiques qui en profiteront le plus, à savoir les capitales et toutes celles situées le long des littoraux. C'est en effet là, le plus souvent, que les activités commerciales et touristiques se concentrent. La tendance risque en outre d'être accentuée par le réchauffement climatique qui va aussi toucher l'intérieur des terres. La tentation de gagner les côtes pourrait s'en trouver renforcée. On imagine mal les populations faire le chemin inverse et gagner des campagnes le plus souvent arides et/ou incapables d'accueillir en masse des migrants de retour.

Cette dynamique qui se profile n'est pas sans soulever de nombreuses inquiétudes. La première est celle de la densité de la population en milieu urbain et de la capacité des grandes villes

à accueillir décemment l'ensemble des habitants. La littérature abonde de descriptions des conditions déjà très difficiles de nombre d'urbains dans les très grandes villes des rives Sud et est de la Méditerranée. Nous ne sommes malheureusement pas loin de partager la sombre analyse de Patrice Geddes : « Taudis, demi-taudis et supertaudis, telle est la cité dans la perspective du progrès » citée par Lewis Mumford dès 1964²⁰. Et ce n'est pas l'analyse apocalyptique de la pauvreté urbaine proposée par Mike Davis plus récemment (2006)²¹ qui nous incite à nous montrer moins pessimiste. L'agglomération de nouvelles populations dans les grandes villes des pays riverains du Sud et de l'est de la Méditerranée précède bien souvent la construction de logements. De ce fait, l'habitat informel est le revers de l'augmentation des taux d'urbanisation. Cette progression de l'urbanisation n'est peut-être pas à appréhender comme un nécessaire facteur de progrès, ce d'autant plus dans un contexte de réchauffement climatique. L'extrême concentration de populations en un même lieu est en effet un facteur aggravant de pollution et, de manière générale, un facteur qui dégrade fortement l'environnement dans lequel les personnes vivent. Les grandes villes pourront-elles accueillir dans de bonnes conditions ce surplus d'habitants (eau courante potable, traitement des eaux usées, ramassage des ordures ; infrastructures éducatives, sociales, médicales, etc.) ? Cela pose nécessairement la question de la plausibilité des projections de la DPNU compte tenu des contraintes spatiales (connues) et de la dégradation environnementale (certaine) dont l'ampleur est, en revanche, encore inconnue.

Des projections sans contrainte spatiale : c'est tout le problème !

Les projections de la DPNU présentent, alors que la population mondiale tend vers les 10 milliards un défaut considérable : elles ne tiennent pas compte des contraintes spatiales. Tout se passe comme si toute population bénéficiait d'un territoire lui permettant de se développer sans contrainte d'un point de vue quantitatif. Cela n'a pas été un problème tant que les populations n'étaient pas suffisamment importantes pour être limitées par des contraintes spatiales. Mais les croissances démographiques qu'ont connues les pays des rives sud et est de la Méditerranée, occupés en partie par des zones désertiques, nécessitent dorénavant de discuter de la plausibilité des projections démographiques, compte tenu des limites territoriales des différents pays. Le cas de l'Égypte est exemplaire : 5 % seulement de la superficie de ce pays sont habitables. Ce n'était pas un problème en 1960 quand le pays comptait 27 millions d'habitants. Mais la problématique n'est pas la même quand, sur le même territoire, on en dénombre 100 millions comme c'est le cas en 2020. Peut-on raisonnablement imaginer que les comportements seront les mêmes avec 50 millions d'habitants de plus en 2050 (variante basse) ? Il est raisonnable de se questionner sur la dégradation du vivre-ensemble lorsque ces perspectives sont mises au jour.

²⁰ Lewis Mumford, *La Cité à travers l'Histoire*, Seuil, Paris, 1964, p. 545

²¹ Mike Davis, *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, La Découverte, Paris, 2006.

La durabilité de ces grandes villes se pose donc en des termes multiples. Admettons qu'elles parviennent à proposer à la population des conditions de vie se rapprochant des standards européens actuels. Cela suppose que la population soit en mesure d'avoir un niveau de vie pour en profiter. Dans ce cas, c'est le versant écologique de la durabilité qui sera mis à mal. Mais à moins d'une spectaculaire évolution économique, on imagine mal aujourd'hui comment les pays des rives Sud et est de la Méditerranée et leurs grandes villes pourraient changer à ce point de visage économique. Le cas le plus probable pour les populations de ces pays au cours des prochaines années est que les conditions de vie demeurent difficiles voire même s'aggravent. Sur le plan social, ces très grandes villes pourraient alors être de véritables poudrières. Abrutant une population jeune, au sein de laquelle une fraction pourrait être diplômée de l'enseignement supérieur, confrontée à un chômage important et des conditions de vie très éloignées de ce que renvoient les images de la vie des occidentaux auxquelles elle accède via internet, et sans véritables perspectives d'avenir, ces villes pourraient devenir des lieux de contestation majeure et de révolte, comme ce fut le cas lors des printemps arabes. Une densité urbaine devenue invivable peut-elle alors entraîner des mouvements d'émigration massif, qui pourraient d'ailleurs être

encouragés et soutenus par les pouvoirs locaux ? Dans ce cas, pour aller où ? On pense bien sûr aux pays de la rive Nord de la Méditerranée, mais ce n'est pas assuré. Ce n'est par exemple pas le cas en Egypte.

Sur le plan démographique (mais aussi culturel, économique, ...), le Bassin méditerranéen n'est pas un espace fermé au sein duquel s'organisent des migrations exclusives entre les pays qui le bordent. C'est d'ailleurs cette ouverture séculaire sur d'autres bassins démographiques qui complique l'appréhension des perspectives démographiques de la région. En effet, il y a des mouvements démographiques importants entre les pays qui bordent la Méditerranée, au Nord comme au Sud, et l'Afrique sub-saharienne. Or la grande poussée démographique au XXI^e siècle se fera aussi dans cette région, dont le nombre d'habitants devrait quasiment doubler à l'horizon 2050. Selon la variante centrale des projections de la DPNU, il y aura 2,5 milliards d'habitants en Afrique (1,3 milliard en 2020), dont 2,1 milliards rien qu'en Afrique sub-saharienne (1,1 milliard en 2020). Ce qui a été dit pour les pays des rives Sud et est de la Méditerranée est valable pour ceux de l'Afrique sub-saharienne, en bien plus accentué : fécondité plus élevée, espérance de vie plus faible, niveau de développement économique bien



moins avancé et espace de vie déjà largement désertique. Le réchauffement climatique ne va pas seulement affecter les pays développés de l'hémisphère Nord. Il va aussi, et même d'abord, réduire les espaces de vie en Afrique sub-saharienne, alors que dans le même temps la population va doubler.

Quelle autre perspective raisonnable pour cette population très jeune (42 % de cette population a moins de 15 ans en 2020, ce qui représente près d'un demi-milliard de personnes) qu'une migration dans les grandes villes côtières du littoral atlantique ou... méditerranéen ? La dynamique démographique méditerranéenne ne saurait donc être appréhendée sans considérer aussi les évolutions démographiques en Afrique sub-saharienne, et ce d'autant plus que nombre de pays de cette région entretiennent avec certains pays méditerranéens des liens migratoires anciens et/ou toujours très intenses. Cette étude appelle donc à une ouverture géographique plus large, ainsi qu'à une appréhension plus détaillée des comportements émergents qui pourraient permettre de mieux anticiper les évolutions sociétales et donc démographiques à venir. Un examen démographique plus attentif et approfondi pour chaque pays permettrait de mieux apprécier l'étendue des problèmes que pourraient poser les perspectives démographiques de

la DPNU sous contraintes spatiales et environnementales également plus détaillées.

L'analyse montre que certaines projections démographiques ne seront très probablement pas tenables sur les rives Sud et est de la Méditerranée. Il est probable que certains pays n'auront pas les capacités d'accueillir de manière durable et pacifique les nouveaux habitants annoncés. Deux scénarios sont alors possibles : soit une démographie de crise caractérisée par une augmentation de la mortalité ou un effondrement de la fécondité qui aurait comme conséquence de réguler localement l'accroissement de la population ; soit les pays pourraient faciliter, voire organiser, des mouvements massifs d'émigration. Dans ce second cas, les personnes chercheront à se rendre plutôt dans un pays de la rive Nord que dans un autre pays des rives Sud et Est du bassin méditerranéen.



ÉTUDES DE CAS

Concentration urbaine et littoralisation en Albanie

I. Généralités sur la démographie albanaise contemporaine

Après une période de croissance démographique importante au cours de laquelle le nombre d'habitants a presque été multiplié par deux (1,6 million en 1960, 3,06 millions en 1990), la population de l'Albanie a décliné pendant 20 ans. En 2011, on ne comptait ainsi plus que 2,8 millions d'habitants.

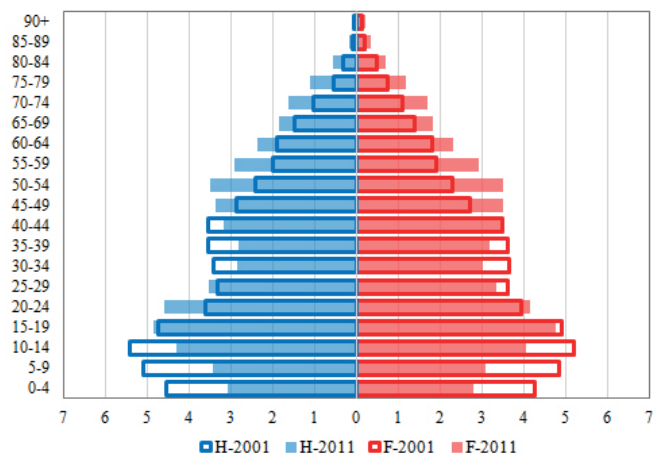
Depuis, cette baisse semble avoir été jugulée puisque l'on compte en 2017 3,06 millions d'habitants, l'équivalent de l'effectif recensé en 1990. Le renversement démographique constaté à partir de 1990 est la conséquence d'un double phénomène : d'une part, la fin de la transition démographique qui se caractérise par un quasi-équilibre entre natalité et mortalité, ce qui a considérablement réduit le solde naturel ; d'autre part, une situation géo-politique inédite, après des décennies d'un régime autoritaire, qui s'est concrétisée par un solde migratoire largement déficitaire (nombreux départs vers l'Italie et la Grèce notamment). En 2011, les générations comptent de moins en moins de personnes à partir du millésime 1990. Ce déficit générationnel est aussi la conséquence différée des mouvements d'émigrations dominants des années 1990-2000, qui se traduisent par une sous-représentation des générations qui auraient alors pu donner naissance à des enfants en Albanie. En 2011, la pyramide des âges de l'Albanie se caractérise par des déséquilibres générationnels très marqués et très irréguliers, qui ont remodelé en quelques années seulement la composition par âge de cette population, comme en témoigne la comparaison des pyramides des âges de 2001 et 2011 (graphique 1). Cette dynamique générale est commune à l'ensemble des régions albanaises, mais elle présente des nuances en raison notamment des mouvements migratoires internes (voir graphiques en annexe A et B).

II. Des disparités territoriales importantes qui profitent aux régions littorales

L'Albanie est divisée administrativement en 12 préfectures dont la quasi-totalité sont de type rural (tableau 1, carte 1, encadré 1). Parmi elles, six ont un front côtier important (Tiranë, Durrës, Fier, Lezhë, Vlorë) ou plus réduit (Shkodër). Les six autres préfectures, à l'Est du pays, sont en grande partie montagneuses. Elles sont frontalières de la Grèce au Sud et des autres pays des Balkans au Nord et Nord-Est (Berat, Dibër, Elbasan, Gjirokastër, Korçë,

Kukës). Dans dix des douze préfectures, le nombre d'habitants a diminué (tableau 2). Le cas de la préfecture Tiranë est atypique. Tandis que la décroissance a été de près de 9 % en 10 ans à l'échelle nationale, le nombre d'habitants de cette préfecture a augmenté dans le même temps de 25 %. La population a également augmenté, mais dans une bien moindre mesure (+ 7 % en 10 ans), dans une autre préfecture littorale, celle de Durrës. Certaines régions rurales ont particulièrement souffert sur le plan démographique avec des déficits excédant en 10 ans 25 % (Berat, Dibër, Gjirokastër).

Graphique 1. Pyramides des âges comparées de l'Albanie en 2001 et 2011 (pour 100 personnes au total dans chaque population)

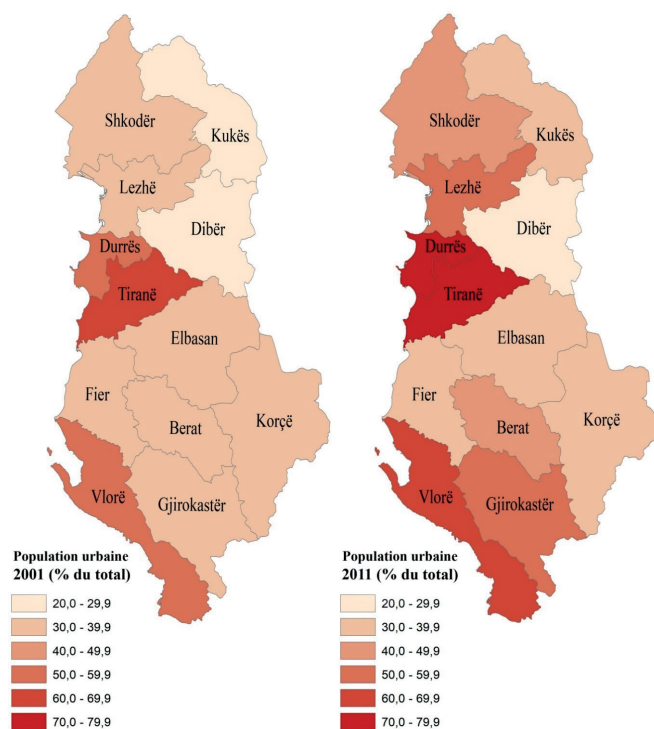


Source : Instat, 2002, 2019.

Tableau 1. Typologie des 12 préfectures en Albanie

Préfecture	Littoral	Typologie urbaine-rurale	Description de typologie
Berat	Non	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Dibër	Non	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Durrës	Oui	Région intermédiaire	population rurale entre 20% et 50% de la population totale
Elbasan	Non	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Fier	Oui	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Gjirokastrër	Non	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Korçë	Non	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Kukës	Non	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Lezhë	Oui	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Shkodër	Oui	Rural prédominant	population rurale > 50% de la population totale
Tiranë	Oui	Urbain prédominant	population rurale représente < 20% de la population totale
Vlorë	Oui	Région intermédiaire	population rurale entre 20% et 50% de la population totale

Source : Instat, 2019.

Cartes 1. Carte en anamorphose
Taux d'urbanisation des préfectures en 2001 et 2011 (%)

Source : Instat, 2019, Regional Statistical Yearbook, 2016.



ENCADRÉ 1. Typologie urbain/rural des espaces en Grèce

Jusqu'au recensement de 1991, la population grecque était divisée en trois catégories : urbaine, semi-urbaine, rurale (Elstat, 1998). Depuis le recensement de 2001, cette catégorisation a été simplifiée, la population n'étant plus répartie qu'entre zones urbaines et rurales (Elstat, 2001).

Classification	Agglomération plus peuplée	
	1991	2001
Rurale	< 2 000 habitants	< 2 000 habitants
Semi-urbaine	2 000 - 9 999 habitants	-
Urbaine	≥ 10 000 habitants	≥ 2 000 habitants

La classification des départements en urbains ou ruraux est basée sur la population concentrée dans la plus grande agglomération, la population dispersée n'étant pas prise en compte. Dans ce cadre, est défini urbain tout département dont la population de l'agglomération la plus peuplée est supérieure à 2000 habitants, et défini rural tout département dont la population de l'agglomération la plus peuplée est inférieure à 2000 habitants. Le changement par rapport au recensement de 1991 tient à la fusion des anciennes catégories « semi-urbaine » et « urbaine ».

Sources : Elstat, 1998, *Résultats du recensement de la population et des habitations effectué le 17 mars 1991, Volume II*.

Caractéristiques démographiques et sociales de la population. Disponible en : http://www.edemography.gr/ElstatPublications/censuses/docs/eDemography_Metadata_Censuses_Doc_000012_gr.pdf Elstat, 2001, *Recensement de la population et des habitations de 2001. Concepts et Définitions (en grec)*. Disponible en : <https://www.statistics.gr/>.

Tableau 2. Variation de population 2001-2011

Préfecture	2001	2011	Variation (%)
Berat	193 020	141 944	-26,5
Dibër	189 854	137 047	-27,8
Durrës	245 179	262 785	7,2
Elbasan	362 736	295 827	-18,4
Fier	382 544	310 331	-18,9
Gjirokastrër	112 831	72 176	-36
Korçë	265 182	220 357	-16,9
Kukës	111 393	85 292	-23,4
Lezhë	159 182	134 027	-15,8
Shkodër	256 473	215 347	-16
Tiranë	597 899	749 365	25,3
Vlorë	192 982	175 640	-9
Albanie	3 069 275	2 800 138	-8,8

Source : Instat, 2019. Lecture : en gris, les préfectures littorales.

Entre 2001 et 2011²², dans chaque préfecture, la natalité et la proportion de population en âge de travailler (20-64 ans) ont diminué, cependant que la proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus a augmenté (Instat : 2002, 2019). Les nombreux départs vers l'étranger expliquent la contraction de la part de la population des jeunes adultes. C'est notamment le cas dans les provinces orientales, en raison de la proximité avec la Grèce. Les migrations internes sont une autre source de disparités entre les provinces littorales et orientales (annexe A). Un mouvement dominant de migrations des provinces orientales vers les provinces ayant un front côtier conduit en effet à atténuer le déficit relatif de jeunes adultes dans ces dernières et à l'accentuer dans celles situées en arrière des zones côtières. C'est donc dans les préfectures littorales que la proportion de jeunes adultes (20-44 ans) au sein de la population a le moins baissé entre 2001 et 2011 (tableau 3). La préfecture de la capitale Tiranë se distingue tout particulièrement car c'est la seule au sein de laquelle la proportion d'adultes âgés de 20-44 ans augmente entre 2001 et 2011. C'est aussi là que cette proportion est la plus élevée du pays.

Au sein des préfectures, la composition par âge ne marque guère de différences selon le caractère rural ou urbain des populations (annexe B). Alors que l'hétérogénéité prévaut entre les préfectures, au sein des préfectures, c'est plutôt l'homogénéité qui prédomine.

Tableau 3. Structure par âge de la population des 12 préfectures en 2001 et 2011

Préfectures	Recensement 2001				Recensement 2011			
	0-19	20-44	45-64	65 ou +	0-19	20-44	45-64	65 ou +
Berat	38,5	36,7	18,1	6,7	28,7	31,8	27,4	12,1
Dibër	44,7	35,2	14,1	6,0	36,4	33,8	20,8	9,0
Durrës	38,8	35,3	18,6	7,3	31,2	34,2	24,0	10,7
Elbasan	41,3	36,9	15,6	6,2	31,4	34,8	23,6	10,2
Fier	38,8	36,2	17,9	7,1	29,4	31,8	26,8	12,1
Gjirokastrër	36,8	34,5	19,4	9,3	24,6	30,6	28,8	16,0
Korçë	35,1	35,7	19,9	9,2	27,0	32,3	26,7	14,0
Kukës	47,6	34,2	12,6	5,6	39,5	34,8	17,7	8,0
Lezhë	41,0	35,8	16,2	7,0	32,5	33,0	23,2	11,4
Shkodër	39,3	34,3	18,1	8,3	31,9	31,3	24,3	12,4
Tiranë	36,3	36,5	19,3	8,0	29,3	37,4	23,1	10,2
Vlorë	36,8	33,3	20,4	9,6	27,6	31,6	27,0	13,9

Source : Instat, 2019. Lecture : en gris, les préfectures littorales.

²² Si des estimations sont possibles jusqu'en 2017 au niveau national, à l'échelle infranationale les données les plus récentes sont celles de 2001 et 2011.

III. Des ressources démographiques internes limitées

Le mouvement naturel de la population albanaise est encore positif. C'est aussi le cas dans la plupart des préfectures (tableau 4). Toutefois, partout, même dans la province capitale, l'excédent se réduit. La baisse du nombre de jeunes adultes conjuguée à une fécondité en déclin d'un côté, une augmentation de la part de personnes âgées susceptibles de décéder de l'autre, expliquent cette réduction du solde naturel. Dans les préfectures de Vlorë, Korçë et Gjirokastrë, le solde naturel est dorénavant négatif.

Cela devrait être très prochainement le cas dans celles de Berat et de Fier, ainsi que dans la préfecture de Shkodër, au Nord du pays. C'est donc dans la préfecture de Tiranë que se concentre aujourd'hui l'essentiel du solde naturel : en 2011, la préfecture capitale concentrait 35 % du solde naturel national ; en 2018 : 62 %.

Tableau 4. Solde naturel par Préfecture : Albanie, 2011-2018

Préfecture	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Berat	514	548	647	643	327	245	96	34
Dibër	1 064	1 132	1 015	1 186	847	850	795	650
Durrës	1 634	1 697	1 742	1 734	1 332	1 324	1 315	1 012
Elbasan	1 628	1 997	1 929	1 871	1 168	1 210	790	739
Fier	1 421	1 417	1 320	1 512	830	889	515	152
Gjirokastrë	-60	-128	-117	-22	-96	-162	-255	-217
Korçë	316	250	363	358	-29	-80	-241	-455
Kukës	932	925	846	778	559	629	481	450
Lezhë	778	657	768	801	587	578	483	387
Shkodër	559	573	671	531	206	250	168	165
Tiranë	5 022	5 016	5 537	5 422	4 420	4 415	4 431	4 409
Vlorë	344	390	448	106	52	96	-47	-285
Total	14 273	14 603	15 308	15 104	10 297	10 345	8 637	7 130

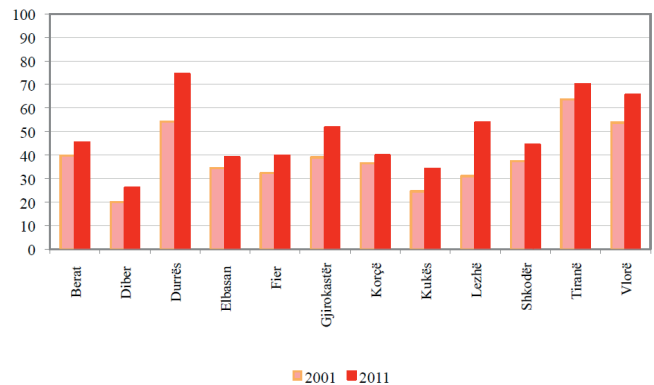
Source : Instat, 2019.

IV. Diminution et concentration de la population en milieu urbain dans les préfectures littorales

Le processus d'urbanisation de la population du pays s'est poursuivi entre 2001 et 2011 dans toutes les préfectures (graphique 2). En moyenne, à l'échelle du pays, plus de la moitié de la population est urbaine. Mais il existe des disparités considérables. Tandis que plus des deux tiers de la population vit en milieu urbain dans les préfectures littorales de Durës, Tiranë et Vlorë, un tiers seulement de la population est urbaine dans les préfectures orientales du Nord, Diber et Kukës. Si le taux d'urbanisation a partout progressé, c'est cependant dans les préfectures littorales que cette augmentation a été la plus forte ; plus particulièrement dans celles de Durës et de Lezhë.

En 2011, comme en 2001, les taux d'urbanisation les plus élevés s'observent dans quatre des six préfectures littorales : on distingue en particulier, au Nord, l'axe Tiranë-Durrës et la préfecture voisine de Lezhë, tandis qu'au Sud, la préfecture de Vlorë, qui bénéficie du plus long front côtier, se distingue. Ce constat est logique dans la mesure où le modèle économique des zones littorales est souvent caractérisé par le tourisme et l'activité commerciale, la fourniture de services et l'activité de construction, autant de secteurs requérant une forte intensité de main-d'oeuvre. Les principaux centres urbains sont relativement proches des ports, sauf dans le cas de la ville de Fier dans la préfecture homonyme, ce qui pourrait expliquer en partie son faible taux d'urbanisation comparativement à celui des autres préfectures littorales. Ailleurs, c'est dans le Sud et le Sud-Est que le processus d'urbanisation a été le plus notable (préfectures de Berat et de Gjirokastrë), alors que c'est dans le Nord-Est qu'il a été le moins rapide (préfectures de Diber et de Kukës). Les migrations internationales et internes expliquent ces variations inégales des taux d'urbanisation ; quand il y a mobilité, c'est le plus souvent pour gagner un pôle urbain.

Graphique 2. Taux d'urbanisation des préfectures albanaises en 2001 et 2011 (%)



Source : Instat, 2019, Regional Statistical Yearbook, 2016.

V. Retours de l'étranger et mobilités internes

V.1. Crise économique et retour de la population albanaise

La période intercensitaire 2001-2011 a été marquée par une intensification non négligeable du retour des ressortissants albanais dans leur pays d'origine. Selon les données d'Instat (2019), de 140 000 à 150 000 Albanais seraient ainsi revenus au pays. Plus de la moitié (52 %) de ce flux décennal serait concentré sur les années 2009-2011, soit après la crise financière de 2008-2009. Ces flux importants sont dus en grande partie au développement économique en Albanie, et plus généralement dans les Balkans, au cours des années 2000, mais aussi à la crise qui a très sévèrement touché la Grèce et l'Italie où une grande partie de la diaspora albanaise réside. Des taux de chômage élevés dans ces pays et l'incertitude économique générale ont stimulé de nombreuses migrations de retour. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si les deux tiers des Albanais rentrés au pays durant les années 2009-2011 résidaient auparavant en Grèce, ils avaient été 57 % environ à revenir de ce même pays au cours de la période 2001-2008. Le rapatriement des populations d'origine albanaise a principalement bénéficié aux préfectures de Tiranë et de Durrës, ainsi qu'aux préfectures littorales du Sud (Vlorë, Fier) qui forment ensemble la majeure partie du front littoral du pays.

V.2. Les mobilités internes au cours des années 1989-2001

Les migrations internes et le mouvement dominant des campagnes vers les villes ne sont pas nouveaux en Albanie. Un bref rappel des mouvements pour la période 1989-2001 le montre. Entre 1989 et 2001, environ 11% de la population albanaise âgée de 12 ans ou plus (253 000 personnes) ont déménagé. La quasi-totalité des migrants internes sont originaires des préfectures rurales : 92 % d'entre eux viennent d'une préfecture où le rural est prédominant (tableau 5). Et la moitié des migrants internes se rendent dans la préfecture de Tiranë. Les autres migrants internes se partagent entre migrants du milieu rural vers le milieu intermédiaire (23 %) et entre migrants d'une zone rurale vers une autre zone rurale (23 %). Très peu de migrants internes quittent donc les zones urbanisées. Dans ce cas, il ne s'agit pas de migrations vers les zones rurales, mais vers d'autres préfectures à taux d'urbanisation élevé (Durrës, Vlorë). Sans surprise, ce sont les quatre préfectures les plus méridionales du littoral qui présentent les seuls soldes migratoires internes positifs (graphique 3) : Tiranë (+ 130 000 en 12 ans), Durrës (+ 38 000), Vlorë (+ 7 000) et Fier (+ 5 000). De façon parfaitement symétrique, ce sont dans les préfectures orientales du Nord que les déficits migratoires internes sont les plus importants : Dibër (-47 000 en 12 ans) et Kukës (- 42 000). Dans ces préfectures, ce sont de véritables saignées démographiques : dans la préfecture de Dibër, les départs sur cette période de 12 ans représentent 37 % de la population initiale de 1989 ; dans la préfecture de Kukës, cette proportion atteint 57 %.

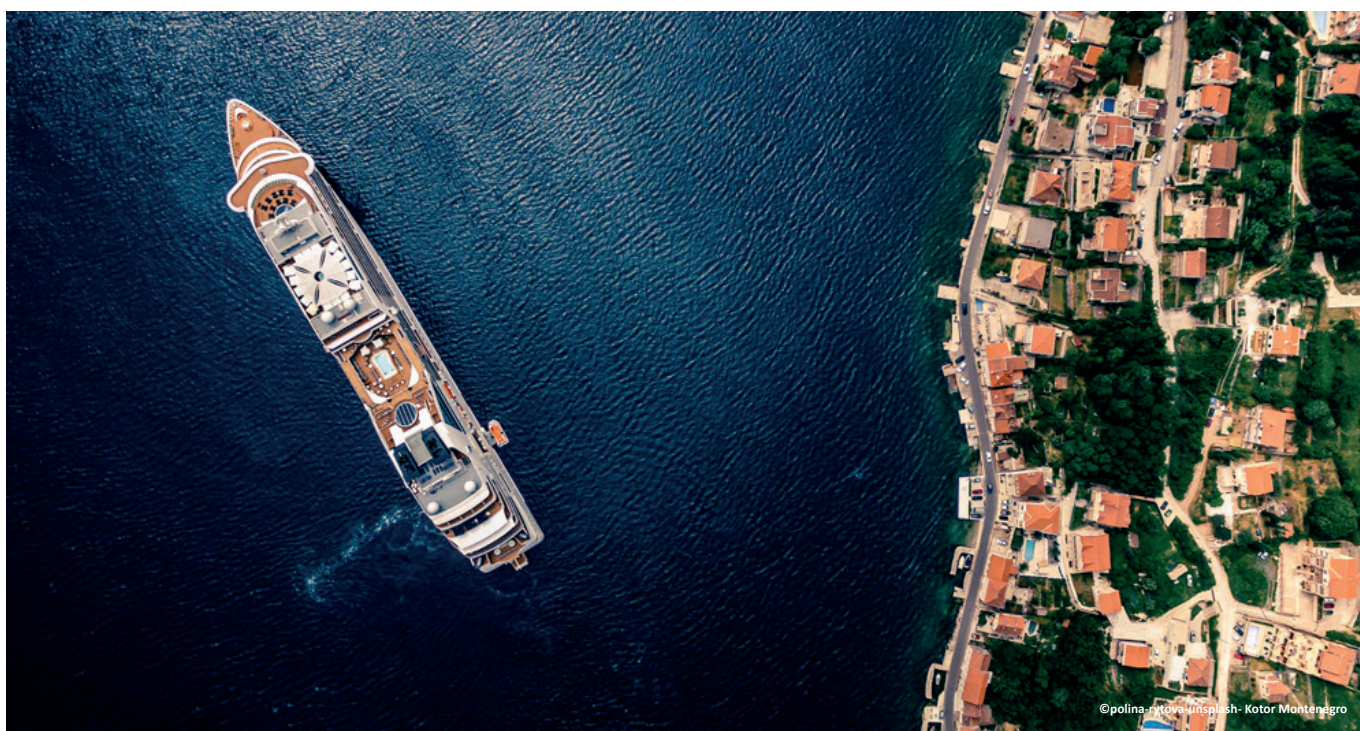
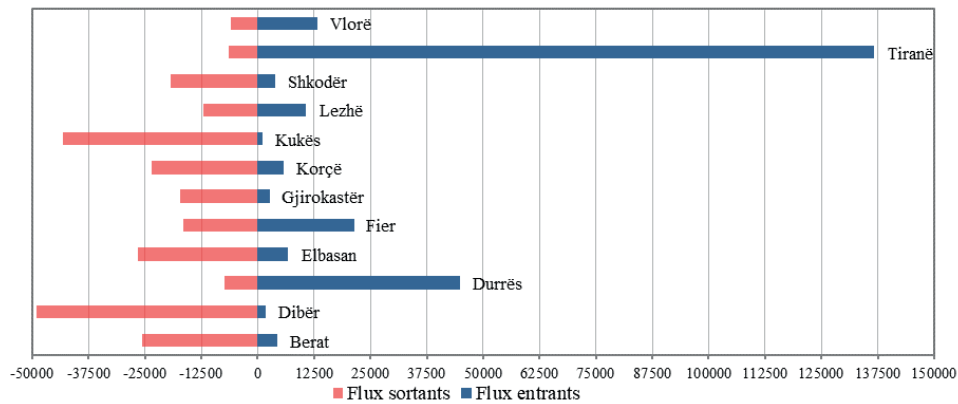


Tableau 5. Matrice des entrées et des sorties enregistrées de 1989 à 2001 par préfecture

Nombre de personnes	Sorties de :												
	Berat	Dibër	Durrës	Elbasan	Fier	Gjirokastrë	Korçë	Kukës	Lezhë	Shkodër	Tiranë	Vlorë	Total
Entrées à :													
Berat	0	72	51	826	1 881	600	324	42	62	47	142	213	4 260
Dibër	97	0	62	64	117	5	31	287	361	543	81	34	1 682
Durrës	4 241	10 997	0	5 191	2 042	1 817	3 718	6 728	3 390	2 670	3 647	418	44 859
Elbasan	951	964	149	0	1 201	183	2 170	79	184	79	667	140	6 767
Fier	5 824	1 144	221	5 618	0	2 074	1 545	1 489	693	726	632	1 377	21 343
Gjirokastrë	1 034	47	38	197	443	0	272	47	38	30	139	401	2 686
Korçë	1 148	116	232	2 313	444	705	0	117	163	180	309	147	5 874
Kukës	348	153	18	38	39	15	8	0	79	223	95	23	1 039
Lezhë	164	2 134	902	197	126	30	99	1 106	0	5 758	138	43	10 697
Shkodër	529	281	108	105	65	85	44	1 285	1 137	0	122	54	3 815
Tiranë	8 773	32 898	5 397	11 076	7 560	7 634	13 848	31 769	5 522	8 892	0	3 207	136 576
Vlorë	2 567	278	110	1 020	2 618	3 950	1 410	229	316	260	379	0	13 137
Total	25 676	49 084	7 288	26 645	16 536	17 098	23 469	43 178	11 945	19 408	6 351	6 057	252 735

Source : Instat, 2004.

Graphique 3. Migrations internes entre 1989 et 2001 : entrées et sorties



Source : Instat, 2004.

V.3. Des tendances confirmées pour la période 2001-2011

Un peu moins de 10 % de la population albanaise âgée de 10 ans ou plus (229 000 personnes) a changé de lieu de résidence entre les deux derniers recensements. Les flux sortants proviennent principalement des zones rurales (84 %). La moitié de ces flux (52 %) se sont dirigés vers la préfecture de Tiranë, la seule au sein de laquelle l'urbain est prédominant. Toutefois, les flux internes aux zones rurales sont loin d'être négligeables : 27 % des personnes qui ont quitté un espace rural ont migré vers un autre espace rural. Cette proportion suggère donc une forme spécifique de migration en Albanie, dans laquelle les migrants changent de lieu de résidence mais conservent leur identité rurale. On peut également noter que les zones rurales sont la

destination d'au moins la moitié des flux – certes peu denses – au départ des zones intermédiaires ou urbaines (tableau 6).

Si l'on agrège l'ensemble des flux internes, nonobstant la zone dont sont originaires les migrants, près de la moitié d'entre eux converge vers la préfecture de Tiranë (tableau 7). Ces arrivées sur 10 ans dans cette préfecture ont un effet démographique important puisqu'elles représentent un apport correspondant à 18 % de l'effectif de la population en 2001. Ces mouvements renforcent donc la concentration de la population albanaise dans la préfecture de Tiranë où réside, en 2011, plus du quart (27 %) de la population totale du pays. Cette concentration résidentielle, à la fois urbaine et littorale, a progressé de manière importante en à peine 10 ans puisqu'en 2001 la préfecture capitale n'accueillait encore « que » 20 % de la population du pays.

Cette dynamique urbaine et littorale bénéficie aussi aux autres préfectures littorales au sein desquelles les taux d'urbanisation augmentent : 15 % des migrants internes 2001-2011 résident en 2011 dans la préfecture de Durrës ; ce flux cumulé sur 10 ans représente un apport correspondant à 16 % de la population de cette préfecture en 2001. Les deux préfectures de Tiranë et Durrës sont les seules à présenter un solde migratoire nettement positif : + 100 000 pour la préfecture de Tiranë ; + 24 000 dans celle de Durrës. Les zones rurales des préfectures littorales profitent également de ce tropisme côtier ; c'est le cas des préfectures de Lezhë (destination de 6 % du total des migrants internes) et de Fier (7 %). Mais si cette attractivité permet à la préfecture de Lezhë de présenter un bilan migratoire interne positif (+ 4 000 en 10 ans), ce n'est pas suffisant dans celle de Fier où les entrées internes ne parviennent plus à compenser le flux de départs, ce qui se traduit par un solde migratoire interne déficitaire (- 10 000 en 10 ans). Mais ce déficit n'est rien en regard des saignées démographiques observées dans les préfectures orientales (graphique 5). Les préfectures exclusivement rurales ont en effet perdu une proportion importante de leur population. Par exemple, les flux de départs représentent plus du quart de la population initiale de 2001 dans les préfectures de Kukës (33 %), Dibër (32 %) et Gjirokastrë (25 %).

Au total, le solde migratoire interne n'est positif que pour seulement trois des douze préfectures (graphique 4).

Tableau 6. Flux migratoires internes (2001-2011)

Flux migratoires internes	Flux Effectifs	Flux (%)	Flux totaux (%)
Rural prédominant à rural prédominant	52 953	27,4	23,1
Rural prédominant à urbain prédominant	101 044	52,2	44,1
Rural prédominant aux régions intermédiaires	39 535	20,4	17,3
Flux ruraux prédominants	193 532	100,0	84,5
Régions intermédiaires à rural prédominant	11 715	49,9	5,1
Régions intermédiaires à urbain prédominant	11 136	47,4	4,9
Régions intermédiaires aux régions intermédiaires	629	2,7	0,3
Flux des régions intermédiaires	23 480	100,0	10,3
Urbain prédominant à rural prédominant	8 255	69,1	3,6
Urbain prédominant à urbain prédominant	0	0,0	0,0
Urbain prédominant aux régions intermédiaires	3 685	30,9	1,6
Flux urbains prédominants	11 940	100,0	5,2
Flux totaux	228 952	100,0	100,0

Source : Instat, 2019.

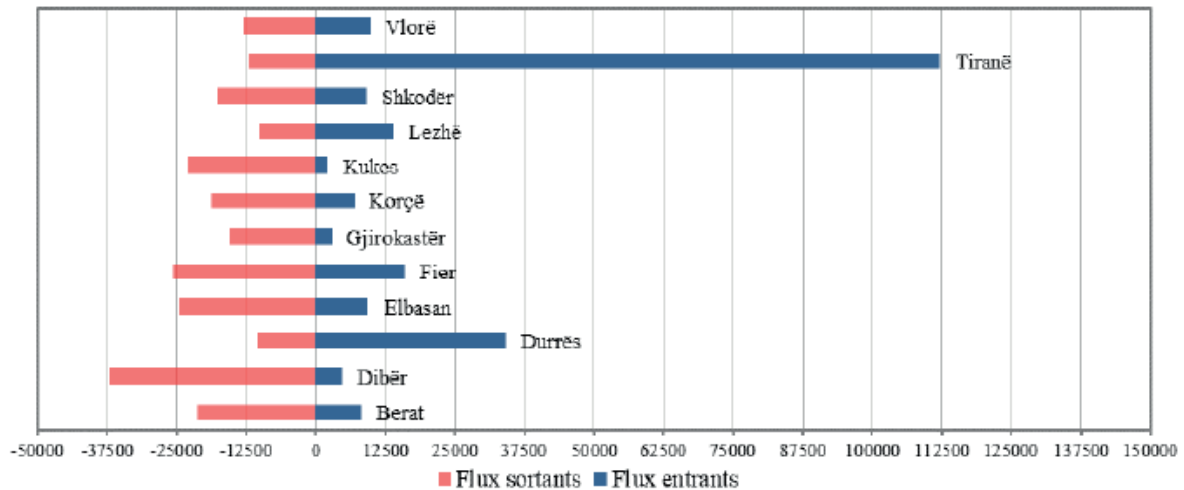


Tableau 7. Matrice des entrées et des sorties enregistrées de 2001 à 2011 par préfecture

Nombre de personnes	Sorties de :												
	Berat	Dibër	Durrës	Elbasan	Fier	Gjirokastrër	Korçë	Kukës	Lezhë	Shkodër	Tiranë	Vlorë	Total
Entrées à :													
Berat	0	283	154	673	2 123	398	636	450	59	58	418	2 852	8 104
Dibër	569	0	154	774	1 168	816	280	205	173	102	265	140	4 646
Durrës	3 098	10 064	0	4 772	2 045	1 066	2 055	3 649	2 160	1 978	2 791	381	34 059
Elbasan	664	534	362	0	1 418	194	2 320	717	345	1 384	1 141	278	9 357
Fier	3 023	588	339	2 084	0	2 384	808	1 685	225	443	1 626	2 832	16 037
Gjirokastrër	401	177	69	134	529	0	220	92	65	85	780	287	2 839
Korçë	609	624	241	2 258	964	194	0	430	190	427	589	463	6 989
Kukës	102	255	117	95	212	99	102	0	181	409	326	73	1 971
Lezhë	1 152	1 936	868	2 230	315	161	392	356	0	4 016	2 241	143	13 810
Shkodër	421	1 046	1 881	416	718	581	475	945	1 356	0	869	462	9 170
Tiranë	9 811	21 279	6 048	10 120	13 968	7 527	10 985	13 965	5 230	8 159	0	5 088	112 180
Vlorë	1 405	248	248	825	2 200	2 002	521	623	272	552	894	0	9 790
Total	21 255	37 034	10 481	24 381	25 660	15 422	18 794	23 117	10 256	17 613	11 940	12 999	228 952

Source : Instat, 2019.

Graphique 4. Migrations internes entre 2001 et 2011 : entrées et sorties



Source : Instat, 2019.

Parmi les personnes mobiles, 61 % quittent le milieu rural non littoral, tandis que 39 % quittent la zone littorale. La population quittant la région de la capitale (5 % des migrants internes) se dirige principalement vers les préfectures littorales voisines de Durrës, Lezhë et Fier. Les départs de Durrës (5 % du total des migrants internes) s'orientent également vers les autres préfectures littorales (Shkodër, Lezhë), mais ils se concentrent principalement sur Tiranë (3 points des 5 %). Le même schéma vaut pour les autres préfectures littorales. Notons seulement que pour celle de Vlorë, une partie des sortants se dirigent vers les préfectures rurales non littorales voisines.

En conséquence, c'est bien un mouvement largement unidirectionnel qui prédomine en Albanie de convergence des flux migratoires internes vers la côte, même quand les migrants internes sont originaires de préfectures littorales. Enfin, la préfecture capitale est attractive y compris au sein de la bande côtière : une partie non négligeable (34 %) de son solde démographique provient des cinq autres préfectures littorales, ce qui n'est pas un hasard puisqu'elles constituent dorénavant après Tiranë le principal réservoir démographique du pays.

V.4. Les soldes migratoires récents

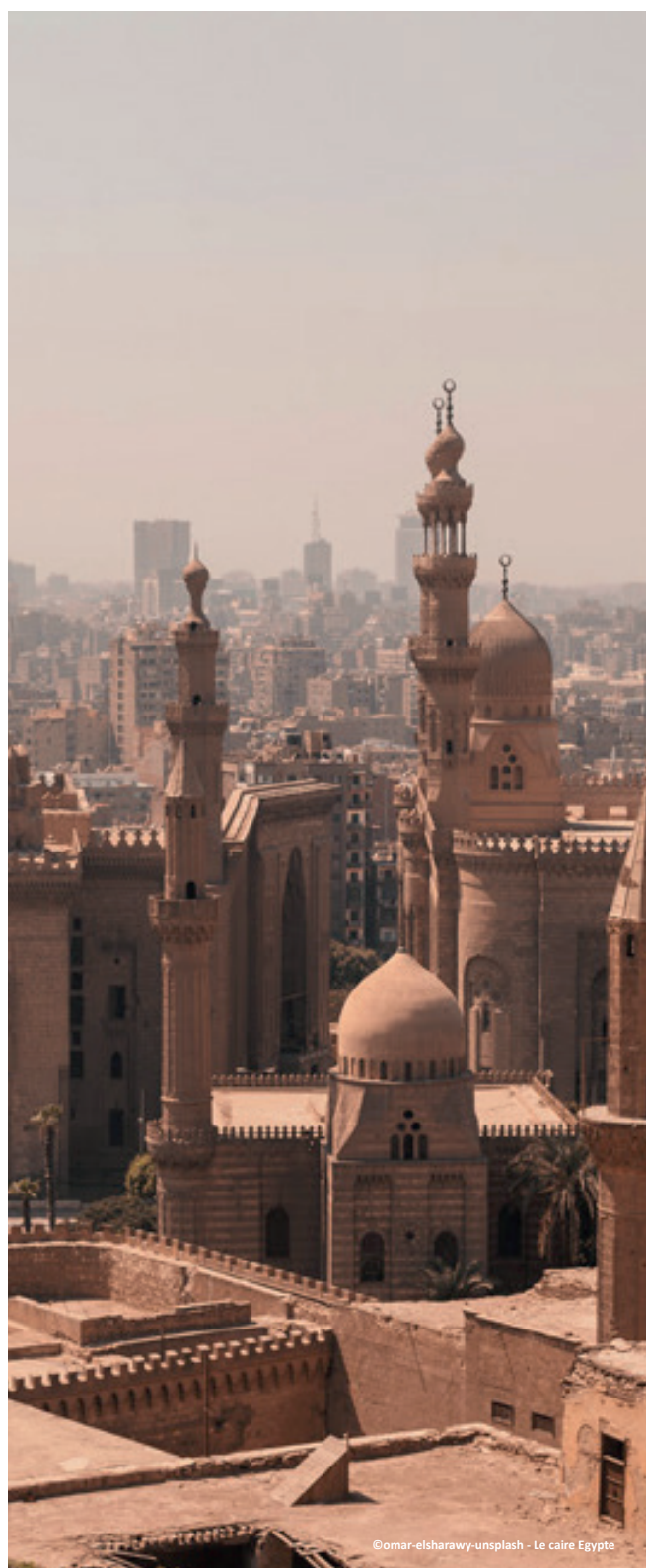
L'Instat a récemment publié des données sur la migration interne dans les 12 préfectures pour la période récente 2014-2018 (tableau 8). Elles indiquent clairement la poursuite du mouvement de concentration de la population dans les préfectures littorales. Mais cette concentration, d'un point de vue spatial, s'accroît puisque deux préfectures seulement présentent un solde migratoire interne positif pour chacune des années de cette période :

Tiranë et, à un degré moindre, Durrës. Partout ailleurs, y compris dans les autres préfectures littorales, les soldes migratoires internes sont déficitaires pour chacune des cinq années de la période. Les dix autres préfectures enregistrent constamment des soldes négatifs au cours des cinq dernières années, y compris les quatre préfectures littorales de Fier, Lezhë, Shkodër et Vlorë.

Tableau 8. Solde migratoire par préfecture :
Albanie, 2014-2017

Préfecture	2014	2015	2016	2017
Berat	-1 379	-1 730	-2 719	-3 076
Dibër	-1 539	-1 899	-3 563	-4 157
Durrës	925	3 088	4 043	4 633
Elbasan	-311	-895	-2 737	-2 790
Fier	-1 251	-732	-1 676	-2 001
Gjirokastrë	-439	-1 055	-1 589	-2 210
Korçë	-1 052	-1 337	-2 354	-2 809
Kukës	-822	-1 127	-1 913	-2 021
Lezhë	-349	-40	-561	-934
Shkodër	-658	-939	-1 170	-1 288
Tiranë	7 263	7 055	14 397	16 844
Vlorë	-388	-389	-158	-191

Source : Instat, 2019.



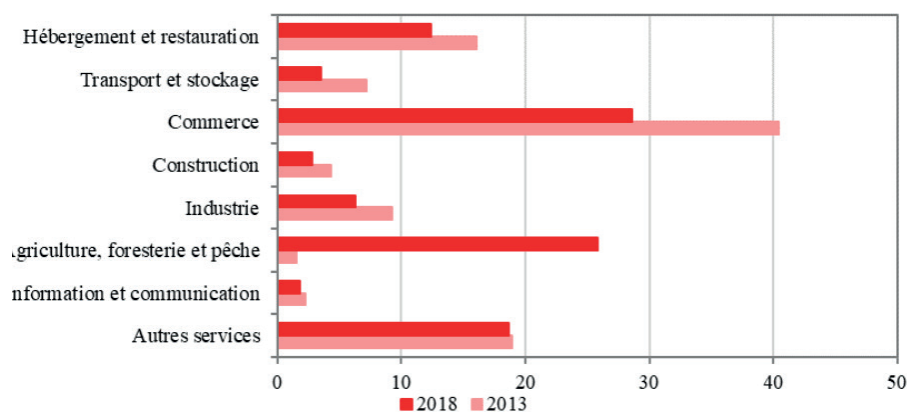
VI. Les perspectives démographiques : poursuite de la concentration démographique à Tiranë ou redéploiement dans les zones rurales ?

Les annuaires statistiques régionaux récents concernant l'Albanie (Regional Statistical Yearbook, 2016) présentent des projections démographiques par préfecture jusqu'en 2031, ainsi que pour les années intermédiaires 2021 et 2026. Sur le plan méthodologique, elles s'articulent sur un scénario de poursuite des tendances nationales récentes de la fécondité, de la mortalité et de la migration internationale. Ce scénario anticipe une poursuite de la croissance de la population dans les préfectures de Tiranë et Durrës et, de manière symétrique, une diminution partout ailleurs hormis dans la préfecture littorale la plus méridionale (Vlorë) dont le solde naturel excédentaire permettrait de compenser le solde migratoire interne très légèrement négatif (tableau 9). La présence de l'un des deux principaux ports du pays dans cette préfecture pourrait préserver une dynamique démographique faiblement positive : en 20 ans, la population dans cette préfecture n'augmenterait en effet que de 3 %, soit autant que la préfecture littorale plus au Nord de Durrës. En fait,

seule la préfecture de Tiranë bénéficierait d'un gain substantiel de population (+ 25 % en 20 ans). Pour leur part, les préfectures de Dibër, Gjirokastër et Kukës perdraient à l'horizon 2031 plus de 30 % de l'effectif recensé en 2011.

La dynamique économique nationale d'une part, celle des différentes préfectures d'autre part, pourraient modifier les résultats des projections « centrales » mentionnées ci-dessus. Pour le moment (Instat, 2019), la majorité des entreprises actives en Albanie se déploient dans les secteurs du commerce, de l'activité agricole, dans l'hébergement et la restauration (graphique 5). L'augmentation significative du nombre mais aussi de la proportion d'entreprises actives dans le secteur primaire est un phénomène récent, en particulier depuis 2015, qui se développe au détriment de l'activité commerciale.

Graphique 5. Répartition des entreprises par secteur d'activité en 2013 et 2018 (%)



Source : Instat, 2019.

Tableau 9. Variation projetée de la population des préfectures de 2011 à 2031 (base 100 : 2011)

Année	Préfecture										
	Berat	Dibër	Durrës	Elbasan	Fier	Gjirokastër	Korçë	Kukës	Lezhë	Shkodër	Tiranë
2011	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2021	86,4	81,0	103,2	90,0	90,3	81,8	94,7	82,1	90,1	90,8	116,4
2031	75,7	66,4	103,7	81,5	81,8	68,2	87,7	68,6	83,3	83,7	126,4

Source : Regional Statistical Yearbook, Instat 2016.

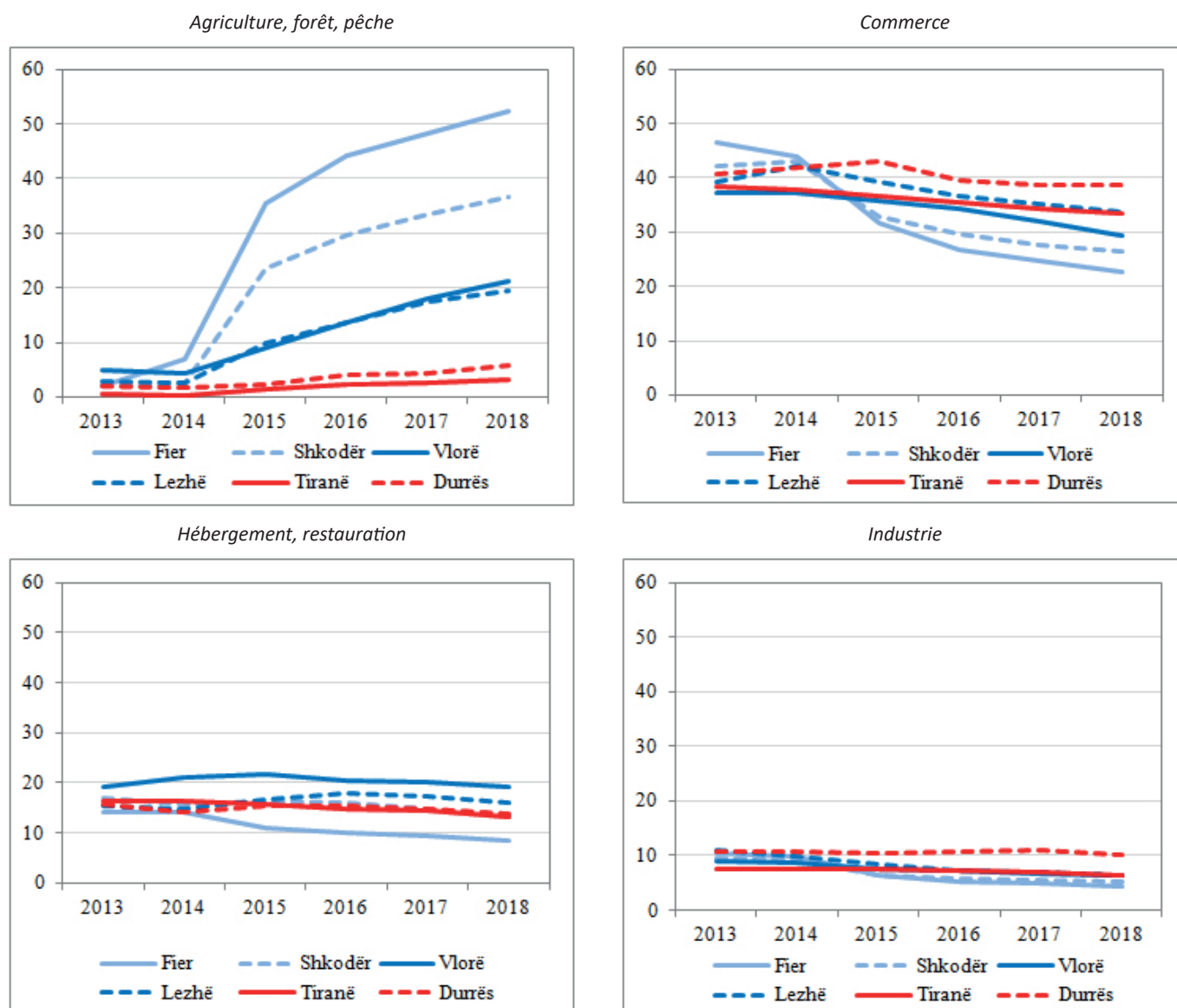
Compte tenu de la localisation différenciée de ces activités, la poursuite de cette tendance sur le long terme pourrait se traduire par une inflexion de l'exode rural et de la concentration des populations dans la préfecture de Tiranë et, conséquemment, par un rééquilibrage démographique qui pourrait profiter (ou être moins défavorable) au milieu rural. À défaut de bénéficier aux préfectures rurales orientales, ce sont les préfectures littorales à dominante rurale qui pourraient surtout bénéficier de leur ancrage côtier et d'un rebond de l'activité agricole. Précisément, dans les préfectures littorales, les secteurs principaux d'activité économique sont ceux du commerce et de l'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche). La proportion d'entreprises dans le secteur primaire a considérablement augmenté entre 2013 et 2018, hors les préfectures de Tiranë et de Durrës où l'activité commerciale demeure principale (graphiques 6). Dans les autres préfectures littorales, soit les entreprises actives dans le secteur agricole sont davantage représentées que celles du secteur commercial au cours des dernières années (Fier, Shkodër), soit on constate un équilibre relatif entre les entreprises agricoles et celles du secteur du commerce (Vlorë,

Lezhë). Le poids des activités d'hébergement et de restauration (donc liées au tourisme), ainsi que celui des activités du secteur secondaire, compte tenu du manque relatif d'industries lourdes en Albanie, ont globalement stagné au cours des dernières années dans toutes les préfectures.

Dans ce contexte, la croissance rapide des entreprises agricoles actives dans les préfectures littorales, ainsi que leur poids dans l'ensemble des entreprises dans certaines préfectures, pourraient annoncer un mouvement général d'augmentation de l'emploi dans le secteur primaire, y compris dans les zones non littorales. Une telle dynamique économique pourrait se traduire par une meilleure rétention de la population rurale, sinon par un renversement de la mobilité de la population et un processus de retour de nombreux migrants vers le milieu rural. Il paraît toutefois peu probable, à moins de circonstances exceptionnelles (effondrement du modèle économique centré sur la concentration des activités et des emplois en milieu urbain, prise de conscience fortement accrue des menaces écologiques à moyen terme) que la tendance démographique de ces deux dernières décennies puisse complètement s'inverser.



Graphique 6. Évolution de la répartition des entreprises (%) par secteur d'activité et par préfecture



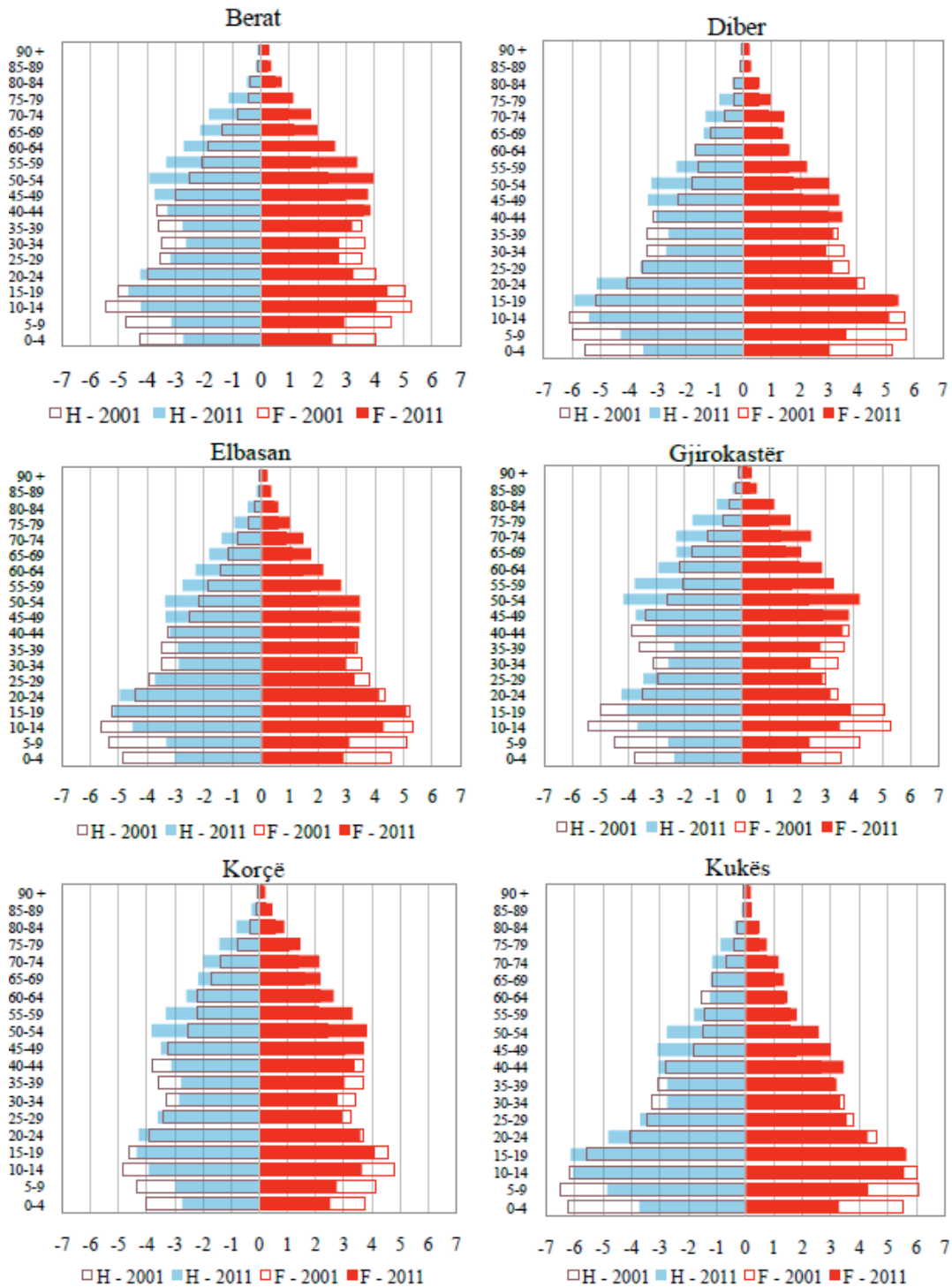
Source : Instat, 2019.

Sources de données

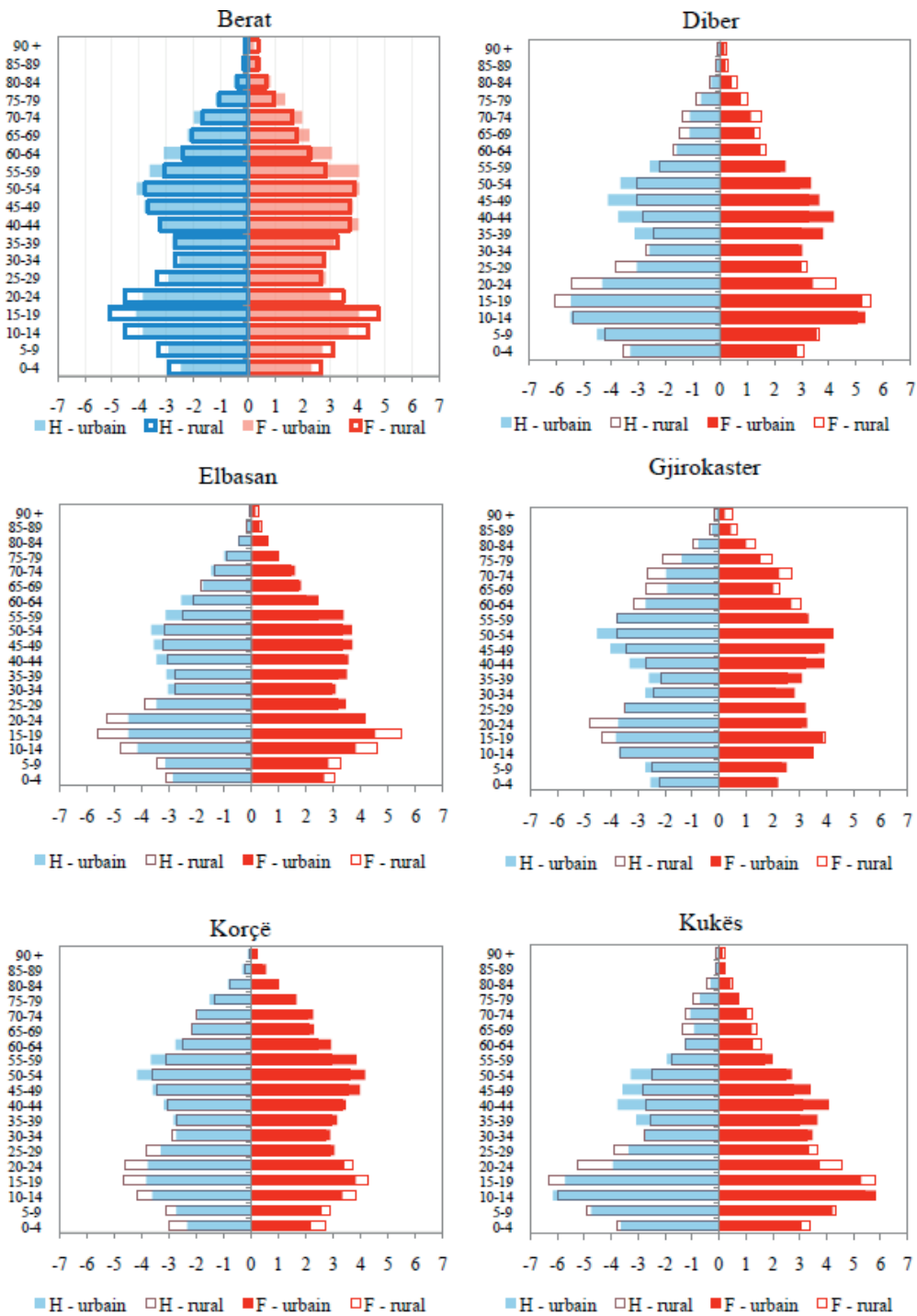
- Institute of Statistics (Instat), 2002, *The population of Albania in 2001. Main results of the population and housing census*, Tirana, 2002.
- Institute of Statistics (Instat), 2004, *Migration in Albania. Population and Housing Census 2001*.
- Institute of Statistics (Instat), 2016, *Regional Statistical Yearbook 2016*, www.instat.gov.al/en/themes/general-and-regional-statistics/regions/publication/2016/regionalstatistical-yearbook-2016/.
- Institute of Statistics (Instat), 2019, *Census of Population and Housing. Census 2011-Prefectures*, <http://www.instat.gov.al/en/themes/censuses/census-of-population-and-housing/#tab2/>.
- Institute of Statistics (Instat), 2019, *Statistical database*, www.instat.gov.al/

Annexes

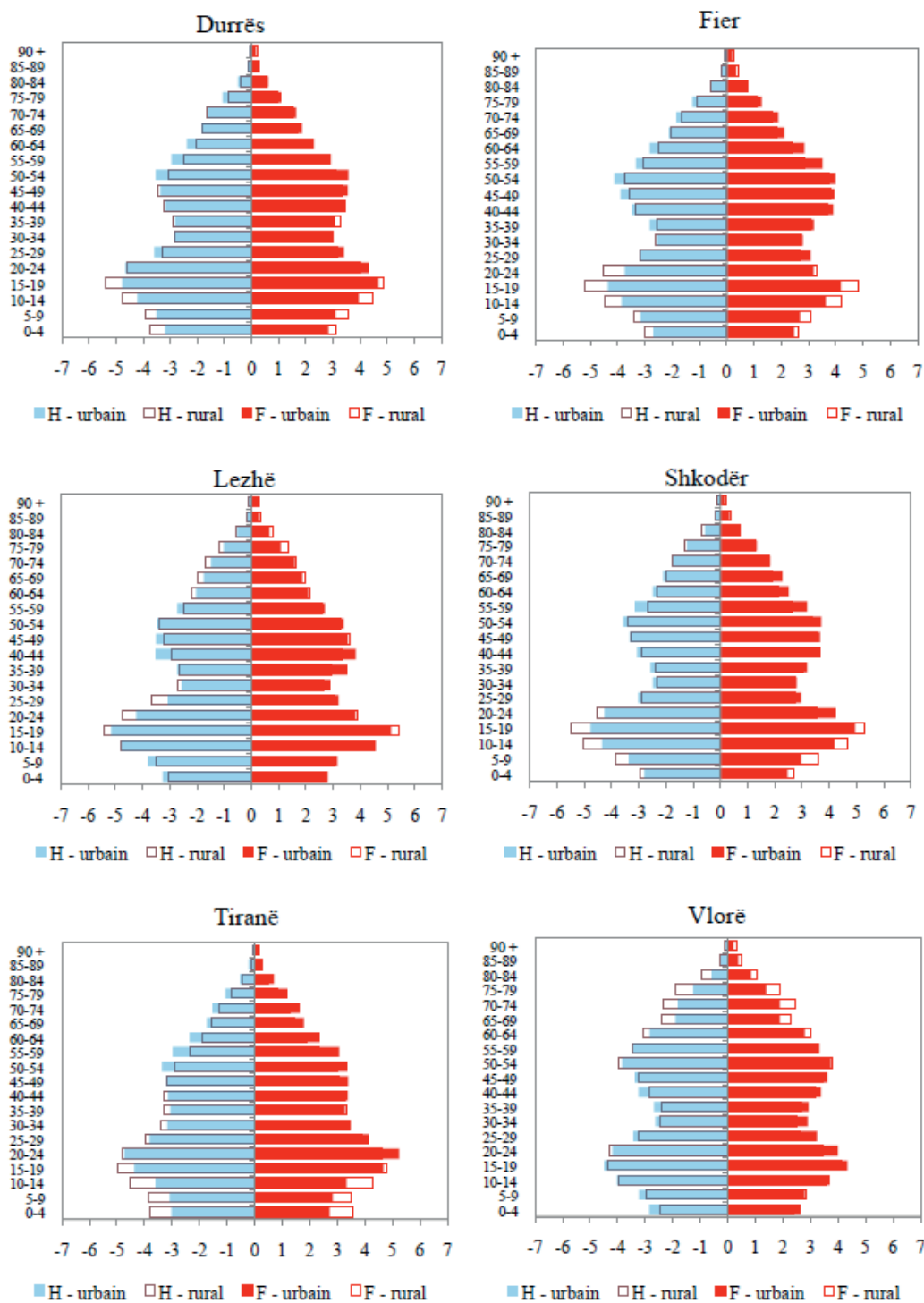
Annexe A. Pyramides des âges comparées de la population des préfectures en 2001 et 2011 (pour 100 personnes au total dans chaque population) (Source : Instat, 2002 et 2019) Préfectures orientales



Annexe B. Pyramides des âges comparées des populations urbaine et rurale des préfectures, 2011
 (pour 100 personnes au total dans chaque population) (Source : Instat, 2019)
 Préfectures orientales



Annexe B (suite)
Préfectures littorales



DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET URBANISATION EN ALGÉRIE

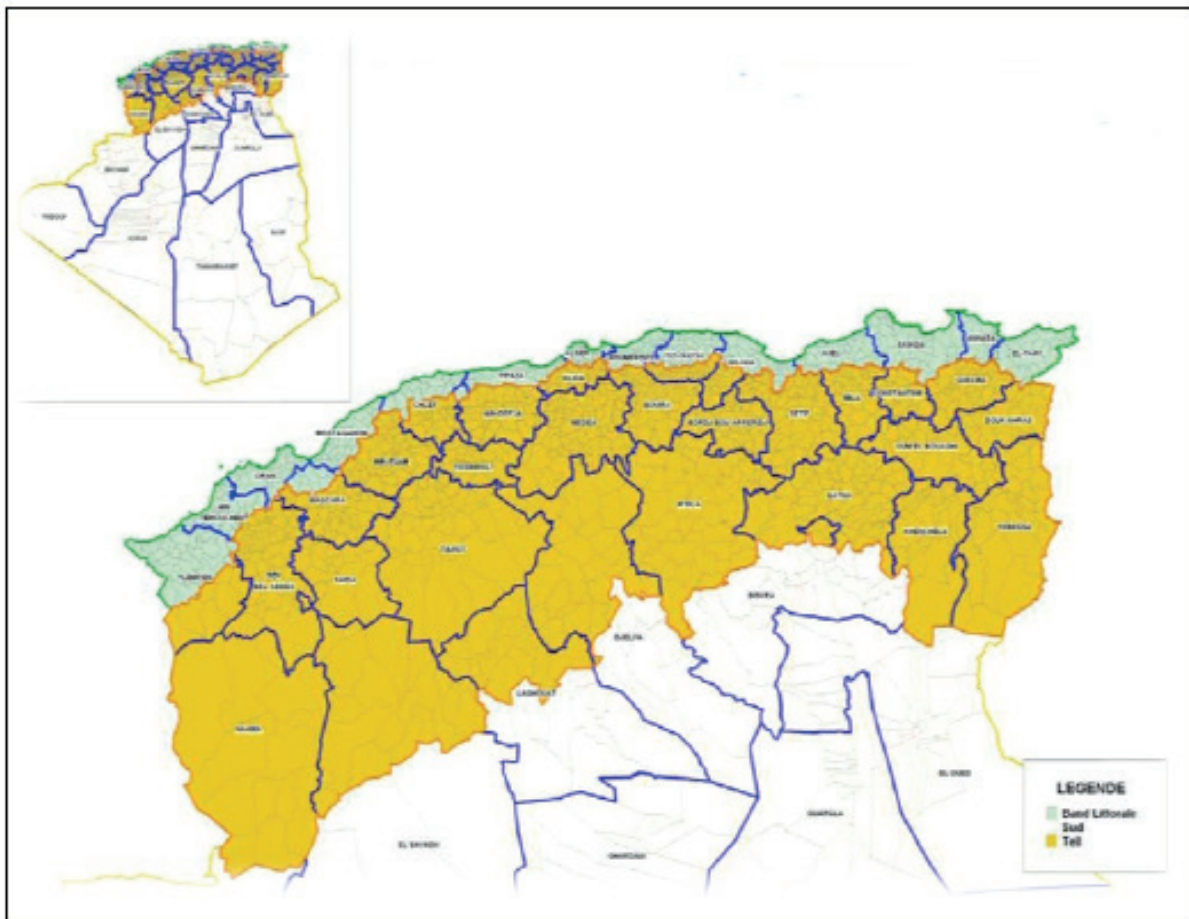
I. Brève présentation générale

Avec une surface de quelque 2,4 millions de kilomètres carrés, l'Algérie est le dixième plus vaste pays au monde, le premier du continent africain. Comptant quelque 43 millions d'habitants, elle est aujourd'hui, à égalité avec l'Ouganda, le huitième pays le plus peuplé d'Afrique, derrière le Nigeria (200 millions), l'Éthiopie (110 millions), l'Égypte (100 millions), la République

démocratique du Congo (85 millions), l'Afrique du Sud et la République de Tanzanie (58 millions), le Kenya (52 millions).

Physiquement, l'Algérie se présente comme un territoire constitué de trois bandes parallèles. Au Nord, sur un peu moins de 2 % de la superficie totale, la partie septentrionale de l'Atlas

Carte 1. Algérie. Espace physique et découpage administratif.



Source : ONS, *Armature urbaine*, 2011.

tellien borde la Méditerranée en une longue succession de falaises rocheuses juste interrompue par les baies d'Arzew-Mostaganem, Tipaza, Alger, Skikda et Annaba. Au Sud, la bande saharienne aride couvre 88 % du territoire. Entre les deux, un espace court d'Est en Ouest sur les 10 % restants (carte 1).

Au plan démographique, l'Algérie, comme le Maroc voisin, a connu une transition très tardive mais spectaculaire. L'indice synthétique de fécondité (ISF²³) a en effet chuté de presque 8 enfants nés vivants en moyenne par femme à la fin des années 1970 à 4 enfants par femme au milieu des années 1990, puis 2,3 au début des années 2000, période à partir de laquelle il s'est relevé jusqu'à atteindre 3 enfants par femmes en 2015. Le même constat vaut pour la mortalité, l'espérance de vie à la naissance (deux sexes), égale à 47 ans dans les années 1960, a atteint 67 ans en 1990 et 77 ans en 2015, les mortalités infantile (mortalité entre la naissance et le premier anniversaire) et infantojuvénile (mortalité entre la naissance et le cinquième anniversaire) chutant, respectivement, de 143 ‰ et 231 ‰ en 1965 à 47 ‰ et 56 ‰ en 1990 puis à 22,3 ‰ et 25,7 ‰ en 2015.

En conséquence, et nonobstant le fait qu'elle soit une terre d'émigration très ancienne et soutenue (à destination plus particulièrement de la France), l'Algérie a enregistré une très nette inflexion de sa croissance démographique, passée de 3,1 % au début des années 1980 à 1,3 % au début des années 2000, avant que celle-ci ne remonte jusqu'à 2 %, ce net regain de croissance s'expliquant par la très forte reprise de la natalité observée depuis 2003.

Une autre caractéristique de la population algérienne concerne sa très inégale répartition spatiale.

Tandis qu'un peu plus de 8 % des habitants se comptent aujourd'hui dans la vaste partie Sud, près de 40 % se serrent sur la bande littorale, les 52 % restants se répartissant au centre.

Ces contrastes de peuplement trouvent leurs premiers éléments explicatifs dans l'histoire même du pays. Les hauts plateaux qui s'étendent d'Est en Ouest jusqu'au littoral ont toujours constitué une zone première d'établissement des hommes, la vie économique et sociale étant basée sur l'agriculture, l'élevage et le pâturage, ainsi que sur l'artisanat, la petite industrie et le commerce. Le Sud a contrario n'a jamais été très densément peuplé hormis par quelques populations nomades et semi-nomades arrivant des zones subsahariennes à la recherche d'une vie meilleure ou pour commercer.

Avec la conquête française en 1832, qui ne s'est étendue aux territoires du Sud que dans les années 1920, des villes habitées par les immigrés européens et leurs familles ont commencé à se développer au Nord, sur le littoral et vers l'intérieur jusqu'aux hauts plateaux où étaient exploitées les terres fertiles pour l'agriculture et l'élevage.

²³ L'indicateur synthétique (ou indice conjoncturel) de fécondité est la somme des taux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. Il peut être interprété comme le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde une femme si elle connaissait, durant toute sa vie féconde, les conditions de fécondité observées cette année-là ou durant cette période-là.

Le développement de l'économie algérienne et sa structuration ont entraîné de profondes mutations du peuplement.

La création d'infrastructures et de moyens de communication, ainsi que l'implantation de grandes unités industrielles ont induit une croissance démographique plus rapide dans les villes du littoral que dans le reste du pays. Cette tendance à la littoralisation et à la croissance rapide de la population urbaine s'est intensifiée durant la guerre de libération nationale, les forces coloniales regroupant les populations pour mieux les contrôler.

Cette situation a perduré jusqu'à l'indépendance du pays, le départ massif des européens laissant à disposition un parc immobilier très important dans le Nord du pays, à Médéa, et sur la bande littorale, à Alger dans la partie centrale, à Oran à l'Ouest, à Annaba et à Constantine à l'Est. Un premier exode rural s'est alors produit vers ces villes et agglomérations urbaines pourvues de toutes les commodités : hôpitaux, écoles, réseaux d'eau potable et de transports, ...

Par la suite, la forte croissance démographique qui a caractérisé les deux premières décennies de l'Algérie indépendante s'est accompagnée d'un fort exode rural et de flux migratoires importants à l'origine d'un accroissement considérable de la population urbaine et d'une densification du système urbain algérien. Il faut voir là la conséquence de la politique de développement industriel et agricole initiée par le président Boumediène²⁴ en concomitance avec le développement des secteurs de la santé et de l'enseignement, notamment supérieur, dans toutes les grandes villes du territoire²⁵.

Durant la décennie 1990, bien qu'un ralentissement de la pression démographique ait été enregistré, consécutivement au programme national de maîtrise de la croissance lancé en 1983, le processus d'urbanisation s'est renforcé par suite d'une amplification de l'exode rural, liée à la situation d'insécurité vécue dans les campagnes algériennes durant la décennies noire 1990.

Le recensement de 1998 avait mis en évidence²⁶ :

- une persistance de la croissance de la population urbaine à des taux supérieurs à la croissance naturelle,
- une croissance qui concernait de plus en plus, sur le littoral, les petites et moyennes agglomérations alors qu'elle caractérisait davantage, dans les hauts plateaux et au Sud, les grandes et moyennes agglomérations.

Les résultats du dernier recensement de 2008 ont confirmé l'urbanisation accélérée du littoral.

²⁴ Ce dernier a jeté les bases de l'industrialisation lourde de l'Algérie et d'une politique agricole visant à fixer les populations rurales afin de développer le secteur hautement stratégique de l'agro-alimentaire.

²⁵ Sur la période 1965-1980, l'enseignement et la santé représentaient des parts importantes du PIB dépassant largement le budget du ministère de la Défense.

²⁶ ONS, Armature urbaine d'après le 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1998, Collection statistique.

II. Approche démographique locale

L'examen de la répartition spatiale de la population algérienne, à partir des données des derniers recensements, confirme la prédominance du Nord du pays, plus particulièrement celle de la bande littorale qui, sur une superficie 5,7 fois plus modeste que Tell steppe et Nord intérieur, concentre une population à peine 22 % plus faible, sa densité moyenne approchant désormais 360 habitants au km² (tableau 1).

Tableau 1. Algérie.
Répartition de la population selon les trois grands espaces physiques

	Superficie (km ²)	Population (en milliers)				Densité (hab./km ²)				Taux moyen annuel d'accroissement (%)		
		1987	1998	2008	2018	1987	1998	2008	2018	1987/1998	1998/2008	2008/2018
Littoral	45 000 <i>1,9</i>	8 904 <i>38,6</i>	11 000 <i>37,8</i>	12 342 <i>36,2</i>	16 094 <i>39,4</i>	198	244	274	358	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>3,4</i>
Tell steppe et Nord intérieur *	255 741 <i>10,7</i>	12 145 <i>52,7</i>	15 312 <i>52,6</i>	18 010 <i>52,8</i>	20 591 <i>50,5</i>	48	60	70	81	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,7</i>
Sud	2 081 000 <i>87,4</i>	2 002 <i>8,7</i>	2 801 <i>9,6</i>	3 728 <i>10,9</i>	4 121 <i>10,1</i>	1	1	2	2	<i>3,1</i>	<i>2,9</i>	<i>1,3</i>
Algérie	2 381 741 <i>100,0</i>	23 051 <i>100,0</i>	29 113 <i>100,0</i>	34 080 <i>100,0</i>	40 806 <i>100,0</i>	10	12	14	18	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>

Note : * Le Nord intérieur va du littoral jusqu'au Nord de l'Atlas saharien ; il comprend aussi les hauts-plateaux.

Sources :

- ONS, 2011, Armature urbaine, Série S, Statistiques sociales, Collection statistique n° 163.
- ONS, 2018, Démographie algérienne, Série S, Statistiques sociales, Collection statistique n° 853.

II.1. La croissance démographique des wilayas

De la période intercensitaire 1987/1998 à la période 1998/2008, le ralentissement de la croissance observé au niveau national a largement prévalu à l'échelon des wilayas (tableau 2). Très rares sont celles dont la population a augmenté :

- aucune dans la zone littorale,
- trois dans l'espace Nord intérieur (Naama, grâce à une croissance de plus de 4 % l'an de sa population urbaine et de sa population rurale ; Blida, grâce à la forte croissance de sa population urbaine ; Saida du fait de la croissance de sa population rurale),
- cinq dans la zone Sud (Laghouat, Bechar, Tamanrasset, El Bayadh et Tindouf) pour l'essentiel grâce à une croissance de leur population urbaine, beaucoup plus soutenue en moyenne que dans les deux autres grands espaces physiques considérés.

II.2. La densité de peuplement des wilayas

Sur la base du même découpage en trois espaces physiques, l'examen de l'évolution des densités de la population par wilaya, à travers les cinq recensements qu'a connus l'Algérie depuis l'Indépendance, fait ressortir les principaux éléments suivants (tableau 3) :

- en relation avec la croissance démographique générale, et le territoire algérien ne s'étant pas élargi, les densités augmentent de façon continue dans toutes les wilaya, indépendamment de l'espace physique considéré ;
- le littoral est l'espace où s'observent les plus fortes densités ; en 2008, celles-ci fluctuaient de 104 habitants/km² pour la wilaya de Tlemcen dans l'extrême Ouest et 122 habitants/km² pour la wilaya d'El-Taref dans l'extrême Est à un maximum de 3666 habitants/km² en moyenne pour la capitale Alger ;
- le Nord intérieur présente des densités plus modestes, qui varient de 2,9 hab/km² pour la wilaya d'El-Bayadh dans les

hauts plateaux Est à 636 habitants/km² pour la wilaya de Blida limitrophe de la capitale au Sud ;

- le grand Sud enregistre les plus faibles densités, largement en dessous de la moyenne nationale et ce quel que soit le recensement.

II.3. La structure par âge des wilayas

L'examen de la structure par grands groupes d'âges de la population des wilayas depuis les années 2000 met en lumière une tendance au vieillissement nettement contrastée selon l'espace territorial (tableau 4). Dans la bande littorale, la proportion de jeunes de moins de 20 ans baisse parfois de plus de 10 points dans certaines wilayas côtières, à l'instar des wilayas de Chlef et Mostaganem à l'Ouest et des wilayas de Tizi-Ouzou, de Béjaïa, de Jijel et d'Annaba à l'Est, ces wilayas affichant une

tendance au vieillissement plus marquée parfois que la moyenne nationale. Dans le Sud, la population apparaît beaucoup plus jeune avec une proportion de moins de 20 ans qui, malgré une légère baisse entre 2000 et 2018, reste supérieure à 40 % et une proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus largement en deça de la moyenne nationale, le niveau encore relativement élevé de la fécondité expliquant cela. Le Nord intérieur, quant à lui, est à mi-chemin avec des proportions de moins de 20 ans comprises entre 30 % et 40 % et des proportions de personnes âgées variant de 6 % à 8 %.



Tableau 2. Algérie
Croissance démographique 1987/1998 et 1998/2008 des wilayas (%)

WILAYA	CODE	LOCALISATION	1987/1998			1998/2008		
			URBAIN	RURAL	TOTAL	URBAIN	RURAL	TOTAL
CHLEF	2	LITTORAL	3,80	0,94	2,00	3,52	-0,01	1,58
BEJAIA	6		3,76	0,78	1,83	3,27	-1,46	0,64
TLEMCEN	13		3,71	-0,92	1,47	1,75	0,37	1,20
TIZI OUZOU	15		5,65	-0,13	1,48	2,75	-1,51	0,18
ALGER	16		1,83	0,43	1,69	1,98	-3,40	1,57
JJEL	18		7,01	-1,04	1,70	4,22	-2,38	1,08
SKIKDA	21		4,21	0,30	2,11	2,37	0,16	1,37
ANNABA	23		1,53	1,87	1,60	1,30	-0,95	0,90
MOSTAGANEM	27		2,60	1,78	2,05	2,47	1,06	1,57
ORAN	31		2,49	1,40	2,35	2,39	-2,86	1,87
BOUMERDES	35		4,76	0,40	2,18	4,40	-0,19	2,20
EL TARF	36		4,41	0,41	2,24	2,87	-0,17	1,50
TIPAZA	42		3,95	0,83	2,36	2,35	0,62	1,58
AIN TEMOUCHENT	46		2,15	0,61	1,54	1,92	0,12	1,28
OUM EL BOUAGHI	4		TELL STEPPE ET NORD INTRIEUR	4,50	-0,95	2,27	2,78	-0,35
BATNA	5	3,56		0,79	2,23	2,42	0,32	1,55
BLIDA	9	3,26		-0,92	1,90	3,10	0,82	2,53
BOUIRA	10	3,44		0,93	1,58	4,65	-0,87	1,02
TEBESSA	12	3,22		1,66	2,66	2,96	-1,28	1,71
TIARET	14	5,03		-1,68	2,09	2,00	0,68	1,56
SETIF	19	4,16		1,50	2,45	4,41	-1,28	1,30
SAIDA	20	4,61		-2,67	1,56	1,53	2,12	1,72
SIDI BEL ABBES	22	3,98		-2,12	1,50	1,57	1,05	1,41
GUELMA	24	3,53		-0,10	1,77	2,13	-0,20	1,18
CONSTANTINE	25	2,08		0,10	1,80	1,73	-0,28	1,49
MEDEA	26	4,86		0,29	1,82	2,88	-1,98	0,20
MASCARA	29	4,75		-0,90	1,57	2,35	0,50	1,50
BORDJ BOUB ARRERIDJ	34	4,42		0,99	2,38	4,50	-2,37	1,26
TISSEMSILT	38	7,03		-1,58	1,31	3,38	-1,26	1,09
KHENCHELA	40	4,41		0,59	2,57	3,45	-1,24	1,69
SOUK AHRAS	41	2,97		0,95	1,94	3,03	0,28	1,79
MILA	43	4,99		1,17	2,58	4,52	-2,04	1,21
AIN DEFLA	44	4,95	0,12	1,85	2,78	0,48	1,52	
NAAMA	45	3,17	-2,94	1,01	4,24	4,46	4,30	
RELIZANE	48	4,72	-0,57	1,48	2,88	-0,36	1,25	
ADRAR	1	SUD	2,13	3,60	3,23	6,96	0,69	2,54
LAGHOUAT	3		3,87	3,29	3,60	6,31	-0,27	3,74
BISKRA	7		3,13	2,04	2,65	3,98	-0,46	2,31
BECHAR	8		1,99	0,97	1,74	2,12	0,88	1,84
TAMANRASSET	11		12,00	-4,72	2,52	2,80	2,01	2,55
DJELFA	17		5,72	2,56	4,38	4,42	1,00	3,24
M SILA	28		5,30	0,44	2,59	4,16	-0,50	2,13
OUARGLA	30		5,74	0,39	4,06	3,29	-1,24	2,32
EL BAYADH	32		3,57	-1,69	0,79	4,60	1,02	3,13
ILLIZI	33		4,56	5,82	5,34	9,09	0,75	4,47
TINDOUF	37		5,91	-4,09	4,54	6,30	5,48	6,24
EL OUED	39		4,95	-0,27	2,60	3,55	0,69	2,56
GHARDAIA	47		3,04	2,02	2,95	2,42	-5,48	1,95
ALGÉRIE				3,58	0,39	2,10	2,89	-0,46

Source : ONS, recensements de population.

Tableau 3. Algérie, 1966-1977-1987-1998-200. Densité des wilayas (habitants/km2)

WILAYA	CODE	LOCALISATION	1966	1977	1987	1998	2008	
CHLEF	2	LITTORAL	70.7	102.8	142.7	179.1	209.0	
BEJAIA	6		13.2	156.5	214.5	262.2	279.3	
TLEMCCEN	13		45.7	59.1	78.9	93.2	104.8	
TIZI OUZOU	15		146.8	196.7	262.6	310.5	316.0	
ALGER	16		3643.8	5816.4	6191.2	3144.6	3666.4	
JIEL	18		92.4	132.9	183.3	222.3	247.2	
SKIKDA	21		80.7	116.0	154.6	195.3	223.2	
ANNABA	23		151.9	243.2	316.8	387.6	423.6	
MOSTAGANEM	27		125.2	165.9	232.6	290.6	338.9	
ORAN	31		212.8	326.1	439.6	571.0	685.6	
BOUMERDES	35		176.6	276.3	409.2	435.0	539.0	
EL TARF	36		37.0	58.0	82.5	105.6	122.3	
TIPAZA	42		131.3	208.0	286.3	274.3	320.2	
AIN TEMOUCHENT	46		72.5	92.2	115.6	137.6	156.1	
OUM EL BOUAGHI	4		TELL STEPPE ET NORD INTÉRIEUR	34.0	45.2	59.7	76.6	91.6
BATNA	5			30.6	42.1	61.7	78.9	91.9
BLIDA	9	175.3		295.4	414.0	497.3	636.0	
BOUIRA	10	58.4		84.3	118.7	141.8	156.7	
TERESSA	12	16.2		21.6	28.8	38.6	45.6	
TIARET	14	15.3		19.7	27.9	35.2	41.0	
SETIF	19	73.0		105.6	153.9	201.6	229.1	
SAIDA	20	17.1		21.3	34.8	41.3	48.9	
SIDI BEL ABBES	22	27.6		35.4	49.1	57.9	66.5	
GUELMA	24	53.7		67.5	86.2	104.8	117.6	
CONSTANTINE	25	159.2		218.7	303.8	370.8	429.1	
MEDEA	26	41.0		53.7	73.6	90.7	92.5	
MASCARA	29	52.6		68.6	95.4	113.9	132.0	
BORDJ BOU ARRERIDJ	34	56.2		75.2	103.2	135.0	152.7	
TISSEMSILT	38	42.2		54.0	72.4	84.0	93.4	
KHENCHELA	40	13.1		19.3	25.1	33.4	39.4	
SOUKAHRAS	41	38.1		49.7	65.2	81.0	96.5	
MILA	43	32.3		40.4	54.6	72.6	81.8	
AIN DEFLA	44	57.7		80.0	109.8	135.0	156.6	
NAAMA	45	2.0		2.8	3.8	4.3	6.4	
RELIZANE	48	60.1	75.7	111.9	131.9	149.1		
ADRAR	1	SUD	0.2	0.3	0.5	0.7	0.9	
LAGHOUAT	3		4.1	5.9	8.5	12.7	18.2	
BISKRA	7		10.1	15.7	20.5	27.4	34.4	
BECHAR	8		0.5	0.8	1.1	1.4	1.7	
TAMANRASSET	11		0.1	0.1	0.2	0.3	0.3	
DJELFA	17		3.6	5.0	7.4	12.0	16.4	
MSILA	28		16.0	22.3	32.3	43.0	52.9	
OUARGLA	30		0.6	0.9	1.3	2.1	2.6	
EL BAYADH	32		0.9	1.5	1.9	2.1	2.9	
ILLIZI	33		0.0	0.0	0.1	0.1	0.2	
TINDOUF	37		0.0	0.0	0.1	0.2	0.3	
EL OUED	39		3.1	4.8	6.9	9.3	11.9	
GHARDAIA	47		1.2	1.9	2.5	3.5	4.2	
ALGERIE				5,0	7,1	9,7	12,2	14,3

Source : ONS, 2012, *Rétrospective 1962-2011. Démographie, chapitre 1.*

Tableau 4. Algérie, 2000-2008-2018
Structures par âge estimées des wilayas (%)

Wilaya	2000				2008				2018			
	0-19	20-64	65 +	Total	0-19	20-64	65 +	Total	0-19	20-64	65 +	Total
ADRAR	54,6	41,2	4,2	100	47	49	4	100	41	55	5	100
CHLEF	50,0	46,0	4,0	100	39	57	5	100	34	61	6	100
LAGHOUAT	49,8	46,1	4,1	100	44	51	5	100	40	55	5	100
OUM EL BOUAGHI	48,5	47,2	4,3	100	38	57	5	100	33	61	6	100
BATNA	49,1	46,4	4,5	100	40	55	5	100	34	59	6	100
BEJAJA	44,1	50,3	5,6	100	35	60	6	100	32	61	7	100
BISKRA	50,9	44,6	4,6	100	44	52	5	100	39	56	5	100
BECHAR	47,4	48,3	4,2	100	38	57	5	100	34	60	6	100
BLIDA	43,8	51,9	4,3	100	36	59	5	100	31	61	7	100
BOUIRA	46,8	48,5	4,7	100	36	59	5	100	32	62	6	100
TAMANRASET	54,2	42,9	3,0	100	49	47	4	100	43	53	4	100
TERESSA	49,6	46,1	4,3	100	40	55	5	100	35	59	6	100
TLEMCEN	41,1	53,6	5,3	100	34	59	6	100	32	60	8	100
TIARET	48,5	47,1	4,5	100	40	55	5	100	35	59	6	100
TIZI OUZOU	41,1	52,4	6,5	100	32	61	7	100	31	61	8	100
ALGER	37,2	57,3	5,5	100	32	61	7	100	29	62	9	100
DJELFA	55,8	40,6	3,6	100	49	47	4	100	42	53	4	100
JIJEL	49,2	46,0	4,8	100	39	56	5	100	34	59	6	100
SETIF	48,9	46,9	4,3	100	39	57	5	100	33	61	6	100
SAIDA	45,2	50,3	4,4	100	37	58	5	100	34	60	6	100
SKIKDA	45,4	49,9	4,7	100	37	58	6	100	33	60	7	100
SIDI BEL ABBES	41,3	53,5	5,2	100	34	59	6	100	32	60	8	100
ANNABA	39,0	55,9	5,1	100	32	61	6	100	29	62	9	100
GUELMA	43,1	51,8	5,1	100	34	60	6	100	31	62	8	100
CONSTANTINE	42,6	52,1	5,2	100	35	59	6	100	31	61	8	100
MEDEA	48,2	47,6	4,2	100	37	58	5	100	32	62	6	100
MOSTAGANEM	46,9	49,0	4,1	100	37	58	5	100	33	61	6	100
MISLA	52,7	43,5	3,9	100	43	53	4	100	38	58	5	100
MASCARA	44,6	51,0	4,5	100	36	59	5	100	32	61	7	100
OUARGLA	54,1	42,5	3,4	100	46	50	4	100	41	55	4	100
ORAN	40,4	54,8	4,8	100	34	60	6	100	32	60	8	100
EL BAYADH	48,1	47,0	4,8	100	43	52	5	100	39	56	5	100
ILLIZI	53,6	43,5	2,9	100	49	48	3	100	44	52	4	100
BORDJ BOU ARRERIDJ	50,1	45,4	4,4	100	40	55	5	100	35	60	5	100
BOUMERDES	44,5	51,1	4,5	100	35	60	5	100	31	62	7	100
EL TARF	43,4	52,0	4,6	100	37	58	5	100	35	58	7	100
TINDOUF	49,9	46,8	3,3	100	44	52	4	100	40	55	5	100
TISSEMSILT	50,3	45,3	4,4	100	40	55	5	100	35	59	6	100
EL OUED	54,6	41,2	4,2	100	47	49	4	100	41	55	5	100
KHENCHELA	48,7	46,6	4,7	100	40	55	5	100	35	59	6	100
SOUKAHRAS	44,8	49,9	5,2	100	36	59	6	100	32	61	7	100
TIPAZA	44,2	51,3	4,5	100	36	59	6	100	31	62	7	100
MILA	49,3	46,4	4,3	100	40	55	5	100	34	60	6	100
AIN DEFLA	49,5	46,5	4,1	100	39	56	5	100	34	60	6	100
NAAMA	46,0	49,4	4,6	100	39	56	5	100	35	60	6	100
AIN TEMOUCHEM	39,3	55,5	5,3	100	33	60	6	100	31	61	8	100
GHARDAIA	49,9	46,0	4,1	100	44	51	5	100	39	56	5	100
RELIZANE	48,5	47,1	4,3	100	38	57	5	100	33	61	6	100
National	46,0	49,3	4,7	100	38	57	5	100	34	60	7	100

Source : ONS, perspectives de population

III. Littoralisation, urbanisation, migration

La question de l'urbanisation a commencé à se poser en Algérie dans le débat politique à partir du recensement général de la population de 1977, alors que la proportion de population urbaine (taux d'urbanisation)²⁷, proche de 41 %, avait augmenté de 3 points de pourcentage depuis le recensement de 1966. Cette proportion frôlait 50 % au recensement de 1987, excédait 58 % à celui de 1998, 66 % à celui de 2008 pour atteindre 73 % en 2018.

À l'échelon des wilayas, l'urbanisation s'avère de loin la plus avancée dans la bande littorale du pays. Dans la plupart des wilayas concernées, notamment les grandes métropoles (Oran dans l'Ouest, Tipaza au centre, Annaba à l'Est), la population urbaine croît à un rythme deux à trois fois plus rapide que celui de la population rurale. Le même constat vaut pour la plupart des wilayas du Sud où la population urbaine est en forte croissance, comme noté précédemment, tandis que la population rurale décroît.

Les migrations, plus particulièrement les migrations internes, jouant un rôle majeur dans la dynamique des populations locales, il convient de rechercher dans quelle mesure elles sont intervenues dans cet apparent jeu de vases communicants. Pour ce faire des matrices entrées-sorties ont été élaborées pour les wilayas du littoral et du Sud, les deux zones les plus concernées.

Le tableau 5 récapitule les entrées et les sorties enregistrées par wilaya dans la zone littorale au cours de la dernière période intercensitaire 1998/2008. Il en ressort que sur un total de quatorze wilayas, plus de la moitié sont des wilayas répulsives, qui se situent majoritairement dans l'Est du pays à l'instar de Tizi-Ouzou, Annaba, Bejaia. Seule la wilaya de Boumerdes, limitrophe à la capitale, fait exception à cette règle et s'affiche attractive. À l'opposé, la plupart des wilayas côtières de l'Ouest sont des wilayas attractives, à l'exception de Tlemcen dans l'Extrême Ouest qui affiche une proportion de personnes âgées supérieure à la moyenne nationale et une proportion de jeunes de moins de 20 ans inférieure à 30 %.

Dans la zone Sud, quatre wilayas seulement sur dix sont attractives. Les wilayas répulsives se situent majoritairement dans le Sud-Ouest de la zone et affichent des structures par âge relativement jeunes avec une proportion de moins de 20 ans supérieures à 40 % en 2018, exception faite de la wilaya de Béchar où la proportion des moins de 20 ans avoisine seulement 30 %. Les personnes âgées dans ces wilayas sont peu nombreuses, leur proportion ne dépassant guère 5 %.

²⁷ Outre des critères tels que le rang administratif de la localité, la proportion de population économiquement active dans l'agriculture, le raccordement au réseau électrique et à l'eau courante, la facilité d'accès aux soins médicaux, au système éducatif et aux installations de loisirs, la définition de l'urbain retenue dans les trois derniers recensements en Algérie intègre en supplément une notion de taille minimum de la population, fixée à 20 000 habitants.



Tableau.05 : Matrice migratoire intercentrale 1998/2008 des wilayas de la zone littorale.

		Entrées														Total	
		Chlef	Bejaia	Tlemcen	Tizi ouzou	Alger	Jijel	Skikda	Annaba	Mostaganem	Oran	Boumerdes	El Tarf	Tipaza	Ain Temouchent		
		Code	2	6	13	15	16	18	21	23	27	31	35	36	42	46	
Sorties	Chlef	2	0	112	246	134	971	81	43	28	382	609	85	13	708	96	3 508
	Bejaia	6	112	0	53	1 208	2 630	153	127	162	27	299	196	52	96	7	5 122
	Tlemcen	13	311	46	0	89	698	55	65	53	315	2 182	67	27	86	1 261	5 255
	Tizi ouzou	15	80	527	45	0	3 639	58	39	27	28	261	1 474	15	115	8	6 316
	Alger	16	1 555	5 054	670	8 778	0	4 115	941	1 042	429	2 286	8 851	245	3 762	165	37 891
	Jijel	18	68	235	44	57	1 084	0	451	230	14	140	70	103	39	15	2 550
	Skikda	21	36	96	49	51	366	384	0	765	20	118	43	157	32	12	2 129
	Annaba	23	38	118	24	55	720	361	2 252	0	12	132	35	2 089	18	5	5 859
	Mostaganem	27	1 061	37	460	161	703	59	46	28	0	2 636	71	5	86	213	5 566
	Oran	31	1 449	735	3 483	806	2 537	226	217	210	3 437	0	128	64	236	1 970	15 491
	Boumerdes	35	251	930	133	3 398	17 636	919	161	128	81	241	0	58	310	36	24 281
	El Tarf	36	42	93	58	39	526	273	438	4 433	15	93	30	0	33	7	6 080
	Tipaza	42	1 083	235	131	473	6 857	125	182	95	88	255	227	21	0	49	9 821
	Ain Temouchent	46	158	22	2 242	85	304	34	22	15	178	3 281	31	7	69	0	6 448
Total			6 244	8 240	7 638	15 334	38 671	6 843	4 984	7 216	5 026	12 533	11 308	2 856	5 590	3 844	136 322

Source : ONS, 2008, Migrations Internes 1998/2008.

Tableau 6. Matrice migratoire intercentrale 1998/2008 des wilayas de la zone Sud

		Entrées										Total	Statut
		Adrar	Laghouat	Biskra	Bechar	Tamanrasset	Ouargla	Illizi	Tindouf	El Oued	Ghardaia		
Sorties	Code	1	3	7	8	11	30	33	37	39	47		
Adrar	1	0	65	58	1 503	1 511	285	96	123	45	539	4 225	Attractive
Laghouat	3	66	0	148	115	66	381	13	64	97	676	1 626	Répulsive
Biskra	7	58	69	0	75	50	721	53	12	988	89	2 115	Répulsive
Bechar	8	730	172	76	0	56	84	23	362	33	42	1 578	Répulsive
Tamanrasset	11	929	37	102	72	0	227	103	39	141	338	1 988	Répulsive
Ouargla	30	276	404	993	124	219	0	253	22	3 716	743	6 750	Attractive
Illizi	33	696	49	94	35	639	883	0	18	727	332	3 473	Attractive
Tindouf	37	360	44	27	1 777	25	41	10	0	24	14	2 322	Attractive
El Oued	39	64	69	517	33	75	2 041	185	8	0	72	3 064	Répulsive
Ghardaia	47	552	657	112	81	252	777	42	10	118	0	2 601	Répulsive
Total			3 731	1 566	2 127	3 815	2 893	5 440	778	658	5 889	2 845	29 742

Source : ONS, 2012. Migrations Internes. 1998/2008.

Conclusion

Entamée pendant la colonisation, poursuivie après l'Indépendance, l'urbanisation de l'Algérie, alimentée par des flux en provenance des zones rurales, atteint aujourd'hui un niveau problématique à bien des égards, tout particulièrement dans la zone littorale.

Selon toute probabilité, la tendance à la littoralisation va se poursuivre à moyen terme, la population continuant de croître et l'essentiel de l'activité économique et des services de qualité à la population se concentrant sur la côte.

Références :

- ONS, 2019. Démographie algérienne. Séries statistiques S, Collection Statistiques, N°853, <http://www.ons.dz/fichiers/Demographie2018.pdf>
- ONS, 2018. L'Algérie en quelques chiffres : résultats 2015-2017, Collection Statistique, N°48. <http://www.ons.dz/IMG/pdf/aqced2018.pdf>
- ONS, 2017. Démographie algérienne, Séries statistiques S, Collection Statistiques, N°740.
- ONS, 2015. L'Algérie en quelques chiffres : résultats 2012-2014, Collection Statistiques, N°45.
- ONS, 2012. L'Algérie en quelques chiffres : résultats 2009-2001 Collection Statistiques, N°42.
- ONS, 2012. Rétrospective 1962-2011, Chapitre 1 : Démographie, <http://www.ons.dz/IMG/pdf/CH1-DEMOGRAPHIE.pdf>
- ONS, 2011. Armature urbaine 2008, Collection Statistiques, N°653. http://www.ons.dz/IMG/pdf/armature_urbaine_2008.pdf

FICHES PAYS

Albanie

De 1960 à 1990 : une croissance démographique forte

Entre 1960 et 1990, l'effectif de la population de l'Albanie a doublé (de 1,6 million à 3,3 millions d'habitants), profitant de la seconde phase de la transition démographique.

Tandis que le taux brut de mortalité est descendu sous le seuil des 10 ‰ au début des années 1960, la natalité est demeurée supérieure à 20 ‰ jusqu'au milieu des années 2000. Le pays aurait donc pu enregistrer une augmentation de sa population jusqu'à la fin des années 2000, date de la fin de sa transition démographique. Ce ne fut pas le cas, en raison d'un déficit migratoire important dès 1990.

Depuis 1990 : un mouvement dominant d'émigrations

En dépit d'un solde naturel continument positif, le nombre d'habitants décline depuis 1990.

On compte 2,9 millions d'habitants en 2018, soit près d'un demi-million de moins qu'en 1990. Le déficit migratoire, qui a atteint des records dans les années 1990 (-90 000 par an en moyenne entre 1990 et 1995) s'est réduit ces dernières années (de l'ordre de -10 000 par an).

L'attrition du nombre de candidats potentiels au départ explique très largement cela.

Aujourd'hui : une structure par âge très déséquilibrée

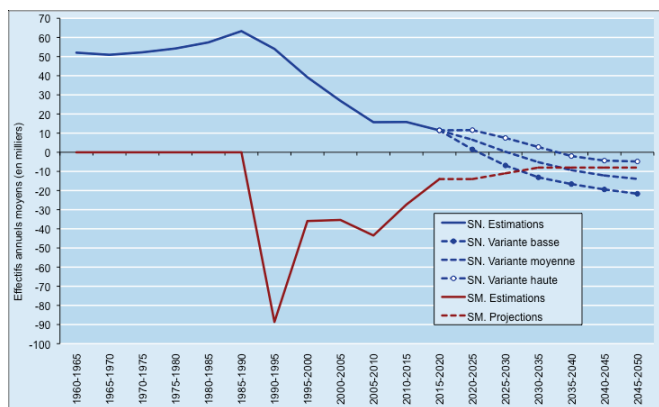
L'effondrement de la fécondité (de 6,2 enfants/femme en 1960 à 1,6 enfant/femme aujourd'hui) et l'augmentation de l'espérance de vie (de 66 ans en 1960 à 80 ans aujourd'hui) ont transformé la structure par âge. En 1960, cette dernière avait la forme d'une pyramide : les moins de 15 ans représentaient 40 % de la population tandis que les 65 ans ou plus ne comptaient que pour 5 % du total. Ce n'est plus le cas désormais, la proportion des moins de 15 ans (17 %) n'excédant plus que de très peu celle des 65 ans ou plus (15 %). Le déficit migratoire a accéléré cette convergence démographique entre ces deux groupes d'âges. Il est aussi responsable de déséquilibres générationnels importants parmi les 15-64 ans qui ne laissent guère de doutes sur les perspectives démographiques de ce pays.

Une population encore plus réduite à l'horizon 2050, mais hyper concentrée à Tirana

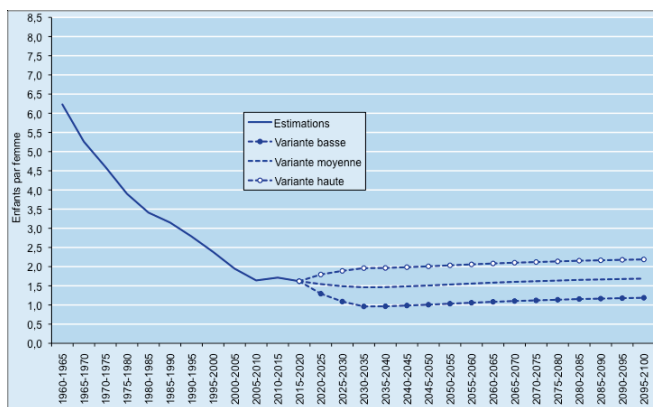
Même avec une fécondité supérieure à 2,1 enfants/femme, l'Albanie perdrait des habitants à l'horizon 2050. En effet, l'augmentation annoncée du nombre de personnes âgées (les plus exposées au risque de décéder) conjuguée à la réduction du nombre de jeunes en âge d'avoir des enfants conduit à un solde naturel négatif à l'horizon 2050. Il faudrait un rebond migratoire pour compenser ce déficit naturel inévitable. Avec un déficit migratoire moins élevé qu'au cours des dernières années (- 8 000/an), l'Albanie perdrait selon les variantes de fécondité de 250 000 à 600 000 habitants au cours des 30 prochaines années. Les 65 ans ou plus seront alors deux fois plus nombreux que les moins de 15 ans (de 25 % à 30 % contre de 10 % à 15 %). Enfin, l'urbanisation étant supposée se poursuivre, cette population serait massivement concentrée dans les préfectures littorales (cf. analyse détaillée), tout particulièrement dans la capitale Tirana.



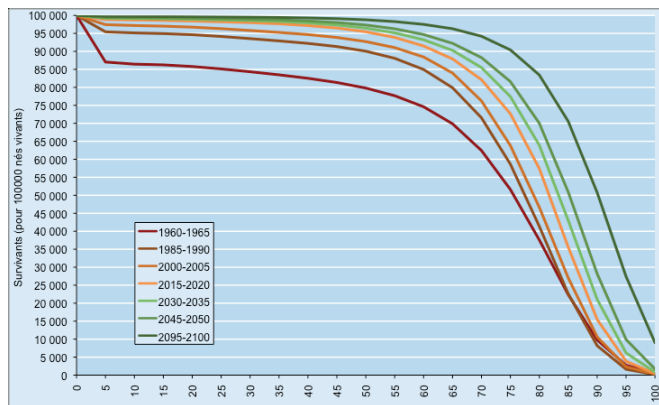
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



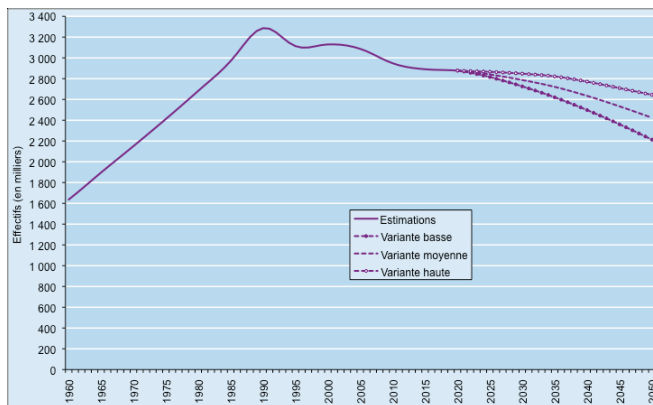
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



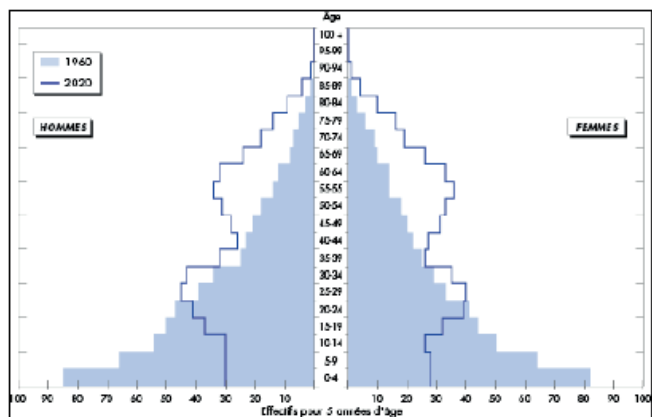
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



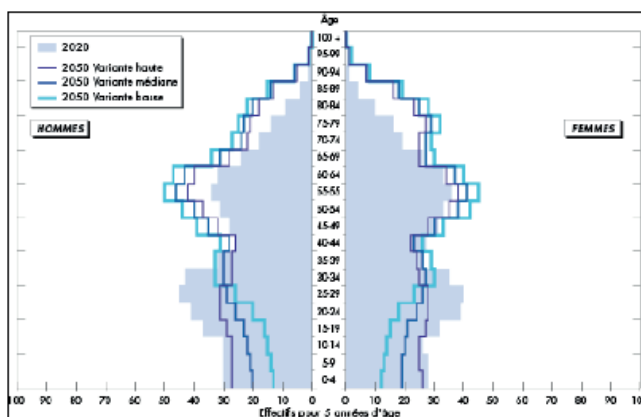
Population totale (effectifs en milliers).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



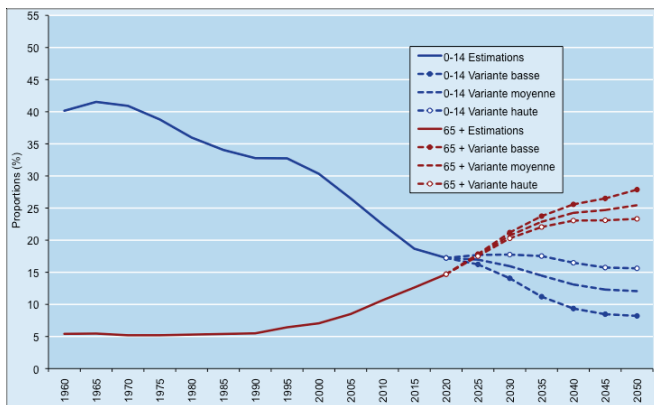
Pyramides des âges 1960 et 2020
(estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



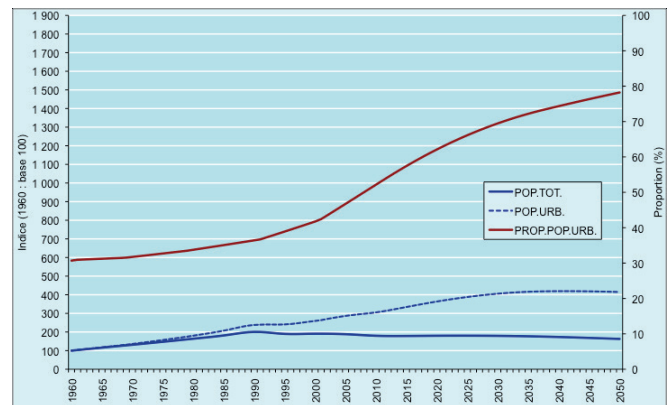
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050
selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



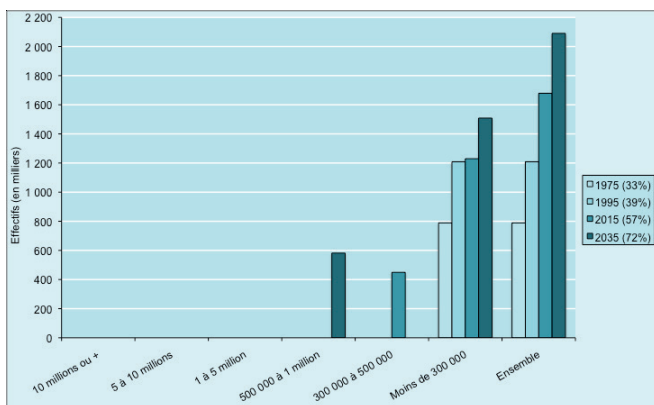
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations
(effectifs en milliers).
Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035



Tendances passées et perspectives démographiques en
Albanie. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	6,23	2,79	1,62	1,01	1,51	2,01
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,57	1,27	0,76	0,48	0,72	0,96
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	63,70	68,91	76,73	81,48		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	66,00	74,86	80,10	83,76		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	0	-443	-70	-8		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	1 636	3 286	2 878	2 213	2 424	2 645
	0-14 ans	657	1 977	496	182	292	413
	65 ans ou plus	89	181	423	617		

Algérie

Une croissance démographique linéaire depuis 1960

Le nombre d'habitants en Algérie a augmenté de façon très régulière depuis 1960 : le pays a gagné environ un demi-million d'habitants chaque année et la population a quadruplé en près de 60 ans, passant de 11 millions en 1960 à un peu plus de 42 millions en 2018. Cette dynamique démographique est exclusivement soutenue par un solde naturel très largement excédentaire, en dépit d'une réduction spectaculaire de la fécondité.

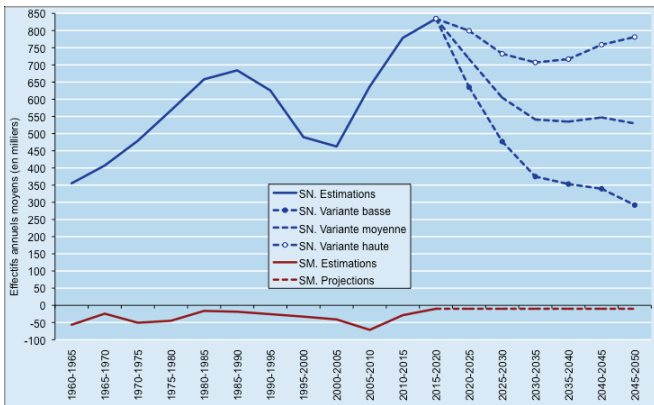
Le nombre d'enfants par femme a en effet été divisé par trois entre le début des années 1960 et le début des années 2000 (de 7,7 à 2,4 enfants/femme), avant de rebondir jusqu'à 3 enfants/femme. L'espérance de vie ayant, quant à elle, progressé d'une trentaine d'années depuis 1960 (de 47 ans à 76 ans), la structure par âge a nécessairement évolué. En 1960, on comptait presque 15 fois plus d'enfants de 0-14 ans que de personnes âgées 65 ans ou plus (44,6 %, contre 3,2 %). L'écart a diminué depuis (30,1 % de moins de 15 ans pour 6,7 % de 65 ans ou plus aujourd'hui) mais l'Algérie conserve une population très jeune. La conjugaison d'une population très jeune et de taux de fécondité élevés s'est concrétisée depuis 60 ans par une natalité importante. L'Algérie n'a toujours pas terminé sa transition démographique et, à l'aube de 2020, son taux brut de natalité est quatre fois plus élevé que son taux brut de mortalité (22 ‰ contre 5 ‰). La croissance naturelle est donc importante (+ 1,7 % par an aujourd'hui, quatre fois celle de la France), qui compense très largement un déficit migratoire estimé à -25 000 par an en moyenne depuis 2010.

Une croissance qui va se poursuivre à l'horizon 2050

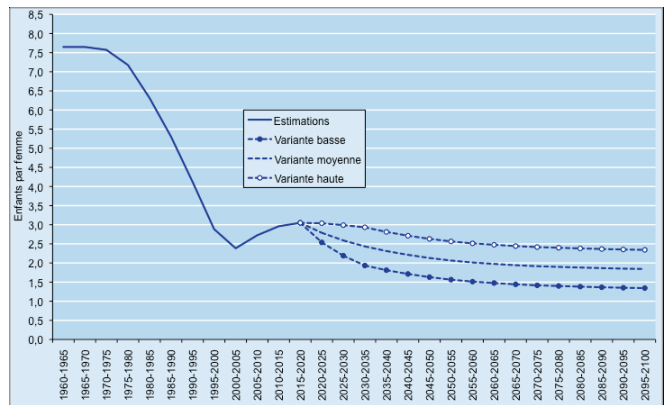
La dynamique démographique à l'oeuvre en Algérie devrait se poursuivre au cours des prochaines décennies. La composition démographique, à forte dominante jeune, lui assure une capacité de croissance démographique, même dans l'hypothèse d'un effondrement prochain de la fécondité. Même avec un nombre moyen d'enfant par femme chutant à 1,6, l'Algérie gagnerait plus de 10 millions d'habitants au cours des 30 prochaines années. Or, les évolutions récentes ne vont guère dans ce sens, même si, pour une large part, le rebond récent tient à un phénomène de récupération des naissances ajournées pendant les décennies 1990 et 2000 profondément troublées. Avec une fécondité déclinant progressivement jusqu'à 2,1 enfants/femme, le niveau juste suffisant pour assurer le remplacement des générations, l'Algérie pourrait néanmoins compter près de 61 millions d'habitants en 2050, cet effectif ne constituant en aucun cas un acmé, la part des moins de 15 ans étant alors toujours supérieure à celle des 65 ans ou plus. Les zones rurales connaissant une croissance démographique soutenue et le monde des villes étant supposé toujours exercer une forte attractivité, la population algérienne est attendue comme étant de plus en plus urbaine.



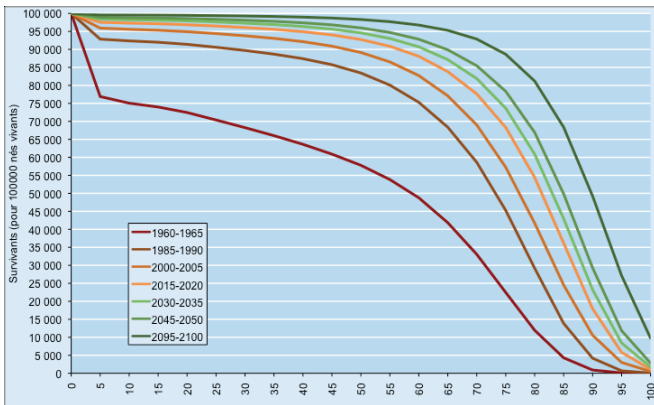
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



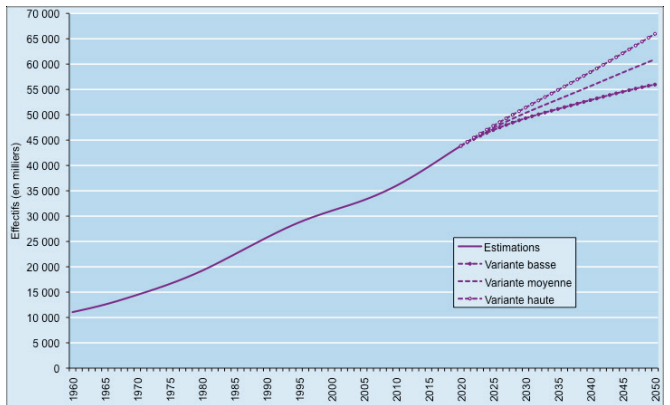
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



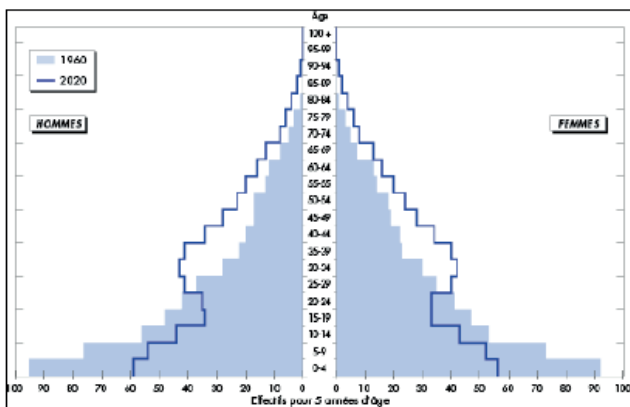
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



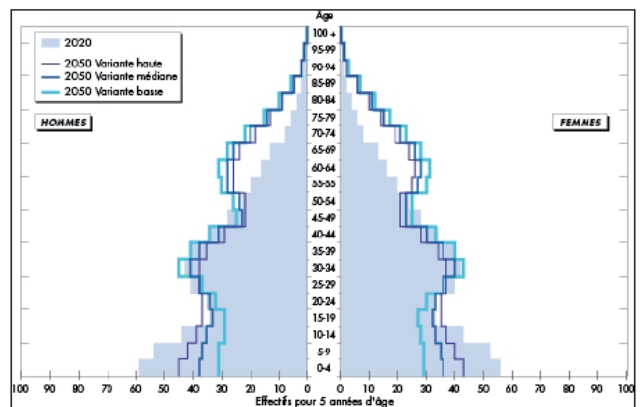
Population totale (effectifs en milliers).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



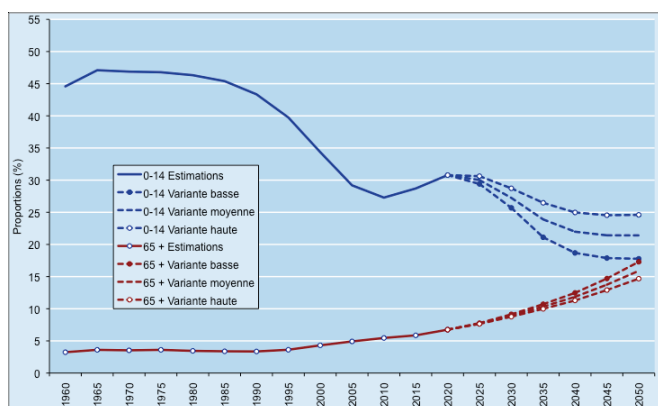
Pyramides des âges 1960 et 2020
(estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



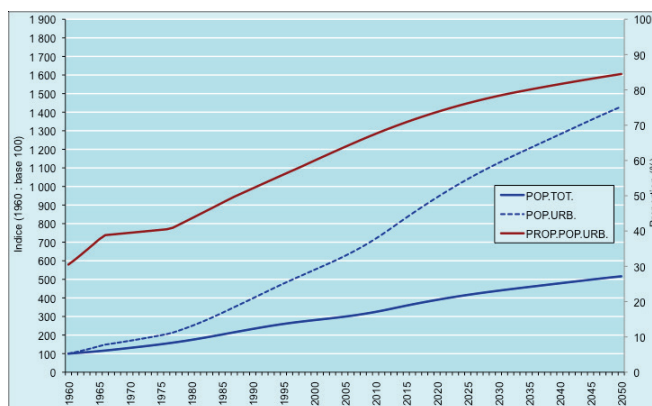
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050
(pour 1000 personnes au total dans chaque population)



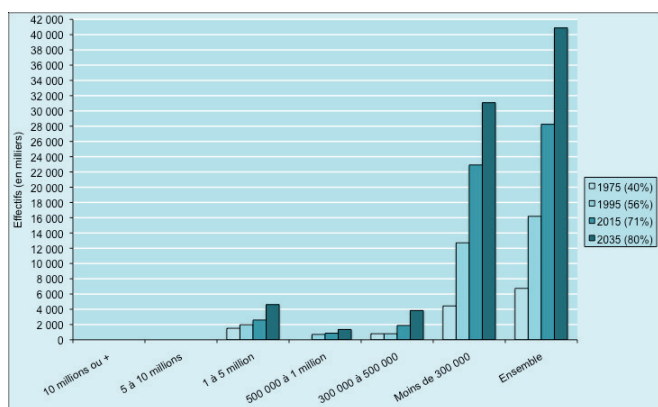
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en
Algérie.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	7,65	4,12	3,05	1,63	2,13	2,63
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,55	1,85	1,44	0,78	1,02	1,26
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	46,55	66,06	75,39	80,59		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	48,04	69,23	77,84	82,57		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-283	-129	-50	-10		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	11 058	25 759	43 851	55 970	60 923	65 967
	0-14 ans	4 930	11 166	13 499	9 945	13 042	16 229
	65 ans ou plus	358	865	2 957	9 683		

Bosnie-Herzégovine

1960-2018 : un nombre d'habitants qui se joue du temps

Le territoire correspondant à la Bosnie-Herzégovine ne compte aujourd'hui pas plus d'habitants qu'en 1960 (3,3 millions), bien qu'en 1990 il ait accueilli 4,5 millions de personnes. Les gains démographiques assurés par la seconde phase de la transition démographique entre 1960 et 1990 ont donc été quasiment annihilés par une hémorragie migratoire, d'abord au cours des années 1990, puis à partir de 2010. Le pays est aujourd'hui, sur le plan démographique, encore plus vulnérable aux migrations dans la mesure où il ne peut plus s'appuyer sur un solde naturel positif.

En effet, la fin de la transition démographique s'est accompagnée d'une légère remontée de la mortalité cependant que la natalité est dorénavant très faible. De ce fait, le solde naturel est aujourd'hui négatif. Et il y a peu de chance que la tendance s'inverse au cours des prochaines années en raison du vieillissement de la population.

Un potentiel d'accroissement démographique négatif

S'il y a bien eu un retour à la case départ en termes de nombre d'habitants, la situation démographique en 2020 est bien différente de celle qui prévalait en 1960. À l'époque, si la pyramide des âges gardait la trace des réductions de la natalité pendant les deux guerres mondiales du XXe siècle, sa large base laissait entrevoir un potentiel d'accroissement démographique qui s'est largement confirmé jusqu'au début du conflit en ex-Yougoslavie : sur 100 habitants, près de 40 avaient moins de 15 ans et moins de 5 avaient 65 ans ou plus. La situation est radicalement différente aujourd'hui : il y a maintenant plus de personnes âgées de 65 ans ou plus (près de 20 %) que d'enfants de moins de 15 ans (15 %). La forme de la pyramide des âges est dorénavant celle d'une toupie. La baisse continue du taux de fécondité (de 3,8 enfants/femme en 1960 à 1,3 en 2005) et les nombreux départs des années 1990 ont bouleversé les équilibres générationnels. L'effectif des générations qui naissent depuis quelques années est deux fois moins important que l'effectif des personnes âgées de 55-59 ans. Avec une telle structure par âge, il est impossible que ce pays puisse assurer ne serait-ce qu'un maintien de l'effectif de sa population.

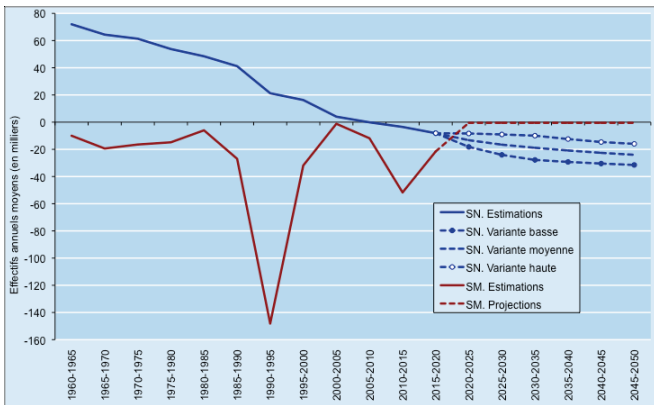
Moins de 3 millions d'habitants à l'horizon 2050

Même avec une fécondité qui remonterait à près de deux enfants par femme, le nombre d'habitants passerait sous le seuil des 3 millions à l'horizon 2050. Avec une fécondité de l'ordre de 1,5 enfant par femme, soit 0,1 de plus qu'aujourd'hui, la Bosnie-Herzégovine perdrait tout de même plus d'un demi million d'habitants en 30 ans (2,6 millions en 2050). À l'horizon 2050, il y aurait au moins deux fois plus de personnes âgées de 65 ans ou plus que d'enfants de moins de 15 ans. Cette structure empêcherait toute possibilité de rebond démographique.

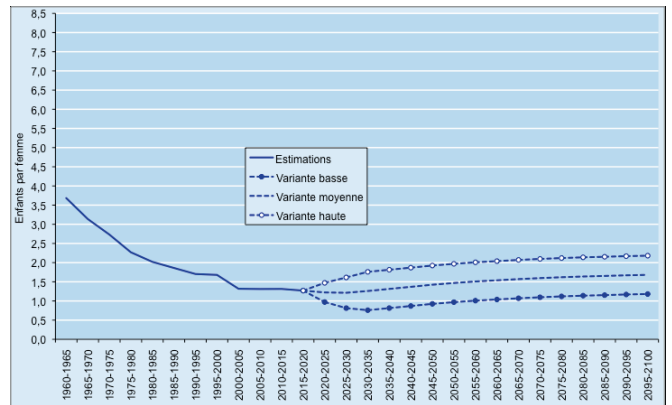
La décroissance démographique qui s'annonce sur le très long terme ne favorise pas un accroissement notable de la population vivant en zone urbaine, la croissance du taux d'urbanisation tenant au maintien supposé durable, d'une part, de la population déjà urbanisée dans ses lieux de vie, d'autre part, de l'attractivité du modèle urbain.



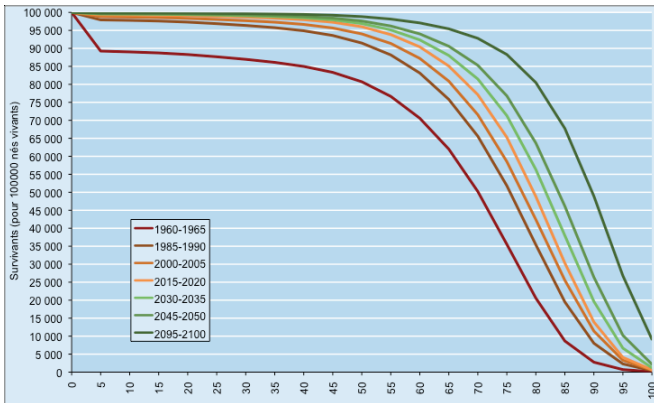
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



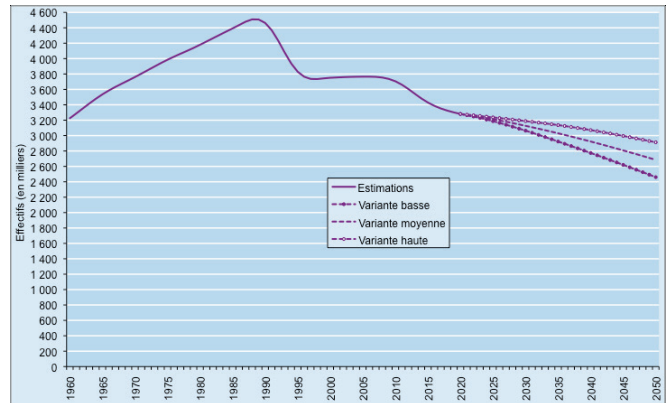
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



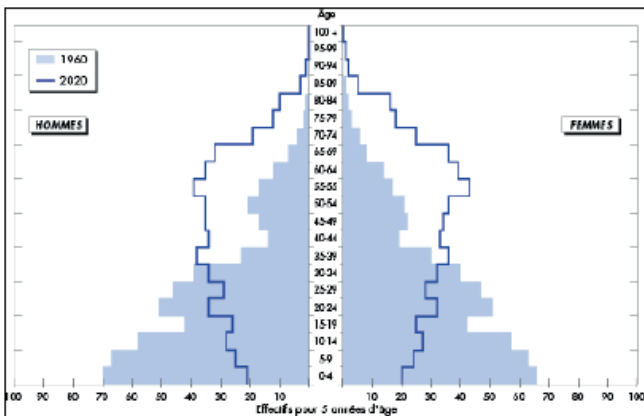
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



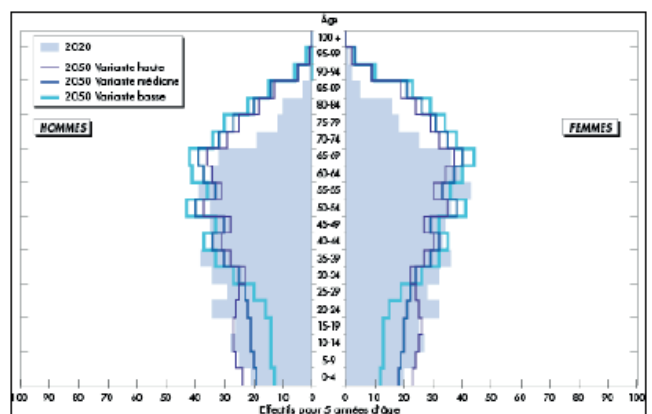
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



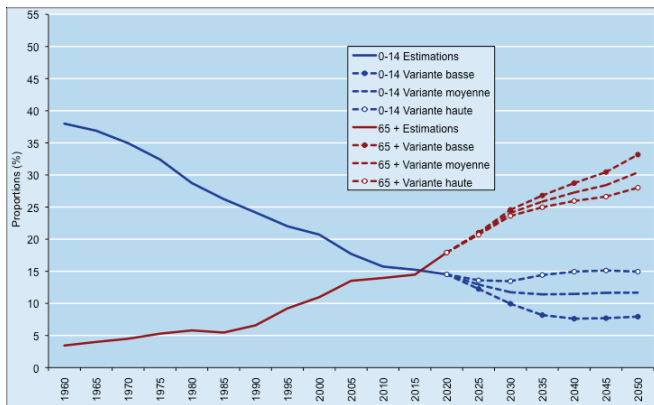
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



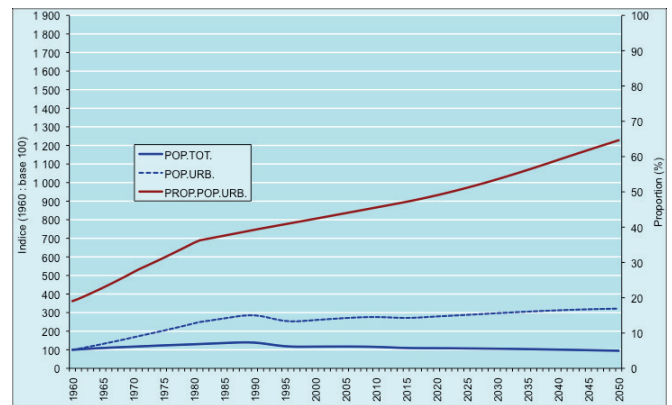
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



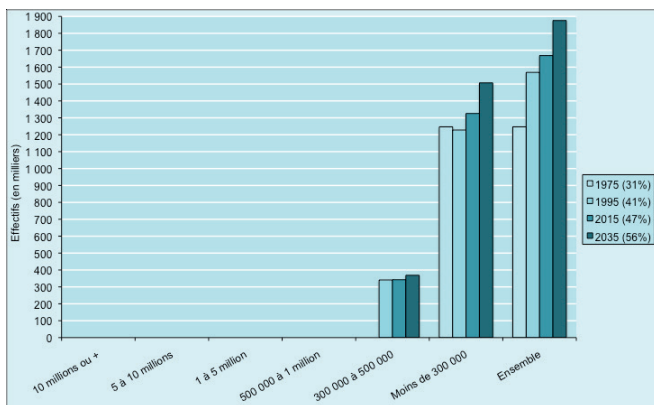
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en
Bosnie-Herzégovine.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	3,68	1,70	1,27	0,92	1,42	1,92
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,57	0,80	0,61	0,45	0,69	0,93
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	60,15	66,16	74,65	79,85		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	63,62	74,22	79,65	83,46		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-50	-741	-108	-1		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	3 226	4 463	3 281	2 460	2 685	2 913
	0-14 ans	1 225	1 078	476	195	314	435
	65 ans ou plus	111	294	588	816		

Chypre

Une dynamique démographique soutenue par les migrations

En 2018, Chypre compte deux fois plus d'habitants qu'en 1960 (1,2 million contre 600 000). La croissance démographique, continue sur toute cette période, s'est toutefois considérablement accélérée depuis 1990. En effet, les deux tiers des gains de population ont été réalisés au cours des 30 dernières années. La situation est paradoxale car c'est alors que ce pays terminait sa transition démographique que sa population a le plus augmenté. En fait, le solde migratoire très excédentaire à partir de 1990 a compensé la baisse du solde naturel. La dynamique démographique de Chypre dépend très largement aujourd'hui de son attractivité migratoire. C'est ce qui explique que son taux d'accroissement annuel soit très irrégulier : il fluctue au gré des variations du solde migratoire.

Des perspectives démographiques très incertaines

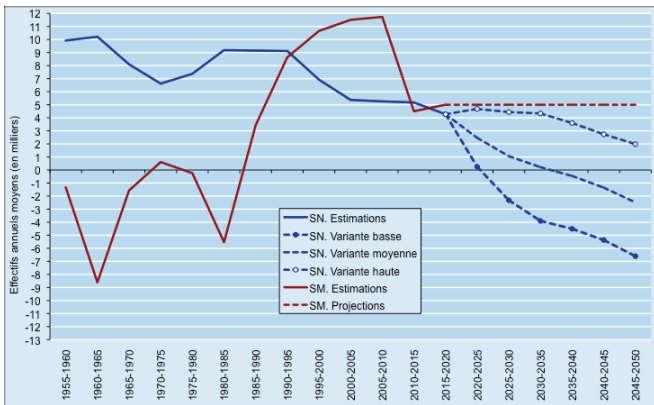
La dépendance démographique aux migrations rend très incertaines les projections démographiques. Une certitude toutefois : Chypre ne pourra guère compter sur sa dynamique intrinsèque (naturelle). En effet, la fécondité a considérablement chuté depuis 1960. Elle est actuellement de 1,3 enfant/femme : il s'agit du niveau le plus bas jamais

atteint par ce pays. Cette baisse de la fécondité, conjuguée à l'augmentation de l'espérance de vie (de 70 ans, moyenne hommes-femmes, au début des années 1960 à 81 ans aujourd'hui) a profondément transformé l'allure de la pyramide des âges. Les enfants de moins de 15 ans représentent moins de 16 % de la population totale (près de 37 % en 1960), soit une proportion à peine supérieure à celle des personnes âgées de 65 ans ou plus (14 %, 6 % en 1960). À terme, avec une fécondité inférieure à 1,5 enfant/femme, le solde naturel deviendrait négatif. Seul un solde migratoire nettement excédentaire pourrait permettre à la population chypriote de continuer de croître. Il n'y a guère que dans l'hypothèse d'un relèvement de la fécondité des femmes à un niveau proche de 2 enfants/femme que la croissance naturelle pourrait demeurer positive. C'est là une conjecture peu réaliste à moyen terme.

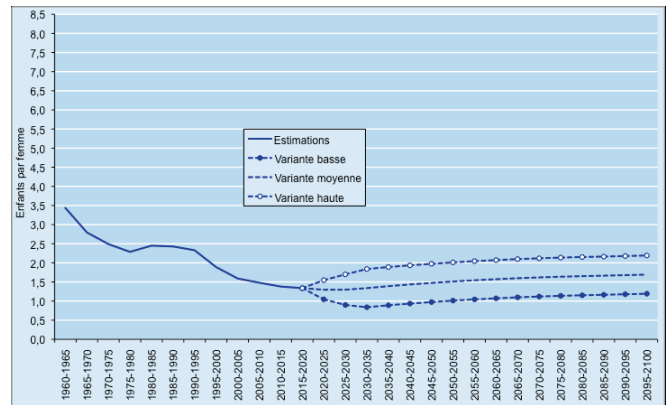
Le facteur spatial ne joue pas non plus en faveur d'une poursuite de la croissance démographique à l'horizon 2050, en raison des contraintes inhérentes au caractère insulaire du pays. L'augmentation de la densité démographique a nécessairement ses limites, tout comme le taux d'urbanisation qui voisine depuis de nombreuses années autour de 70 %, comme si une limite avait été atteinte. D'ici à 2050, la croissance démographique devrait être relativement modérée (+ 100 000 à + 150 000 habitants en 30 ans), une légère diminution du nombre d'habitants ne constituant pas une conjecture totalement irréaliste.



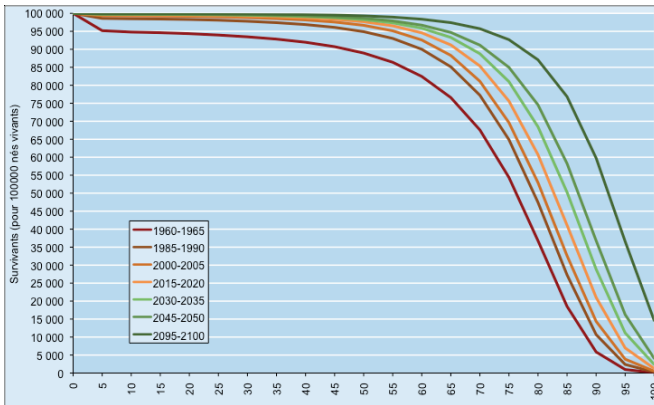
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



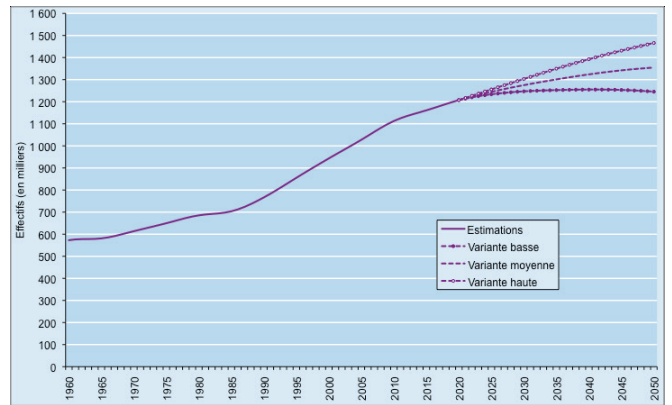
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



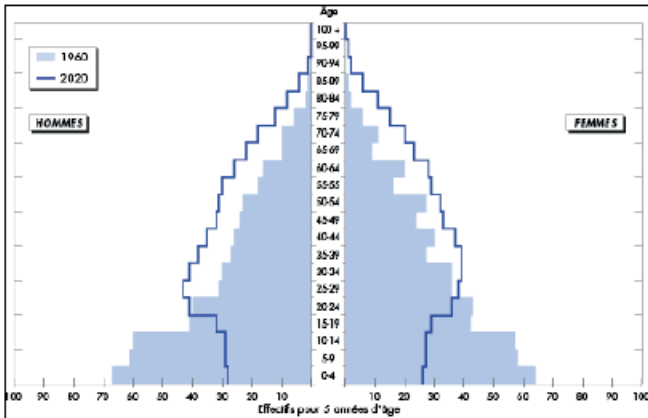
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



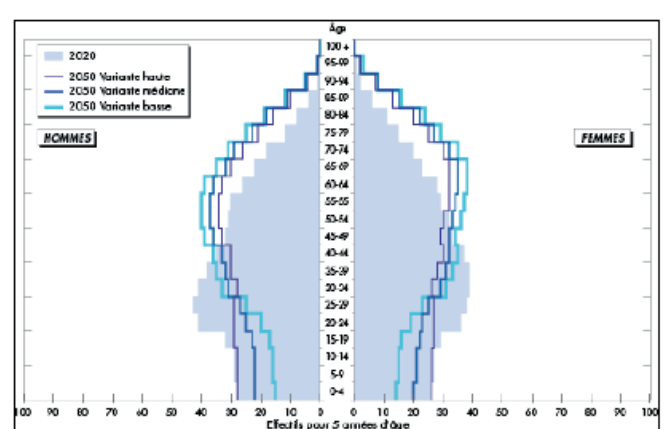
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



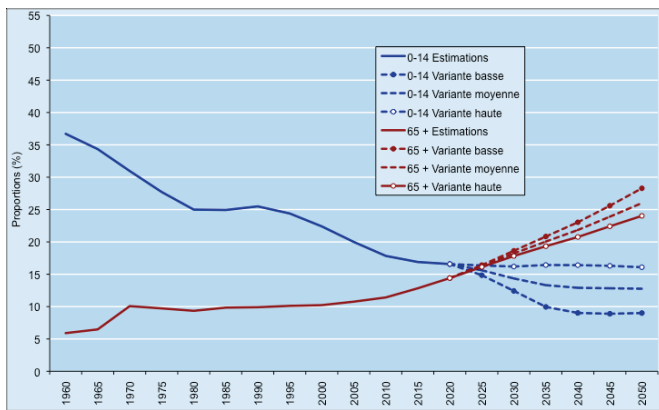
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



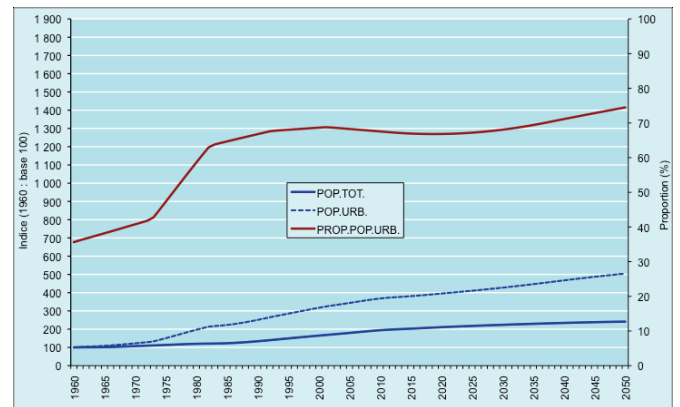
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



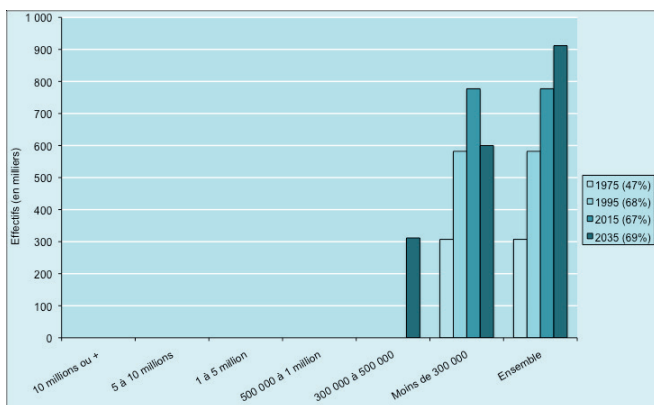
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques à Chypre.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	3,44	2,33	1,34	0,97	1,47	1,97
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,56	1,11	0,64	0,47	0,71	0,95
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	68,43	74,89	78,65	83,65		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	72,47	79,01	82,84	86,37		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	209	43	50	5		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	573	767	1 207	1 245	1 355	1 466
	0-14 ans	210	195	200	112	173	236
	65 ans ou plus	34	76	174	352		

Croatie

Une inversion brutale de dynamique démographique en 1990

De 1960 à 1990, le territoire correspondant à la Croatie a tiré profit de la fin de sa transition démographique pour gagner plus d'un demi-million d'habitants (de 4,2 millions en 1960 à 4,8 millions en 1990). L'année 1990 marque un double tournant démographique :

- À partir de cette année, le solde naturel devient structurellement déficitaire : tandis que le taux brut de natalité passe sous la barre des 10 ‰, le taux de mortalité effectue le chemin inverse. Le nombre annuel de décès excède de très peu celui des naissances, mais suffisamment pour que le solde naturel soit négatif. Cette tendance se confirme depuis 30 ans, le déficit naturel devenant chaque année plus marqué.
- Le second tournant concerne le solde migratoire qui, en raison des conflits dans l'ex-Yougoslavie, devient brutalement négatif tout au long des années 1990. Même si la saignée a été endiguée à la fin de la guerre, le solde migratoire est demeuré légèrement déficitaire, tandis qu'il était légèrement positif jusqu'en 1990.

La conjonction d'un solde naturel et d'un solde migratoire négatifs explique le déclin démographique observé depuis 1990. En 2018, la Croatie compte moins d'habitants qu'il y a 60 ans (4,1 millions). Et la chute ne devrait pas en rester là.

Une population dans l'incapacité d'assurer son renouvellement démographique

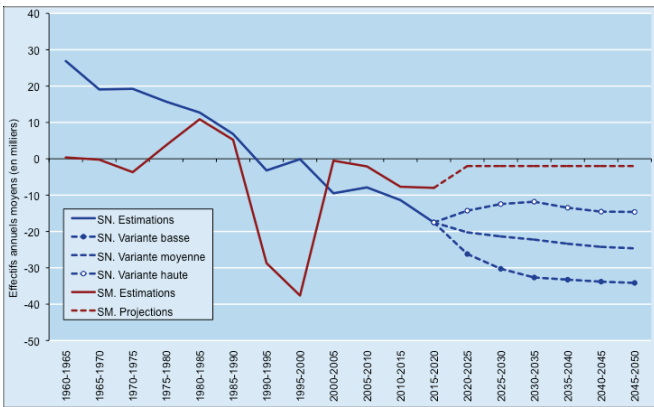
En 1960, avec un taux de fécondité de 2,2 enfants par femme et une population dont plus du quart (27 %) avait moins de 15 ans, on pouvait s'attendre à une augmentation du nombre d'habitants. Tout le contraire de la situation actuelle : depuis maintenant 20 ans, l'indice conjoncturel de fécondité est inférieur à 1,5 enfant/femme. Il est inférieur au seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants/femme) depuis la fin des années 1960. Cette fécondité très faible a eu pour conséquence une réduction de l'effectif des nouvelles générations dont le poids dans la population n'a cessé de diminuer : aujourd'hui, à peine 15 % de la population ont moins de 15 ans tandis que 21 % ont 65 ans ou plus. De ce fait, même avec une augmentation de la fécondité, les générations en âge d'avoir des enfants au cours des 30 prochaines années ne pourront pas remplacer les générations plus anciennes. La population croate est donc condamnée au déclin.

La Croatie devrait perdre plus d'un demi-million d'habitants au cours des trente prochaines années

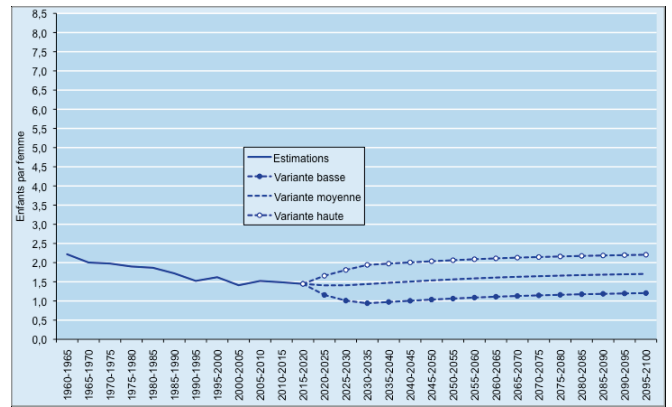
La prolongation des tendances récentes (une fécondité de l'ordre de 1,5 enfant/femme ; des espérances de vie à la naissance des hommes et des femmes qui dépasseront plus ou moins largement 80 ans ; un solde migratoire légèrement négatif) conduirait à une baisse de 740 000 habitants en 30 ans. Il n'y aurait alors plus que 3,4 millions d'habitants, au sein desquels les personnes âgées de 65 ans ou plus seraient plus de deux fois plus nombreuses que les jeunes de moins de 15 ans (31 % contre moins de 13 % environ). À plus long terme, la décroissance démographique devrait s'accroître. Cette moindre pression démographique devrait limiter l'extension des zones urbanisées. Il ne faut pas cependant exclure que la baisse de la densité humaine à l'échelle du pays ne s'accompagne d'une accentuation de la densification sur la région capitale et sur les zones littorales.



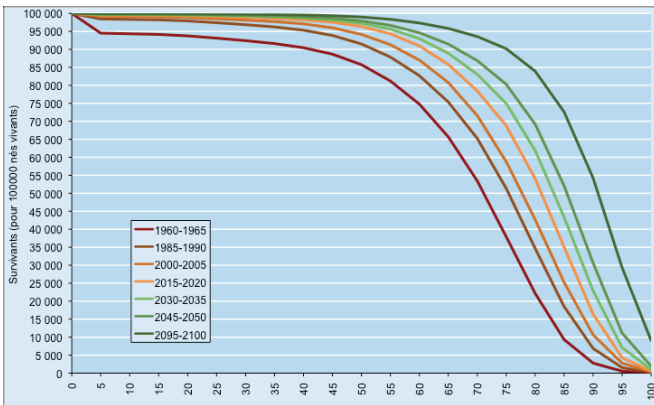
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



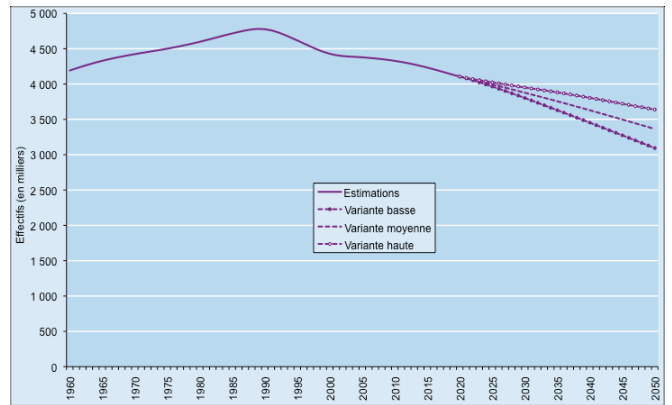
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



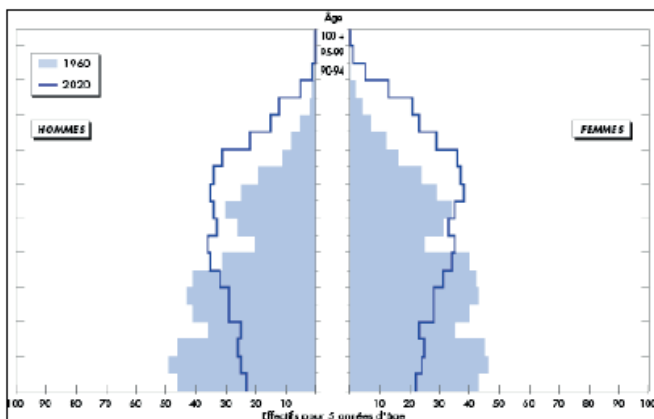
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



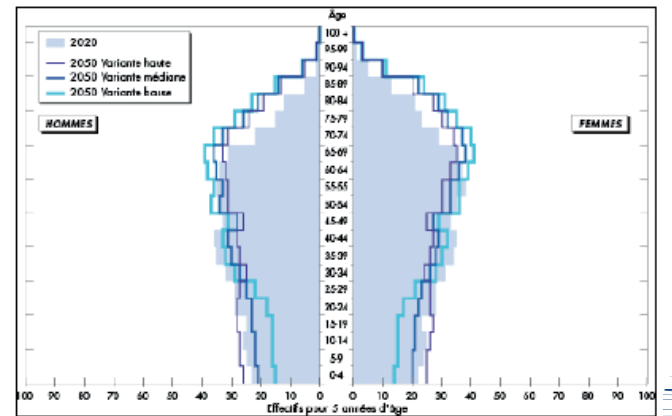
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



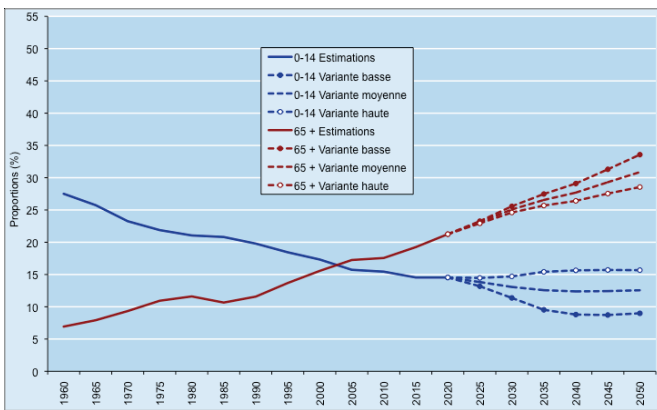
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



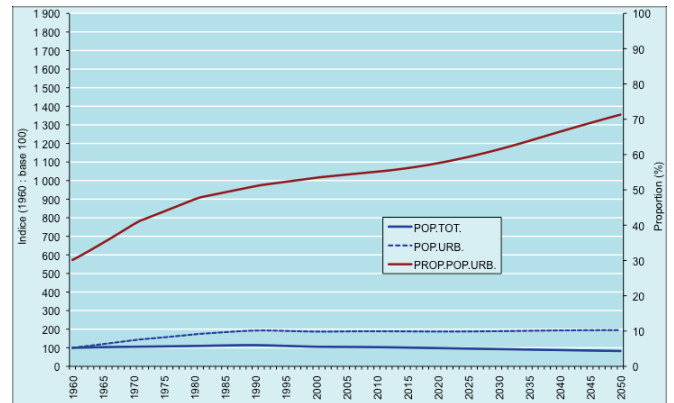
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



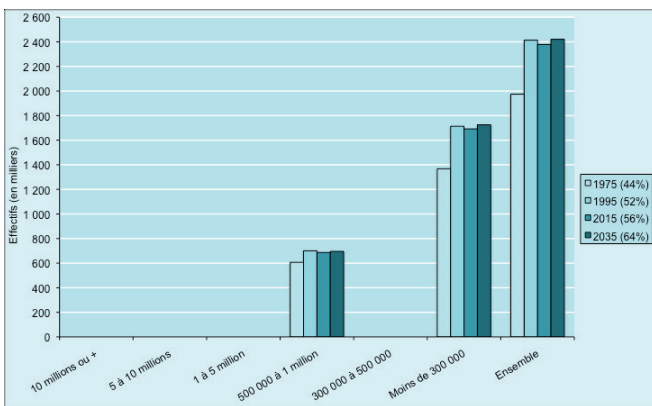
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Croatie. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	2,22	1,52	1,45	1,04	1,54	2,04
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,01	0,73	0,70	0,50	0,74	0,98
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	62,82	69,04	75,01	80,72		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	68,51	76,51	81,39	85,05		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	2	-144	-40	-2		
					2050		
		1960	1990	2020	Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	4 193	4 776	4 105	3 094	3 365	3 639
	0-14 ans	1 153	945	597	278	423	570
	65 ans ou plus	291	553	872	1 039		

Égypte

Plus de 100 millions d'habitants en 2020...

En 60 ans, le nombre d'habitants en Égypte a été multiplié par 4, passant de 26,6 millions de personnes en 1960 à 98,4 millions en 2018. Les 100 millions sont assurément déjà atteints fin 2019. Cette croissance fulgurante est d'autant plus remarquable qu'elle s'est faite en dépit d'un solde migratoire toujours déficitaire depuis 1960. Mais l'Égypte a « profité » de la chute rapide de son taux de mortalité cependant que sa natalité est demeurée relativement élevée.

En 2018, pour 1000 habitants, on compte d'ailleurs toujours plus de 25 naissances tandis qu'on ne dénombre que 6 décès. Le taux d'accroissement naturel de l'Égypte est donc toujours proche de 2 % par an, un rythme qui assure un doublement de la population en 35 ans seulement.

... et ce n'est pas fini ...

Aujourd'hui, rien n'indique que la croissance démographique de l'Égypte pourrait ralentir. La proportion d'enfants âgés de moins de 15 ans certes régressé en quelque 60 ans mais elle demeure très élevée : 34 % en 2018, contre 42 % en 1960.. La fécondité n'est plus non plus aussi élevée qu'en 1960 (6,7 enfants/femme), mais avec un indice synthétique de fécondité qui se maintiendrait approximativement à son niveau actuel (3 enfants/femme), le nombre d'habitants serait multiplié par 1,7 en 30 ans. L'Égypte compterait alors dans ce cas 175 millions d'habitants. L'augmentation ne serait guère moins spectaculaire si les Égyptiens parvenaient à réduire leur fécondité d'un enfant en moyenne par femme, ce qui la placerait légèrement en dessous du niveau garantissant le strict remplacement des générations.

Soutenue par la progression attendue de l'espérance de vie à la naissance (de 72 ans aujourd'hui à 76 ans en 2050), cette fécondité historiquement très basse se traduirait tout de même par un gain d'environ 50 millions d'habitants en 30 ans.

... loin de là...

Et ce n'est pas fini, loin de là. En 2050, en dépit d'un léger vieillissement de la population (la proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus (5 % de la population actuellement), s'élèverait à peine à 10 % tandis que les enfants âgés de moins de 15 ans représenteraient toujours de 25 % à 30 % de la population égyptienne, assurant un socle démographique favorable à une poursuite de la croissance démographique pour les 30 années suivantes. Les chiffres sont implacables, sans la moindre ambiguïté.

...à moins que...

5 % seulement de l'espace égyptien sont habitables. Où pourront donc résider les 50 à 70 millions d'Égyptiens supplémentaires à l'horizon 2050 ? Est-ce simplement envisageable ?

L'exercice de projection démographique touche vraisemblablement à ses limites, les anticipations induites par la dynamique démographique caractérisant aujourd'hui l'Égypte ne paraissant pas en effet tenables dans les limites territoriales du pays, compte tenu de sa dominante désertique, et ce même si l'Égypte développe actuellement une politique d'urbanisation précisément en plein désert.

Un taux d'urbanisation encore à la traîne

L'agglomération du Caire et ses 18,8 millions d'habitants en 2015 serait-elle la ville qui cache la campagne ? Moins de la moitié de la population égyptienne réside encore en milieu rural : avec 43 %, sa proportion de population urbaine est comparable à celle de l'ensemble de l'Afrique et en deçà de celle de l'Afrique du Nord où plus de la moitié de la population réside en ville. La part de la population urbaine en Égypte est constante depuis environ 40 ans. Le nombre d'habitants en ville a donc augmenté aussi rapidement que celui de la population rurale. Mais selon la DPNU, la part de la population vivant en milieu urbain pourrait augmenter nettement au cours des prochaines années pour atteindre 50 % vers 2040 et 60 % à l'horizon 2060. Cette projection n'est pas sans fondement.

Un taux qui pourrait augmenter à l'horizon 2035 pour le pire ?

En effet, le réchauffement climatique risque de contracter un peu plus les surfaces habitables, au sein desquelles la population pourrait continuer d'augmenter. On imagine mal dans ce contexte des campagnes devenues plus « hostiles » être capables de nourrir davantage de ruraux. Un exode rural important est donc effectivement envisageable. Mais les perspectives pour cette population rurale ne sont pas nécessairement meilleures en ville. En effet, la population urbaine égyptienne est concentrée dans un nombre réduit de très grandes villes. À elle seule, Le Caire concentre 45 % de la population urbaine (19 des 40 millions d'urbains) ; avec Alexandrie (4,8 millions), c'est donc plus de la moitié de la population urbaine égyptienne qui est localisée dans l'une des deux principales villes du pays.

Le pays compte aussi 11 autres villes comptant d'au moins 300 000 habitants. Au total, ces treize villes accueillent 71 % des 40 millions d'urbains en Égypte (28,4 millions). Or, ces villes ont une densité de population déjà extrêmement forte et elles sont également déjà incapables d'offrir à tous les habitants un logement décent. De ce fait, l'habitat informel se développe, y compris sur les toits des immeubles bourgeois du centre du Caire, comme Alaa El Aswany le décrit dans son Immeuble Yacoubian. Il paraît donc très peu probable que le Caire puisse accueillir plus de 28 millions d'habitants à l'horizon 2035 comme le suggèrent les démographes de la DPNU. Une telle concentration urbaine dans l'espace très réduit soumis à des conditions climatiques extrêmes soulève des questions. Le gouvernement Égyptien a engagé la construction de villes

nouvelles en plein désert, dont « Future City », la nouvelle capitale administrative à plus de 60 km du Caire. Mais ce projet suscite des interrogations. En effet, 22 villes nouvelles ont déjà été construites entre 1977 et 2000. Elles devaient initialement accueillir au total 1,7 million d'habitants en 2005. On en comptait au recensement de 2006 moins de 600 000. En fait, ces villes conçues en opposition au Caire (faible densité, espaces verts tels que parcs, golfs, etc.) ne sont pas accessibles à la majeure partie de la population. Ainsi, dans ces villes nouvelles, 60 % des logements étaient vacants en 2006²⁸. Leur coût énergétique est en outre très élevé (elles sont gourmandes en eau pour créer et entretenir des espaces verts en plein désert ; la faible densité se concrétise par un étalement urbain important) et la question de leur durabilité (écologique et sociale) se pose alors même que certaines d'entre elles ne sont pas encore terminées. Certes, sur le plan économique, ces constructions ont eu un effet très positif : elles représentaient 10 % de l'emploi industriel en 2013²⁹. Mais certains spécialistes considèrent que ces constructions de villes nouvelles alimentent une bulle spéculative qui n'annoncerait à terme rien d'autre qu'une crise économique future³⁰.

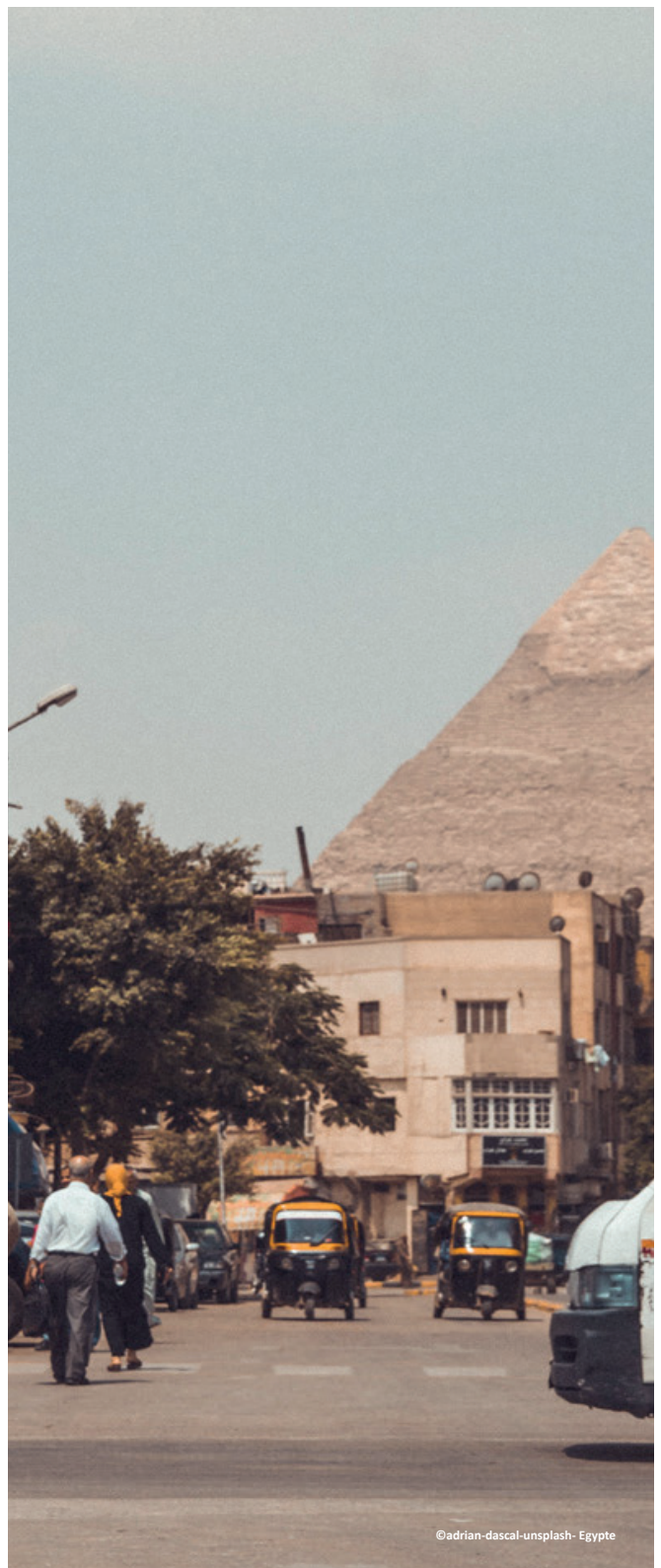
Une dynamique démographique explosive

La croissance démographique de l'Égypte constitue une réelle source d'inquiétude sur bien des points. Sa dynamique actuelle est incontestable, tout comme les horizons démographiques auxquels elle conduirait si elle se prolongeait. Mais celle-ci pose bien des difficultés qu'il ne faut pas craindre de considérer comme inenvisageables.

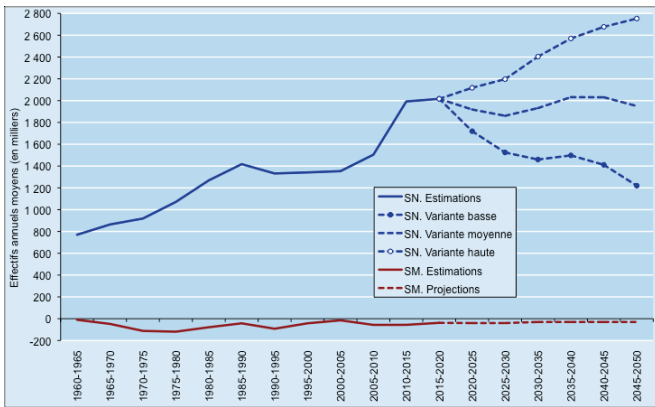
²⁸ Florin B., 2012, « Les quartiers fermés du Grand Caire. Dimensions urbanistiques et idéologiques d'une forme de ville : nouvelle urbanité ou césure urbaine ? », *L'Espace Politique*, Vol. 17, n°2.

²⁹ Sims D., 2015, *Egypt's Desert Dreams*, Le Caire : American University of Cairo Press, 402 p.

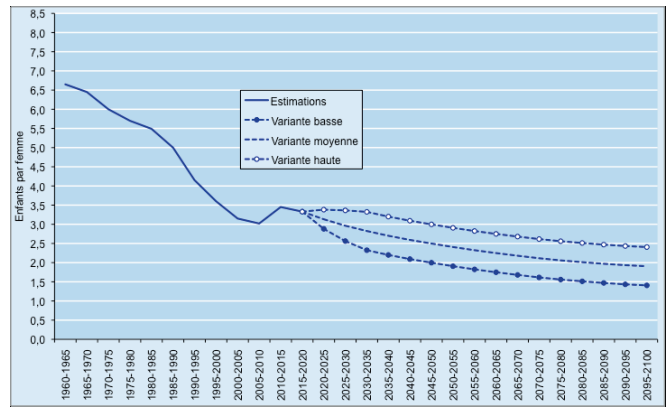
³⁰ Barthel P.-A., 2011, « Repenser les "villes nouvelles" du Caire : défis pour mettre fin à un développement non durable », *Egypte/Monde arabe*, Troisième série : Développement durable au Caire : une provocation ?, n°8, pp. 181-207. Pour une vision synthétique de cette problématique des villes nouvelles en Égypte, cf l'excellente synthèse proposée par Laura Monfleur publié le 08/02/2018 : « L'aménagement de l'Égypte (2) : les villes nouvelles du grand Caire », *Les clés du Moyen-Orient*, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/L-amenagement-de-l-Egypte-2-les-villes-nouvelles-du-Grand-Caire.html>



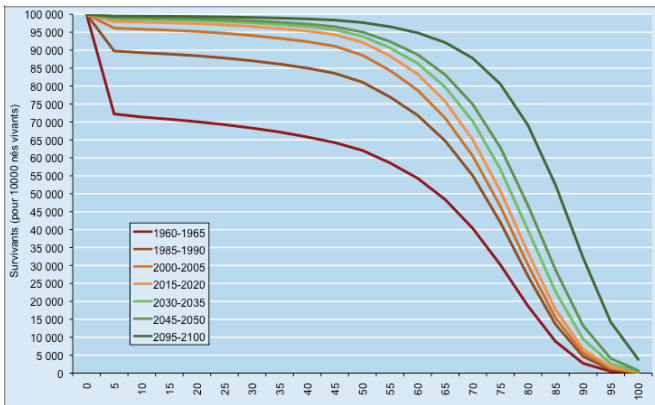
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



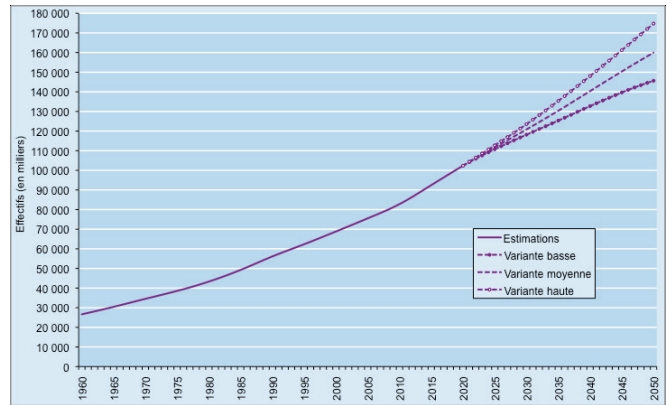
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



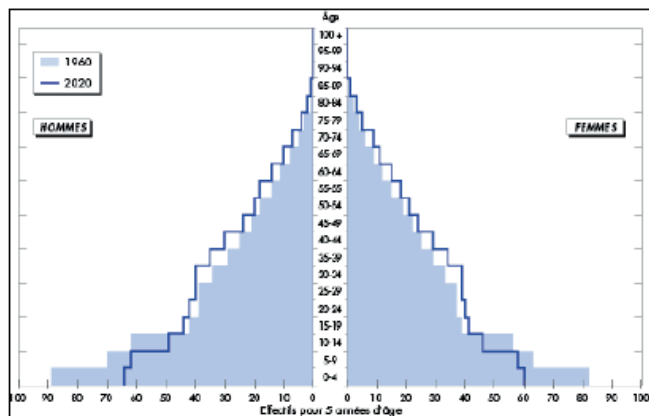
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



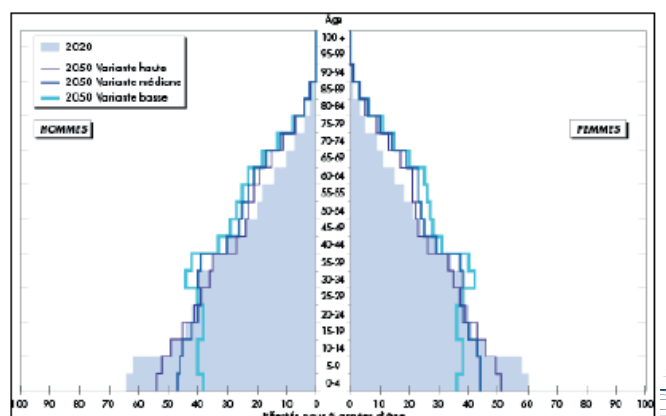
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes



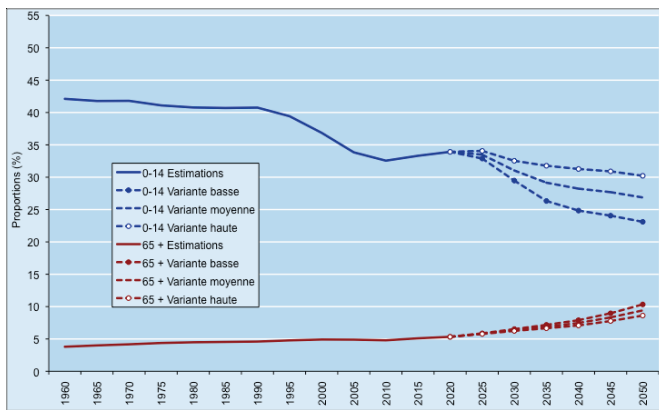
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



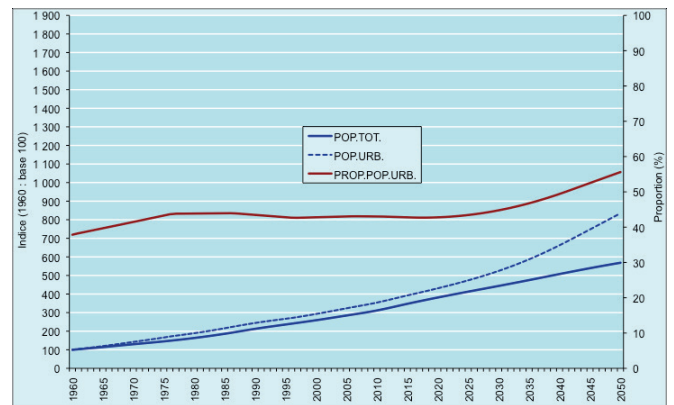
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



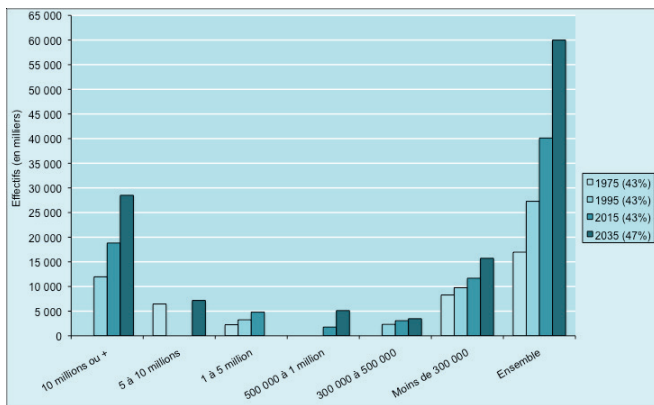
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Égypte. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	6,65	4,15	3,33	2,00	2,50	3,00
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,20	1,82	1,57	0,96	1,20	1,44
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	47,92	63,08	69,52	73,86		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	50,66	67,87	74,08	78,66		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-50	-460	-190	-30		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	26 633	56 134	102 334	145 651	159 957	174 771
	0-14 ans	11 215	22 879	34 713	33 654	42 979	52 812
	65 ans ou plus	1 011	2 583	5 456	15 060		

Espagne

Une croissance démographique à l'arrêt depuis 10 ans

Depuis une dizaine d'années, l'Espagne compte à peu près le même nombre d'habitants (environ 46,5 millions). Cette situation est inédite dans la mesure où l'effectif de la population espagnole n'avait cessé de croître depuis 1960. La croissance démographique a toutefois été relativement lente entre 1960 et 2000 : le pays n'a gagné que 10 millions de personnes en 40 ans (de 30,5 millions en 1960 à 40,5 millions en 2000). En revanche, les années 2000 ont été caractérisées par un véritable « boom démographique » : + 6,0 millions en 10 ans.

Les années 2000 : l'illusion migratoire

La croissance démographique lente entre 1960 et 2000 fut seulement assurée par le solde naturel dégagé par la fin de la seconde phase de la transition démographique : la natalité en diminution (de 20 ‰ à 10 ‰) demeurait plus élevée que la mortalité, inférieure à 10 ‰ depuis les années 1960. En 2000, l'Espagne a terminé sa transition démographique et son solde naturel est devenu quasiment nul. Une dynamique migratoire très excédentaire, nourrie par de massifs flux en provenance du continent Sud-américain, a alors pris le relais et assuré, quasiment seule, la croissance démographique importante des années 2000. La crise de la fin des années 2000 a sonné le glas de cet apport migratoire considérable.

2020 : un tournant démographique pour l'Espagne

Le vieillissement démographique a été précoce en Espagne. En effet, la fécondité a chuté brutalement à partir de la moitié de 1975, passant en 20 ans de 2,8 enfants/femme à moins de 1,2. Dans le même temps, l'espérance de vie a continué d'augmenter. De ce fait, dès la fin des années 1990, on comptait en Espagne autant de jeunes de moins de 15 ans que de personnes âgées de 65 ans ou plus (15 %). Aujourd'hui, ces dernières sont plus nombreuses (20 %, contre 14 %).

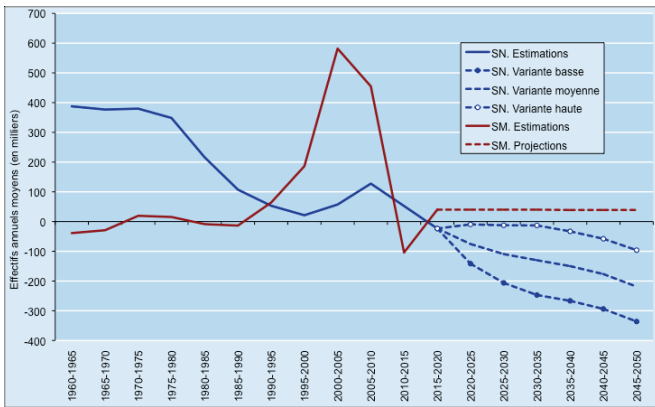
Ce déficit relatif des jeunes générations par rapport aux plus anciennes, dans un contexte de fécondité très faible, ne peut qu'induire une baisse du nombre d'Espagnols à l'horizon 2050. Ainsi, même avec un solde migratoire légèrement positif et une espérance de vie dépassant 87 ans, il faudrait un nombre moyen d'enfants par femme supérieur au seuil de remplacement des générations pour que la population espagnole parvienne à maintenir son effectif actuel. Mais de 1,3 enfant/femme aujourd'hui aux 2,3 nécessaires pour assurer cette stabilité démographique, il y a plus qu'un pas à franchir. Avec un indice synthétique de fécondité qui se maintiendrait à 1,3 enfant/femme, l'Espagne perdrait plus de 6 millions d'habitants en 30 ans. Un gain de 0,5 enfant par femme par rapport au niveau actuel (soit 1,8 enfant/femme) permettrait de limiter le déficit démographique attendu à 3 millions. À plus long terme, la décroissance a toutes les chances de s'accroître. En effet, à l'horizon 2050, quel que soit la variante de projection, les personnes âgées de 65 ans ou plus représenteraient de 35 %

à 40 % de la population totale, tandis que les jeunes de moins de 15 ans ne compteraient plus que pour 10 % à 15 % de l'effectif total. Or, c'est de ces derniers que dépendront en grande partie les naissances de la seconde moitié du 21^e siècle.

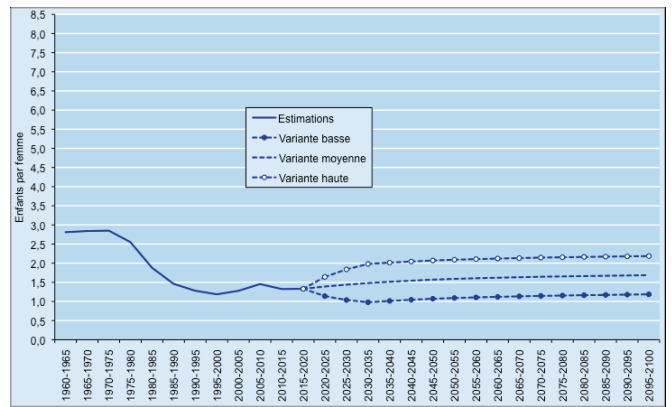
L'année 2020 marque selon toute vraisemblance un tournant dans l'histoire démographique de l'Espagne. Sur fond de croissance future des effectifs atone, sinon négative, l'aggravation du vieillissement – un processus qui tend plutôt à rapprocher géographiquement les individus qu'à les éloigner – pourrait bien jouer dans le sens d'une concentration encore plus marquée de la population, notamment sur le littoral méditerranéen.



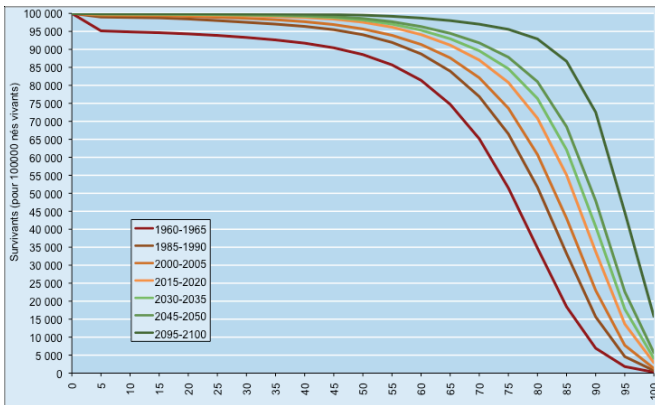
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050. Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



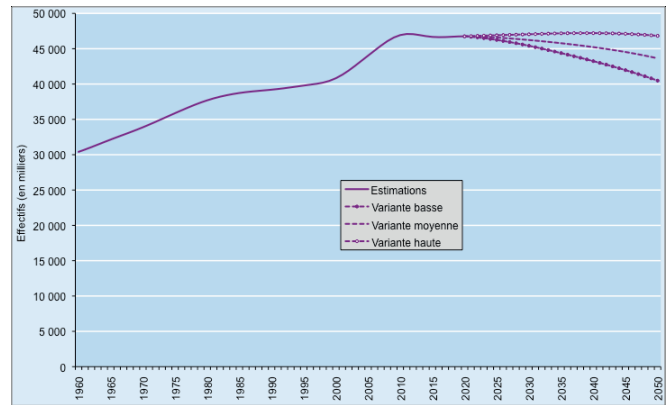
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



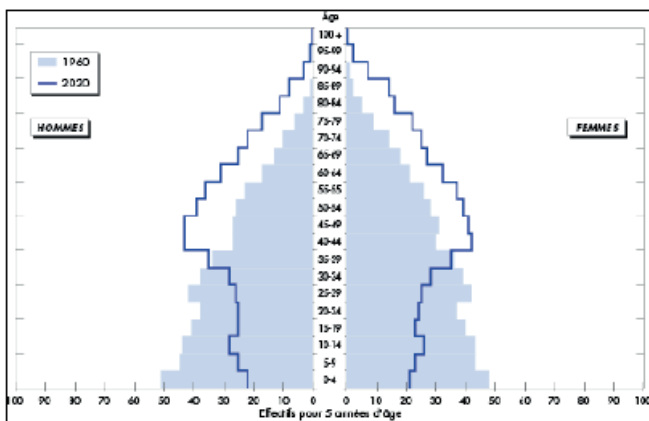
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



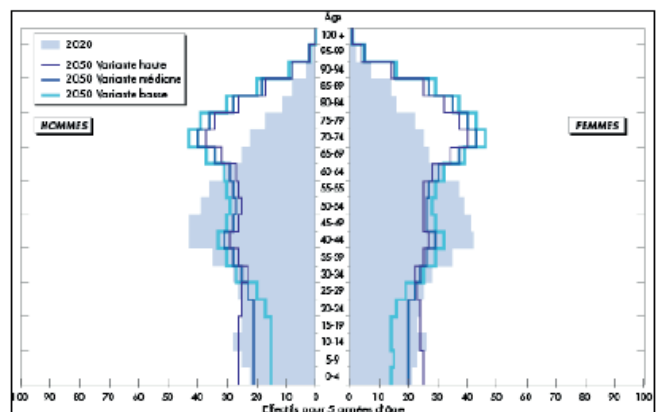
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



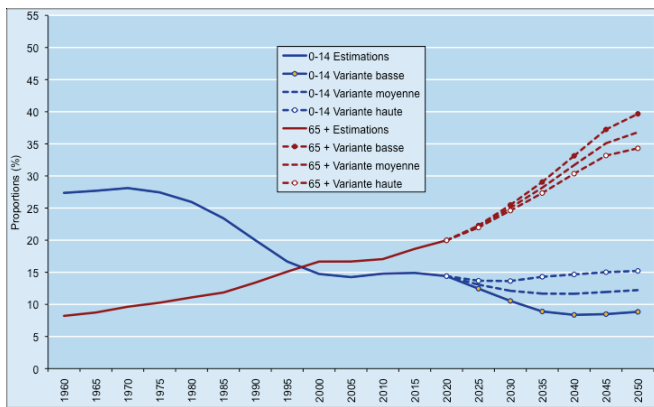
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



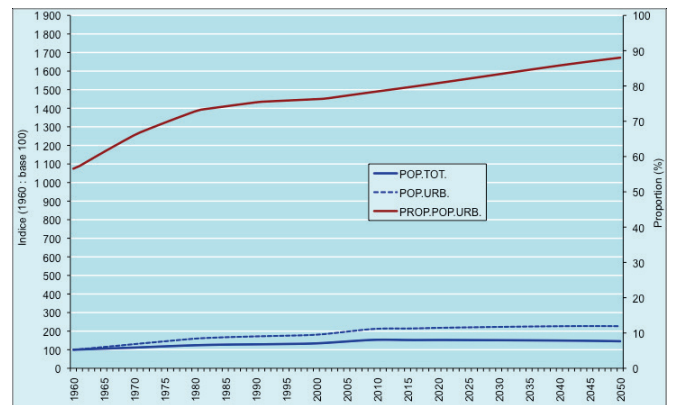
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



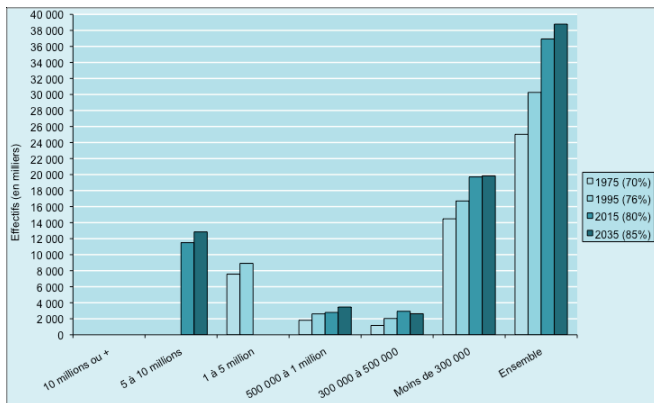
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Espagne. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	2,81	1,28	1,33	1,33	1,83	2,33
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,28	0,61	0,64	0,52	0,76	1,00
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	67,29	74,00	80,60	84,35		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	72,42	81,25	86,05	89,66		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-194	319	200	39		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	30 402	39 203	46 755	40 486	43 637	46 824
	0-14 ans	8 319	7 838	6 732	3 581	5 335	7 123
	65 ans ou plus	2 497	5 249	9 340	16 062		

État de Palestine

Une population multipliée par 5 en 60 ans

En 1960, sur le territoire de l'actuel État de Palestine, on dénombrait 1 million d'habitants. On en compte aujourd'hui 5 millions. Cette croissance démographique est la conséquence d'une transition démographique qui s'éternise. En effet, aujourd'hui, tandis que le taux brut de mortalité est extrêmement faible (inférieur à 5 ‰), le taux brut de natalité demeure particulièrement élevé (supérieur à 30 ‰). Le taux d'accroissement naturel est donc proche de 3 %, ce qui assure un doublement du nombre des habitants en 25 ans environ. Or, depuis 1960, le taux d'accroissement naturel s'est globalement maintenu à ce niveau. Le niveau de la fécondité et la composition par âge actuels de l'État de Palestine sont tels que la fin de la transition démographique, et donc de la phase d'accroissement du nombre d'habitants, n'est pas envisageable avant 50 ans au moins.

Une croissance démographique loin d'arriver à son terme

Aujourd'hui, la part des enfants de moins de 15 ans demeure particulièrement élevée (voisine de 38 %) et guère inférieure à celle de l'année 1960 (46 %), tandis que les personnes âgées de 65 ans ou plus, non seulement sont très minoritaires (3 %) mais encore proportionnellement moins nombreuses qu'en 1960 (4 %). La structure par âge de la population palestinienne présente une forme parfaitement pyramidale, ce qui signifie que son potentiel d'accroissement démographique reste très élevé : les personnes en âge de procréer au cours des prochaines années sont en effet particulièrement nombreuses. Par ailleurs, la fécondité est encore élevée. Certes, on est loin des 8,0 enfants par femme du début des années 1960. Mais avec un taux de fécondité actuel de 3,7 enfants/femme, la population

palestinienne conserve sa capacité à doubler son effectif d'une génération à l'autre, soit en 25 ans.

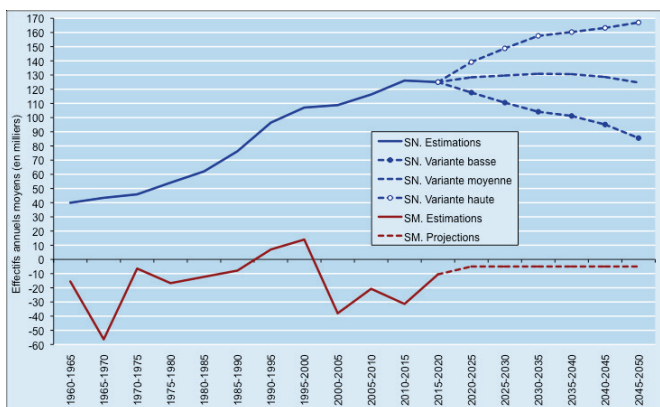
Plus de 8 millions de Palestiniens en 2050

La fécondité ne devrait toutefois pas rester aussi élevée. Elle a fortement régressé depuis 60 ans et l'on peut raisonnablement anticiper un prolongement de la tendance. Imaginer toutefois que le nombre moyen d'enfants par femme passe sous le seuil de remplacement des générations (2,1) avant 2050 est une conjecture éminemment optimiste. Compte tenu du nombre considérable de femmes en âge de procréer au cours des 30 prochaines années, le nombre d'habitants va continuer d'augmenter de manière importante. Avec seulement 2 enfants par femme, la Palestine gagnerait 3 millions d'habitants à l'horizon 2050 ; avec un demi-enfant de plus par femme, le surcroît démographique s'élève à 800 000 personnes en 30 ans.

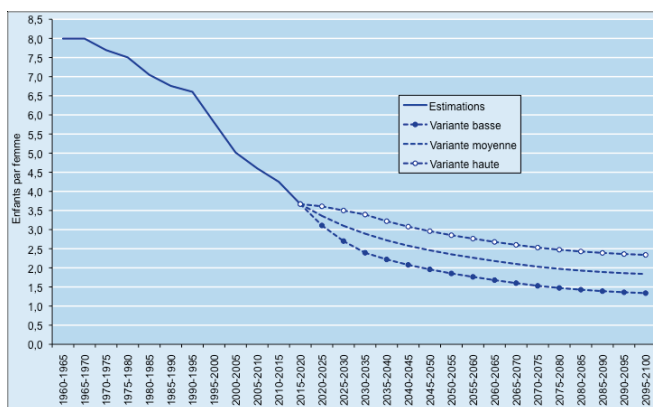
En fait la question n'est pas tant de savoir combien l'État de Palestine comptera d'habitants en 2050. Au moins 8 millions, parmi lesquels près de 3 fois plus de moins de 15 ans que de 65 ans ou plus (respectivement, 23 % et 8,3 %). La question est plutôt de savoir où ils pourront bien résider, alors que la densité moyenne avoisine déjà 850 habitants/km². Les perspectives sont notamment fondées sur le maintien d'un solde migratoire très légèrement négatif. Les perspectives pourraient être revues à la baisse si le déficit migratoire se creusait considérablement, ce qui ne résout pas la question de la localisation de l'augmentation, aussi importante qu'inévitable, de l'effectif de Palestiniens à l'horizon 2050.



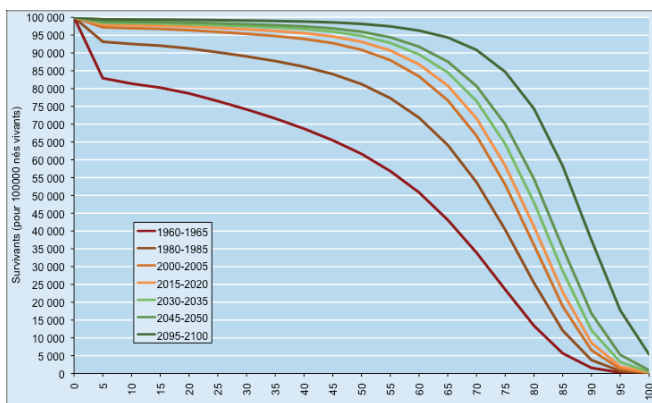
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



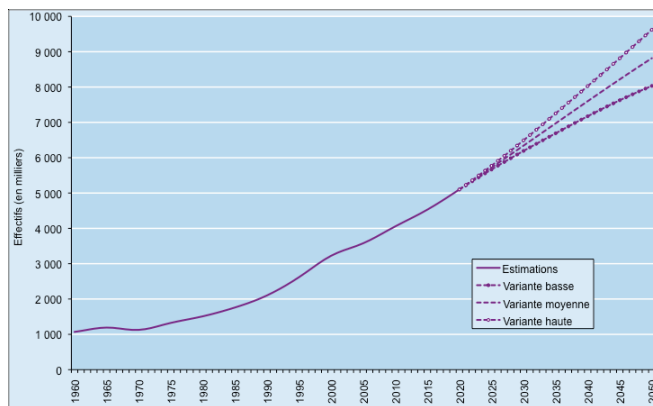
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



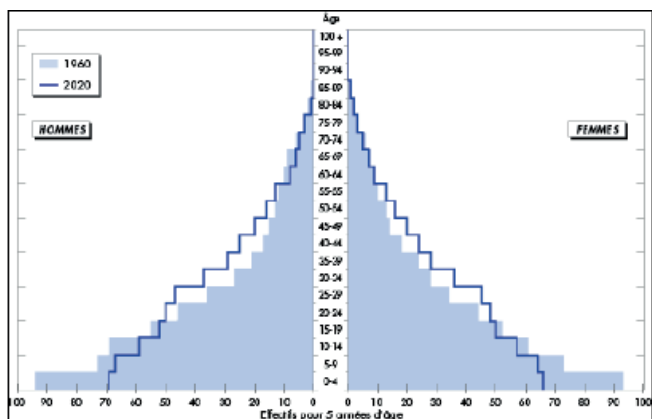
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



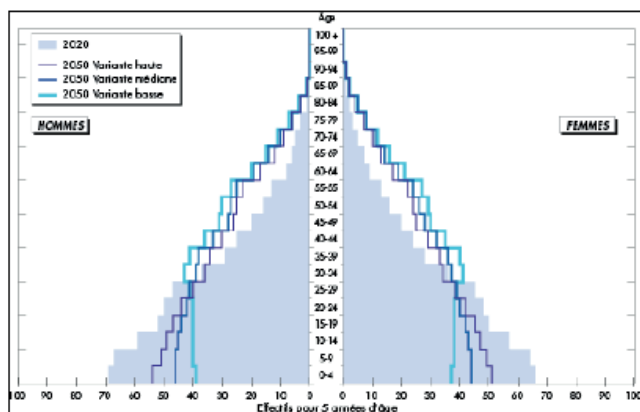
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



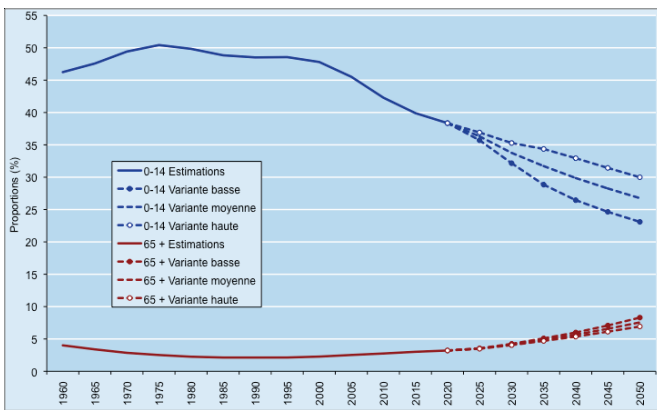
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



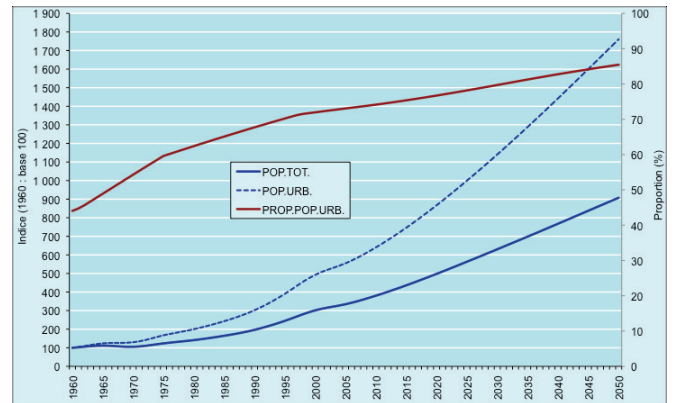
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



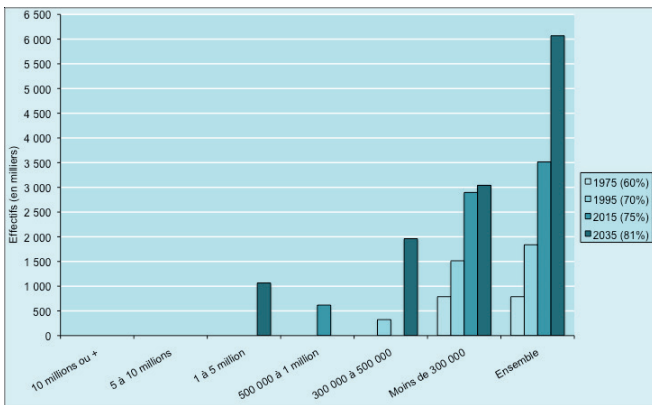
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques dans l'État de Palestine. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	8,00	6,60	3,67	1,96	2,46	2,96
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,94	3,03	1,74	0,94	1,18	1,42
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	48,91	67,52	72,2	76,58		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	52,83	70,38	75,5	80,05		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-78	35	-53	-5		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	1 069	2 101	5 101	8 032	8 816	9 622
	0-14 ans	494	1 020	1 957	1 855	2 360	2 886
	65 ans ou plus	43	45	164	667		

France

Un gain de 19 millions d'habitants depuis 1960

La France métropolitaine a gagné 19 millions d'habitants en 55 ans, passant de 45,6 millions d'habitants en 1960 à 64,5 millions en 2015. Elle a pu s'appuyer tout au long de cette longue période sur un solde naturel et un solde migratoire positif. Cette croissance lente mais régulière s'est accompagnée d'un vieillissement de la population : la part des personnes âgées de 65 ans ou plus est ainsi passée de 12 % en 1960 à 19 % en 2015, cependant que la part d'enfants de moins de 15 ans diminuait (de 26 % à 18 %). Aujourd'hui, la pyramide des âges de la France se caractérise par un relatif équilibre entre les générations : il y a ainsi quasiment autant de personnes à chacun des âges compris entre 0 et 75 ans. Cet équilibre devrait s'accroître au cours des prochaines années à moins d'un effondrement (possible) de la fécondité au cours des prochaines années.

Une croissance démographique qui arrive à son terme

La croissance démographique de la France est dorénavant très faible. Son taux d'accroissement décline depuis une dizaine d'années et tend vers 0 %. Les deux moteurs de la croissance démographique française sont en effet au ralenti. Si l'on peut toujours attendre des rebonds conjoncturels du solde migratoire, ce n'est guère le cas du solde naturel. En effet, la conjugaison de la baisse de la fécondité sous le seuil de remplacement des générations et d'un vieillissement de la population qui réduit la part de ceux qui peuvent prendre part à la natalité conduit inévitablement à une baisse de cette dernière. Dans le même temps, l'augmentation de la part de personnes âgées se concrétise par une augmentation du taux brut de mortalité. Sous peu, natalité et mortalité devraient donc s'équilibrer. Mais avant 2050, le nombre de décès devrait dépasser le nombre de naissances : le solde naturel sera selon toute vraisemblance structurellement négatif d'ici une vingtaine d'années.

À l'horizon 2050 : des variations démographiques de faible ampleur

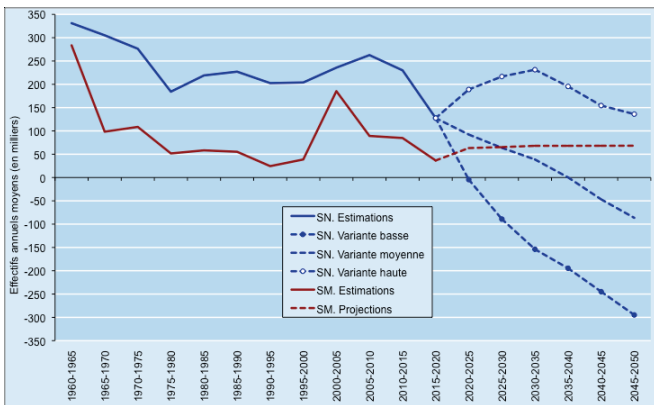
La dynamique démographique endogène de la France conduit donc inévitablement à une stagnation puis à une diminution de son nombre d'habitants au cours des 30 prochaines années. Avec un solde migratoire de l'ordre de + 70 000 personnes par an, la France pourrait malgré tout continuer de gagner des habitants à l'horizon 2050. Ainsi, avec une fécondité qui resterait proche de son niveau actuel (voisin de 1,9 enfant/femme) et cet apport migratoire, la France pourrait compter 67,5 millions d'habitants en 2050 (+ 1 million en 30 ans). Mais si la fécondité devait diminuer et s'aligner sur le niveau de ses voisins italien ou espagnol, le solde migratoire positif ne suffirait pas à compenser le solde naturel négatif. Dans ce cas, la France pourrait perdre 3 millions d'habitants en 30 ans (62,5 millions en 2050).

Dans tous les cas, le vieillissement de la population va se poursuivre. En 2050, de 25 % à 30 % de la population sera âgée de 65 ans ou plus, tandis que les enfants de moins de

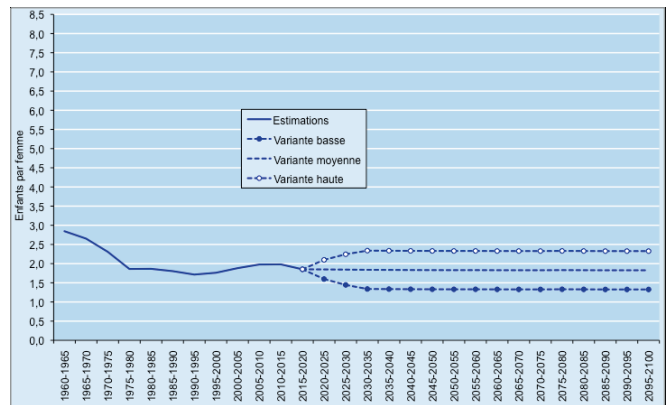
15 ans ne représenteront plus que de 10 % à 15 % de cette même population. Avec une fécondité qui se maintiendrait à 1,8 enfant/femme et une espérance de vie de 85 ans, toutes les générations ayant de 0 à 85 ans compteraient pratiquement le même nombre de personnes.



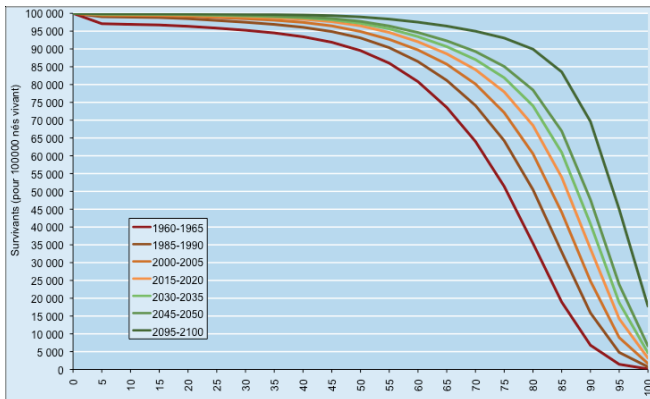
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



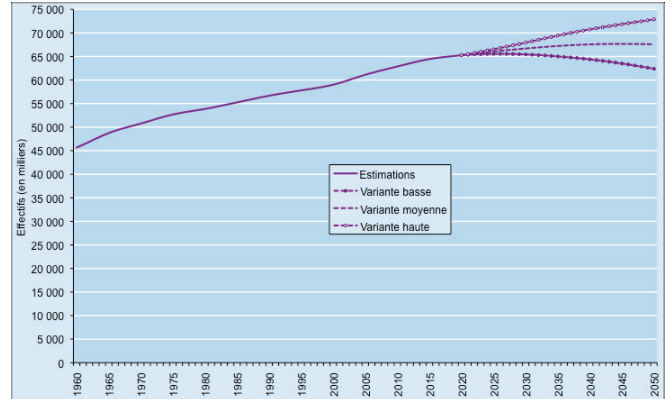
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



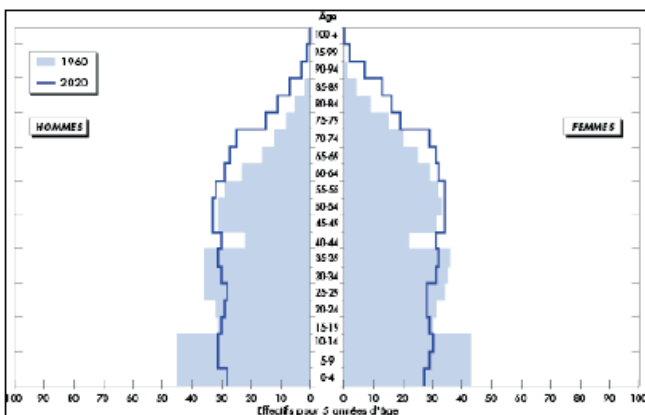
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



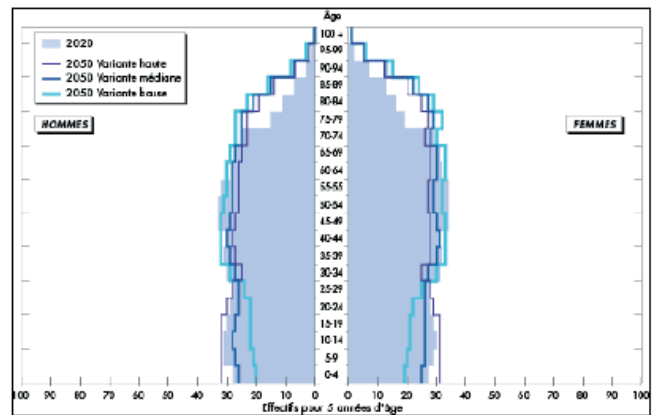
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



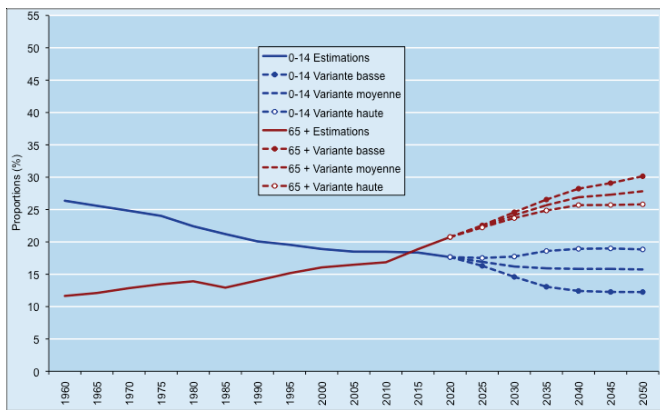
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



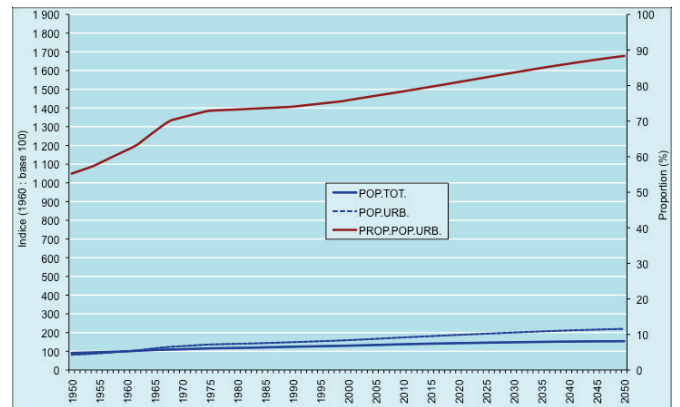
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



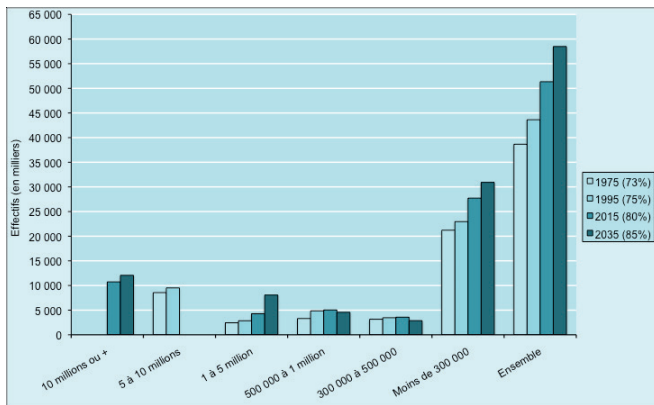
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en France. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	2,85	1,71	1,85	1,33	1,83	2,33
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,34	0,82	0,90	0,65	0,89	1,13
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	67,23	73,23	79,44	83,48		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	74,20	81,48	85,36	88,90		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	1 418	122	183	68		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	45 673	56 667	65 274	62 382	67 587	72 880
	0-14 ans	12 040	11 379	11 523	7 643	10 643	13 731
	65 ans ou plus	5 321	7 954	13 547	18 810		

Grèce

Un renversement pérenne de tendance démographique à partir de 2010

Jusqu'en 2010, la Grèce a bénéficié d'un solde naturel positif qui a permis à l'effectif de sa population de croître. Par ailleurs, ce pays a bénéficié d'un solde migratoire excédentaire du milieu des années 1970 au milieu des années 2000. La Grèce a en particulier profité de migrants en provenance des pays des Balkans de l'ancien bloc communiste au cours des années 1990. De ce fait, entre 1960 et 2010, la Grèce a gagné 2,6 millions de personnes (de 8,3 millions à 10,9 millions), soit un gain de 30 % en 50 ans. En revanche, depuis 2010, la population n'a cessé de baisser. La rupture a été brutale et elle est la conséquence de la simultanéité de deux événements : l'un structurel, l'autre conjoncturel.

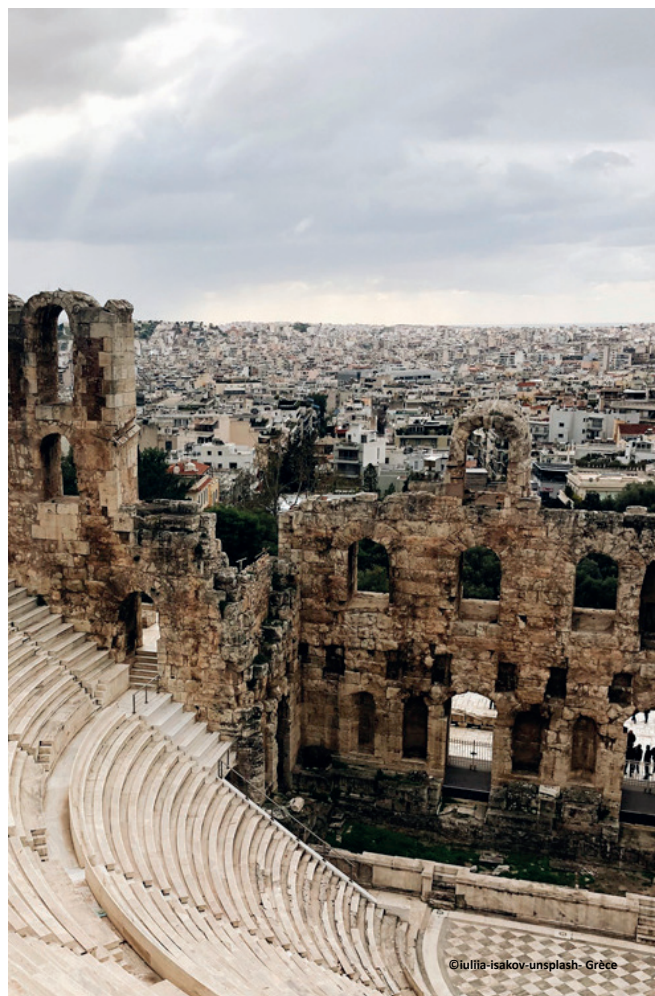
Sur le plan structurel, en 2010, la Grèce a terminé sa transition démographique. Les décès sont donc devenus aussi nombreux que les naissances. Au même moment, la Grèce a subi les effets des crises financière et économique de la fin des années 2000 et des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne. Cette conjoncture économique a stimulé un notable mouvement de départs du pays, ce qui s'est traduit par un déficit migratoire très important au cours des années 2005-2015 qui n'a pu être compensé par le solde naturel. Bien que le déficit migratoire se soit en partie résorbé au cours des toutes dernières années, il demeure nettement négatif. En l'espace de 10 ans, de 2010 à 2019, la Grèce a perdu un demi-million d'habitants. Et ce n'est, peut-être, qu'un début.

Une décroissance démographique inévitable à l'horizon 2050... et même au-delà

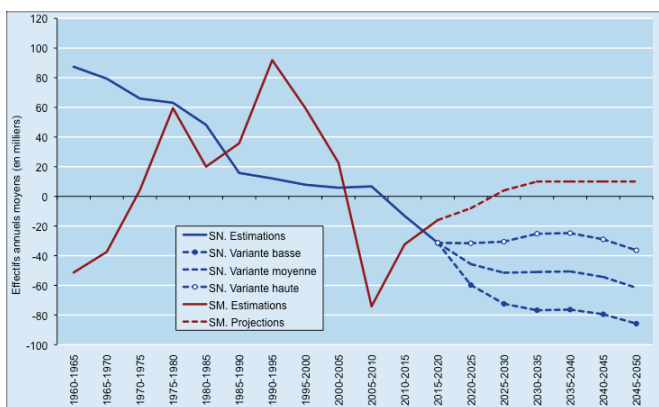
Aujourd'hui, la Grèce est un pays où les individus de moins de 15 ans sont nettement moins nombreux que les personnes âgées de 65 ans ou plus (14 % contre 22 %). La réduction de moitié de la fécondité en 50 ans (de 2,5 enfants/femme en 1970 à 1,3 aujourd'hui) conjuguée à une augmentation de l'espérance de vie (de 69 à 81 ans) a considérablement remodelé la pyramide des âges de ce pays en 60 ans. Alors que la Grèce comptait des générations d'enfants et de jeunes adultes bien plus denses que celles des personnes âgées de 65 ans ou plus (par exemple, en 1960, l'effectif des 0-4 ans était deux fois plus élevé que celui des 55-59 ans), l'inverse est dorénavant observé : les 0-4 ans sont maintenant deux fois moins nombreux que les 50-54 ans. Cette configuration démographique, conjuguée à une fécondité très faible, garantit un solde naturel déficitaire à l'horizon 2050. Même avec une fécondité qui remonterait à 2 enfants par femme et un solde migratoire légèrement positif, la Grèce perdrait 700 000 habitants à l'horizon 2050. Il faut en fait s'attendre à une baisse plus marquée : la Grèce, sauf net rebond migratoire, perdra vraisemblablement plus d'un million d'habitants au cours des 30 prochaines années. L'effectif de sa population devrait se situer entre 9 et 9,5 millions d'habitants en 2050.

Cette dynamique va également se traduire par un vieillissement accru de sa population : en 2050, les personnes âgées de 65 ans ou plus représenteront au moins 35 % de la population, tandis que les moins de 15 ans ne compteront plus que pour 10 % de la population environ.

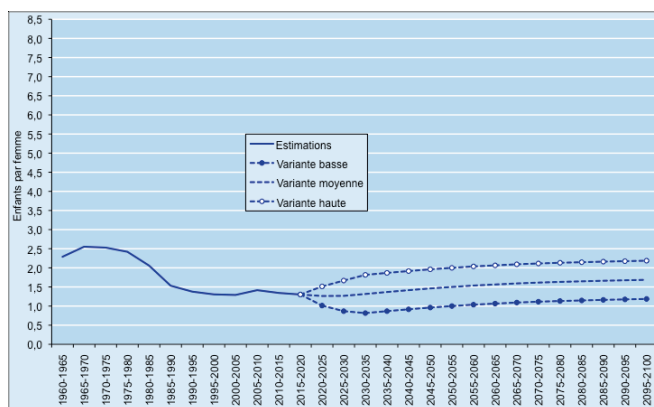
Cette configuration démographique interdira toute croissance naturelle à l'horizon 2100 : le solde naturel est devenu structurellement déficitaire. Il est possible que ce déficit démographique affecte davantage les campagnes que les villes, ce qui pourrait se traduire par une légère augmentation du taux d'urbanisation. Mais au sein du milieu urbain, la population devrait dans le même temps se dédensifier.



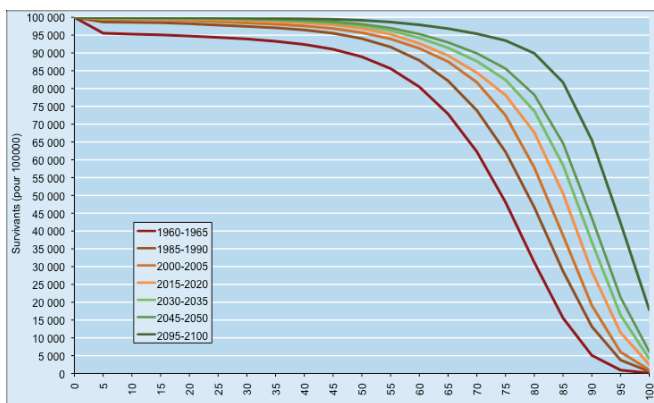
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



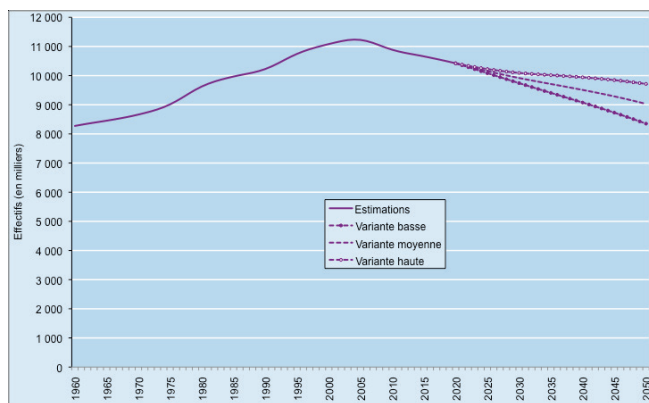
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



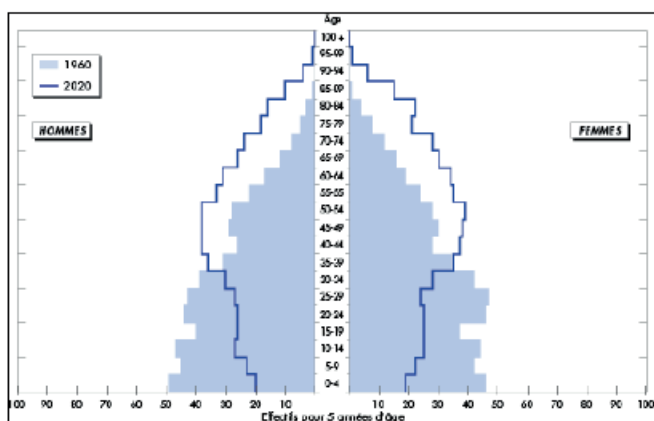
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



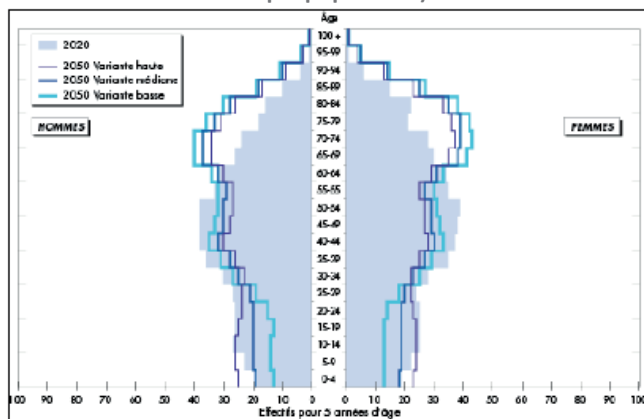
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



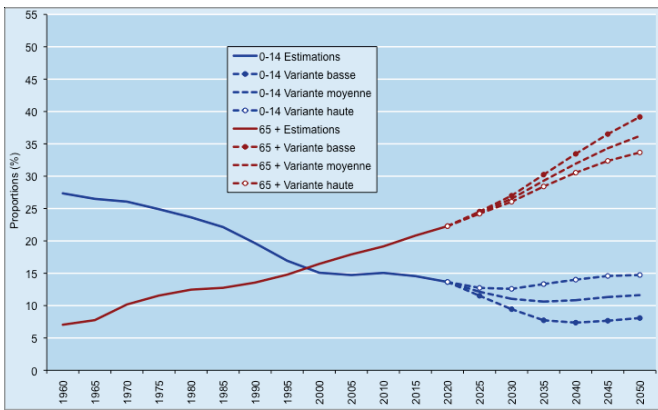
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



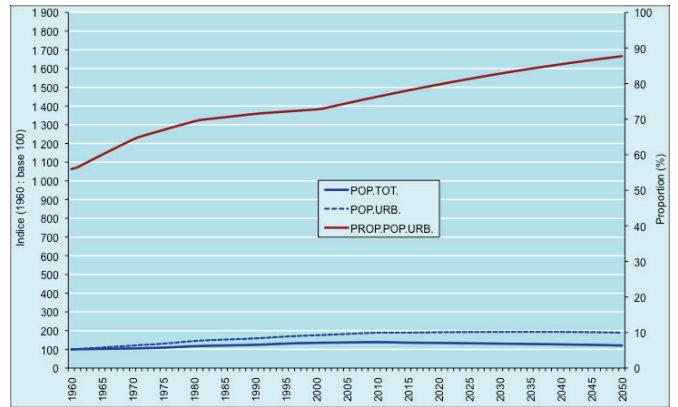
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



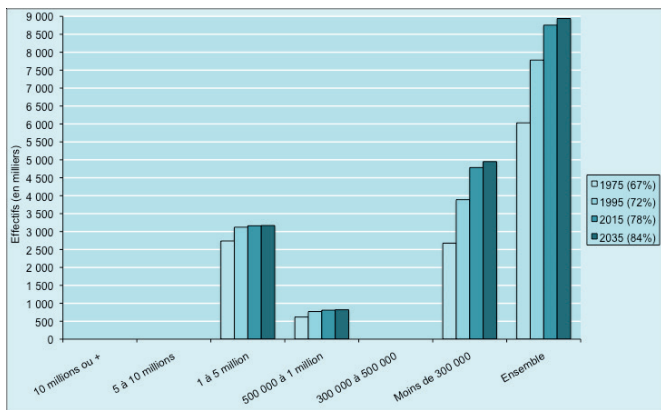
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Grèce.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	2,29	1,38	1,30	0,96	1,46	1,96
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,05	0,66	0,63	0,46	0,71	0,95
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	66,90	74,80	79,48	84,00		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	71,56	80,01	84,48	88,01		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-257	459	-80	10		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	8 274	10 226	10 423	8 351	9 029	9 714
	0-14 ans	2 263	2 009	1 423	675	1 049	1 431
	65 ans ou plus	583	1 387	2 323	3 271		

Israël

Une croissance démographique linéaire depuis 1960

Porté par une fécondité qui est globalement restée supérieure ou égale à 3 enfants par femme depuis 1960, l'effectif de la population israélienne n'a cessé de croître à un rythme aussi régulier qu'important. En 60 ans, le nombre d'habitants a été multiplié par quatre (de 2,1 millions en 1960 à 8,7 millions aujourd'hui). Cette croissance démographique résulte à la fois d'un solde naturel très excédentaire et d'un solde migratoire constamment positif dont la contribution a pu, ponctuellement, être aussi importante que celle du solde naturel.

Une configuration démographique favorable à la poursuite de l'augmentation importante du nombre d'habitants

Une population toujours jeune (les moins de 15 ans représentent 28 % de la population actuelle, contre 12 % pour les 65 ans ou plus), une fécondité élevée (3 enfants par femme) et une mortalité faible (l'espérance de vie est de 83 ans) sont les facteurs qui donnent à ce pays l'assurance que sa croissance démographique est loin d'être terminée. La fin de la transition démographique n'est pas pour demain en Israël. Aujourd'hui, son taux brut de natalité est encore de 20 ‰, tandis que son taux brut de mortalité est de 5 ‰ seulement. En conséquence son taux d'accroissement naturel est de 1,5 ‰, un rythme qui

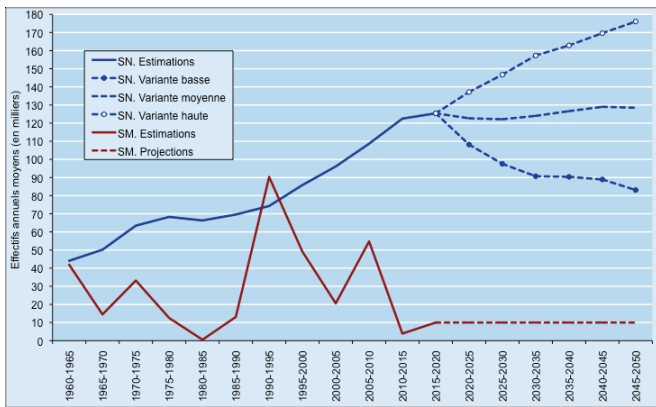
assure un doublement du nombre d'habitants en moins de 50 ans. À ce rythme, Israël pourrait compter près de 14 millions d'habitants en 2050 ; 5 millions de plus qu'aujourd'hui. Certes, il est possible que la fécondité baisse dans ce pays à l'horizon 2050 ; ce n'est toutefois pas assuré. En effet, l'indice synthétique de fécondité est d'une remarquable stabilité en Israël depuis 30 ans (3,1 enfants/femme en 1985-1990, comme en 2015-2020). Mais même dans le cas d'une forte baisse de la fécondité (2 enfants par femme), avec un solde migratoire tout juste positif, Israël gagnerait tout de même 3 millions d'habitants en 30 ans.

Une densification des villes à envisager ou une extension territoriale

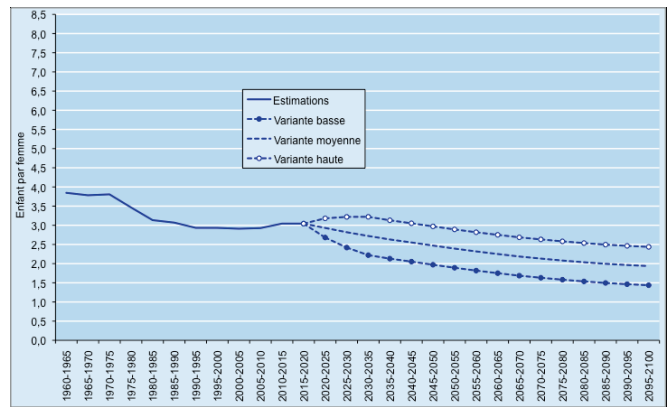
La population israélienne est déjà quasiment exclusivement urbaine (plus de 90 %). L'augmentation du nombre d'habitants se ferait donc en ville, ce qui signifie une croissance de la densité démographique au sein des villes dans le cas où les limites territoriales n'évolueraient pas. Cette pression démographique entraînera nécessairement une pression territoriale tout aussi importante et rendra inévitable de répondre à la question suivante : plus de monde en ville (mais jusqu'où ?) ou plus de territoires pour accueillir une population toujours plus nombreuse ? et comme la croissance démographique a toutes les chances de se prolonger bien au-delà de 2050...



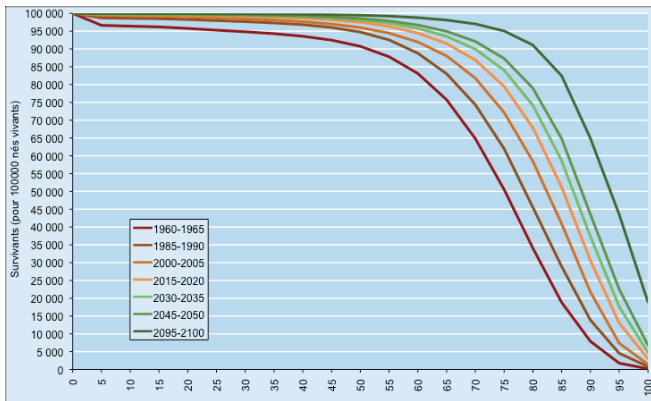
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



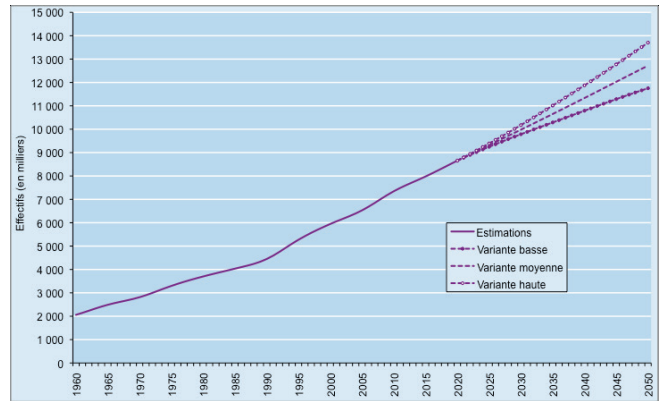
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



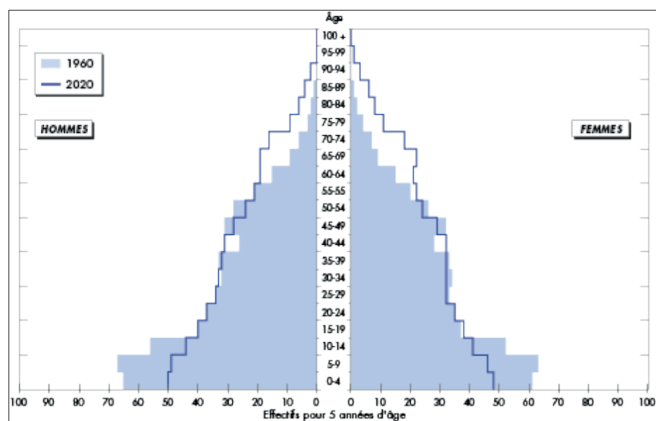
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



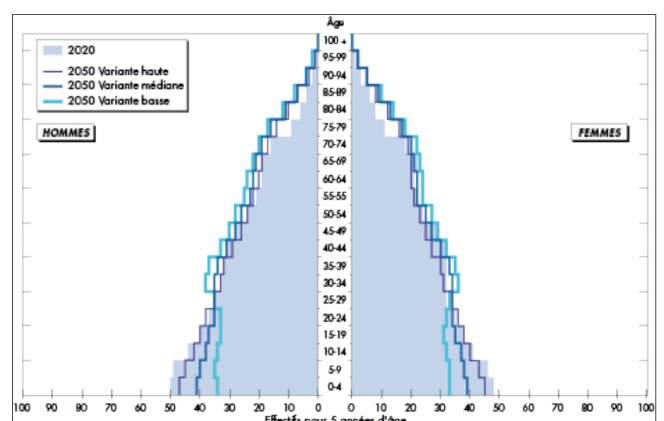
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



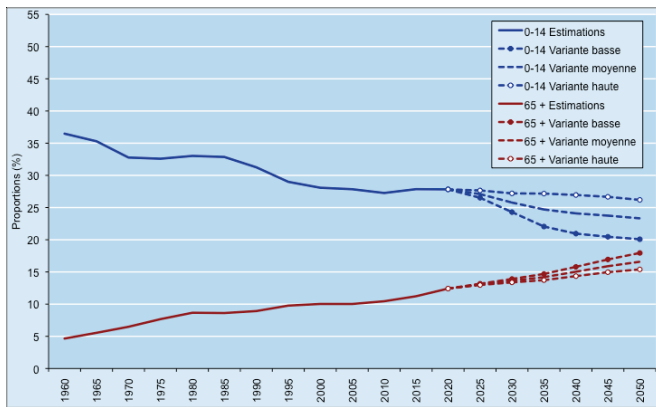
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



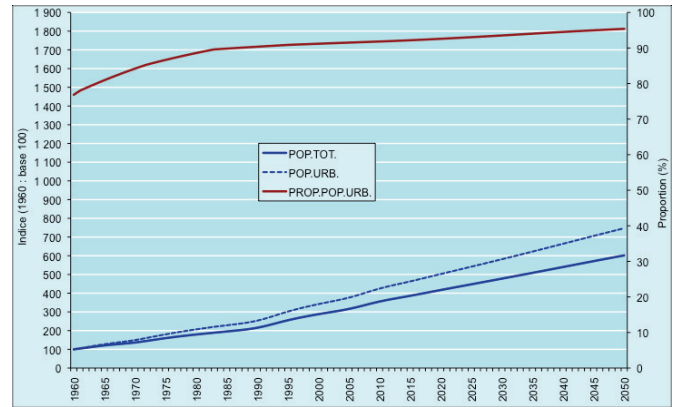
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



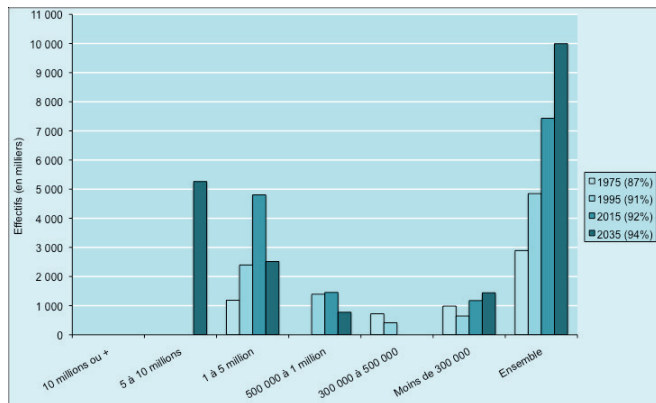
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Israël.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	3,85	2,93	3,04	1,97	2,47	2,97
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,78	1,41	1,47	0,96	1,20	1,44
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	69,55	75,32	81,04	85,33		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	72,50	79,04	84,32	87,80		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	209	452	50	10		
Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
	Totale	2 060	4 448	8 656	Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	0-14 ans	752	1 390	2 409	11 752	12 720	13 703
	65 ans ou plus	96	397	1 075	2 360	2 967	3 589
						2 109	

Italie

Le sursaut démographique de l'Italie depuis l'année 2000 : un simple sursis

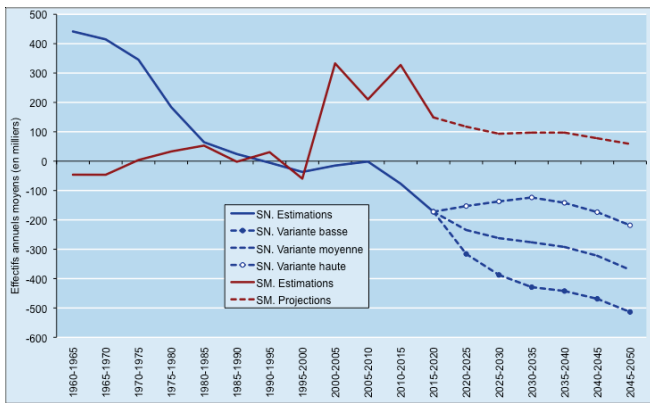
Profitant de la fin de la seconde phase de sa transition démographique, l'Italie a poursuivi jusqu'au début des années 1990 sa croissance démographique. Elle comptait alors 57 millions d'habitants, 7 millions de plus qu'en 1960. Puis la convergence des taux bruts de mortalité et de natalité à un niveau bas (10 ‰) a conduit progressivement à un solde naturel nul. Le solde migratoire étant lui-même nul (quasiment autant de sorties que d'entrées), le nombre d'habitants n'a guère évolué au cours des années 1990. Il a même légèrement diminué : en 2000, on ne dénombrait plus que 56,7 millions d'habitants. Cette baisse aurait dû se prolonger. En effet, le nombre de décès est devenu plus important que le nombre de naissances au cours des années 2000. Pourtant la population a augmenté de manière spectaculaire, gagnant environ 4 millions d'habitants entre 2000 et 2020. Un solde migratoire exceptionnellement positif et important explique ce rebond démographique. Mais l'Italie n'en demeure pas moins en sursis.

Une fécondité très basse, une population « vieille » : tout est réuni pour que le nombre d'habitants diminue à l'horizon 2050

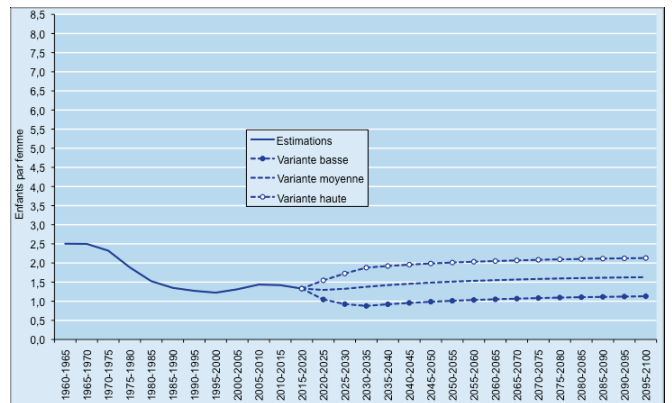
Après une baisse brutale et importante de sa fécondité entre 1970 et 2000 (de 2,5 enfants/femme à 1,2), la fécondité se maintient depuis une dizaine d'années à un niveau très bas (1,4 enfant/femme). Cette baisse conjuguée à l'augmentation de l'espérance de vie (de 69 à 83 ans en 50 ans) a renversé la forme de la pyramide des âges : les personnes âgées de 65 ou plus, qui ne représentaient que 10 % de la population en 1960, concentrent aujourd'hui le quart des effectifs, tandis que les enfants de moins de 15 ans ont fait le chemin inverse (de 25 % à moins de 15 %). Ce déficit relatif de jeunes par rapport aux plus vieux va nécessairement peser sur le taux brut de natalité, qui pourrait encore diminuer et atteindre un niveau de l'ordre de 5 ‰, et sur le taux brut de mortalité qui, de son côté, devrait au contraire augmenter. Cette configuration conduira à un solde naturel nettement négatif à l'horizon 2050. Même un solde migratoire positif et la poursuite de l'allongement de l'espérance de vie ne parviendraient pas à compenser ce déficit naturel : avec une fécondité comparable à celle d'aujourd'hui, l'Italie perdrait 6 millions d'habitants en 30 ans, soit plus de 10 % de son effectif actuel. Une remontée (très peu probable) de la fécondité à 2 enfants par femme ne serait pas suffisante non plus : l'Italie perdrait tout de même 2 millions d'habitants à l'horizon 2050. Ces perspectives accentueraient de surcroît la proportion de personnes âgées (au moins 35 % de 65 ans ou plus en 2050 pour 10 % de moins de 15 ans), ce qui interdirait tout rebond démographique à plus long terme, bien au contraire. Ces évolutions ne devraient guère changer la distribution spatiale de la population et en particulier la part de la population italienne résidant le long du littoral.



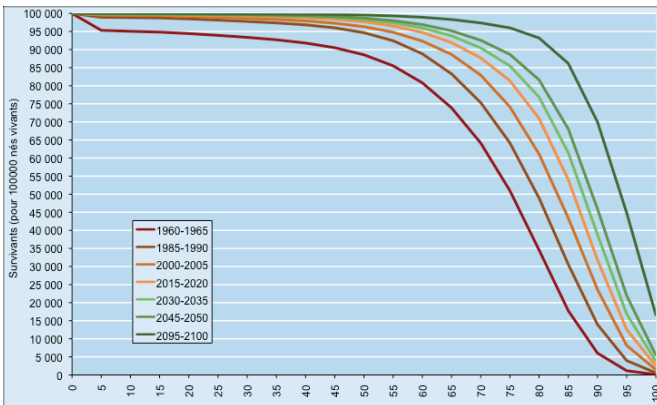
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



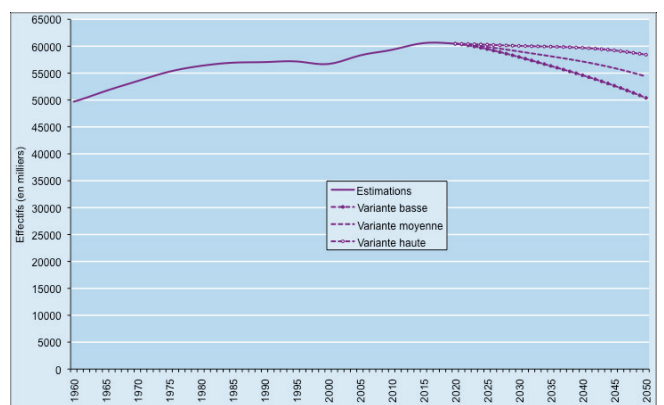
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



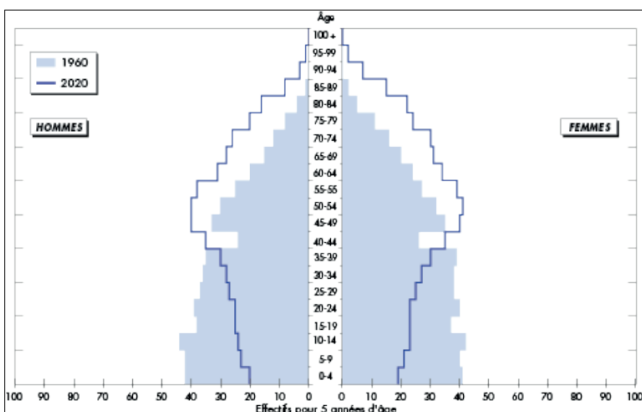
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



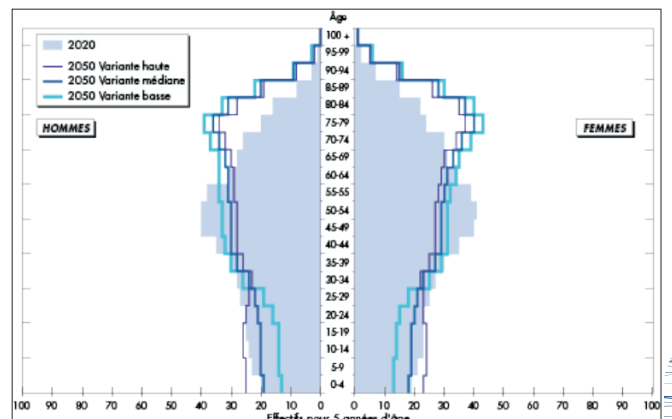
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



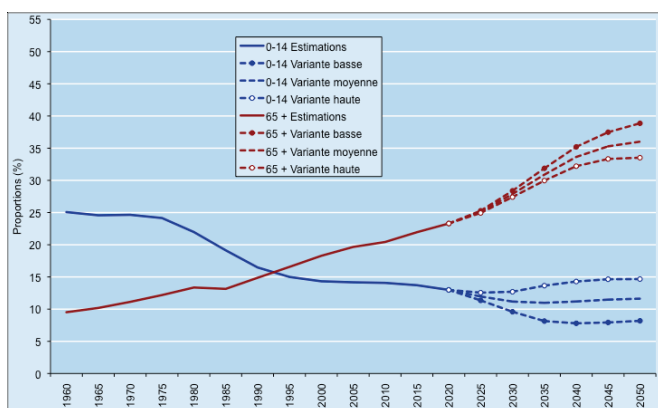
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



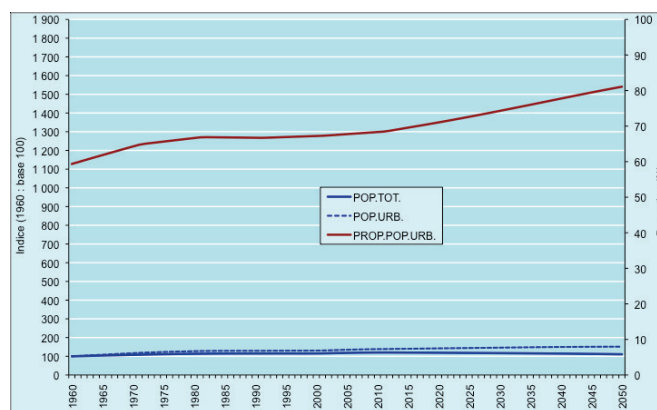
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



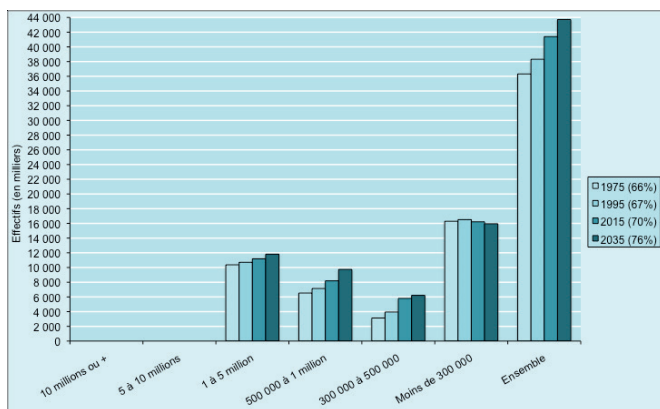
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Italie.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	2,50	1,27	1,33	0,99	1,49	1,99
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,15	0,61	0,64	0,48	0,72	0,96
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	66,96	74,14	81,04	85,06		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	72,38	80,72	85,35	88,96		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-231	153	745	59		
Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
	Totale	49 700	57 048	60 462	Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	0-14 ans	12 461	9 398	7 852	50 391	54 382	58 423
	65 ans ou plus	4 732	8 483	14 089	4 123	6 322	8 571
					19 585		

Liban

Une dynamique démographique importante depuis 1960 en dépit de la guerre

En 1960, avec une population extrêmement jeune (40 % avait moins de 15 ans, 5 % seulement avait 65 ans ou plus), une fécondité élevée (plus de 5 enfants par femme) et une espérance de vie longue pour l'époque (64 ans), le Liban était paré pour connaître une croissance démographique importante. Ce fut effectivement le cas en dépit d'une guerre civile qui a pourtant duré 15 ans (1975-1990). Entre 1960 et 2020, le nombre d'habitants a été multiplié par 3,5 (de 1,8 à 6,8 millions). Et ce n'est pas fini puisque le Liban n'a toujours pas terminé sa transition démographique.

Au cours de cette période, le Liban a profité d'un différentiel important entre les taux de natalité et de mortalité. Le taux d'accroissement naturel a même été suffisamment élevé pendant la guerre civile pour assurer une croissance de la population en dépit d'un solde migratoire négatif. Depuis 1990, le solde migratoire est redevenu positif et sa contribution à la croissance démographique a même parfois été plus élevée que celle du solde naturel. C'est ce qui s'est passé lors des périodes 1990-1995, 2000-2005 et 2010-2015, et qui explique la nette surreprésentation des hommes parmi les personnes âgées de 45-59 ans en 2020. Ces dynamiques naturelle et migratoire positives ont permis au Liban de voir le nombre d'habitants augmenter de manière rapide au cours des 20 dernières années : sur les 5 millions d'habitants supplémentaires en 60 ans, 3 ont été gagnés entre 2000 et 2020.

Des lendemains démographiques qui déchantent ?

Les perspectives démographiques à l'horizon 2050 sont très incertaines en raison de l'importance que les migrations ont prise ces dernières années dans la croissance du nombre d'habitants. Ce qui est certain, c'est que la dynamique naturelle va s'essouffler tout en demeurant positive. En effet, depuis les années 1960, la fécondité a considérablement baissé.

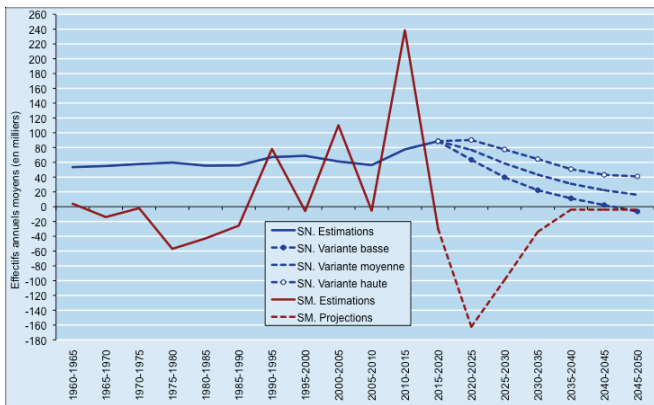
Elle est aujourd'hui à peine égale au seuil de remplacement des générations (2,1 enfants/femme). Par ailleurs, la population a vieilli, même si l'on compte toujours plus de jeunes âgés de moins de 15 ans (25 %) que de personnes âgées de 65 ans ou plus (8 %).

Cette conjonction permettra sans nul doute au solde naturel de continuer d'être positif à l'horizon 2050, même si la fécondité devait passer sous le seuil de remplacement. Mais le taux d'accroissement naturel devrait descendre sous 1 % très rapidement et ralentir le rythme de la croissance démographique.

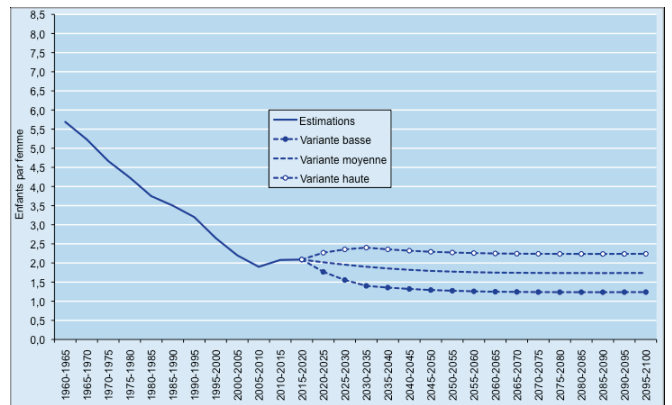
En raison de la très grande irrégularité des soldes migratoires au cours des dernières décennies, il est difficile d'établir des projections à l'horizon 2050. Un excédent migratoire nettement positif pourrait permettre à la population du Liban d'augmenter fortement. Au contraire, un déficit migratoire notable pourrait annuler la croissance naturelle et renverser la dynamique démographique du pays. Dans ce cas, le Liban pourrait connaître des lendemains démographiques qui déchantent. Mais ce n'est pas assuré du tout. Les projections proposées par la Division de la population des Nations unies (DPNU) sont donc à considérer avec une très grande prudence. Une poursuite modérée de la croissance démographique semble l'hypothèse la plus probable. Dans ce cas, compte tenu de la trame urbaine de ce pays, il faudrait s'attendre à un renforcement de la concentration des populations dans les villes du littoral.



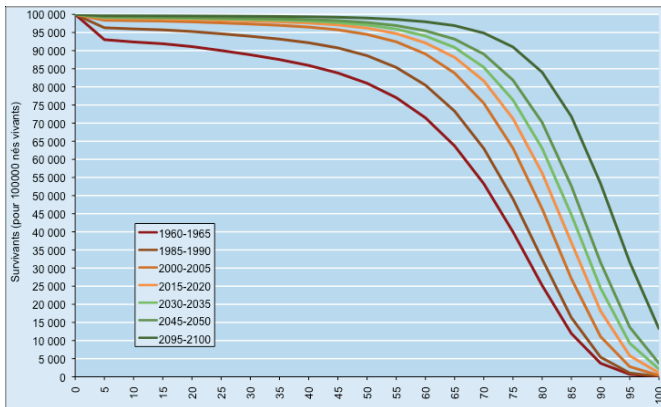
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



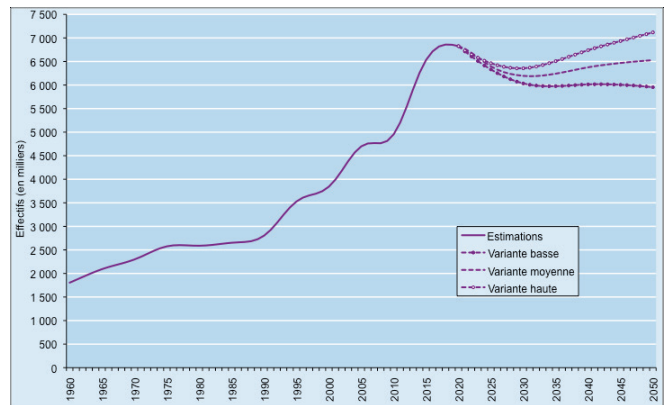
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



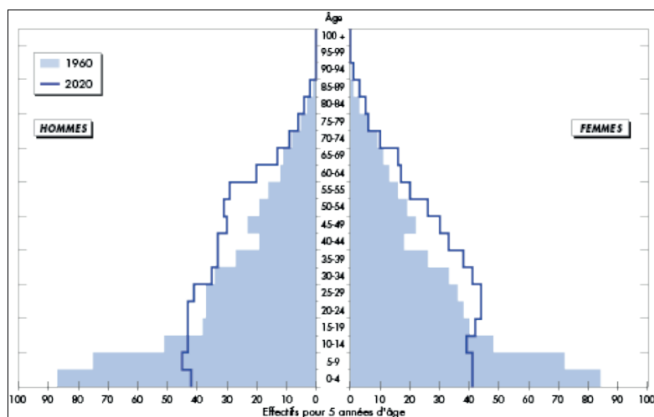
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



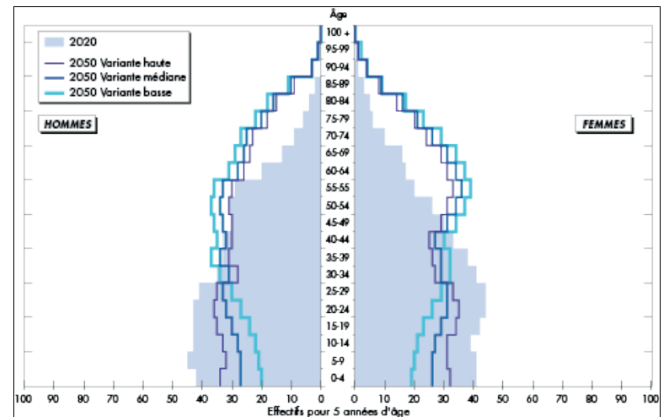
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



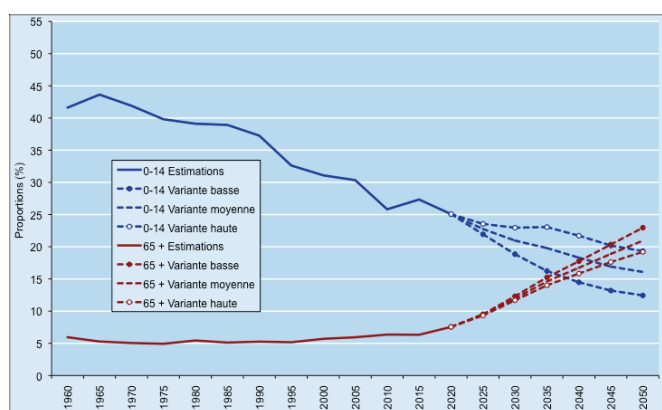
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



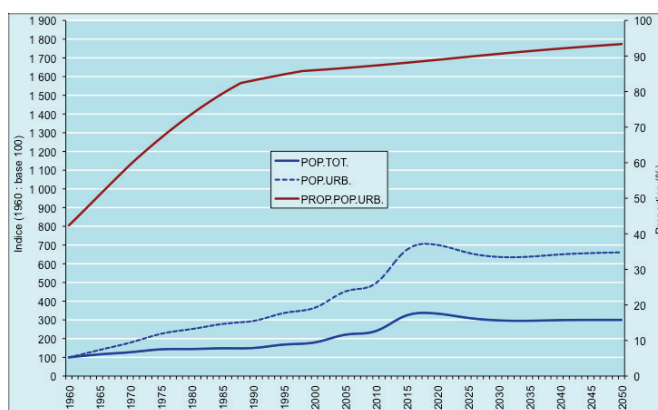
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



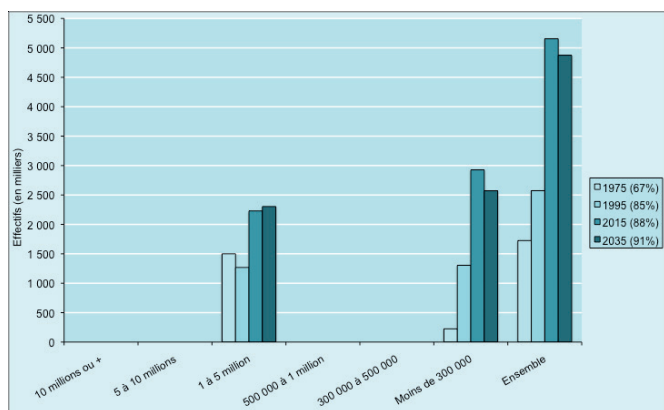
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques au Liban.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	5,69	3,20	2,09	1,29	1,79	2,29
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,49	1,49	1,00	0,62	0,86	1,11
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	62,29	69,62	77,02	82,16		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	65,83	72,54	80,77	84,56		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	20	390	-150	-4		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	1 805	2 803	6 825	5 954	6 528	7 118
	0-14 ans	751	1 044	1 711	741	1 050	1 375
	65 ans ou plus	107	147	515	1 367		

Libye

Changement de décor en 60 ans

La Libye de 2020 ne ressemble en rien à la Libye de 1960. Ce pays a connu en 60 ans une transition démographique spectaculaire. Au début des années 1960, la Libye commence à peine sa mue : l'indice synthétique de fécondité est de 7,0 enfants/femme, l'espérance de vie est de 47 ans et plus de 40 % de la population a moins de 15 ans. En 2020, la transition est quasiment terminée : on ne compte plus que 2,2 enfants femme, l'espérance de vie atteint 73 ans et les enfants de moins de 15 ans ne représentent plus qu'un quart de la population. La Libye a vécu en 60 ans des évolutions démographiques comparables à celles que la France a connues en près de 200 ans ! Cette transition démographique accélérée s'est malgré tout soldée par une croissance démographique tout aussi spectaculaire : en 60 ans, le nombre d'habitants a été multiplié par presque 5 (de 1,5 million en 1960 à 6,9 millions en 2020) en dépit d'un solde migratoire négatif au cours des 20 dernières années.

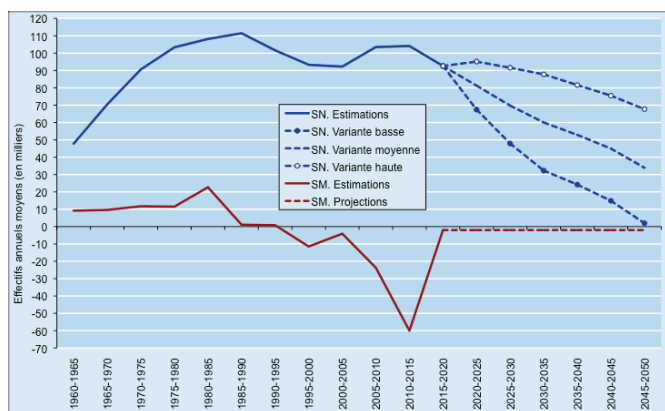
Une croissance démographique qui va se poursuivre, mais à un rythme de plus en plus faible

La pyramide des âges de la Libye est en voie de rectangularisation, c'est-à-dire que d'une génération à l'autre, le nombre de personnes est globalement le même. En 2020, c'est déjà à peu près le cas pour les générations de personnes âgées de 0 à 45 ans. Cette évolution pourrait se poursuivre si la fécondité passait légèrement sous le seuil de remplacement des générations. Si elle s'effondrait, la structure par âge de la Libye pourrait tendre vers celle des pays européens à très faible fécondité avec une base très nettement rétrécie. Mais dans chaque cas, le nombre d'habitants continuerait d'augmenter nettement : + 1 million de personnes en 30 ans avec une fécondité de seulement 1,3 enfant par femme, + 1,8 million avec une fécondité de 1,8 enfant par femme. Les gains seraient bien sûr encore plus importants avec un rebond de la fécondité.

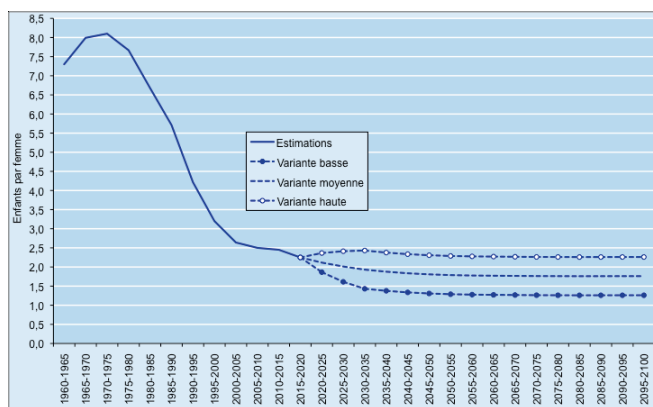
À l'horizon 2050, toutes les combinaisons d'hypothèses se concrétisent par une augmentation de la population libyenne. Au-delà, elles débouchent sur des trajectoires plus différentes : dans la variante de basse fécondité, un net retournement de tendance se produirait à l'horizon 2100, la décroissance démographique (qui ne signifie pas déclin démographique) étant plus modérée avec la variante médiane. Dans l'hypothèse – éminemment improbable – d'une fécondité durablement haute, la population libyenne pourrait excéder 11 millions. Dans tous les cas, à l'horizon 2050, il faut envisager une population encore plus nombreuse qu'en 2020 et selon toute vraisemblance un accroissement de sa concentration dans les grandes villes du pays qui, pour la plupart, se trouvent le long des côtes méditerranéennes.



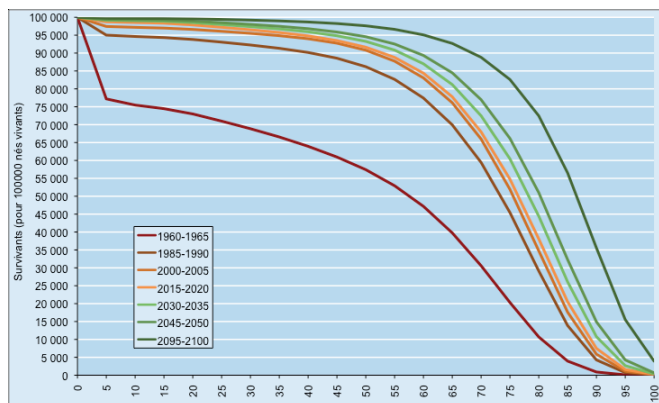
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



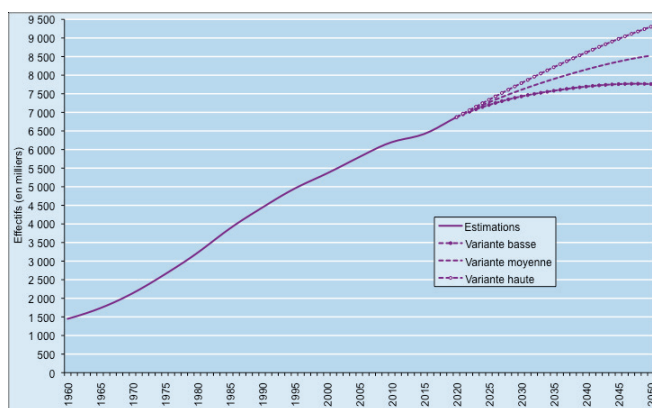
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



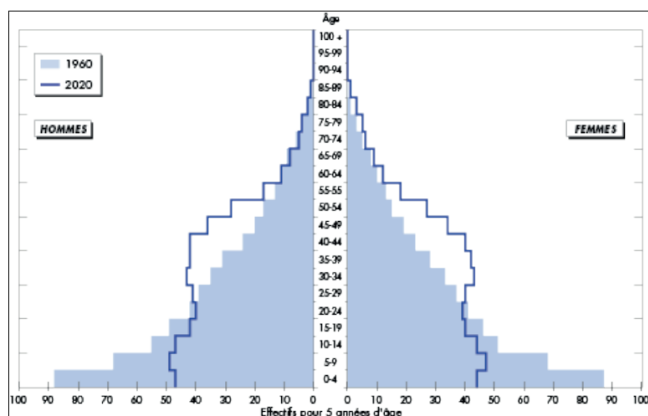
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



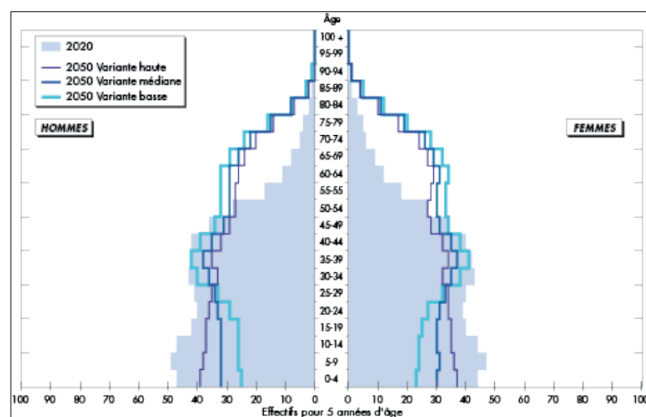
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



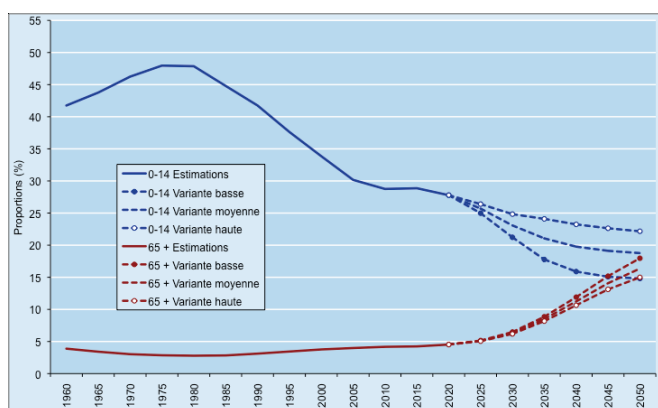
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



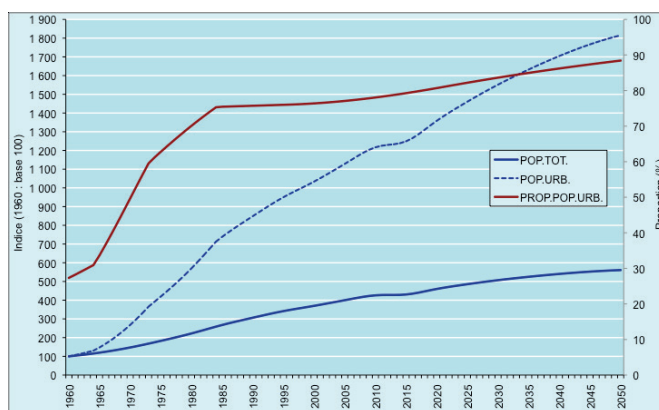
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



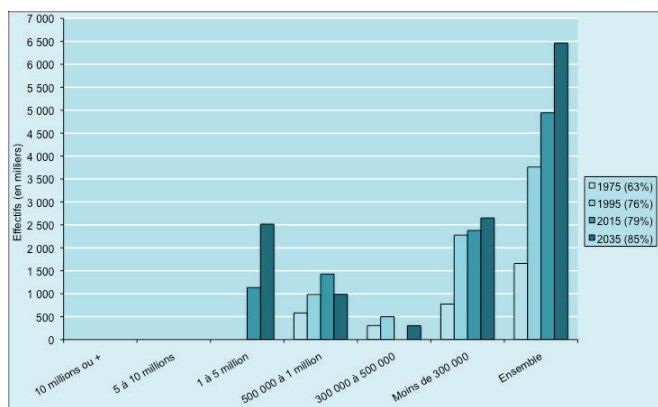
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Libye.
Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	7,30	4,22	2,25	1,31	1,81	2,31
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,49	1,93	1,06	0,63	0,87	1,10
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	45,67	67,81	69,9	74,41		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	48,25	71,17	75,74	79,73		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	46	4	-10	-2		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	1 448	4 437	6 871	7 761	8 525	9 301
	0-14 ans	605	1 852	1 909	1 149	1 600	2 062
	65 ans ou plus	56	138	311	1 394		

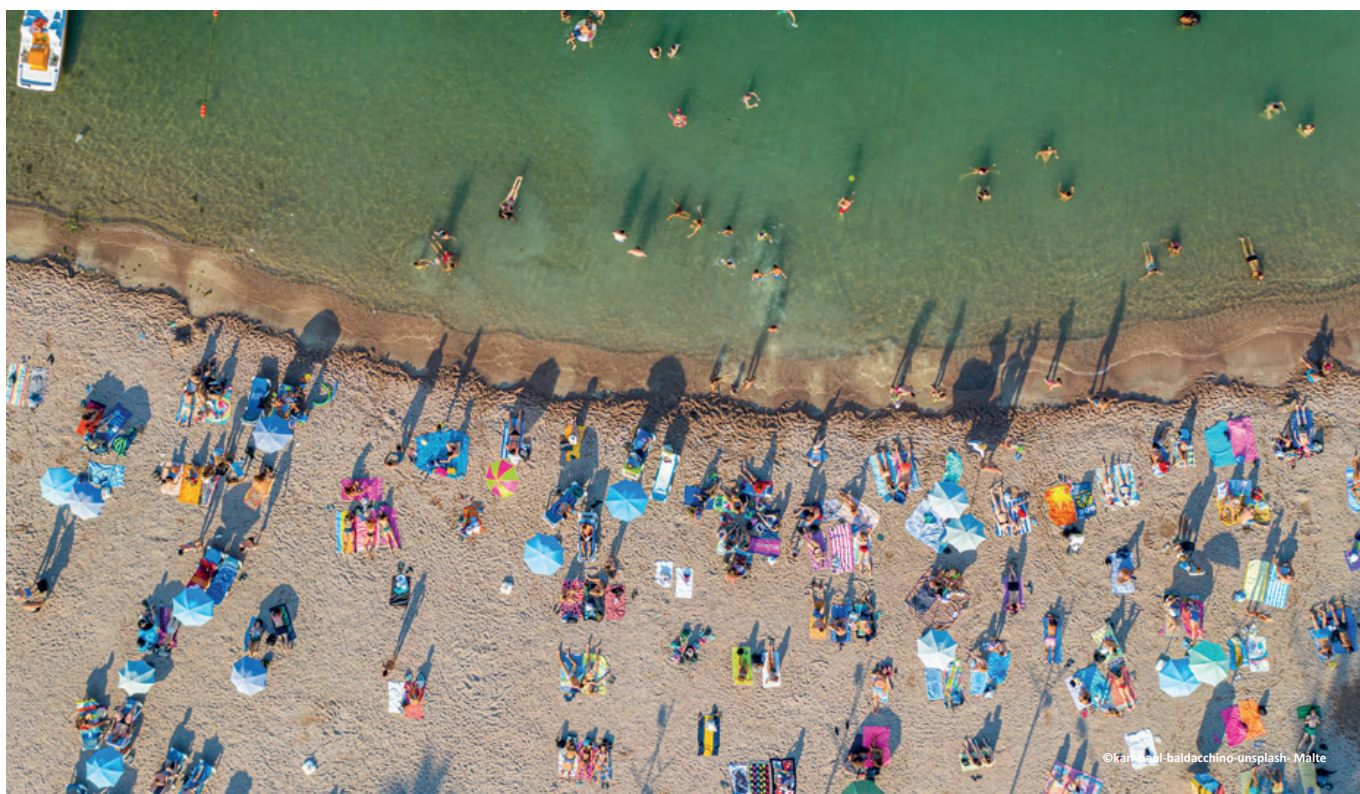
Malte

Moins d'habitants à Malte qu'à Lyon !

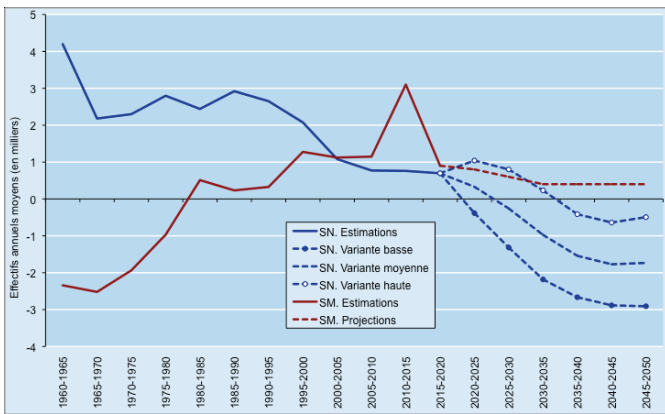
Malte ne compte que 440 000 habitants en 2020, 60 000 de moins que le nombre de Lyonnais. Cette île a toutefois connu, à son échelle, une croissance démographique non négligeable puisque sa population a été multipliée par 1,5 en 60 ans (310 000 en 1960). Le solde naturel a porté cette croissance jusqu'au début des années 2000 en dépit d'un solde migratoire globalement négatif au cours des années 1960-1990. En revanche, depuis le début des années 2000, le solde migratoire contribue au moins autant que le solde naturel, en baisse, à la croissance démographique du pays. Mais plus que l'augmentation de la population, ce sont les transformations de sa composition par âge au cours des 60 dernières années qui retiennent l'attention. Au cours de cette période, la fécondité a diminué de moitié (de 3,1 enfants par femme à 1,5) cependant que l'espérance de vie, déjà élevée en 1960, a continué de progresser : elle est aujourd'hui de 82 ans. La pyramide des âges porte la trace de ces évolutions : tandis que les enfants de moins de 15 ans représentaient près de 40 % de la population totale, ils ne pèsent plus que 15 % en 2020. Ils sont aujourd'hui moins nombreux que les personnes âgées de 65 ans ou plus dont la proportion est passée dans le même temps de 8 % à 21 %.

Une baisse du nombre d'habitants quasi certaine à l'horizon 2050

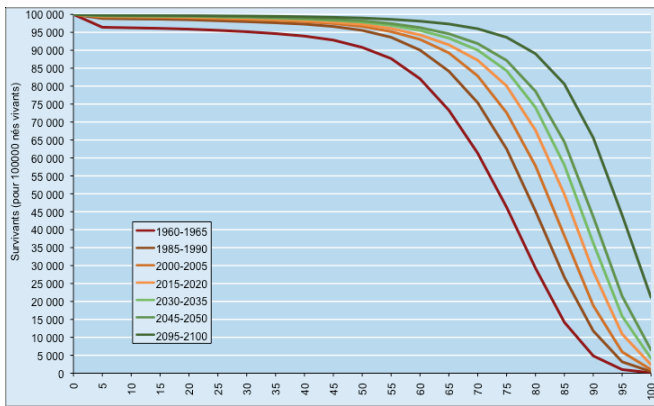
La structure par âge en 2020 n'est pas favorable à un accroissement démographique. La part dorénavant élevée de personnes âgées de 65 ans ou plus, qui va de surcroît continuer d'augmenter, et le nombre réduit d'adultes qui vont dans les prochaines années contribuer à la natalité, vont se traduire inévitablement par un solde naturel négatif ; même si la fécondité atteignait à nouveau le seuil de remplacement des générations. Seul un solde migratoire positif pourrait inverser la tendance naturelle. Il ne faut donc guère s'attendre à ce que la population maltaise augmente. Une diminution du nombre d'habitants est le scénario le plus probable. Malte devrait donc compter environ 400 000 habitants en 2050, qui, comme aujourd'hui, résideraient quasiment tous en milieu urbain.



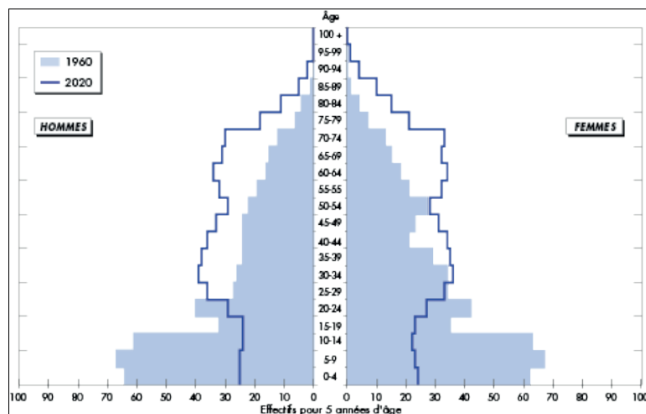
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



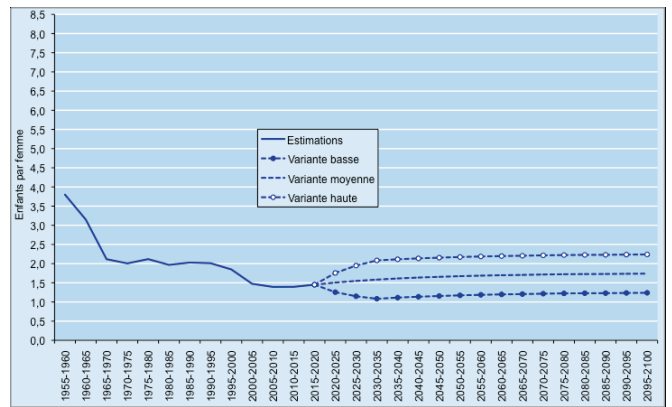
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



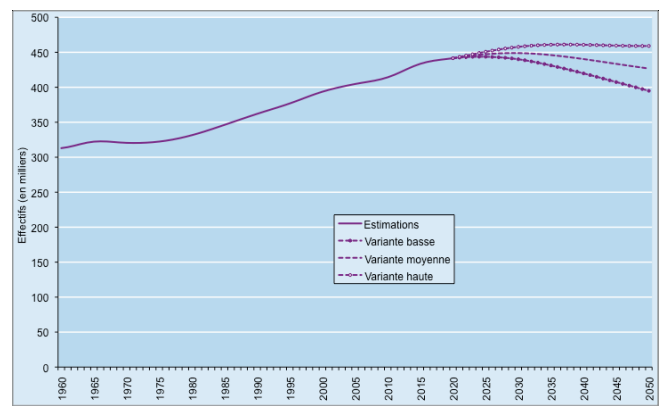
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



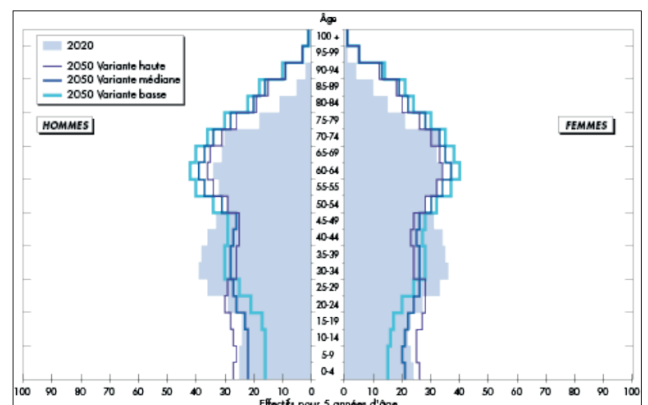
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



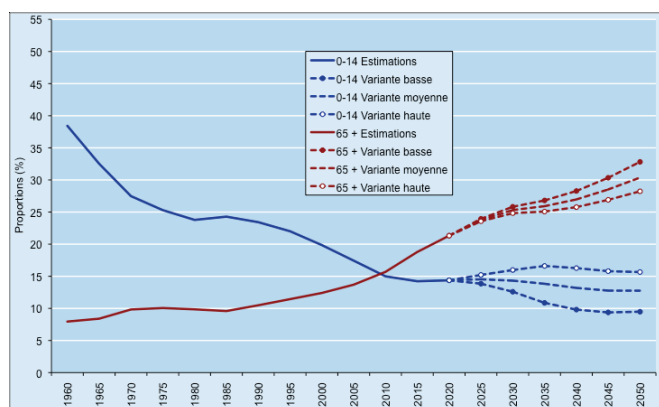
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



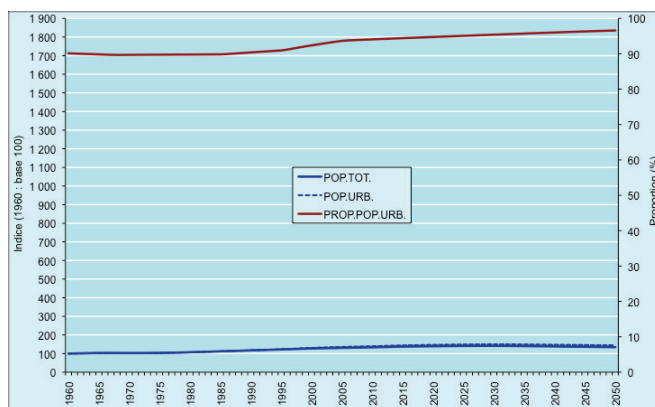
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



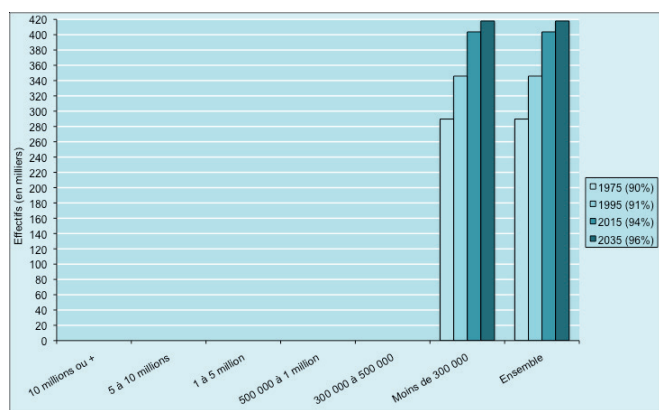
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques à Malte. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	3,15	2,01	1,45	1,16	1,66	2,16
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,47	0,96	0,70	0,56	0,80	1,04
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	67,94	75,26	80,40	84,93		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	71,69	79,78	84,07	87,60		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-12	2	5	0+		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	313	362	442	395	427	459
	0-14 ans	120	85	63	37	54	72
	65 ans ou plus	25	38	94	130		

Maroc

Une croissance démographique qui se poursuit à un rythme élevé

En 60 ans, l'effectif de la population marocaine a triplé, passant de 12,3 millions en 1960 à 36,9 millions aujourd'hui. Cette croissance importante est la conséquence d'un solde naturel très excédentaire tout au long de cette période. Certes, le rythme auquel la population marocaine augmente ne cesse de ralentir depuis 60 ans avec la progression de sa transition démographique, mais il reste soutenu. Le différentiel entre les taux bruts de natalité et de mortalité demeure en effet aujourd'hui toujours suffisamment important pour assurer au Maroc une forte croissance démographique. Actuellement, avec une natalité de l'ordre de 20 ‰ et une mortalité de 5 ‰, le taux d'accroissement naturel est de 1,5 %, ce qui assure un doublement de la population en moins de 50 ans. Cette dynamique naturelle est à peine ralentie par un solde migratoire modérément négatif et globalement constant depuis 1960.

Une population encore plus nombreuse à l'horizon 2050

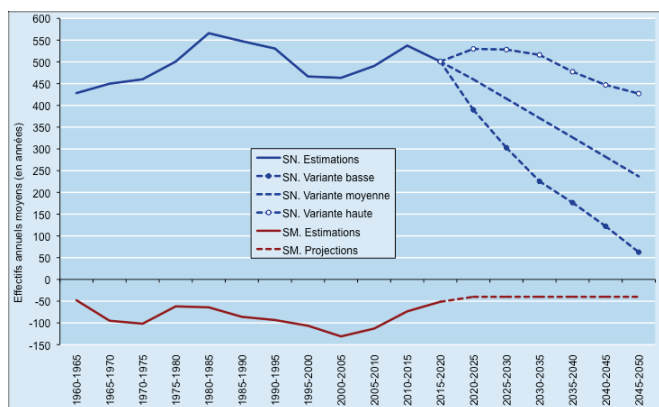
Le Maroc n'en a pas encore terminé avec sa transition démographique. Il y a de fortes chances pour que ce ne soit toujours pas le cas en 2050, en dépit d'une réduction considérable de la fécondité depuis 1960 (de 7,1 enfants/femme en 1960 à 2,4 aujourd'hui) et d'une espérance de vie dorénavant élevée (76 ans contre 49 ans en 1960). Avec une fécondité encore nettement au-dessus du seuil de remplacement des générations et une population encore jeune (les moins de 15 ans sont quatre fois plus nombreux que les 65 ans ou plus : 27 % contre 7 %), le nombre d'habitants ne peut qu'augmenter même avec un solde migratoire qui continuerait d'être déficitaire. Le Maroc pourrait compter 50 millions de personnes en 2050 avec une fécondité qui resterait à son niveau actuel. L'effectif de la population de ce pays continuerait aussi d'augmenter si la fécondité venait à baisser : le pays gagnerait 6 millions d'habitants en 30 ans avec une fécondité de 1,4 enfant/femme (1 de moins qu'aujourd'hui) et 10 millions avec une fécondité intermédiaire (1,9 enfant/femme, 0,5 de moins qu'aujourd'hui).

Une concentration très probablement accrue dans les très grandes villes

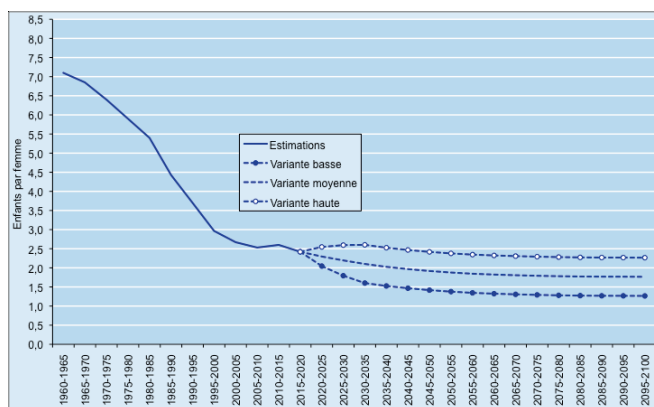
Il y a peu de chances que cette croissance démographique soit davantage assurée par la population rurale. La possible dizaine de millions de personnes en plus dans 30 ans risque d'être fortement concentrée en milieu urbain, plus particulièrement dans les grandes villes du pays dont le poids démographique global devrait augmenter et approcher les 75 %.



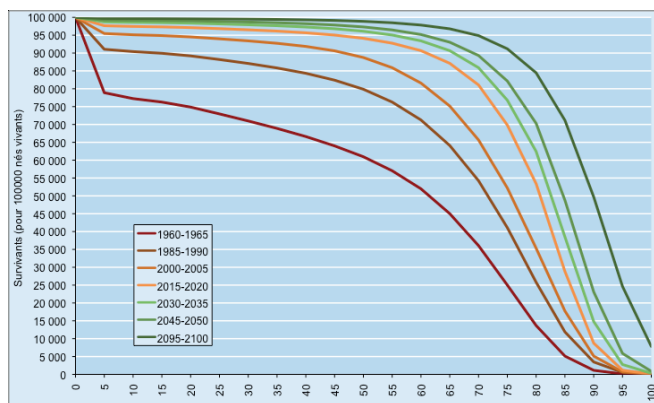
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



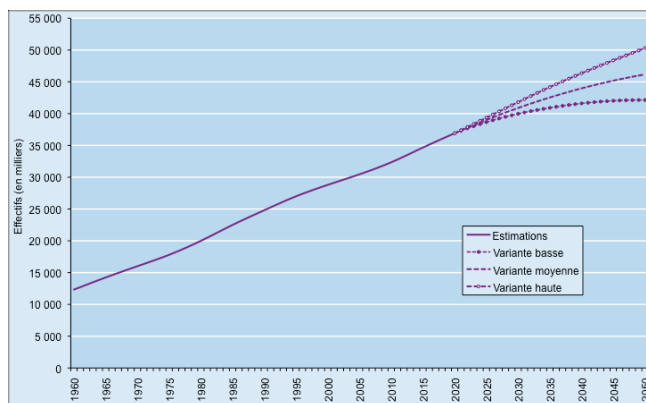
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



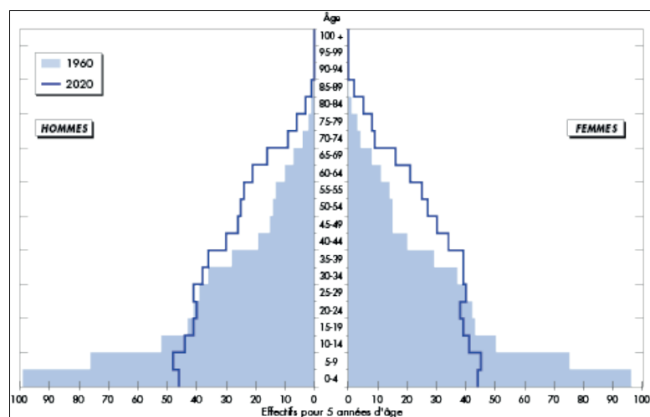
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



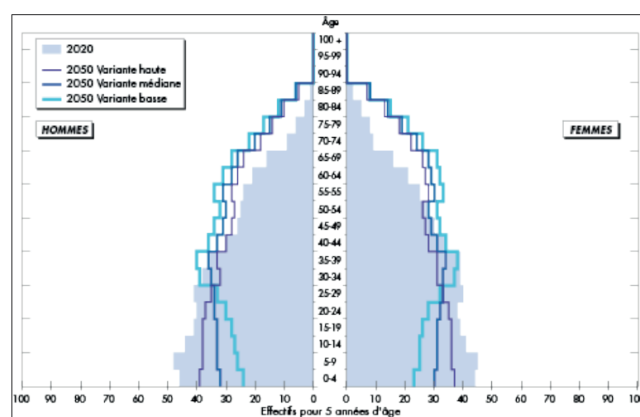
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



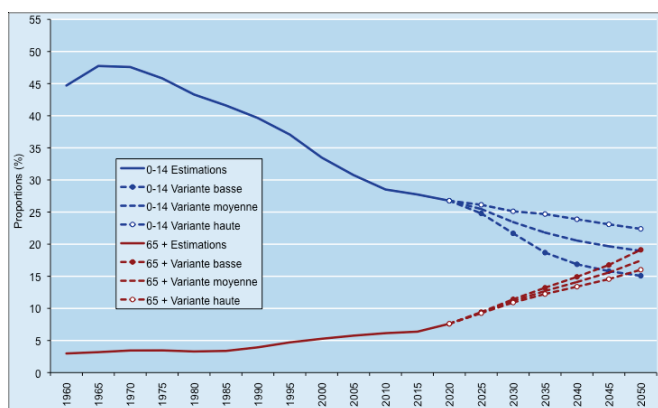
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



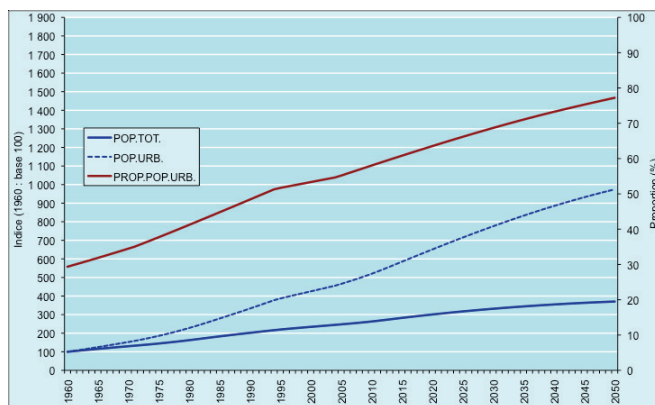
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



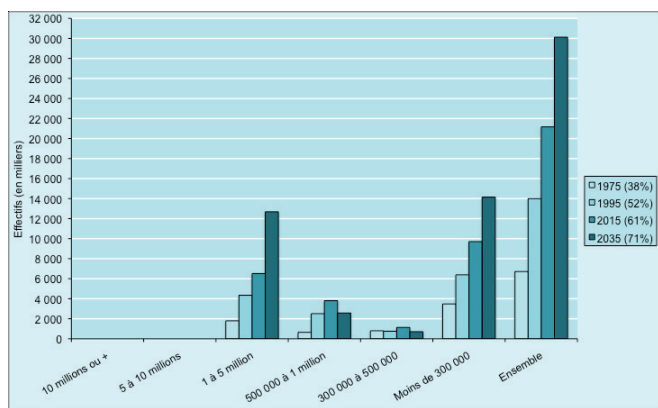
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques au Maroc. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	7,10	3,70	2,42	1,42	1,92	2,42
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,47	1,62	1,14	0,68	0,92	1,16
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	48,59	64,26	75,07	81,02		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	50,46	67,66	77,54	82,98		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-240	-467	-257	-40		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	12 329	24 807	36 911	42 144	46 166	50 302
	0-14 ans	5 512	9 834	9 880	6 353	8 748	11 259
	65 ans ou plus	368	976	2 808	8 058		

Monténégro

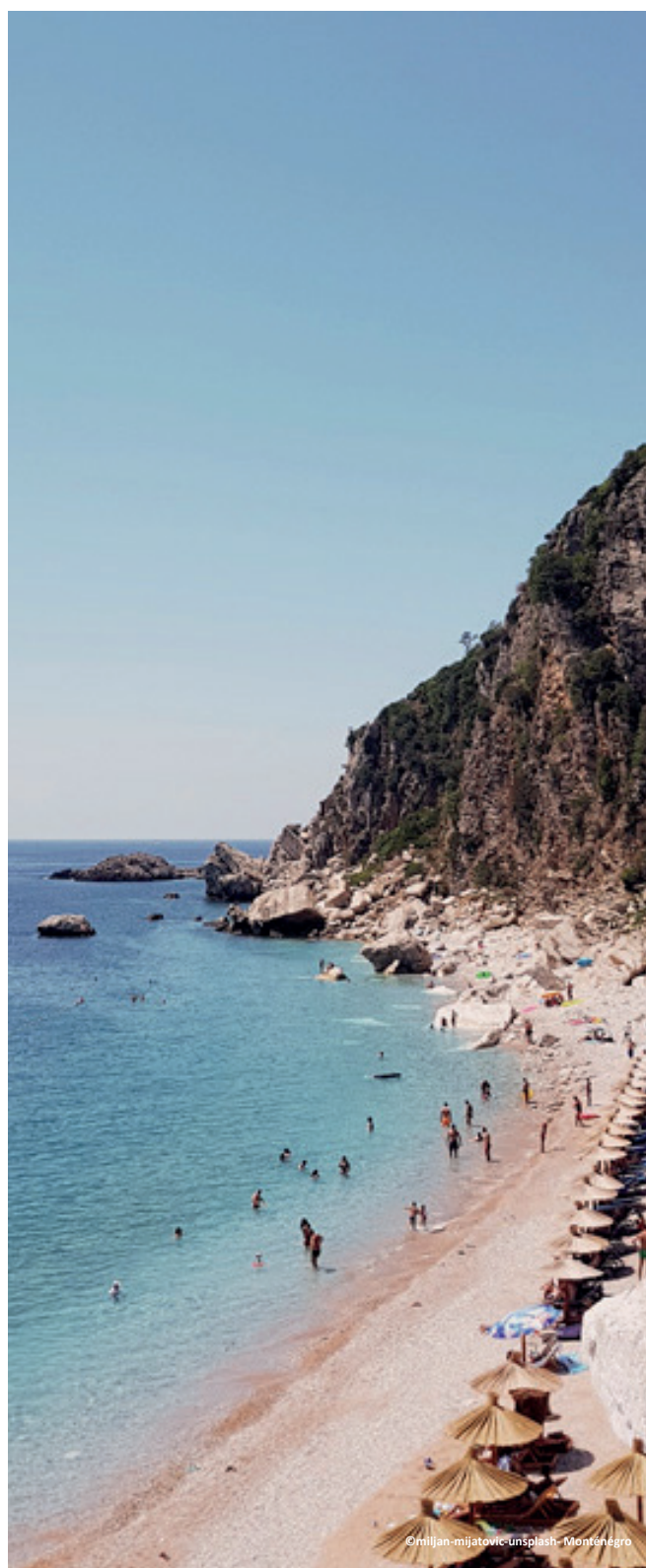
Un effectif d'habitants stable depuis 30 ans

Le nombre d'habitants du Monténégro n'a quasiment pas évolué depuis 1990 : on compte aujourd'hui 630 000 habitants, 15 000 de plus seulement qu'en 1990. Certes, pendant 20 ans, un déficit migratoire relativement important a annihilé la croissance naturelle. En termes plus positifs, le nombre d'habitants est resté le même en dépit d'un mouvement dominant et long d'émigrations. Cependant, le temps d'une croissance démographique notable du pays semble être passé. En effet, la transition démographique touche à son terme et le solde naturel tend dorénavant vers 0 avant de devenir, sous peu, négatif.

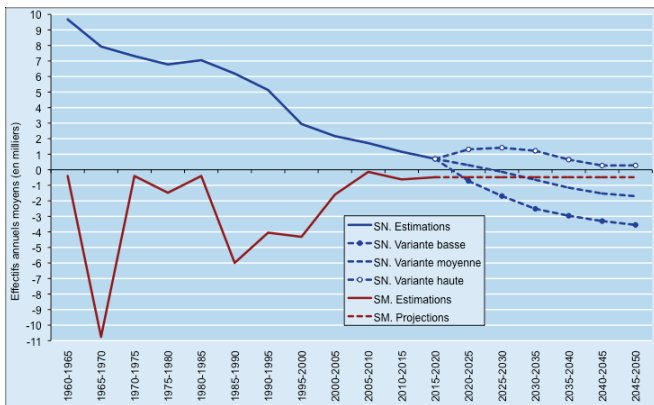
Une décroissance probable à l'horizon 2050

En 60 ans, la fécondité a chuté de moitié au Monténégro (de 3,4 enfants/femme à 1,7 aujourd'hui). Le pays est passé sous le seuil de remplacement des générations dès les années 1990. L'espérance de vie en revanche reste en retrait par rapport aux standards européens : elle est encore inférieure à 77 ans aujourd'hui. La réduction de la fécondité a considérablement structuré la composition par âge : en 2020, les moins de 15 ans ne représentent plus que 18 % de la population (deux fois moins qu'en 1960), soit à peine plus que les personnes âgées de 65 ans ou plus (15 %). Aujourd'hui, la population monténégrine est encore bien équilibrée sur le plan générationnel entre 0 et 70 ans. Mais sa fécondité très faible ne l'autorise pas à envisager une augmentation de sa population, à moins d'une attractivité migratoire suffisante pour compenser un solde naturel qui sera selon toute vraisemblance négatif bien avant 2050.

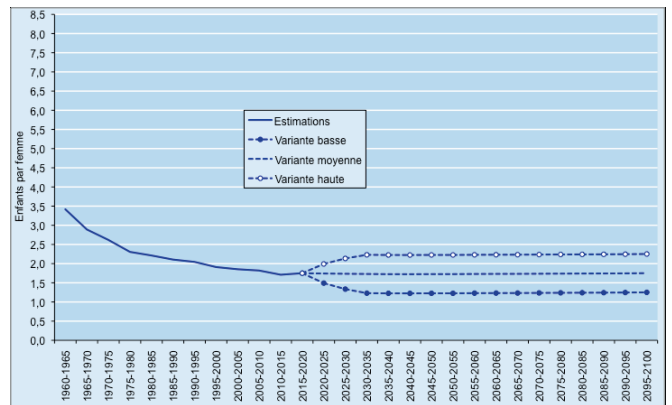
Avec un solde migratoire proche de l'équilibre entre entrées et sorties, il faudrait en effet une fécondité supérieure au seuil de remplacement pour que la population du Monténégro gagne quelques milliers de personnes à l'horizon 2050. Le maintien de la fécondité à son niveau actuel lui ferait en revanche perdre 40 000 personnes environ et le double en cas d'alignement de sa fécondité sur le niveau de ses voisins d'Europe du Sud (1,2 enfant/femme). Le taux d'urbanisation ne devrait guère évoluer. Il est possible qu'une décroissance démographique accentuée un peu le poids de la population urbaine, mais sans augmentation de la pression démographique en milieu urbain excepté, peut-être, sur le littoral, peu étiré mais en voie de « bétonisation » rapide.



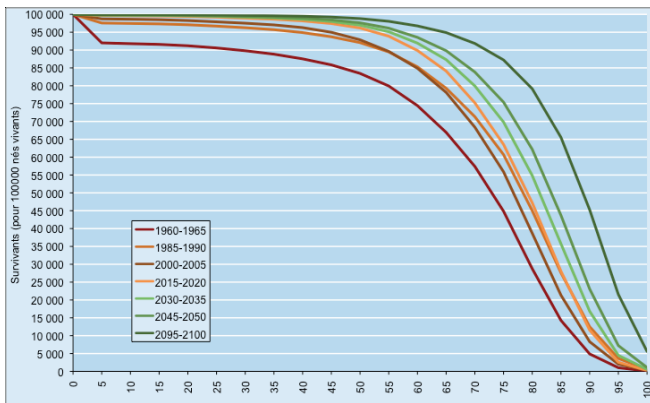
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



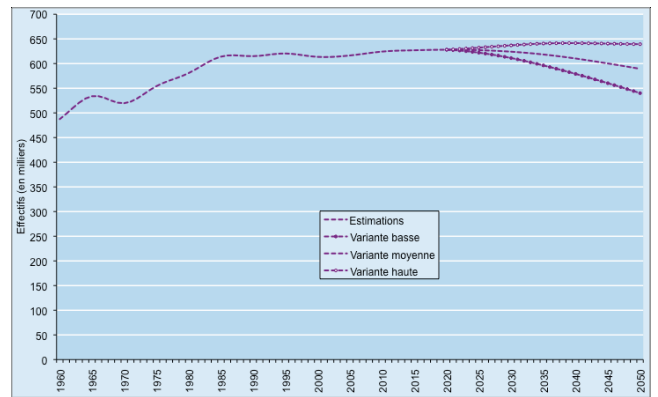
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



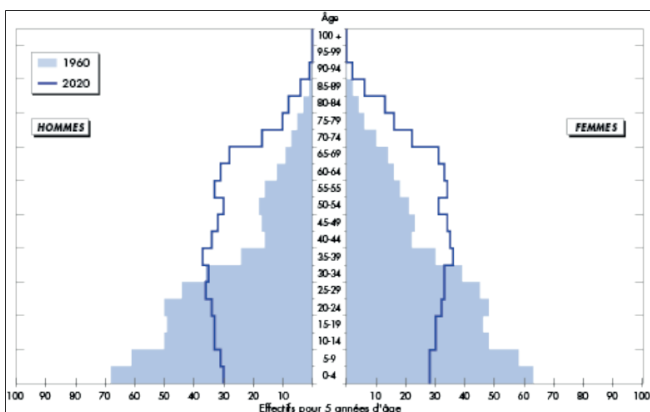
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



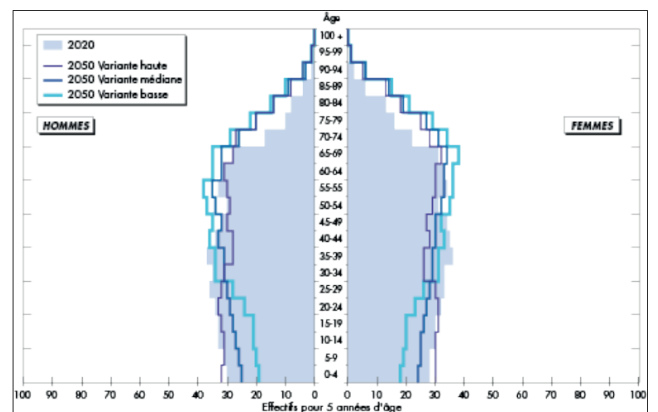
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



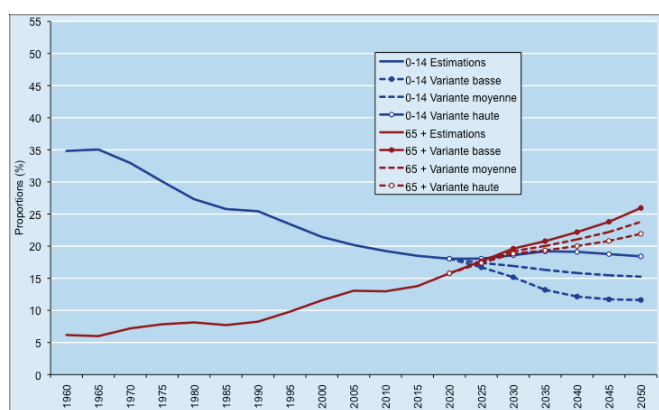
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



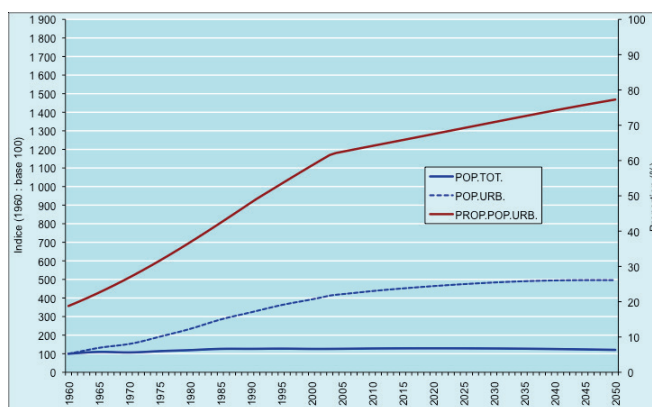
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



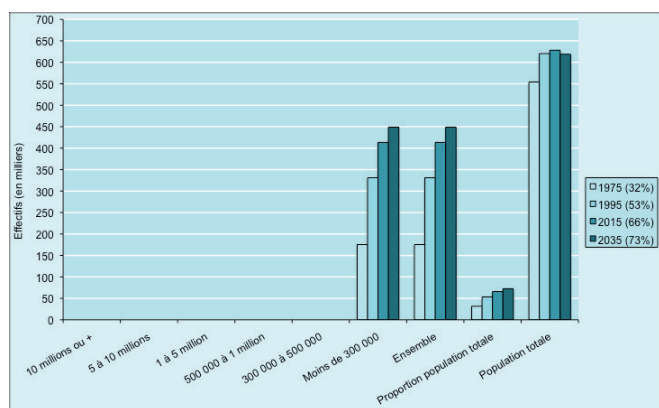
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques au Monténégro. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	3,42	2,05	1,75	1,23	1,73	2,23
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,48	0,95	0,84	0,60	0,84	1,08
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	64,21	71,42	74,20	79,02		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	66,82	77,97	79,08	82,83		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-2	-20	-2	0-		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	487	615	628	540	589	639
	0-14 ans	170	156	113	63	90	118
	65 ans ou plus	30	51	99	140		

Slovénie

Un pays structurellement en décroissance démographique

La réduction très importante de la fécondité entre 1960 et 1990 (de 2,3 à 1,3 enfant/femme) a précipité la fin de la transition démographique en Slovénie. Il en est résulté une croissance démographique naturelle limitée dans un premier temps, entre 1960 et 1990 (+ 400 000 habitants en 30 ans, soit une augmentation de 25 %) puis nulle ou quasiment nulle depuis 1990, les taux bruts de natalité et de mortalité étant désormais très proches l'un de l'autre. Le nombre d'habitants n'a quasiment pas évolué au cours des 30 dernières années. En 2010, on compte ainsi 100 000 habitants seulement de plus qu'en 1990 (2,1 millions contre 2,0 millions). Ce gain a été assuré quasiment exclusivement par un solde migratoire très légèrement excédentaire sur la période. La réduction de la fécondité et son niveau très inférieur au seuil de remplacement des générations a accéléré le processus de vieillissement de la population en réduisant la part prise par les jeunes générations. Aujourd'hui, en dépit d'une remontée de l'indice synthétique de fécondité (1,6 enfant/femme depuis 2015), les jeunes générations sont bien moins nombreuses que celles de leurs parents. Sans surprise, la part des jeunes âgés de moins de 15 ans au sein de la population slovène est inférieure à celle des personnes âgées de 65 ans ou plus (15 % contre 20 %). De telles conditions annoncent un inévitable déclin démographique à l'horizon 2050.

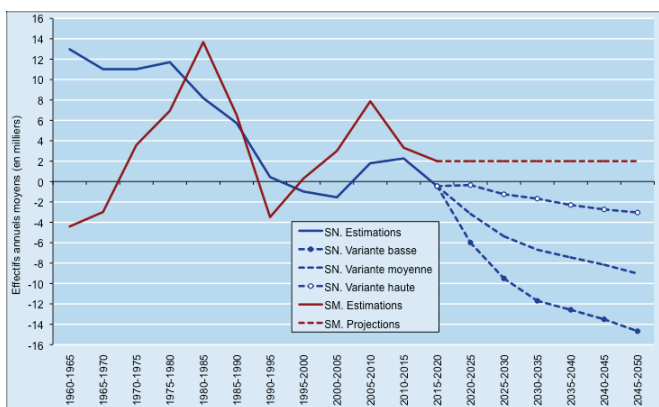
Une baisse du nombre d'habitants à l'horizon 2050

Depuis peu, le taux brut de mortalité est plus élevé que celui de la natalité. Avec une fécondité inférieure au seuil de remplacement et une espérance de vie qui continue de croître, le différentiel entre décès et naissances, à l'avantage des premiers, devrait s'accroître au cours des prochaines décennies. À mesure que les années passeront, le taux d'accroissement naturel risque donc d'être de plus en plus négatif, ce qui va certainement accélérer progressivement le déclin démographique du pays. Avec un solde migratoire positif et une fécondité stable à 1,7 enfant/femme, la Slovénie perdrait plus de 100 000 habitants en 30 ans. Avec une fécondité de 1,2 enfant/femme, elle en perdrait 200 000. Il n'y a guère qu'une remontée de la fécondité au-dessus du seuil de remplacement des générations qui pourrait assurer à la Slovénie une stabilisation de sa population. Mais cette hypothèse paraît peu probable.

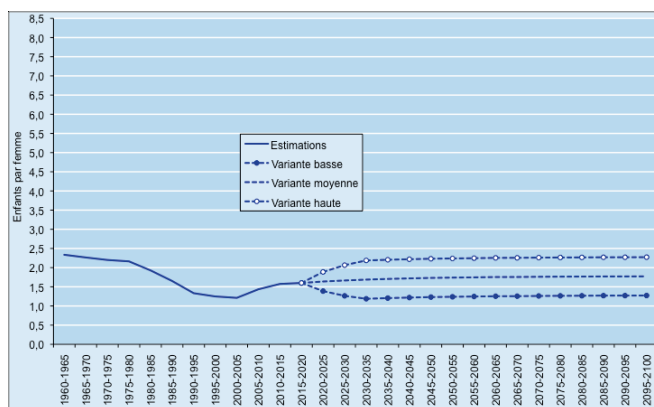
Avec cette baisse quasiment annoncée mais de faible ampleur, le taux d'urbanisation devrait légèrement augmenter en raison d'une probable diminution du nombre d'habitants plus marquée en milieu rural. Dans les villes, la densité démographique ne devrait guère varier, en particulier à Koper, la seule ville slovène située sur le littoral méditerranéen.



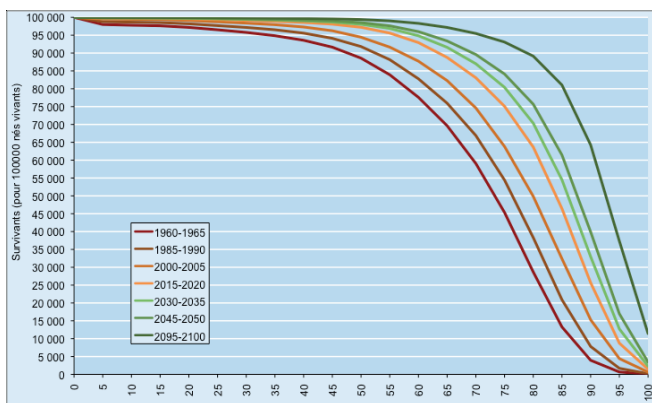
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



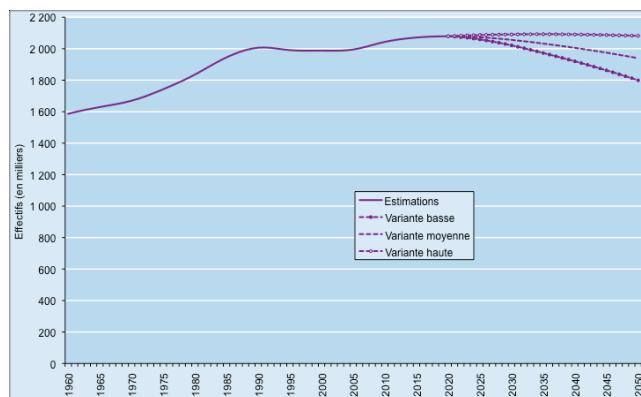
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



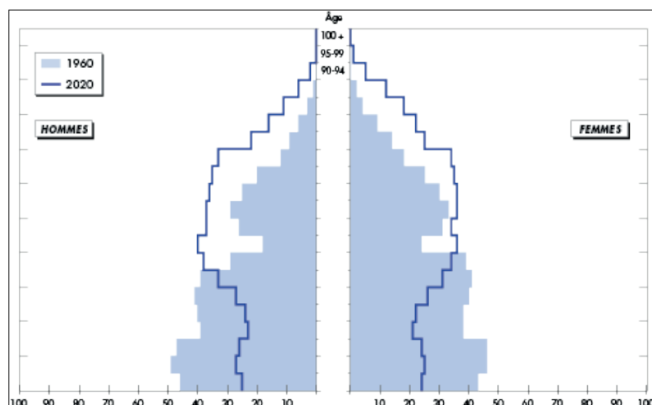
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



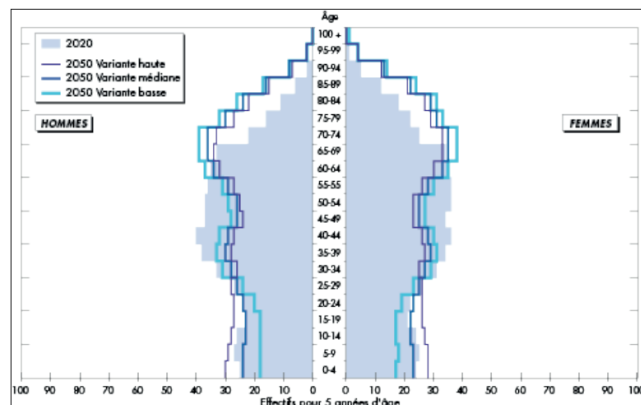
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



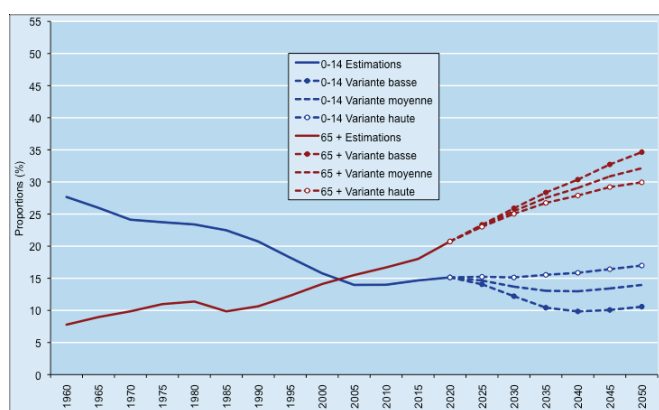
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



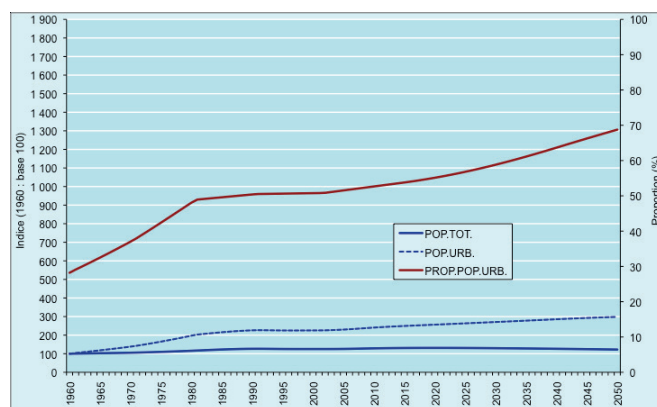
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



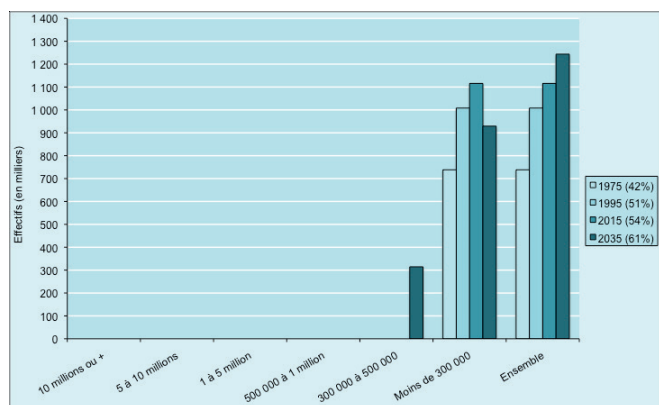
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Slovaquie. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	2,34	1,33	1,60	1,23	1,73	2,23
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	1,10	0,64	0,77	0,60	0,84	1,08
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	66,10	69,71	78,25	83,12		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	72,00	77,62	83,85	87,33		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-22	-17	10	2		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	1 587	2 006	2 079	1 799	1 940	2 082
	0-14 ans	439	416	315	190	271	354
	65 ans ou plus	123	213	431	623		

République arabe syrienne

Un coup d'arrêt au cours des années 2010...

La guerre en Syrie a interrompu une croissance démographique très soutenue dans ce pays depuis de nombreuses décennies. La transition démographique en Syrie s'est en effet traduite par un solde naturel aussi élevé que constant dans le temps. Entre 1960 et la fin des années 2000, le taux d'accroissement naturel a oscillé autour de 3 %, soit un rythme correspondant à un doublement de la population tous les 23 ans. De fait, en 50 ans, de 1960 à 2010, la population syrienne a été multipliée par presque 5, passant de 4,6 millions en 1960 à 21,4 millions en 2010. Dans le même temps, la fécondité a pourtant baissé de forte manière (de 7,5 enfants/femme en 1960 à 3,1 au début des années 2010). Mais la jeunesse de sa population en 1960 (près d'un Syrien sur deux avait moins de 15 ans, 5 % seulement 65 ans ou plus), une augmentation de l'espérance de vie (de 53 ans à 74 ans à la fin des années 2000) et une fécondité malgré tout toujours nettement supérieure au seuil de remplacement des générations ont joué dans le sens d'une très forte croissance démographique.

La récente guerre a mis un terme brutal à cette croissance. En à peine 10 ans, le pays a perdu plus de trois millions d'habitants. La poursuite de la baisse de la fécondité (2,8 aujourd'hui) n'explique pas cette décroissance. L'augmentation de la mortalité y a contribué (l'espérance de vie a perdu 5 années), mais moins que le mouvement massif d'émigrations qui s'est traduit par un solde migratoire particulièrement négatif surcompensant la croissance naturelle.

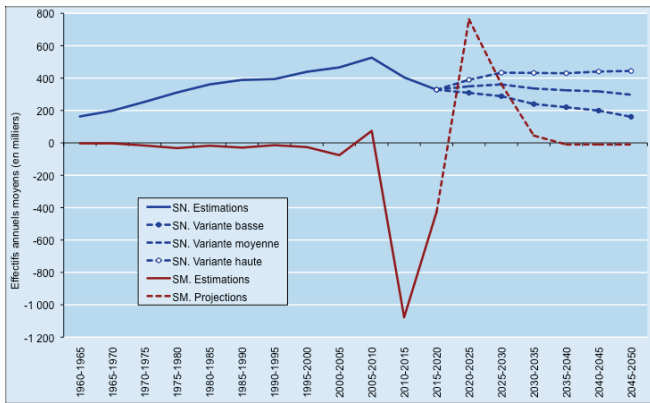
Un pays qui conserve un potentiel d'accroissement démographique encore considérable... mais des projections très incertaines

La Syrie est encore loin d'avoir terminé sa transition démographique et il y a peu de chances que cela arrive avant 2050. En 2020, la population syrienne demeure particulièrement jeune : 30 % de la population a moins de 15 ans et 5 % seulement a 65 ans ou plus. Par ailleurs, la fécondité est toujours proche de 3 enfants/femme. Les conditions sont donc réunies pour que ce pays continue de connaître un solide accroissement naturel au cours des 30 prochaines années. Selon les projections de la Division de la population des Nations unies (DPNU), en 2050, le taux d'accroissement naturel pourrait encore être proche de + 1 %. Au minimum, le seul mouvement naturel pourrait assurer, dans l'hypothèse d'un solde migratoire nul, un gain de 6 millions d'habitants. Il s'agit là d'une estimation à minima. Si la guerre venait à cesser rapidement, entraînant comme l'a envisagé la DPNU, un mouvement de retour au pays des nombreux réfugiés et exilés, la Syrie pourrait récupérer de façon différée la croissance qui n'a pu avoir lieu dans les années 2010. Selon les hypothèses de fécondité, la Syrie pourrait ainsi compter de 30 à 36 millions d'habitants en 2050.

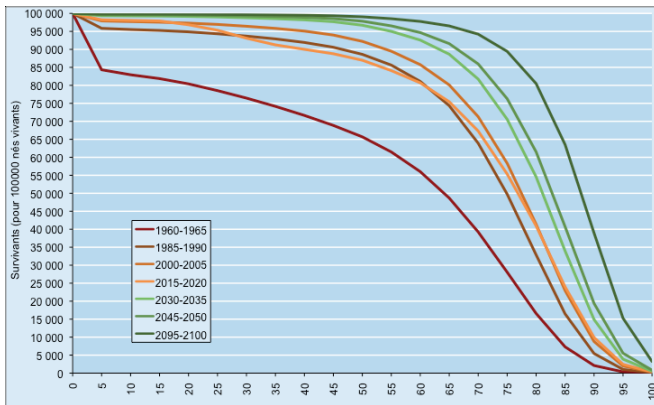
La population en République arabe syrienne sera vraisemblablement plus importante que celle de 2020. Elle sera aussi certainement plus nombreuse que celle de 2010. Mais la durée encore incertaine de la guerre et le comportement inconnu des nombreux Syriens qui ont fui le pays rendent les projections de population à l'horizon 2050 particulièrement difficiles.



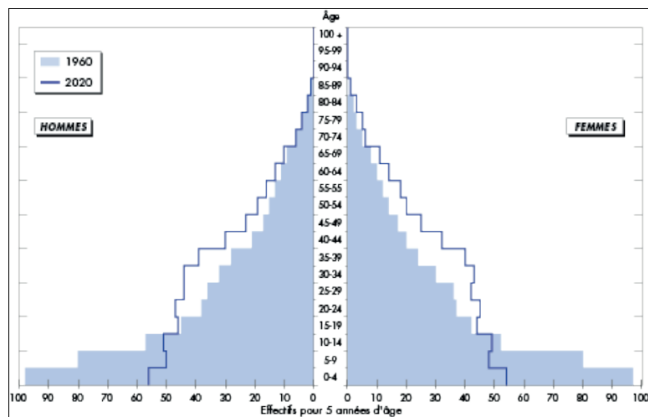
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



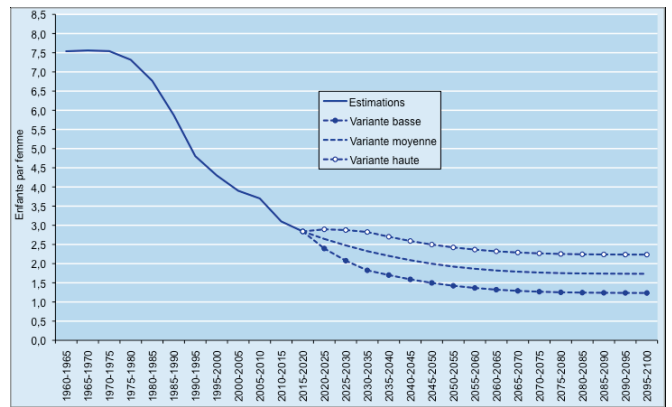
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



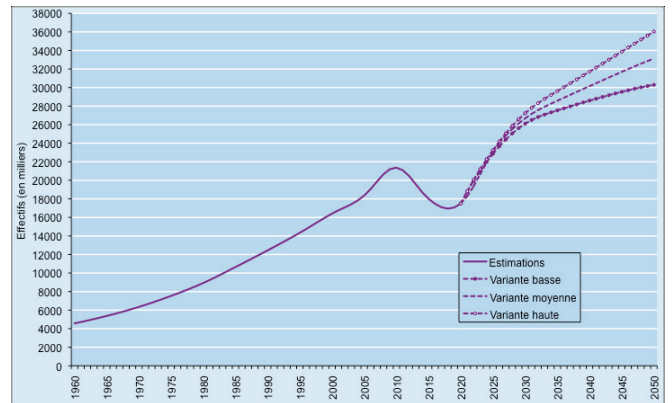
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



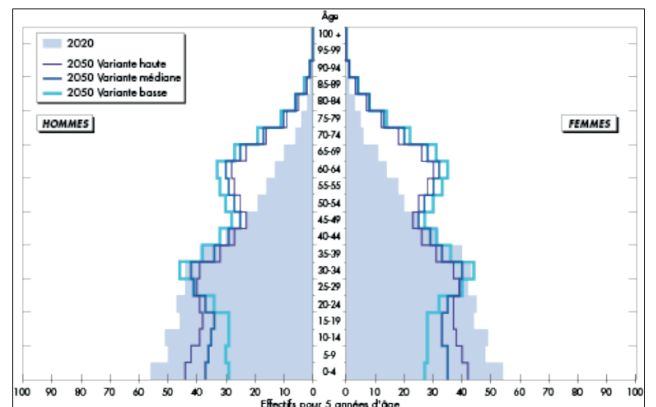
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



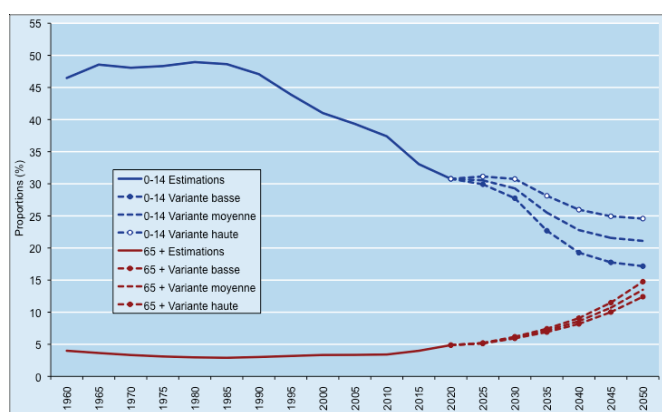
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



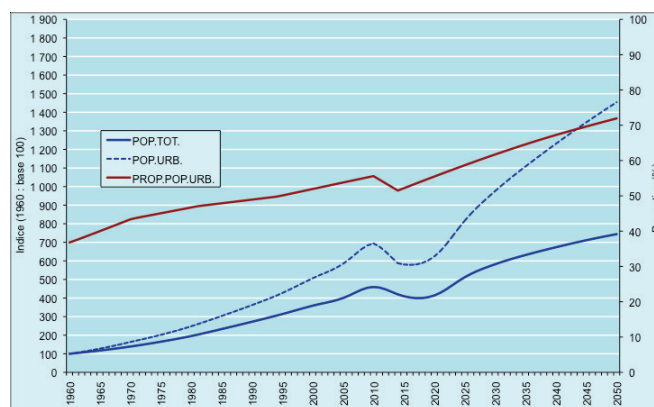
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



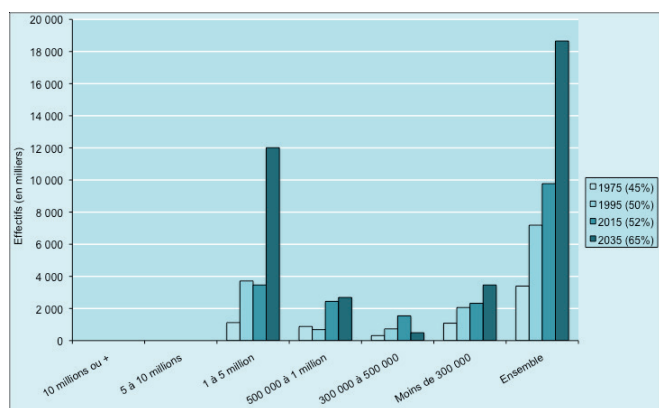
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en République arabe syrienne. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	7,54	4,80	2,84	1,50	2,00	2,50
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,87	2,24	1,35	0,73	0,97	1,21
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	52,16	69,69	65,86	78,65		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	54,95	72,95	77,66	82,76		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-16	-70	-2 137	-10		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	4 574	12 446	17 501	30 299	33 129	36 035
	0-14 ans	2 126	5 859	5 386	5 202	6 992	8 857
	65 ans ou plus	183	376	853	4 472		

Tunisie

Une croissance démographique ralentie depuis l'année 2000...

La Tunisie a connu entre 1960 et 2000 une croissance d'une régularité remarquable. En effet, la natalité et la mortalité ont diminué de façon parallèle, ce qui a permis au pays de bénéficier d'un taux de croissance naturelle constant, supérieur ou égal à 2 % par an en moyenne ; un rythme assurant un doublement de la population en 35 ans environ. Précisément, le nombre de Tunisiens a doublé entre 1960 et 1990 (de 4,2 millions à 8,2 millions). En revanche, depuis 2000, un mouvement de convergence des taux bruts de mortalité (qui remonte) et de natalité (qui continue de baisser) s'est amorcé, avec pour conséquence une réduction du taux de croissance naturelle qui n'est plus égal qu'à 1 % par an environ. Le rythme de croissance démographique depuis 2000 est donc moitié plus faible que celui des décennies 1960-1990. En 2020, la population tunisienne compte tout de même 11,8 millions de personnes, 3,6 millions de plus qu'en 1990. Et cette croissance n'est pas terminée.

... mais une croissance qui va se poursuivre au moins jusqu'en 2050

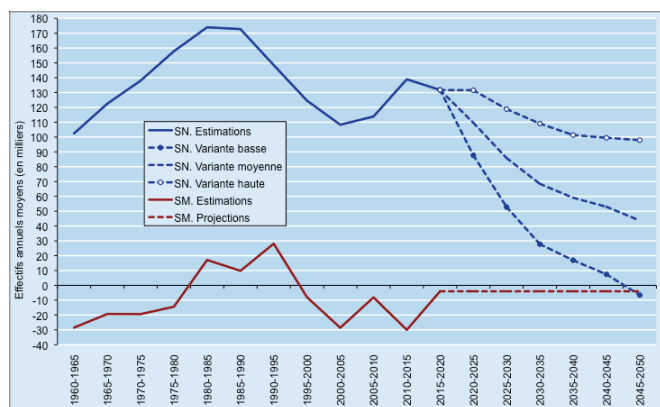
La fécondité en Tunisie a diminué d'une manière spectaculaire entre 1960 et aujourd'hui : de 7,0 enfants/femme à 2,2 enfants/

femme, soit un niveau correspondant au seuil de remplacement des générations. La population a certes vieilli (les 65 ans ou plus représentent près de 10 % de la population en 2020, deux fois plus qu'en 1960), mais elle demeure encore globalement assez jeune : un quart de la population est âgée de moins de 15 ans. Ce socle encore important de générations jeunes qui vont contribuer à la natalité des 30 prochaines années garantit une croissance naturelle, même en cas de baisse de la fécondité. Ainsi, avec seulement 1,3 enfant/femme, la Tunisie gagnerait tout de même près d'un million d'habitants à l'horizon 2050 (12,6 millions d'habitants). Avec 0,5 enfant de plus (1,8 par femme), le gain serait de 2 millions (13,8 millions d'habitants). Certes, on est loin des croissances importantes des dernières décennies et on s'approche du moment où la population de la Tunisie se stabilisera. À moins que la Tunisie ne conserve son niveau de fécondité actuelle. Dans ce cas, le pays pourrait compter 15 millions d'habitants en 2050.

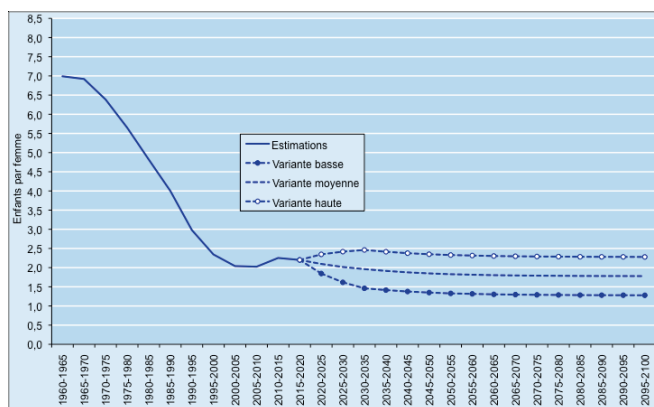
Le mouvement d'urbanisation devrait se poursuivre, mais de façon ralentie si la croissance démographique devait s'avérer modérée à l'horizon 2050. Tunis devrait, selon les projections des Nations unies, en profiter un peu plus que les autres strates urbaines.



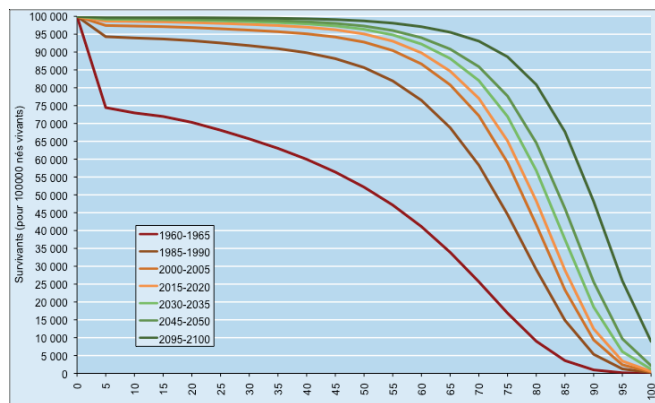
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



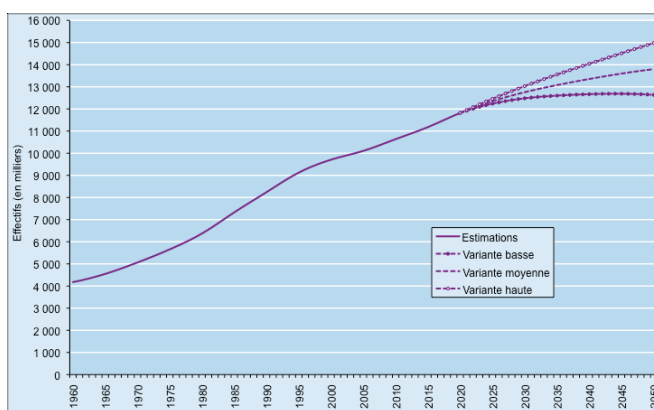
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



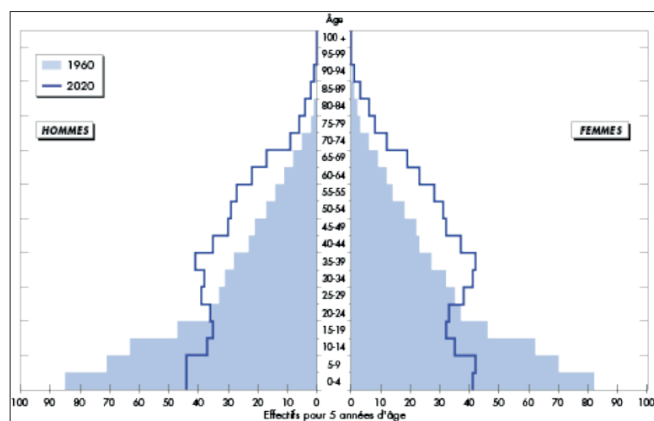
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



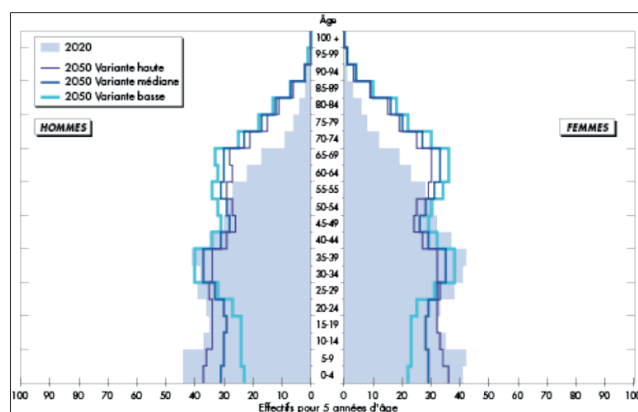
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



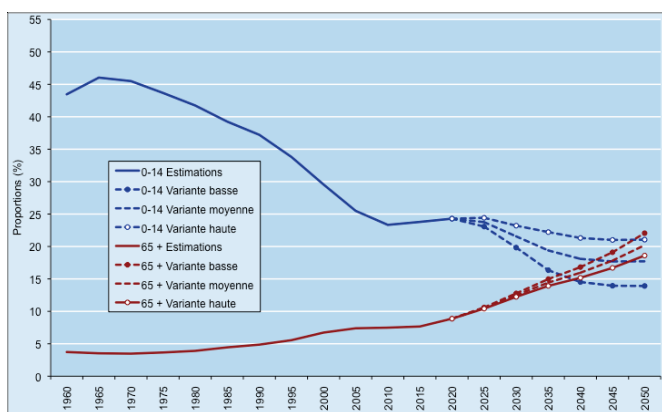
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



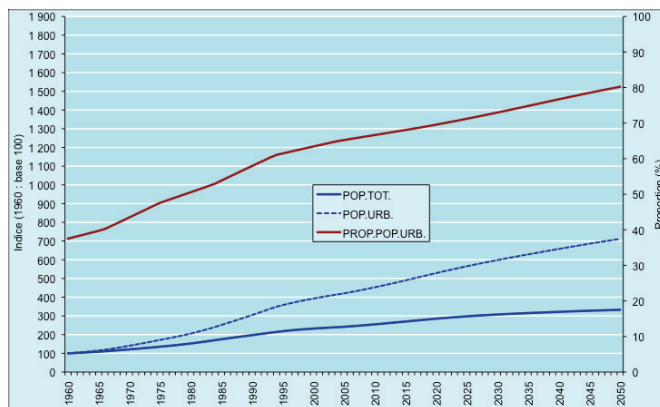
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



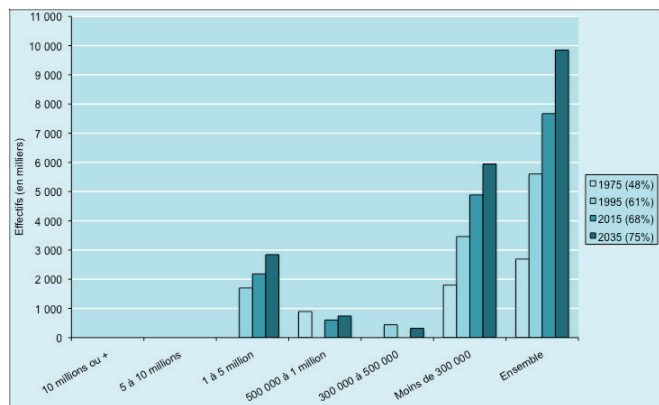
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Tunisie. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	6,99	2,98	2,20	1,35	1,85	2,35
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,26	1,36	1,05	0,65	0,89	1,13
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	42,75	68,12	74,39	80,06		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	44,76	72,75	78,46	82,95		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-142	140	-20	-4		

Population (milliers)		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
	Totale	4 178	8 242	11 819	12 636	13 797	14 982
	0-14 ans	1 816	3 067	2 871	1 758	244	3 154
	65 ans ou plus	156	401	1 049	2 787		

Turquie

85 millions d'habitants en 2020, trois fois plus qu'en 1960

Depuis 1960, les taux de natalité et de mortalité ont baissé simultanément mais à des rythmes inégaux. Entre 1960 et 2020, le taux brut de natalité est ainsi passé de 40 ‰ à 15 ‰ tandis que le taux brut de mortalité diminuait dans le même temps de 16 à 5 décès pour 1 000 habitants. Le taux d'accroissement naturel a donc progressivement baissé, passant d'une valeur de 2,5 % (ce qui correspond à un doublement de la population en moins de 30 ans) à une valeur de 1,0 % (soit un doublement de la population en 70 ans). Toutefois, tout au long de ces 60 dernières années, la population de la Turquie a été portée par une balance naturelle qui lui a permis de croître de manière très importante : en 1990, on comptait deux fois plus d'habitants qu'en 1960 (54 millions contre 27,5 millions). En 2020, 30 millions de personnes se sont ajoutés à l'effectif de 1990 : la Turquie compte aujourd'hui près de 85 millions d'habitants. Il n'est pas impossible que le cap des 100 millions soit atteint en 2050.



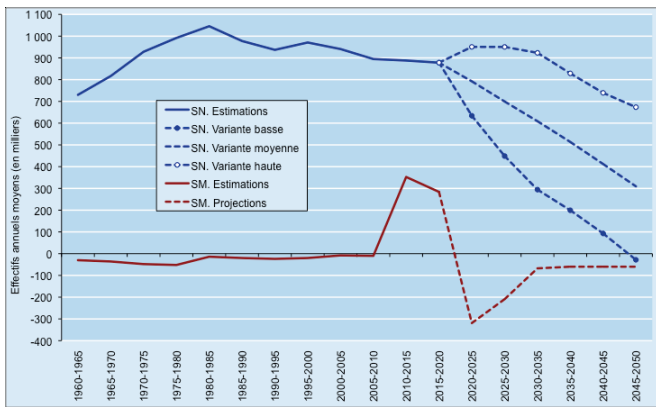
Quelques millions d'habitants supplémentaires à l'horizon 2050

Cette augmentation importante du nombre d'habitants (+ 57 millions en 60 ans, presque un million d'habitants supplémentaires chaque année) a coïncidé avec un bouleversement des comportements démographiques. La fécondité a été divisée par trois (de 6,2 enfants/femme en 1960 à 2,1 en 2020), tandis que les Turcs, hommes et femmes réunis, ont gagné 30 ans d'espérance de vie, soit une demi-année de vie supplémentaire tous les ans (de 47 ans à 77 ans). Ces deux évolutions se sont traduites par un triplement de la proportion de personnes âgées de 65 ans ou plus (de 3 % à 10 %) et une diminution de la proportion d'enfants de moins de 15 ans (de 42 % à 24 %). Aujourd'hui, en Turquie, les générations correspondant aux personnes âgées de 0 à 40 ans sont à peu près composées du même nombre de personnes.

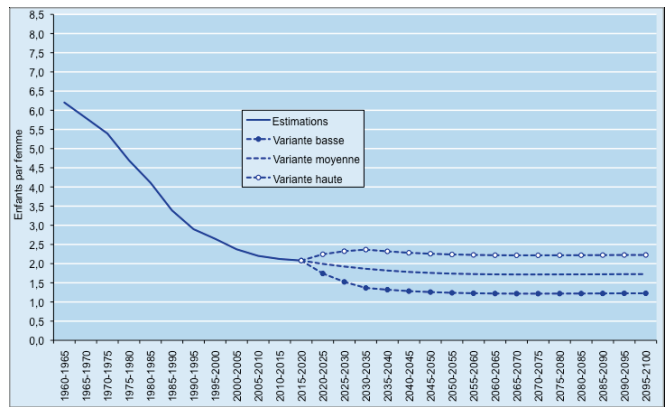
Cette configuration, conjuguée à une fécondité qui ne dépasse pas le seuil de remplacement des générations, ne permettra pas à la Turquie de gagner autant d'habitants que lors des périodes précédentes. Mais elle lui garantit tout de même une croissance démographique à l'horizon 2050, même si la fécondité devait diminuer. Ainsi, avec un indice synthétique de fécondité de 1,3 enfant par femme, la Turquie pourrait quand même gagner plus de 4 millions d'habitants au cours des 30 prochaines années. Il suffirait d'une fécondité de 1,8 enfant/femme pour que la Turquie atteigne les 100 millions d'habitants en 2050. Ce pallier symbolique ne doit toutefois pas dissimuler le fait que la croissance démographique de la Turquie arrive progressivement à son terme, sauf significatif rebond de sa fécondité.

Cette poursuite de l'augmentation du nombre d'habitants, à un rythme très faible en regard de sa trajectoire démographique depuis 1960, devrait se concentrer dans les villes où les jeunes adultes se trouvent. Le taux d'urbanisation déjà élevé (environ 75 %) devrait augmenter un peu, avec une densification urbaine modérée.

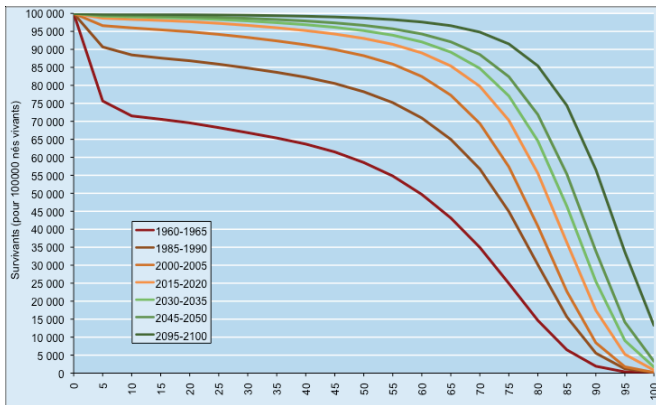
Solde naturel (SN) et migration nette (SM) (effectifs annuels moyens en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050



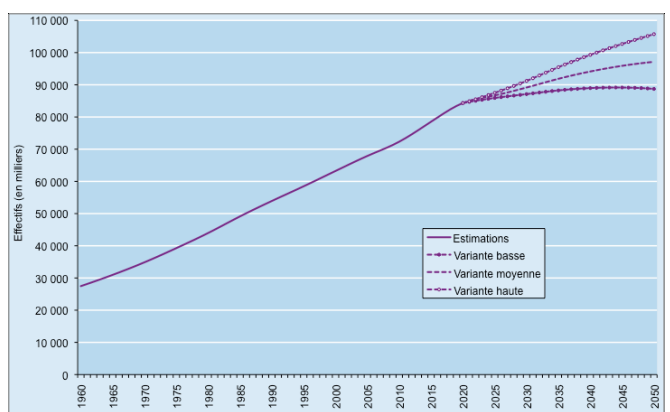
Indicateur conjoncturel de fécondité (enfants par femme). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



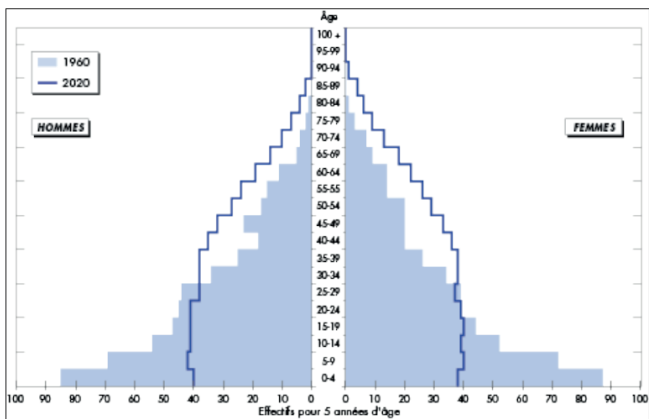
Survivants selon l'âge (pour 100 000 nés vivants). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



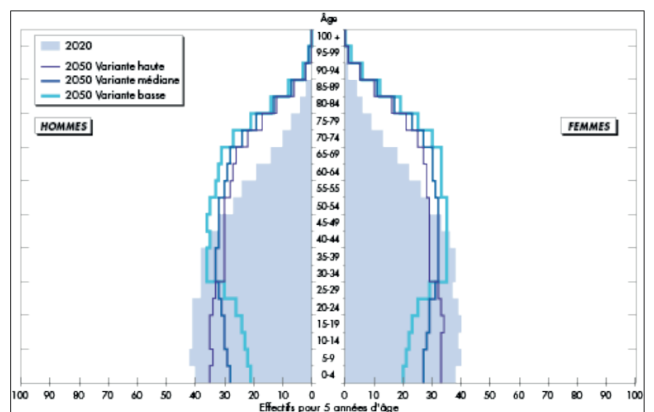
Population totale (effectifs en milliers). Estimations 1960-2020, projections 2020-2050 selon trois variantes.



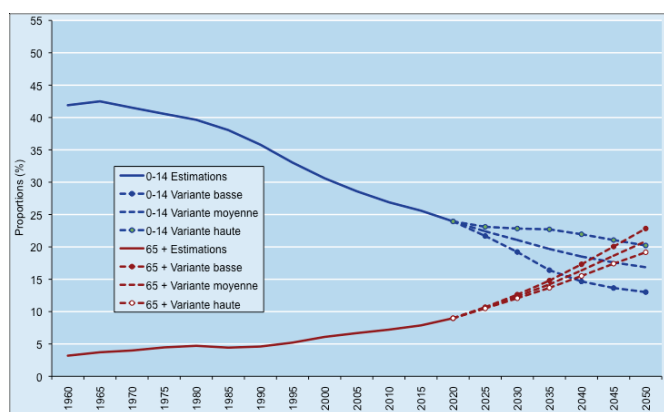
Pyramides des âges 1960 et 2020 (estimations au 1er juillet pour 1000 personnes au total dans chaque population)



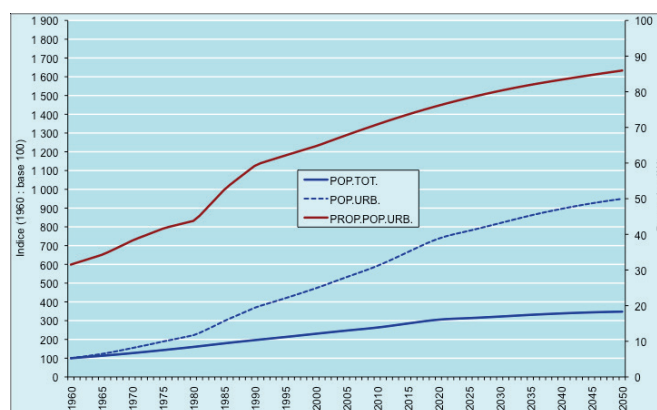
Pyramides des âges estimée en 2020 et projetées en 2050 selon trois variantes (pour 1000 personnes au total dans chaque population)



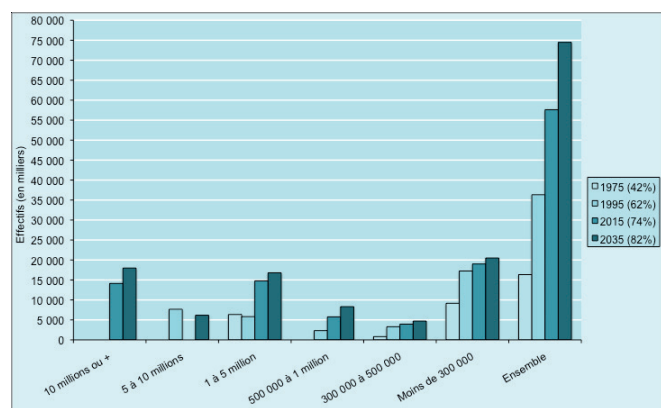
Proportions de moins de 15 ans et de 65 ans ou plus (%).
Estimations 1960-2020, projections 2020-2050.



Évolution de la population totale et de la population urbaine (1960, base 100) et du taux d'urbanisation (%). Estimations 1960-2015, projections 2015-2035.



Population urbaine selon la taille des agglomérations (effectifs en milliers). Estimations 1975, 1995, 2015 ; projections 2035.



Tendances passées et perspectives démographiques en Turquie. Quelques éléments chiffrés.

		1960-1965	1990-1995	2015-2020	2045-2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Fécondité	indicateur conjoncturel (enfants par femme)	6,20	2,90	2,08	1,26	1,76	2,26
	Taux net de reproduction (filles survivantes par femme)	2,12	1,27	0,99	0,61	0,85	1,09
Mortalité	Espérance de vie à la naissance des hommes (années)	44,42	61,83	74,30	81,40		
	Espérance de vie à la naissance des femmes (années)	50,16	69,39	80,23	85,18		
Migration	Nombre annuel moyen de migrants nets (milliers)	-150	-120	1 420	-60		

		1960	1990	2020	2050		
					Variante basse	Variante moyenne	Variante haute
Population (milliers)	Totale	27 472	53 922	84 339	88 729	97 140	105 727
	0-14 ans	11 511	19 300	20 193	11 552	16 376	21 377
	65 ans ou plus	876	2 484	7 575	20 268		



Plan Bleu pour l'environnement et le développement en Méditerranée
planbleu@planbleu.org - www.planbleu.org

ISBN ???